• L'UNIFICATION ALLEMANDE, CHANCE OU HANDICAP POUR L'EUROPE ? – Page 6

LE MONDE diplomatique

N° 434 - 37e année — MAI 1990

36 pages - 17 F

Algérie : 10 DA · DOM. : 22 F · Belgique : 110 FB · Canada : 3,50 $ C · C-d'Iv. : 1 170 F CFA · Espagne : 320 PTA · USA (N.Y.) : 2,75 $ US · USA (others) : 2,95 $ US · Roy.-Uni : 1,75 £ · Italie : 4 000 lires · Luxembourg : 110 FL · Maroc : 17,00 DH · P.-Bas : 6,00 FL · RFA : 5,50 DM · Sénég. : 1275 F CFA · Suisse : 4,20 FS · Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 31

Publication mensuelle – 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 015

PROCHE-ORIENT
Ambitions irakiennes
(Page 3.)

Démographie Développement Démocratie... et immigrations



Ernest Pignon-Ernest

La population de la planète a doublé depuis 1950. Elle aura encore doublé lorsque les enfants nés cette année commenceront à se préoccuper de leur retraite... Chiffre vertigineux, la Terre portera alors 10 milliards d'habitants. Comment vivront-ils ensemble ? La réponse à cette question est déjà inscrite dans les *choix qui sont faits aujourd'hui.*

Les analyses ici rassemblées dans un cahier spécial *(voir pages 15 à 22)* s'efforcent de présenter en termes clairs un problème d'autant plus complexe qu'il se pose de manière différente selon les continents, leurs cultures et traditions, leur niveau de développement économique.

Pauvreté et croissance démographique suscitent des mouvements migratoires de plus en plus amples, entre pays du Sud mais aussi vers les régions privilégiées du Nord. Aucun barrage policier ne saurait les endiguer. C'est pourtant ce que voudraient faire croire des démagogues. Leurs discours exaltent xénophobie et racisme qui, pour longtemps encore, envenimeront les passions politiques.

N'existerait-il donc aucune solution praticable pour freiner les immigrations ? Trois *termes* – les « trois D » – s'imposent, et ils sont inséparables : *démographie, développement, démocratie.* C'est ce dernier mot qui doit déterminer *toute stratégie réaliste.*

C. J.

EXPLOSION DES CONFLITS EN UNION SOVIÉTIQUE

Le temps de toutes les ruptures

L'attitude de Moscou, après la proclamation d'indépendance de la Lituanie, reste d'une très grande fermeté. On se souvient que sous prétexte de mettre fin à d'odieux massacres interethniques, l'intervention de l'armée en mars dernier à Bakou étouffa – au moins momentanément – l'ambition séparatiste de l'Azerbaïdjan. M. Gorbatchev estime ne pouvoir concéder aux Lituaniens ce qu'il refuse d'accorder aux Azéris, aux Géorgiens, aux Moldaves, sans parler des indépendantistes musulmans d'Asie centrale (lire les articles pages 10 et 11). *Les puissances occidentales, tout en manifestant de la sympathie à l'égard des légitimes aspirations lituaniennes, se sont gardées de la moindre initiative pouvant mettre M. Gorbatchev en difficulté. D'autant que le nombre des adversaires du président soviétique ne cesse d'augmenter, aussi bien parmi les officiers supérieurs de l'armée, gardiens de l'empire, que parmi les réformistes radicaux qui viennent de s'emparer des mairies de Moscou et de Leningrad. De surcroît, la situation économique continue de se dégrader et M. Gorbatchev est également contraint de se battre sur les multiples tranchées du vaste front social.*

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *

« *ON ne sent plus chez le Soviétique cette force qui lui permettait de supporter les difficultés quotidiennes au nom d'un avenir radieux, 67 %* [des personnes interrogées] *ne croient plus qu'il soit possible de créer une société sans malheurs et sans souffrances, 55 % ne conçoivent aucun projet de société, 10 % sont persuadées que leur vie ne connaîtra aucun changement, 17 % n'osent envisager leur existence future au-delà d'un ou deux ans.* » Tel est aujourd'hui l'état d'esprit en Union soviétique, selon les résultats d'un sondage publié dans *les Nouvelles de Moscou.* C'était un constat devenu déjà banal, somme toute. En revanche, la même livraison du très libéral bebdomadaire faisait l'éloge, bien plus sidérant, de la politique économique des « Chicago boys » au ... Chili du général Pinochet (1). Paradoxe ?

A peine. L'URSS a mis le cap sur l'économie de marché dans une totale confusion d'idées, d'espérances et d'angoisses, faute d'expérience historique concrète du libéralisme. Ce dont on rêve, bien sûr, c'est d'être délivré des servitudes de la pénurie et des aberrations du système bureaucratique, de voir fleurir bientôt en Russie des marchés opulents, « à l'occidentale », ou « comme en Pologne et en Hongrie ». Ce que l'on craint, c'est l'insécurité. A l'extérieur, une image simplifiée de la vie politique fait croire à des avancées toujours plus triomphales des « réformateurs ». Or le fort taux d'abstention aux dernières élection locales révèle une réalité plus complexe. Et si la révolte contre la bureaucratie et l'injustice fait tache d'huile, elle ne signifie pas automatiquement l'adhésion aux réformes. Pour s'en référer à nouveau aux sondages, tous en témoignent : « *15 % de véritables partisans des réformes libérales* », constatait l'un d'eux. Les plus fervents adeptes de ces réformes le déplorent. Ils pointent du doigt la nouvelle figure de l'adversité : l'« *égalitarisme* » russe, fruit d'une « *mentalité d'esclaves* » millénaire (2).

Une certitude, la seule peut-être : le « consensus » de l'ère Brejnev – sécurité sociale minimale et loi du moindre effort en échange d'une passivité politique – est révolu. Il faut à la perestroïka un nouveau consensus. Cela suppose une profonde rupture sociale.

La tradition égalitaire des Russes y fait obstacle. Et, avec elle, disent les réformateurs, le collectivisme, l'esprit grégaire, l'anti-individualisme, l'opposition à l'enrichissement personnel. C'est en tout cela que réside l'obstacle le plus sérieux à l'initiative individuelle, l'explication du manque d'empressement des paysans à « *prendre les terres* » et des ouvriers à lier leurs rendements à la rentabilité de l'entreprise. Certes, la réaction anti-égalitaire est bien compréhensible, dans un système où tout a été organisé pour contenir l'individualisme, où le primat du « collectif » a été, trop souvent, une prime à l'incompétence et à la médiocrité. Mais ce discours, souvent teinté d'anti-ouvriérisme, ne trahit-il pas aussi l'impatience de jeunes loups aux dents longues qui, de l'« égalitarisme » abhorré, font une nouvelle et commode mythologie ?

Qu'en est-il, en fin de compte, de cette « égalité » ?

Une première confusion à éviter, c'est celle de l'égalité sociale avec le nivellement des revenus. Une seconde, c'est celle du nivellement des revenus salariaux avec l'égalité des revenus *tout court.*

Le *nivellement* est très réel entre salariés, en défaveur des ingénieurs, des médecins, des enseignants, et donc économiquement démotivant. Mais il n'empêche pas de fortes différences de revenus et de niveaux de vie entre les deux catégories extrêmes – riches et pauvres – de la société. Pour les seuls revenus, un auteur estime que, des 20 % les mieux payés aux 20 % les moins bien rémunérés, l'écart est de 3,5 « *contre 2,5 aux Etats-Unis* (3) ». Un autre, qui se réfère aux « *10 %* » à chaque extrémité de l'échelle, note des différences de 14 aux Etats-Unis, 11 en Suède, 7 en RFA, 6 au Japon, 5 seulement en URSS.

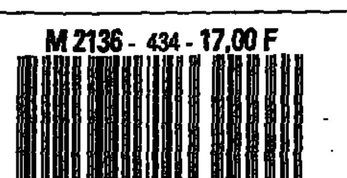
(Lire la suite page 12.)

* Auteur de *l'URSS : une société en mouvement*, éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1990.

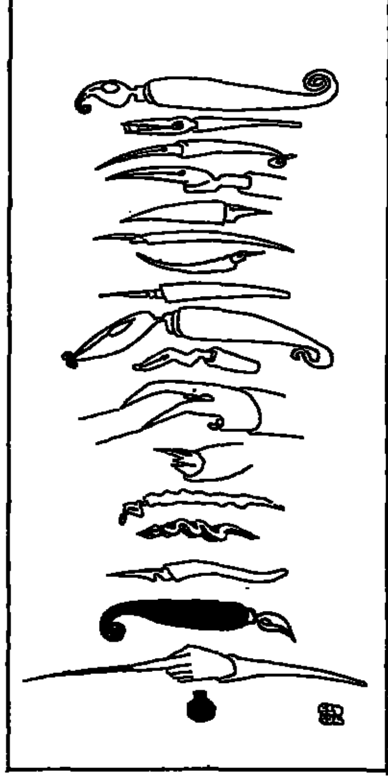
(1) *Les Nouvelles de Moscou*, n° 12, 23-29 mars 1990. Lire aussi, « Le modèle Pinochet », page 13.

(2) *Cf. Vekh XX i Mir*, n° 3, 1989.

(3) V. A. Naichoul, « Problèmes de la formation du marché en URSS », *in Postijenie*, ouvrage collectif, éd. du Progrès, Moscou, 1989, pp. 441 et suiv.



COURRIER DES LECTEURS



Peuples et frontières en Europe

M. Michel Louis Lévy, de l'Institut national d'études démographiques, nous adresse la lettre suivante :

Dans la situation nouvelle où est plongée l'Europe, il est clair que les peuples et leurs frontières ne coïncident pas, et que toute tentative de redessiner les frontières ou de transférer les populations ne peut conduire qu'au chaos. Il faut s'en tenir au principe d'Helsinki, et prendre les frontières telles qu'elles sont.

Mais il est clair aussi que les Européens ignorent totalement la situation de l'Europe, et (...) il est donc urgent de coordonner et de diffuser de bonnes études des phénomènes migratoires, religieux, linguistiques, culturels dans toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural.

L'idée géniale de Jean Monnet fut de trouver le charbon et l'acier comme premier sujet de coopération pour la Communauté de l'Europe de l'Ouest. Il me semble que l'équivalent, pour la « Confédération européenne » dans les limbes, serait précisément les minorités et les migrations. Un recensement des peuples d'Europe, dans lequel on demanderait le lieu de naissance, la langue maternelle et divers indicateurs d'appartenance culturelle à discuter, pourrait être inscrit dans la Constitution de ladite Confédération, tout comme le recensement de l'Union fut inscrit dans celle des Etats-Unis d'Amérique, en 1789.

En se faisant le support de cette idée, *le Monde diplomatique* pourrait apporter sa pierre au maintien de la paix en Europe.

Pour une Europe nouvelle

Mme Simone Bonnafous, maître de conférences à l'université Paris-XII (Créteil), après lecture de l'article de Claude Julien « Démocraties sans courage », publié dans notre numéro de novembre 1989, nous adresse une longue réflexion, dont voici un extrait :

Que sera l'Europe de demain ? Un grand continent social-démocrate ? Une nouvelle Amérique ? Une fois passées les émotions des retrouvailles et des embrassades, qu'aurons-nous à proposer à ces populations qui rejettent aujourd'hui le carcan bureaucratique ? Si tous aspirent à la liberté « bourgeoise » d'expression et de circulation, il ne faut pas non plus sous-estimer les réticences de fractions importantes du salariat qui, en Union soviétique en particulier, craignent pour leurs emplois. Ne prenons pas non plus les jeunes Allemands de l'Est pour des naïfs : pour avoir regardé quotidiennement les télévisions occidentales, ils n'ignorent pas, pour la plupart, tout ce que le système capitaliste engendre d'inégalités et parfois de misère.

Quelles valeurs avons-nous aujourd'hui à réaffirmer, à soutenir et, surtout, à faire progresser dans les faits ? A la jeunesse allemande, soviétique, polonaise, formée et instruite, désireuse de contacts et d'échanges, n'aurons-nous à proposer que l'idéal de la réussite individuelle, de l'argent et les slogans des « gagneurs » ?

Si nous n'avons effectivement que cela, alors l'Europe future sera triste, dure, inégalitaire. Et la paix ne sera pas garantie, car l'inégalité entre les peuples ou à l'intérieur des nations est le ferment des rivalités et des conflits.

A nos lecteurs

La rédaction du *Monde diplomatique*, comme tous les services et les publications du Monde S.A., quitte, début mai 1990, ses bureaux de la rue des Italiens, qu'elle occupait depuis sa fondation en 1954.

Nos nouveaux locaux se trouvent *5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris, à deux pas du siège actuel du* journal *le Monde*. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir adresser désormais leur courrier à notre nouvelle adresse et de noter notre numéro de téléphone provisoire (du 1er mai au 18 juin 1990) :

42-22-20-20.

Les Albanais de Yougoslavie

M. Durak Duraku, président de l'Association albanaise en Belgique, nous précise, à propos du nombre d'Albanais en Yougoslavie (le Monde diplomatique, *mars 1990) :*

Suivant ces chiffres, la population albanaise représente 7,7 % de l'ensemble yougoslave. Bien que le chiffre soit exact, il ne concerne que la population albanaise du Kosovo sans tenir compte de près de 700 000 Albanais (400 000 officiellement lors du dernier recensement de 1981) dans la République de Macédoine et dans d'autres régions de la Yougoslavie.

Syndicalisme et armée

Nous avons reçu la lettre suivante signée par MM. Théo Aerts, Freddy Libin et Gustaf Stassens, respectivement vice-président de l'Organisation européenne des associations de militaires (EUROMIL), président du Syndicat belge des officiers et président de la Centrale générale des syndicats militaires :

Dans le souci d'aider les gendarmes et militaires français, nous nous adressons à vous pour poser quelques questions :

– Comment se fait-il que, dans le cadre du Marché commun, la France accepte les résolutions et recommandations du Parlement européen en matière financière et économique, et non en matière sociale ? Ainsi, la résolution du 12 avril 1984 affirme le droit des militaires et des gendarmes actifs *de s'associer pour former des organisations* professionnelles ou syndicales afin de défendre leurs intérêts moraux et matériels ainsi que ceux de leurs familles. La résolution n° 903 du Conseil de l'Europe est du même ordre.

– Pour quelle raison les militaires et gendarmes ont-ils le droit de former des syndicats en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche, au Danemark, en Suède et en Norvège, et pourquoi ce droit ne leur est-il pas reconnu en France, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grande-Bretagne ? Tous ces pays ont, ou ont eu, des gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates. Pourquoi donc cette différence ?

– Comment explique-t-on que les pays *où les militaires et les gendarmes* ne possèdent pas le droit de créer des syndicats aient connu des régimes militaires (régime des colonels en Grèce), des tentatives de coup d'Etat et même des guerres ?

Peut-être la réponse à ces questions aidera-t-elle les militaires et gendarmes, en France et dans d'autres pays, à obtenir le droit de créer des syndicats pour défendre leurs intérêts.

L'Est, à l'heure du bilan

M. Henri Royo, de Nîmes, après lecture de nos articles sur les bouleversements en Europe de l'Est (le Monde diplomatique, *de décembre 1989, janvier, février et mars 1990), nous rappelle un texte prémonitoire.*

A l'heure où des pays se débarrassent des caricatures du socialisme qui les oppressaient, je voudrais rappeller une chanson de Jean Ferrat, écrite en 1980. Ce texte a gardé toute sa force et doit nous redonner confiance pour qu'enfin la liberté et la justice sociale éclairent notre pauvre monde.

Le Bilan

Ah ils nous en ont fait avaler des couleuvres
De Prague à Budapest de Sofia à Moscou
Les staliniens zélés qui mettaient tout en œuvre
Pour vous faire signer les aveux les plus fous
Vous aviez combattu partout la bête immonde
Des brigades d'Espagne à celles des maquis
Votre jeunesse était l'histoire de ce monde
Vous aviez nom Kostov ou London ou Slansky
Au nom de l'idéal qui vous faisait combattre
Et qui nous pousse encore à nous battre aujourd'hui
Ah ils nous en ont fait applaudir des injures
Des complots déjoués des dénonciations
Des traîtres démasqués des justes pendaisons
Ah comme on y a cru aux déviationnistes
Aux savants décadents aux écrivains espions
Aux sionistes bourgeois aux renégats titistes
Aux calomniateurs de la révolution
Au nom de l'idéal qui nous faisait combattre
Et qui nous pousse encore à nous battre aujourd'hui (...)

La droite et la gauche

De M. Barnard Oertel, conseiller municipal socialiste d'Ostwald (Bas-Rhin) :

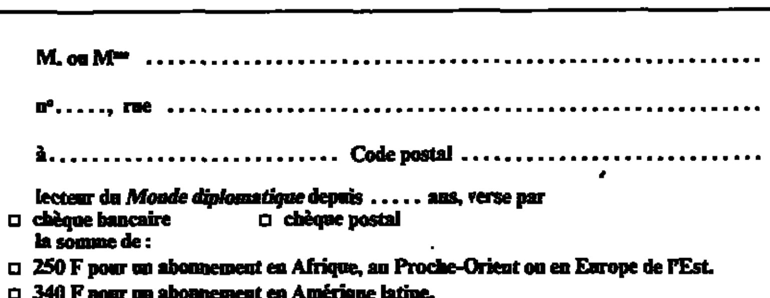
Les lampions se sont éteints, le congrès de Rennes (du parti socialiste) est terminé, quel triste spectacle pour un parti au pouvoir ! On a personnalisé à outrance les débats et l'idéologie fut le parent pauvre de ce congrès (...) Qu'un nombre de personnes ne trouvent pas à se loger à des prix abordables, mais qu'à cela ne tienne : flambée des prix du mètre carré de bureaux, profits vertigineux à la Bourse, exaltation du moi, frénésie des jeux à la télévision, au moins, là, les pauvres en ont pour leur argent. On peut toujours baver d'envie, cela ne résoudra pas les inégalités. Voilà des sujets mobilisateurs, mais en voulant faire aussi bien que la droite, le Parti socialiste a vendu son âme, il est devenu un simple parti gestionnaire. (...) Un sursaut est encore possible, mais le peuvent-ils, ces dirigeants coupés des réalités et des aspirations des Français ?

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 40 417 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, cinquante-sept abonnements ont été établis : trente et un en Afrique et au Proche-Orient, sept en Amérique latine, dix-huit en Europe de l'Est et un en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :



M. ou Mme ....

n°....., rue ....

à........................ Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
□ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris-Cédex 015).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
5, rue Antoine-Bourdelle
75501 PARIS-CEDEX 015
Tél. : 42-22-20-20

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

LE PROCHE-ORIENT A L'HEURE DES MISSILES ET DES ARMES CHIMIQUES

Ambitions irakiennes

EN menaçant d'utiliser des armes chimiques en cas d'agression étrangère, l'Irak a mis en lumière une modification profonde des données stratégiques au Proche-Orient : un nouveau conflit *serait meurtrier pour tous les belligérants, y compris* Israël. L'accélération de la course aux armements dans la région, provoquée principalement par le refus du gouvernement de Jérusalem de reconnaître les droits nationaux des Palestiniens, *met en péril désormais* la stabilité d'une région stratégique, aux portes de l'Europe.

Par ALAIN GRESH

Rien, ou presque, ne manque au scénario : infiltration dans les rangs de l'ennemi ; rendez-vous piégés ; inventeur génial et mystérieux ; menace atomique ; méchants Arabes... Même pas le happy end avec la victoire des vaillants soldats de Sa Gracieuse Majesté *qui* contrecarrent l'exportation vers l'Irak, d'abord d'éclateurs servant à la mise à feu d'une bombe atomique puis de huit fûts métalliques, parcelles d'un *« canon de l'Apocalypse »* nucléaire.

Imaginée par Ian Fleming, le créateur du célèbre agent 007 James Bond, l'histoire se serait arrêtée là. Mais la vie n'est pas toujours un roman d'espionnage où la distinction entre gentils et vilains paraît si simple. D'abord les faits eux-mêmes sont loin d'être établis. Ainsi l'affaire de la « Grosse Bertha » atomique a sombré dans la confusion, et les experts se disputaient pour savoir si les fûts allaient *servir à un canon*, à *un simulateur* de tir balistique, à un lance-satellite ou plus simplement, comme il était spécifié sur les licences légales d'exportation, à l'industrie pétrochimique.

Et surtout cette succession de coups *de filet des douanes britanniques* a mis en lumière des faits troublants. Les éclateurs avaient été commandés par la société Euromac, dont le siège est à *Londres et qui a servi,* durant toute la *guerre du Golfe,* de centrale d'achats militaires pour l'Irak : ce fructueux négoce améliorait la balance des paiements du Royaume-Uni et contribuait à la lutte contre la « révolution islamique ». *Ironie de l'histoire,* ces mêmes éclateurs avaient été acquis illégalement par Israël en 1984 ; l'Etat hébreu a dû finalement les restituer, non sans avoir juré, comme l'Irak aujourd'hui, *qu'ils n'étaient absolument pas destinés* à un usage atomique (1).

Quant au rocambolesque feuilleton du canon géant, il a attiré l'attention *sur les activités de l'ingénieur canadien* Gerald Bull, mystérieusement assassiné en mars dernier à Bruxelles. Après avoir travaillé pour le gouvernement des Etats-Unis, il avait fondé sa propre *entreprise pour devenir, au sens propre,* un marchand de canons. *« Il y a toujours amateurs pour ces délicats instruments »,* chantait Boris Vian. M. Bull vendait donc au plus offrant : ainsi, il a perfectionné l'artillerie israélienne (2), aidé les Sud-Africains – un peu illégalement, ce qui lui a valu une légère condamnation, – et contribué à l'effort de guerre irakien (3). Le marché n'est-il pas libre ? Qui pourrait le lui reprocher ?

Certainement pas le Royaume-Uni, qui, après ces récents épisodes, a autorisé la banque Midland à accorder un crédit de 250 millions de livres au gouvernement de Bagdad pour favoriser les exportations britanniques.

Ni les Etats-Unis, qui ont fait de l'Irak leur deuxième fournisseur de pétrole et ont, en 1986, exporté des équipements électroniques ayant contribué au programme spatial de ce pays.

Encore moins la France, qui a d'ailleurs gardé un prudent silence ces dernières semaines. Dès 1975, M. Jacques Chirac, alors premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, recevait à Paris l'homme fort de l'Irak, M. Saddam Hussein, *« un dirigeant réaliste, conscient de ses responsabilités, soucieux des intérêts de son pays et du bon équilibre de cette région du monde ».* Quelques mois plus tard, Paris signait avec Bagdad un contrat de livraison de soixante avions Mirage *avant de s'engager* à vendre deux cents chars AMX.



Demain, M. Ariel Sharon ?

CETTE *coopération ne se démentira* jamais, et le président François Mitterrand se rangera aux côtés de M. Saddam Hussein dans sa croisade contre l'imam Khomeiny : ni les crédits *ni les armes françaises ne manqueront.* Reçu en février dernier à Bagdad, le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, confirme cette singulière amitié : *« M. Hussein est un dirigeant courageux et aimé, qui a une vision d'ensemble et à long terme* (4). » Le ministre se félicite aussi du lancement par Bagdad d'une fusée balistique, *« un succès dans le renforcement de la défense du pays ».* L'Irak n'étant pas en Eurpe de l'Est, aucune allusion ne sera faite aux atteintes aux droits de l'homme dans un Etat où, selon Amnesty International, l'on torture des enfants de cinq mois pour faire avouer leurs parents.

D'ailleurs l'Irak est habitué à cette mansuétude. L'utilisation massive d'armes chimiques contre les troupes iraniennes et contre ses propres populations civiles (plusieurs milliers de morts dans le village de Halabja en 1988) ne suscita que de molles condamnations : *l'essentiel n'était-il* pas de vaincre l'Iran ? Réunie à Paris en janvier 1989, la conférence sur les armes chimiques se borna à une déclaration platonique, tandis que dans les couloirs *certaines* délégations sollicitaient les conseils de leurs collègues irakiens pour la mise sur pied de leur propre industrie chimique...

« Nous détruirons la moitié d'Israël avec des armes chimiques binaires (5) *si ce pays nous attaque »,* a juré le président Saddam Hussein au début du mois d'avril. Il voulait prévenir un raid du type de celui effectué contre le réacteur nucléaire Osirak par l'aviation israélienne en juin 1981 et qui avait été *tacitement approuvé* par de nombreux pays occidentaux. Un officiel israélien de haut niveau répondit que si la Syrie ou l'Irak utilisaient ces armes, ils subiraient des représailles *« dépassant de loin ce qu'ils ont connu jusque-là* (6) ».

Aujourd'hui Israël, l'Egypte, la Syrie, l'Irak, l'Iran et sans doute la Libye possèdent de tels matériels et l'Etat hébreu reste le seul à fabriquer la bombe atomique, alors que l'état de guerre persiste au Proche-Orient du *fait du refus israélien de reconnaître* les droits nationaux des Palestiniens. Cette prolifération devrait susciter des mesuses globales et une condamnation sans discrimination, mais, dans ce *domaine aussi, certains sont plus égaux* que d'autres.

Si les menaces américaines contre l'usine libyenne de Rabta sont monnaie courante, si le président Bush a *condamné* le programme nucléaire de l'Irak, on attend encore une réaction de la Maison-Blanche face à l'accumulation par Israël de bombes atomiques et de gaz toxiques. A lire les éditorialistes *de la presse, outre-Atlantique, on pourrait* penser que seuls des Arabes « brutaux et sans scrupules », comme chacun sait, sont susceptibles d'utiliser de telles armes. Pourtant les Etats-Unis, *pays démocratique,* ont eux-mêmes arrosé le Vietnam de produits toxiques. Qui pourrait vraiment garantir que M. Ariel Sharon, demain peut-être ministre de la défense israélien ou même chef du gouvernement, n'en fera pas usage ?

D'autant qu'ont proliféré au Proche-Orient les missiles capables de transporter des charges explosives, des gaz, *voire des têtes nucléaires.* Le 5 décembre 1989, l'Irak annonce le lancement d'une *fusée balistique à trois étages* ainsi que la mise au point d'un missile sol-sol Tammuz-1 d'une portée de 2 000 kilomètres. Quelques semaines plus tard, Israël met en orbite un satellite *espion Ofek-2.*

L'histoire de la course aux fusées dans la région remonte aux années 50, quand la société française Avions Marcel Dassault collaborait avec Israël : en *1961 est expérimenté* la Jéricho-I, d'une portée de 450 kilomètres. Après la guerre de 1973, les Soviétiques commercialisent dans la région le Scud-B, d'un rayon d'action de 250 kilomètres, devenu tellement courant aujourd'hui qu'on peut se le procurer sur les marchés de seconde main.

C'est la guerre du Golfe, dans les années 80, qui accélère la compétition. Tandis que l'Irak et l'Iran, durant la guerre des villes, se bombardent grâce à des Scud « dopés », toutes les puissances de la région cherchent à se doter de ces nouveaux engins. L'Egypte, en collaboration avec l'Argentine et l'Irak, *tente de mettre au point* la *fusée* Badr (Condor) d'une portée de 800 kilomètres. La Jéricho-II israélienne atteindra bientôt une portée de 1 500 kilomètres. L'Arabie saoudite se dote, au début de 1988, grâce à l'aide de la Chine, de fusées DF-3 (désignées par l'OTAN sous le *nom-de-code* CSS-2) capables de toucher des cibles à plus de 3 000 kilomètres.

Israël peut être frappé en quelques minutes par des fusées ennemies ; et tous les pays du Proche-Orient *sont* désormais à portée des missiles israéliens. L'insécurité s'installe, accroissant les possibilités d'une « première frappe préventive » qui risquerait d'embraser une nouvelle fois la région et de menacer l'Europe si proche.

« L'homme qui veut détruire Israël », titre un grand hebdomadaire parisien (7). M. Saddam Hussein, lunettes noires, fusil-mitrailleur au poing, occupe, menaçant, la page de *couverture. Les articles sont pourtant* plus nuancés et un journaliste note, à juste titre, que *« les ambitions »* (du dirigeant baasiste) *concernent moins Israël que le monde arabe ».*

Depuis la fin du conflit du Golfe, l'Irak, qui dispose d'énormes réserves de pétrole, d'une puissante *industrie* d'armement et d'un million d'hommes sous les drapeaux, a posé sa candidature à la direction d'un monde arabe divisé, déboussolé par l'entente qui se dessine entre Moscou et Washington : pour la première fois depuis 1955 (date du premier accord de vente d'armes du bloc socialiste à l'Egypte), il n'a plus la possibilité de jouer sur les rivalités entre les Deux Grands.

« Les Arabes respecteront seulement ceux qui les respectent, clame le président Saddam Hussein. *Les Américains, les Soviétiques, les Français, les Britanniques, les Chinois et les Japonais assurent leur sécurité grâce à leurs ressources propres, la nation arabe n'est pas moins capable que ces pays, elle a même des ressources plus importantes* (8) ». Et de dénoncer, avec une certaine logique, le double langage occidental : *« On ne peut interdire aux Arabes de posséder des armes que d'autres possèdent. »*

Ce discours nationaliste s'accompagne d'un activisme fébrile qui vise à faire de l'Irak le pivot du monde arabe : intervention aux côtés du général chrétien Aoun au Liban pour contrer l'ennemi de toujours, le président syrien Hafez El-Assad (9) ; aide à la dictature militaire islamiste au Soudan contre la rébellion sudiste ; constitution du Conseil de coopération arabe *avec l'Egypte, la Jordanie* et le Yémen du Nord. Depuis le début de la crise actuelle, la Ligue arabe s'est d'ailleurs solidarisée avec l'Irak ; elle a même entériné l'odieuse exécution, le 15 mars 1990, du journaliste britannique Farzad Bazoft.

Mais chacun de ses membres s'inquiète : Ryad, médiatrice de la crise au Liban, rejette les ingérences de Bagdad ; Koweït craint les ambitions territoriales jamais démenties de son voisin ; Le Caire a renoué avec Damas pour faire contrepoids aux ambitions irakiennes.



S. Salgado Jr - Magnum

REPRÉSENTATION THÉATRALE SUR LE FRONT IRAKIEN, EN 1983
L'important était de réduire la révolution islamique en Iran

Malgré sa volonté de se poser en dirigeant charismatique et unificateur du monde arabe, le président Saddam *Hussein ne rencontre qu'un faible* écho. Dans les années 50 et 60, l'appel de Nasser s'appuyait, non seulement sur le prestige et la force de l'Egypte, mais sur un discours cohérent de *renaissance nationale, de justice* sociale, de participation populaire. Son principal instrument, la radio La Voix des Arabes, faisait vibrer les foules du Golfe à l'océan Atlantique, descendre dans la rue des *millions* d'hommes d'Amman à Beyrouth, tomber les monarchies haïes et pro-occidentales de Bagdad à Sanaa.

Au pouvoir depuis 1968, le dirigeant irakien symbolise – comme Hafez El-Assad en Syrie ou les différents monarques du Golfe, – tous les échecs d'une *génération qui a exercé pendant* plus de vingt ans un pouvoir absolu. Incapable d'apporter une solution à la question palestinienne, s'appuyant sur un fantastique appareil de répression, elle *a profité du conflit israélo-arabe* pour se maintenir à tout prix au pouvoir, briser toute opposition, brider les aspirations à la démocratie. Si les richesses pétrolières lui ont permis d'alléger les *contradictions sociales,* la *politique* de libéralisation (*infitah*), inaugurée par le président égyptien Anouar El Sadate au début des années 70, a été incapable d'assurer un développement autonome et *équilibré. Seuls les islamistes sont* sortis indemnes de ce naufrage idéologique et politique.

Les vents d'Est n'ont pas encore balayé le Proche-Orient et nul ne peut dire dans quel sens ils souffleront. En *imposant* une solution au drame palestinien, en contribuant, avant qu'il ne soit trop tard, à un véritable contrôle des exportations d'armements, en ne cautionnant plus par leur silence les atteintes aux droits de l'homme – que ce soit dans les pays arabes, l'Iran ou dans les territoires occupés par *Israël,* – l'Occident et l'Union soviétique éviteraient, sans doute, que ne l'emportent demain les vents du désespoir et de l'extrémisme.

---

(1) *International Herald Tribune,* 29 mars 1990.
(2) Déclarations du général de brigade (cadre de réserve) Abraham Bar-David, *International Herald Tribune,* 14-15 avril 1990.
(3) *The Independent,* Londres, 13 avril 1990.
(4) *Alif-Ba,* Bagdad, 7 février 1990.
(5) Ces armes binaires ne sont pas plus meurtrières que les armes chimiques classiques, mais elles se caractérisent par des modalités de stockage beaucoup plus sûres. Dans chaque bombe se trouvent deux réservoirs comprenant chacun un produit inoffensif et c'est l'explosion de l'engin qui, en mettant en contact les deux éléments, crée un produit toxique.
(6) Cité par l'*International Herald Tribune,* 4 avril 1990.
(7) *Le Point,* 9 avril 1990.
(8) Discours de M. Saddam Hussein cité par *Service of World Broadcast,* BBC, Londres, 10 avril 1990.
(9) Alain Gresh, « Le Liban au miroir des déchirements arabes », *le Monde diplomatique,* janvier 1990.

DANS UN MONDE OÙ DÉCLINENT LES SUPERPUISSANCES

L'Amérique frappée de léthargie

PRISE de court par les bouleversements dans l'Est européen et en Union soviétique, contrainte d'assumer le pesant héritage reaganien, assaillie par la concurrence étrangère, en particulier japonaise, l'Amérique semble frappée de léthargie. Endettée, mais fort riche aussi, elle étale les faiblesses de son *imagination, à l'intérieur comme à l'extérieur, et paraît incapa*ble d'exploiter l'effondrement du système communiste qu'elle appelait pourtant de ses vœux depuis plus de quarante ans.

Par MARIE-FRANCE TOINET *

Il y a deux ans, les deux superpuissances tenaient la vedette. Elles venaient de signer à Moscou (29 mai-2 juin 1988) le traité de démantèlement des forces nucléaires intermédiaires basées en Europe : bien que directement concernée, cette dernière n'avait pas participé aux négociations et n'avait été consultée que pour la forme.

Mai 1990 : y a-t-il même encore des « superpuissances » ? L'URSS est en train d'imploser au ralenti. Et les Etats-Unis se délectent avec morosité, et non sans nombrilisme, du déclin de leur hégémonie : l'histoire n'est pas « finie », contrairement à ce que prétend Francis Fukuyama (1), mais elle se convulse ailleurs et sans eux. En peuvent-ils mais ?

Certains, comme M. Dick Gephardt, chef de la majorité démocrate à la Chambre, prétendent que oui et accusent le manque de leadership présidentiel (2). Le dirigeant démocrate est en cela relayé par une presse dans l'ensemble sans pitié. « *Effaré* », « *sans plan* », « *fainéant* », le gouvernement Bush n'est pas « *à la hauteur* ». La joie qu'avait procurée aux Américains, président en tête, la capture du général Noriega (au mépris de la souveraineté panaméenne) aura été de courte durée.

Car les incertitudes de l'évolution mondiale dans lesquelles se trouvent englués les Etats-Unis ne sont aucunement clarifiées par l'épisode panaméen ou par les discours de M. Bush. Celui-ci a peut-être prouvé sa virilité (3) en déposant un tyranneau avec lequel il entretenait d'excellentes relations jusqu'en 1988, mais il n'a pas démontré pour autant la perspicacité et l'ampleur de vues requises d'un chef d'Etat : « *La force et la résolution américaines (...) restent à démontrer, en Europe et en concurrence avec Mikhaïl Gorbatchev, pas dans des conflits périphériques avec des tyrans mineurs* (4) ».

Au fond, l'invasion du Panama comme le budget présenté le 29 janvier 1990 par le président sont symboliques de la seule volonté dont semblent savoir faire preuve les Etats-Unis à l'heure actuelle : dissimuler et se dissimuler les problèmes réels derrière des épouvantails ou un optimisme forcé sur la situation intérieure et de bonnes intentions sur l'évolution du monde.

Démocrates ou républicains, c'est l'ensemble du corps politique qui est paralysé. Certes, M. Bush n'a pas de « vision ». Mais qui en a une aux Etats-Unis ? Alors même que le communisme s'effondre, le camp libéral paraît tout aussi stérile : le système politique américain semble incapable de définir les problèmes – les siens et ceux du monde – et, *a fortiori*, d'en débattre tant il redoute les réactions négatives d'une opinion qui ne lui accorde aucun respect et aucune confiance. Pour beaucoup d'analystes, les Etats-Unis semblent atteints d'« *atrophie cérébrale* » (5).

L'émancipation des puissances moyennes

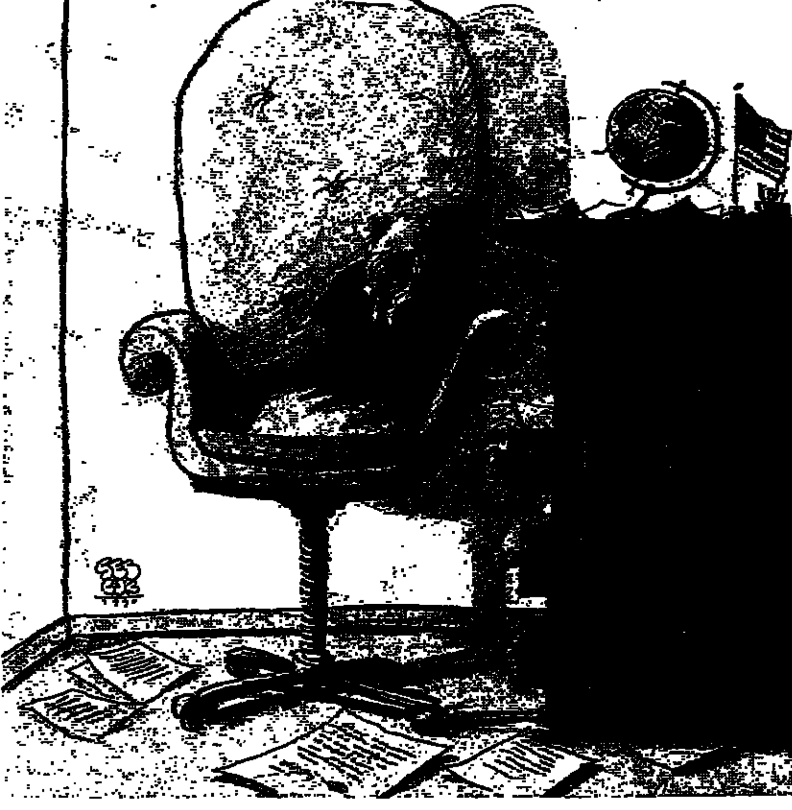
SANS illusion sur les difficultés qui se profilent à l'horizon (l'unification allemande, la montée des nationalismes et l'état économique déplorable des pays de l'Est), les Européens ont une relative confiance dans leur capacité à déterminer eux-mêmes les affaires qui les concernent, avec une moindre ingérence des « hégémonies ». C'est M. Gregory Flinn, du Carnegie Endowment for International Peace de Washington, qui le souligne : « *Avec la fin de la domination économique des deux superpuissances protectrices (...), l'Europe ne sera pas seulement réunie et libre mais riche en diable* (6). »

Partout dans le monde, les puissances moyennes s'émancipent et tentent d'établir des liens qui contournent leurs tuteurs respectifs. Ainsi voit-on le premier ministre japonais, M. Kaifu, entreprendre une tournée... européenne pour mettre en évidence « *l'identification de la nation japonaise aux valeurs occidentales* (7) », ou les dirigeants des divers pays d'Europe de l'Est réclamer une réelle indépendance par rapport à l'URSS. Fondamentalement, l'Europe de l'Ouest ne fait-elle pas la même chose par rapport aux Etats-Unis ?

La présidence est déconcertée par la fin des certitudes, le débat idéologique stérilisé par la peur de l'imagination, les anciens clients sont devenus concurrents : ces réalités sont pesantes mais n'expliquent pas tout. Le fait est que les Etats-Unis n'ont plus les moyens de leur politique internationale. Comme le dit le président François Mitterrand : « *Le libéralisme est à bout de souffle* (8). » La reprise (qui dure depuis décembre 1982) n'a pas réussi à enrayer un recul déjà perceptible à la fin des années 70. Le reaganisme a accéléré la chute : par bien des aspects, l'expansion a été vicieuse.

Sur le plan intérieur, elle a renforcé les dysfonctionnements de la société jusqu'à les rendre structurels (9) ; elle a ruiné l'agriculture et l'industrie en ne développant que des services improductifs (santé et finance) (10) ; elle a mis les biens américains à l'encan (symbolisé par le rachat, pénible pour l'orgueil national, de Rockefeller Center par les Japonais) : des pans entiers de l'industrie (automobile, pneus, agroalimentaire, machines-outils, etc.) sont aujourd'hui contrôlés de Tokyo, Londres, Vevey ou... Clermont-Ferrand. C'en est au point que, dans la patrie du libéralisme triomphant, l'Etat fédéral estime dorénavant utile de donner (ou refuser) son autorisation à des rachats d'entreprises en fonction de considérations de... sécurité nationale.

Ce sont pourtant les capitaux étrangers qui soutiennent à bout de bras un système endetté comme jamais et à tous les niveaux. Entreprises, ménages, puissances publiques et institutions financières : tout compris, l'endettement a dépassé 180 % du produit national brut (PNB) en moyenne lors de la décennie, contre 140 % dans les années de vaches grasses, entre 1950 et 1980 (11). Les Etats-Unis sont le pays le plus endetté du monde (leur dette extérieure atteint 532 milliards en 1988, alors qu'en 1980 ils étaient encore créditeurs de 106 milliards de dollars). Comme l'écrit le grand analyste financier qu'est Felix Rohatyn (Lazard Frères) : « *On mesure mal le degré de dépendance à l'égard du capital étranger auquel nous sommes arrivés (...). Comment dans ces conditions ne perdrions-nous pas notre indépendance économique et financière ?* »


Selçuk

Et de conclure : « *Les Etats-Unis deviennent une puissance de second ordre* (12). »

En somme, selon M. Robert Lawrence, de la Brookings Institution (13), l'Europe et les Etats-Unis sont même *en train de permuter leurs places dans* l'échelle mondiale, les premiers dépassant les seconds.

Depuis le président Carter, l'effort de défense a été prodigieux, augmentant de 60 % (en dollars constants) entre 1977 et 1987. On peut discuter à perdre haleine de l'effet des menaces militaires sur l'évolution de l'Union soviétique depuis 1985. Certes, la course aux armements a coûté cher à l'URSS. Et aux Etats-Unis. Nombreux d'ailleurs ont été ceux qui, au Congrès, ont critiqué les choix stratégiques – et notamment l'initiative de défense stratégique, dit « guerre des étoiles » – de la décennie passée, les trouvant aussi coûteux que peu convaincants.

Mais les « dividendes de la paix » ne vont-ils pas permettre d'assainir la situation ? Dans son message sur l'état de l'Union (31 janvier 1990), M. George Bush a paru s'y engager : la réduction des troupes américaines en Europe et la fermeture de bases obsolètes installées sur le territoire national – dans les circonscriptions démocrates, comme par hasard – devraient permettre de tout faire : équilibrer le budget, lutter contre la drogue, aider l'Europe de l'Est, améliorer l'enseignement et n'oublier aucun Américain, aussi défavorisé soit-il. La réalité du budget proposé est quelque peu différente. Les crédits de l'espérance n'ont guère augmenté et ceux de la défense peu diminué : M. Bush hésite à sortir de l'état de guerre froide, finalement confortable. « *Le monde évolue trop vite* », déclare-t-il à San-Francisco (7 février 1990) : il est trop tôt pour que les Etats-Unis baissent leur garde.

Il serait pourtant inexact de s'imaginer que les Américains ne savent pas ce qu'ils veulent et restent inactifs. Mais ce qui est frappant, c'est que, sur les principales questions de l'heure, ils semblent parler dans le désert. Ainsi, depuis des mois, ils ont cultivé l'amitié allemande pour établir une « *relation spéciale avec l'Allemagne* », aux dépens de l'Angleterre de Mme Thatcher. Pourtant, lors de son voyage à Washington en février 1990, le chancelier Kohl a fait la sourde oreille aux suggestions, fort appuyées, d'avoir à reconnaître l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse : il fallut, pour qu'il les entendît, les pressions de ses partenaires de la CEE, à la demande des Américains eux-mêmes, paraît-il (14). Car, faute de maîtriser l'événement, les Américains se contentent le plus souvent d'essayer de s'y adapter.

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, propose ainsi une « *nouvelle architecture* » de l'Europe et suggère que soit accordé aux Etats-Unis un statut particulier de « *participant* » à la CEE, réaffirmant après le président Bush : « *Les Etats-Unis sont et demeureront une puissance européenne.* » Le discours a été poliment reçu en Europe. Mais nul n'a osé poser la question qui brûle les lèvres : depuis quand les Etats-Unis se considèrent-ils comme membres de la vieille Europe décadente ?

De même, le secrétaire d'Etat serait « *en train de couver un plan audacieux pour faire accéder le Japon au rang de superpuissance, afin de convaincre Tokyo de payer la reconstruction de l'Europe de l'Est voulue par les Etats-Unis* (15) ». Les Japonais sont sans doute très reconnaissants aux Etats-Unis de ces bonnes manières...

De l'utilité des boucs émissaires

« DE *plus en plus d'Américains prennent conscience de la perte d'influence politique et économique de leur pays et se résignent à la disparition de cet âge d'or durant lequel leur économie faisait la pluie et le beau temps dans le monde.* (16) » S'y résignent-ils vraiment ? Les récriminations de leurs dirigeants contre le monde entier, tenu pour responsable des difficultés américaines, démontrent un aveuglement préoccupant. Ainsi le protectionnisme japonais et la politique agricole commune de la CEE sont-ils mis tour à tour en accusation. Peu importe que les Etats-Unis eux-mêmes s'adonnent de plus en plus au protectionnisme, comme l'a mis en évidence le secrétariat de l'Accord général sur *les tarifs douaniers et le commerce* (GATT) en décembre 1989 ou qu'ils subventionnent largement leurs propres agriculteurs. Mais il faut trouver des boucs émissaires aux difficultés du pays, faute de s'interroger sur leurs causes réelles : les faiblesses de l'Amérique (17).

Ce ne sont pas tant les ennuis présents qui sont redoutables, car il *demeure possible, voire relativement* facile, de les régler : les Etats-Unis restent la nation la plus riche et le plus grand marché du monde. Ce qui inquiète les plus clairvoyants, c'est la léthargie des républicains comme des démocrates, étrangement réticents à imaginer et à débattre publiquement des solutions domestiques, à proposer les remèdes indispensables même s'ils sont déplaisants.

Appauvris, affaiblis, les Etats-Unis se trouvent fort dépourvus pour proposer des solutions convaincantes au monde. Un nouveau plan Marshall pour l'Europe de l'Est n'est plus imaginable. Dans le budget 1991, 10 millions de dollars sont prévus pour l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. En avril 1948, pour le seul plan Marshall, le Congrès avait voté des crédits de 5,3 milliards de dollars (sur un budget annuel qui était alors de 34,2 milliards). La seule CEE a prévu une aide de 5 milliards de dollars sur trois ans. Au nom de l'idéologie régnante, le gouvernement Bush affirme qu'il faut donner priorité à l'investissement privé. Mais n'est-ce pas nécessité qui fait loi ?

On sait bien, outre-Atlantique, que le payeur est le décideur : les Etats-Unis défendent bec et ongles leurs parts de marché commercial, culturel, financier pour conserver ce qui peut l'être de leur influence politique. Ainsi ne cessent-ils de critiquer sous différents prétextes la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), mise en place au profit de l'Europe de l'Est : ils se font difficilement à l'idée d'une institution multilatérale (la première dont le capital ne serait pas libellé en dollars) qu'ils ne domineraient pas comme la Banque mondiale ou le FMI.

Dans un monde où les cartes se redistribuent sans cesse et où un ordre toujours plus multipolaire émerge, il faudrait disposer du maximum d'atouts : le reaganisme en a dilapidé beaucoup, y compris en faisant accroire aux Américains qu'il était possible d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Plus réaliste, conscient des difficultés américaines et des priorités intérieures, M. Bush a d'abord été tenté par une politique en retrait. Mais les Etats-Unis ont soudain redouté, avec l'accélération des événements symbolisée par l'ouverture du mur de Berlin (9 novembre 1989), d'être évincés d'Europe, éventualité d'autant plus inquiétante que le grand marché de 1993 leur apparaît toujours être motivé par une mentalité de « forteresse » alors que l'Europe représente pour eux un intérêt vital. Peuvent-ils modifier le cours des choses ? « *Les Etats-Unis perdront autant leur contrôle sur l'Europe de l'Ouest que l'Union soviétique a perdu le sien sur l'Europe de l'Est* », estime un haut fonctionnaire français cité (de façon anonyme) dans *Business Week* (18). Ce qui revient à dire qu'il n'existe plus de superpuissance. L'Union soviétique a « perdu » la confrontation avec les Etats-Unis. Mais ces derniers semblent incapables d'en tirer profit.

* Directeur de recherches à la Fondation nationale des Sciences politiques.

(1) Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire » publié en français dans la revue *Commentaires*, nº 47, automne 1989, Paris.

(2) In *Business Week*, 19 mars 1990.

(3) *International Herald Tribune*, 22 décembre 1989, et *Libération*, 5 janvier 1990.

(4) *International Herald Tribune*, 4 janvier 1990.

(5) *Cf.* l'excellent article de Michael Oreskes, « The Politics of America : is the Vision Drying Up ? », *International Herald Tribune*, 19 mars 1990. Voir aussi Felix Rohatyn, « Becoming What They Think We Are », *New York Review of Books*, 12 avril 1990.

(6) *International Herald Tribune*, 5 janvier 1990.

(7) *Le Monde*, 10 janvier 1990.

(8) Déclaration à l'émission de télévision « 7 sur 7 », 25 mars 1990.

(9) *Cf.* Serge Halimi, « Misère à l'américaine dans l'autre Californie », *le Monde diplomatique*, septembre 1988, et M.-F. Toinet, « Les Etats-Unis en état de péril social », *Etudes*, octobre 1988.

(10) *Cf.* M.-F. Toinet, « L'économie américaine en état de lévitation », *le Monde diplomatique*, mars 1989.

(11) *Wall Street Journal*, 4 janvier 1990. *Cf.* aussi Felix Rohatyn, « The Debt Addiction », *New York Review of Books*, 13 avril 1989.

(12) *La Tribune de l'Expansion*, 22 février 1988.

(13) *International Herald Tribune*, 4 janvier 1990.

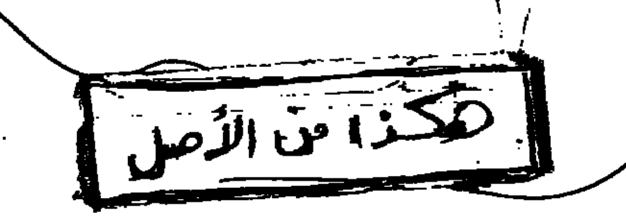
(14) Michael Kramer, *Time*, 19 mars 1990.

(15) Bill Javetski, *Business Week*, 5 février 1990.

(16) *La Tribune de l'Expansion*, 2 janvier 1990.

(17) Pour une analyse rigoureuse de cette question, voir Michael Dertouzos, Richard Lester et Robert Solow, s.d., *Made in America : Regaining the Productive Edge*. The MIT Press, Cambridge (Mass.), 1989.

(18) 5 février 1990.



SOUS LA LOI DES ESCADRONS DE LA MORT

Le Guatemala terrorisé par les extrêmes droites

LE mandat du président du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, démocrate-chrétien, s'achève à la fin de cette année. Et les espoirs soulevés par le rétablissement de la démocratie en 1985, après trente ans de dictatures militaires, demeurent tragiquement déçus. Ce pays, aux structures quasi féodales et aux révoltantes inégalités sociales (2 % des propriétaires possèdent 65 % des terres), continue de connaître de très fortes tensions ethniques. Les indigènes (55 % de la population) sont victimes de toutes sortes de discriminations ; et, au nom d'un anticommunisme hystérique, des Escadrons de la mort continuent d'enlever et d'assassiner, chaque mois, des dizaines de citoyens (étudiants, *instituteurs, syndicalistes, dirigeants politiques*...). La guérilla et le gouvernement ont entamé, en avril dernier, des négociations. Mais les forces armées, alliées aux extrêmes droites, préfèrent continuer de miser sur les violences de la terreur blanche...


Larry Towell-Magnum

HOMME EN PRIÈRE PRÈS D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS
Un peuple écrasé par les guerres raciales et sociales

Par *PATRICE PIERRE* *

Le Guatemala est un pays (1) de violence extrême, fondamentale. Violence ancienne qui parcourt la société *civile indigène et ladina* (2). Cette violence est l'œuvre, dans sa quasi-totalité, de groupuscules paramilitaires et parapoliciers d'extrême droite (3) qui se proposent d'extirper de la société guatémaltèque le « *cancer communiste* ».

Ils veulent abattre, en définitive, *toute forme* de déviance politique ou sexuelle, comme l'homosexualité supposée de certains *dirigeants* oppositionnels... Depuis dix ans, plus de quarante mille personnes ont « disparu » ; actuellement, une moyenne de soixante-douze meurtres politiques sont commis chaque mois (cinquante cadavres portent des marques de tortures) et quarante et une personnes « disparaissent » sans laisser de trace... Cette *violence* d'Etat est catégoriquement niée par les instances gouvernementales militaires et civiles. Le président actuel, démocrate-chrétien, M. Vinicio Cerezo, dédouane les structures officielles de toute implication, de toute responsabilité dans ces assassinats (4). Selon la thèse du pouvoir, la violence politique — en clair, les liquidations physiques des militants de gauche — est le résultat des actes de « *commandos d'inconnus en civil et fortement armés* ».

Cette *violence* est *née et se nourrit* des injustices et des inégalités d'une société civile duale. Les huit millions de Guatémaltèques sont scindés en deux groupes antinomiques : la société des vainqueurs de la colonisation, de leurs descendants, les « ladinos », et la société des vaincus depuis le seizième siècle, les Indiens Mayas. Les ladinos (*Blancs ou métis*) *haïssent les indigènes* (55 % de la population) et les persécutent *afin* de les *spolier* de leurs terres communales en particulier. Ce rejet est constitué d'un double sentiment : haine raciale et haine sociale irrépressible. Les expéditions punitives ladinas sont interclassistes car, *selon* le pouvoir ladino, la « *contagion communiste* » *est une réalité dans la région*. Le référent permanent est la décennie *1944-1954*, notamment *la tentative* de réforme agraire menée par le colonel Jacobo Arbenz Guzman (renversé par un coup d'Etat organisé par les Etats-Unis en 1954).

Toute idée de réforme foncière est à proscrire et constitue l'obsession des classes dominantes. L'année 1954, qui voit la victoire du conservateur Castillo *Armas sur le révolutionnaire* Arbenz Guzman, constitue également l'acte de *baptême du premier groupe d'extrême* droite clandestin, la MANO (Mouvement d'action nationaliste organisé), fondé par Raul Lorenzana, et serait aujourd'hui dirigé par MM. Mario Sandoval Alarcon et Lionel Sisniega (actuellement en litige avec la justice).

La création de bandes armées d'extrême droite (MANO, Ojo por ojo, Le Jaguar justicier, etc.) ont « *officiellement* » (leurs objectifs sont publiés dans les journaux locaux) pour but d'« *éliminer les Guatémaltèques antipatriotes, communistes purs et assimilés* ». En réalité, l'épouvantail marxiste sert de paravent à la *répression* de tous les éléments progressistes de la société civile (professeurs, étudiants, journalistes, syndicalistes, avocats, médecins...) qui pourraient constituer un recours pacifique contre la violence militaire et paramilitaire.

Le Guatemala ne vit pas une guerre civile — conflit opposant deux fractions de la société — mais une guerre sociale, doublée d'une guerre raciale depuis le *début des années* 70. Les classes dominantes ladinas répriment les vingt-deux *nations indigènes en leur donnant* le statut de bouc émissaire.

Par haine du « marxisme international »

APRÈS l'arrêt de l'expérience qualifiée de « communiste » du gouvernement Arbenz, des organisations sont apparues de façon concomitante à l'*implantation de guérillas guévaristes* au cours des *années 60-70 dans* les régions de *Coban*, de *la Sierra* de las Minas, de San-Marcos, de la Costa del Sur... La NOA (Nouvelle Organisation anticommuniste, née en 1966) en est le représentant. Ces bandes interviennent dans les zones montagneuses où vivent les guérilleros.

D'autres officines — comme l'ESA (Armée secrète anticommuniste), créée en 1978, ou bien l'Escadron de la mort, apparu en 1983 — agissent plutôt dans les villes après la création de guérillas urbaines au lendemain de la répression de la fin des années 60 *menée par le futur président* guatémaltèque, le colonel Arana Osorio (5).

Les groupes extrémistes forment une institution clandestine, théoriquement illégale puisque les autorités militaires nient leur existence. Ces groupuscules opèrent nuitamment, prenant le relais de la *répression* exercée par les forces de l'ordre.

Les extrêmes droites *sont nombreuses* ; toutefois l'unité est réalisée à l'échelon *idéologique* par la *haine viscérale* du « *marxisme international* ».

Ces organisations possèdent une *façade légale* et un parti représenté au Congrès : le MLN (Mouvement de *libération nationale*). Le MLN propage les thèses de l'extrême droite au grand jour (*dans* les *journaux* conservateurs) et son mentor — M. Mario Sandoval — fut même vice-*président* de la République sous le mandat du général Kjell Langerud (de 1974 à 1978).

Ces groupes paramilitaires recrutent au sein de la police et de l'armée. Au-delà de l'institution militaire, les extrémistes de droite sont parfois présents *dans l'entourage présidentiel*. Ce fut notamment le cas sous le mandat du général Carlos Arana Osorio (de 1970 à 1974).

Sont considérés comme suspects avérés ou suspects potentiels : les ladinos communistes, sociaux-démocrates, chrétiens-démocrates, libéraux et progressistes ; les indigènes des centres *urbains et des zones rurales* où agissent les guérilleros castristes. *Beaucoup* d'Indiens sont enrôlés de force dans les PAC (Patrouilles d'autodéfense civile) (6).

Tout Guatémaltèque est ou sera suspecté de sympathie communiste par les *diverses factions « ultras » qui* s'autodissolvent pour réapparaître sous de *nouvelles appelations. Ainsi*, la NAO a changé de nom et est devenue Ojo por ojo (*œil pour œil*) au début des années 70 lorsque les « disparitions » de militants progressistes furent dénoncées par la communauté internationale.

Les extrémistes de droite ont fait du *Guatemala* le laboratoire des stratégies anti-insurrectionnelles et antiguérillas pour *toute* l'*Amérique* latine ; et ont inventé précisément la technique de la disparition physique mise au point à la fin de 1971 (7). Ces méthodes de répression massive ou sélective ont été imitées ensuite dans le sous-continent, en particulier en Uruguay, lors de la lutte contre la guérilla des Tupamaros, et en Argentine, lors de la « guerre sale » de 1976 à 1983.

Les actions punitives, sortes de pogroms *anti-Indiens, complètent* la panoplie de la « terreur blanche ». Les « actions massives », menées conjointement avec l'appareil militaire, frappent les communautés indiennes soupçonnées d'être des alliées des guérilleros (8). Les indigènes sont victimes de massacres collectifs (les « *sangrias* » *selon* la *formule militaire en* cours), tels ceux de Panzos et de Sirisay en 1978.

L'acharnement des troupes de l'armée nationale et des groupes « ultras » contre les communautés indigènes de la province du Quiché s'explique par le changement de stratégie de *la guérilla guatémaltèque. De 1960* à 1975, la guérilla était ladina, blanche, sans réels contacts avec les masses indiennes en accord avec les préceptes guévaristes de l'époque. A partir du milieu des années 70, les chefs guérilleros s'implantent en milieu indigène en parlant les langues vernaculaires car l'autarcie militaire et idéologique précédente a conduit à la quasi-extinction de la révolution armée. Selon les thèses maoïstes, le « *poisson* » guérillero doit se mouvoir dans le « *vivier* » paysan afin d'y avoir des bases de repli et d'*expansion* par l'*enrôlement* indigène dans la lutte insurrectionnelle. Entre *1981 et 1985, quatre cents* villages indiens sont rayés de la carte ; près de cent mille indigènes cherchent refuge au Mexique ; un million de paysans sont déplacés vers des « hameaux stratégiques »...

Les forces armées divisées

LA « terreur sélective », entre-temps, frappe les pensées libres et les esprits éclairés. Des *personnalités* — réformistes comme l'ex-ministre des affaires étrangères Alberto Fuentes Mobr, l'ex-maire de la capitale Manuel Colom Argueta, en passant par des enseignants juristes, journalistes,... — seront assassinées. Les jésuites sont *régulièrement* menacés et visés par des inscriptions murales laconiques : « *Christianisme, oui, jésuites non.* »

Ces deux modalités de terreur blanche ont été mises au point au sein d'organes *tout à fait officiels comme le* Centre de télécommunications régionales établi en 1964, ou d'instances informelles comme le Conseil anticommuniste du Guatemala (CADEG), opérationnel depuis 1967, ou l'Organisation des associations contre le *communisme* (ODEACEC), depuis 1968.

La violence illégale exercée par les diverses officines d'extrême droite et la *violence* légale des forces armées revêtent un caractère fortement complémentaire. En *effet*, lorsque *la violence* diminue dans les zones rurales tenues par l'armée et ses bataillons d'élite type « kaïbiles » — ce qui est actuellement le cas, — elle augmente proportionnellement dans les centres urbains, champ clos des bandes armées extrémistes. Ainsi, la dissolution en 1984 des tribunaux militaires spéciaux s'est accompa*gnée* d'*une* réapparition des Escadrons de la mort. L'extrême droite aiguil*lonne* l'*armée dans sa politique répressive* antimarxiste et se substitue à elle si l'effort coercitif se relâche.

Face à *cette violence*, la *guérilla* s'adresse à la société indienne en insistant désormais sur la notion de « guerre raciale ». Les Indiens comprennent mieux ce type de langage qui leur rappelle leur condition servile depuis quatre siècles.

Le rétablissement de la démocratie, en 1985, après trente ans de dictatures militaires, et l'arrivée au pouvoir de M. Vinicio Cerezo, démocrate-chrétien, avait soulevé un immense espoir. Il fut vite déçu. A l'approche de l'élection présidentielle de l'automne prochain, la situation des droits de l'homme s'est dramatiquement dégradée. C'est ainsi que de nombreux leaders étudiants (sept au cours du seul *mois de septembre 1989*), *ouvriers*, enseignants, syndicalistes, ont été enlevés et assassinés après avoir été torturés (9).

Les *maîtres ladinos vivent* dans la hantise d'une révolte indienne générale. Les *forces armées jouent théoriquement* la carte de la troisième force *neutre*, *entre les deux types de violence* extrême, afin de préserver la pureté de l'institution. L'*armée s'autoproclame* instrument médiateur, temporisateur afin de garder à équidistance les deux acteurs, extrêmes, impurs.

Toutefois l'armée *semble actuellement* divisée : une partie soutient le projet réformiste du ministre de la défense, le général Hector Gramajo qui a même accepté, fin février 1990, le principe de négociation avec la guérilla de l'URNG, négociations qui se sont déroulées courant avril à Oslo (Norvège). Le reste de l'armée, allié à l'extrême droite, soutient un projet plus autoritaire, comme celui du colonel Padilla Gonzalez qui, en mai 1989, aux commandes de son avion de chasse, dirigea un *putsch* contre le ministre de la défense et le président Cerezo. Enfin, le général Rios Montt, adepte de l'Eglise de Verbe (secte fondamentaliste), *dictateur* du pays au début des années 80, se présente comme un recours à la tête de *son mouvement* d'extrême droite, le Parti nationaliste de la rénovation.

En fait, les forces armées et les extrêmes droites sont placées dans une contradiction majeure : comment réussir à « pacifier » la société guatémaltèque (ladina et indigène) tout en gardant les différenciations sociales et *ethniques* ?

* *Chercheur au CNRS, Paris.*

(1) L'« Etat » guatémaltèque se nie lui-même par le comportement de ses élites civiles *et militaires attachées aux prérogatives* privées et ne poursuivant aucun projet au profit de l'*intérêt* public.

(2) Les ladinos sont des métis et des Blancs hispanophones rejetant les langues et les cultures indiennes.

(3) Selon les rapports d'Amnesty International, quatorze assassinats politiques sur quinze sont perpétrés par l'extrême droite.

(4) *Cf.* les déclarations présidentielles, *le Monde*, 15 juin 1989.

(5) Surnommé « le Pacificateur », « le Chacal de l'Est », il a réduit la guérilla dans le Nord-Est (région de Zacapa) à la tête des unités spéciales « Kaïbiles » et de huit cents bérets-verts américains prêtés par le Southern Command basé à Panama. L'opération, menée *entre* 1966 et 1968, a fait dix mille victimes paysannes indigènes selon le *Guardian*, 7 avril 1970.

(6) Les PAC furent institués sous la présidence du général Efrain Rios Montt (1978 à 1982) et complètent le dispositif des « villages modèles » et « hameaux stratégiques » qui enrégimente les indigènes tout en brisant leurs structures communautaires agraires.

(7) *Cf.* la « disparition » de l'état-major du PGT (Parti guatémaltèque du travail), le PC local, en septembre 1971, *le Monde*, 13 décembre 1972.

(8) *Les principaux mouvements de guérilla* sont : le Mouvement révolutionnaire (MR 13) trotskiste, créé en 1960 ; les FAR (Forces armées rebelles) castristes, créées en 1963 ; l'EGP (Armée de guérilla des pauvres), fondée en 1978 ; et l'ORPA (Organisation du peuple en armes) date de 1980. Ces quatre mouvements se sont regroupés, depuis janvier 1982, au sein d'une organisation commune, *l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque* (URNG).

(9) *Cf.* le *Rapport de mission* (novembre-décembre 1989) du Secours catholique (106, rue du Bac, 75007 Paris).

LE COUT DE L'UNIFICATION ALLEMANDE

Une chance ou un handicap pour l'Europe ?

A la veille de la rencontre entre M. Bush et M. Mitterrand à Key-Largo, en Floride, le président de la République française et le chancelier Kohl ont annoncé, le 19 avril dernier, leur détermination de faire progresser l'union politique européenne. Ils marquaient ainsi la volonté de l'Europe des Douze – réaffirmée lors du récent sommet de Dublin – de jouer le rôle qui lui revient face aux Etats-Unis. Mais l'unification économique des deux Allemagnes risque de compliquer sérieusement la construction de la Communauté.

Par DENIS CLERC *

Le régime économique et social de la RDA se délite de partout tandis que se déroulent les manœuvres préparatoires à une absorption par la RFA. En votant en masse pour les partis alliés à la coalition conservatrice au pouvoir à Bonn, les Allemands de l'Est ont ratifié cette forme d'annexion, symbolisée par la parité (1 contre 1) promise – et maintenant accordée – par le chancelier Kohl pour la convertibilité entre les deux marks. A l'inverse, l'échec cuisant du Nouveau Forum – pourtant à l'origine des grandes manifestations de Leipzig, qui ont sonné le glas du régime – ne sanctionne pas seulement le handicap d'un mouvement indépendant et novice dans l'arène politique, il marque aussi le refus de la grande majorité des Allemands de l'Est d'envisager une voie médiane entre capitalisme et collectivisme d'Etat. La Volkswagen pour tous, et tout de suite : le message des urnes est dépourvu d'ambiguïté !

Du coup, la crainte d'une « *Allemagne trop puissante* » (1) se fait jour ici ou là. Il est vrai que le géant allemand domine déjà largement, du point de vue économique, la Communauté européenne : 19 % de sa population, mais 26 % de son produit intérieur brut (PIB), 30 % de ses exportations et 34 % de sa production industrielle manufacturière. Le système monétaire européen (SME) reflète d'ailleurs largement cette surpuissance et fonctionne en fait comme une zone mark, dans laquelle les pays membres s'alignent sur la politique économique allemande ou doivent dévaluer leurs monnaies (2). Le mark devient peu à peu une monnaie internationale de réserve, malgré les réticences de la Bundesbank, qui craint que le flux et le reflux des capitaux circulant au gré de la spéculation internationale ne provoquent des variations préjudiciables des taux de change du deutschemark (DM) : 21 % des réserves officielles de devises sont désormais libellées en DM (septembre 1989) contre 11,6 % en 1983.

Il convient cependant de relativiser les choses. On oublie un peu vite que la RDA ne compte que 16,5 millions d'habitants (contre 60,5 millions pour la RFA) et que le produit annuel par tête n'y est que de 9 500 dollars (contre 17 500 pour la RFA), si bien que l'apport de la RDA ne « grossira » la RFA que d'environ 15 % : l'équivalent de près de quatre ans de croissance au rythme actuel. En outre, l'unification risque, au moins à court terme, d'entraîner plus d'inconvénients que d'avantages.

* Directeur du mensuel *Alternatives économiques*, Dijon.

Le premier problème tient à la vétusté de l'appareil productif est-allemand et des infrastructures. Les estimations du coût des investissements nécessaires pour une remise à niveau varient de 1 000 à 1 250 milliards de DM (3), soit de 3 400 à 4 250 milliards de francs : cela représente environ quatre années d'investissements de la RFA. Même en étalant ce coût sur une dizaine d'années, même en faisant largement appel au capital étranger – sous forme d'implantations de multinationales ou de prises de participation en liaison avec les intérêts allemands *(joint-ventures)*, – il s'agit là d'un effort considérable. En ce qui concerne le secteur privé, on peut supposer que, pour partie, ce « chantier » (pour reprendre un terme très en cour actuellement) viendra en concurrence avec des investissements à l'Ouest. En d'autres termes, si Volkswagen se mêle de reprendre et de moderniser l'industrie automobile est-allemande, la firme de Warburg effectuera sans doute moins d'investissements sur ses autres sites de production et se montrera moins agressive dans le domaine d'une éventuelle croissance externe à l'Ouest. En contrepartie, bien sûr, elle disposera d'une capacité de production accrue, mais elle ne sera pas plus puissante ; elle aura seulement disposé ses pions d'une manière différente que ce n'aurait été le cas en l'absence de cette opportunité. On ne peut être à la fois au four et au moulin, dit la sagesse populaire, qui, dans ce domaine, n'a pas tout à fait tort.

Quant à l'investissement public, sans doute sera-t-il financé partiellement par la privatisation d'une fraction de l'énorme patrimoine public : logements et entreprises. Mais il faudra bien, aussi, utiliser l'argent du contribuable, et celui-ci, en Allemagne comme ailleurs, confond un peu vite prélèvement et gabegie. Bref, même en « mettant le paquet », les nouveaux Länder ne seront pas en mesure avant plusieurs années de produire à des conditions – de coût et de qualité – comparables au standard ouest-allemand.


Raymond Depardon - Magnum

ALLEMANDS DE L'EST CONTEMPLANT UNE VITRINE A BERLIN-OUEST
De gros moyens seront nécessaires pour créer une société homogène

D'autant que si l'investissement est nécessaire il est loin de suffire. Selon les spécialistes, l'écart de productivité entre la RDA et la RFA, pour des produits équivalents, varie de 30 % à 60 % (4). Or un tiers seulement de cet écart serait dû à un retard technique. Le reste provient de l'organisation et... de l'intensité du travail. C'est d'ailleurs une constante dans les pays d'économie centralisée : on y échange un salaire médiocre contre un travail médiocre. Certes, cette situation n'a rien de fatal ; encore faut-il, pour la changer, rémunérer correctement le travail fourni. Et c'est là que le bât blesse.

Les coûts de production est-allemands sont, en effet, nettement plus élevés que les coûts ouest-allemands pour des produits susceptibles d'être échangés : en moyenne, ils seraient 4,04 fois plus coûteux à l'Est qu'à l'Ouest. Et même 10 fois plus pour les produits les plus complexes (comme la micro-électronique) (5). Tout en supposant une mise à niveau technique permettant de réduire cet écart, il est clair que la compétitivité de la plupart des entreprises produisant des biens échangeables ne sera assurée que si les salaires versés sont moindres à l'Est qu'à l'Ouest. Mais, à l'inverse, si les salaires sont nettement inférieurs, les hommes migreront, puisqu'ils pourront trouver à l'Ouest des rémunérations nettement plus élevées.

D'où le dilemme : comment éviter un exode – économique – dramatique, qui viderait l'Est sans pour autant condamner les entreprises de l'Allemagne de l'Est, prises au piège du marché ? Ce dilemme n'est pas insoluble : si, comme Bonn l'a proposé le 23 avril, pour les salaires notamment, le taux de change entre les deux marks sera finalement de 1 pour 1 (6), les rémunérations du travail en RDA représenteront environ la moitié de celles versées en RFA. Mais, en contrepartie, tous les prix, en RDA, ne s'aligneront pas forcément sur ceux de la RFA. En particulier, les loyers des appartements d'Etat sont nettement plus bas : maintenir la propriété publique dans ce domaine permettrait d'échapper à la loi du marché et, pour un salarié moyen, de gagner, en moyenne, 15 % de pouvoir d'achat. De même, il n'existe pas de TVA en RDA, d'où un gain net d'environ 8 % pour le consommateur. Enfin, il faudra sans doute dégager des revenus de transfert au bénéfice de certaines catégories de population pour compléter leurs ressources insuffisantes.

Ces trois mesures peuvent sinon éliminer, du moins atténuer la différence de pouvoir d'achat entre les deux parties de l'Allemagne. Mais elles impliquent, dans tous les cas, que l'Ouest paye : cette fois-ci, non pas en investissements destinés à être remboursés en production accrue et plus compétitive, mais en fonctionnement, sous forme d'aide publique aux futurs Länder. Car il faudra bien pallier l'insuffisance de ressources fiscales et l'absence des rentrées que la vente des logements d'Etat aurait pu procurer.

Risques pour la construction communautaire

POUR la RFA, il s'agit bien d'une charge, que ne compensera pas – du moins pas immédiatement – l'apport d'une économie au niveau de productivité inférieur à celui de l'Espagne. Sans doute la CEE sera-t-elle sollicitée : les fonds structurels n'ont-ils pas pour fonction de financer collectivement les régions que le libre jeu du marché défavorise ? Mais l'apport communautaire sera marginal, vu l'énormité des sommes en jeu. En outre, l'unification monétaire se paiera inéluctablement d'un surcroît d'inflation ; il faudra que la Bundesbank émette beaucoup de monnaie pour remplacer les marks de l'Est par des marks de l'Ouest.

En contrepartie, la croissance sera tirée – on s'attend à plus de 4 % en 1990 en RFA – par ces marchés qui s'ouvrent. Mais la RFA ne sera pas la seule à en bénéficier et, surtout, les firmes allemandes qui vendront plus à l'Est vendront moins ailleurs, si bien que l'excédent commercial de la RFA – 57 milliards de dollars en 1989 pour les paiements courants, c'est-à-dire les échanges de biens et de services – risque de fondre quelque peu.

L'unification sera coûteuse et handicapera sensiblement la RFA. Bien sûr, à plus long terme, les synergies joueront, les investissements feront sentir leurs effets, et l'Allemagne pèsera encore plus lourd qu'aujourd'hui dans les secteurs – mécanique, métallurgie, biens d'équipement – où elle est déjà très forte. Mais ces effets positifs seront assez longs à se faire sentir. Finalement, dans les cinq à dix ans à venir, le problème majeur posé par l'unification ne sera pas un problème de surpuissance. Ce sera un problème de centre de gravité. Non pas que l'Allemagne unifiée penchera vers l'Est : l'URSS, la Pologne ou la Hongrie, qui s'approvisionnent beaucoup en RDA – 70 % du commerce extérieur de celle-ci s'effectue avec les pays du COMECON – n'achèteront pas forcément à l'Allemagne unifiée. On peut même imaginer que, tout à son unification, celle-ci délaisse quelque peu ces marchés de l'Est, donnant plus de champ aux firmes françaises, américaines... ou japonaises.

Mais, absorbée par une opération coûteuse, la RFA risque de ne plus se montrer aussi coopérative dans la construction européenne. On connaissait déjà ses réticences à l'égard de l'unification monétaire : la Bundesbank n'apprécie guère qu'une éventuelle super-banque européenne vienne se substituer à elle dans la détermination de la politique monétaire. L'unification risque de transformer la réticence en refus, tout comme la participation aux fonds structurels européens pourrait venir concurrencer le financement, prioritaire pour la RFA, de l'unification allemande. Or ces deux desseins communautaires sont décisifs, parce que tous deux visent à dépasser ou à corriger l'Europe des marchands et à faire de la CEE un espace économiquement homogène, donc, un jour, politiquement uni. A cet égard, la déclaration franco-allemande du 19 avril s'est voulue rassurante car, à défaut de cette perspective, la CEE apparaîtrait pour ce qu'elle est actuellement : un espace livré à la logique du capital. L'unification allemande renforce cette logique en repoussant à plus tard – aux calendes grecques ? – les étapes visant à passer du grand marché à la construction communautaire. Si tel devait être le cheminement de l'histoire, les Européens, finalement, auraient travaillé... pour le roi de Prusse.

(1) *Cf.* Jean-Marie Vincent, « L'espoir à deux vitesses », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

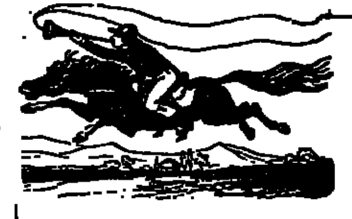
(2) Voir Denis Clerc, *les Désordres financiers*, Syros-Alternatives, Paris, 1988, ainsi que Daniel Gros et Niels Thygeses : « Le SME : performances et perspectives », *Observations et diagnostics économiques*, nº 24, juillet 1988.

(3) La première estimation est avancée dans une étude parue dans le nº 1 de *la Note de conjoncture* de la Caisse des dépôts de consignations (février 1989). La deuxième est celle de l'hebdomadaire allemand *Wirtschaftswoche*, dans une étude dont le résumé commenté est paru dans *la Note de conjoncture internationale* de l'INSEE (mars 1990). Le texte intégral de cette étude a été reproduit dans *Problèmes économiques*, 7 mars 1990, La Documentation française, Paris.

(4) Voir Jean Le Dem, « L'unité allemande, mode d'emploi », dans *Alternatives économiques*, nº 76 (avril 1990). L'auteur avance un écart de 56 % pour le textile et la construction mécanique, et de 41 % pour les matériaux de construction.

(5) Chiffres cités par la *Note de conjoncture* de la CDC, op. cit.

(6) Le plan fixe, pour l'épargne, un plafond de 4 000 marks de l'Est au-dessus duquel le taux de change sera de 2 pour 1, ceci afin d'éviter que toute l'épargne est-allemande ne se transforme en achats de produits de consommation, ce qui provoquerait une inflation non négligeable.



Malentendus transpacifiques

QUARANTE-CINQ ans après la fin de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon, les deux puissances vaincues – et toujours occupées – retrouvent leur liberté de parole et d'action. Leurs succès financiers, industriels et commerciaux les y encouragent. Et les Japonais se mettent à juger l'Amérique, longtemps perçue comme protectrice et modèle. Ils ne sont pas tendres : dans un sondage récent (1) ils décrivent les maux dont souffriraient les Etats-Unis : consommation de drogue et d'alcool (93 % des personnes interrogées) ; paresse des travailleurs (65 %) ; diversité de leurs groupes ethniques et raciaux (53 %) ; insuffisance d'investissements à long terme (55 %) ; âpreté au gain des patrons et des salariés (53 %).

Et l'Amérique, où la nippophobie commence à déferler, n'apprécie guère. D'autant que les concurrents nippons mettent le doigt sur des plaies véritables, en particulier lorsqu'ils affirment, comme le professeur Tsuneo Lida, de l'université Nagoya, que *« les Américains ont déserté les usines pour la Bourse »*, au moment où Tokyo, grâce à ses énormes excédents commerciaux, assure les fins de mois du gouvernement américain en souscrivant à ses bons du Trésor.

Le récent ouvrage cosigné par l'ancien député libéral-démocrate Shintaro Ishihara et le PDG de Sony, M. Akio Morita, *Le Japon qui peut dire non*, n'a rien arrangé. Officiellement interdit, à ce jour, de traduction, bien que vendu à plus d'un million d'exemplaires dans l'archipel (2), il a néanmoins fait l'objet d'une édition pirate par les soins du Pentagone. Et les attaques pleuvent : *« Les Américains ne pensent qu'au profit immédiat et oublient de réfléchir aux produits qui, dans dix ans, feront les marchés »* (Akio Morita) ; *« Les Américains n'ont pas confiance dans le Japon... Ce préjugé racial est basé sur l'à-priori culturel que l'ère moderne est une création de la race blanche, et en particulier des Américains »* (Shintaro Ishihara).

M. Lee Iacocca, PDG de Chrysler, renvoie la balle. *« Est-ce qu'ils parlent du fait que leur marché est complètement fermé ? Est-ce qu'ils parlent du parapluie militaire que nous avons déployé pour eux pendant cinquante ans ? Est-ce qu'ils croient que nous sommes décadents comme le disait Adolf Hitler et comme le disait Tojo ? Et d'abord, qu'est-ce qui leur donne le droit de pontifier à notre égard ?* (3). »

Des deux côtés du Pacifique, cette escalade, où l'émotion compte autant que les faits, commence à inquiéter sérieusement, car chacun des deux pays a autant à perdre à la rupture que l'autre. Pourtant, selon M. William Franklin, président de la Chambre de commerce américaine à Tokyo, *« si le Japon et les Etats-Unis ne changent pas de disque, c'est exactement ce vers quoi on va* (4)... » L'accord commercial entre Tokyo et Washington signé le 5 avril dernier (5) ne doit pas faire illusion : il sera de moins en moins facile à des concurrents acharnés de rester alliés. La paix entre eux sera de plus en plus armée.

B. C.

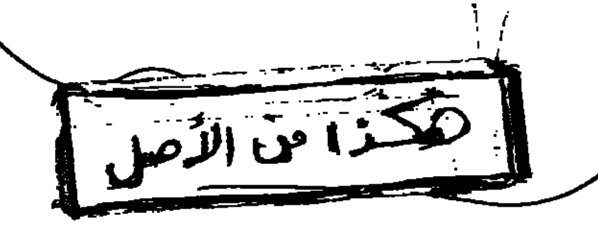
(1) Voir « What Japan Thinks of America », *Newsweek*, 2 avril 1990.

(2) Voir Jacques Decornoy, « Dérive des idées », *le Monde diplomatique*, décembre 1989, et l'excellent résumé-analyse de cet ouvrage, « The Japan that Can Say No. Le livre de la revanche », publié dans *Science et technologie*, mars 1990.

(3) *Newsweek*, 2 avril 1990.

(4) Cité par *Science et technologie*, op.cit.

(5) Voir *le Monde*, 7 avril et 17 avril 1990.



EUPHORIE ÉCONOMIQUE ET SCANDALES POLITIQUES

Socialisme minimal en Espagne

EN juin prochain, à l'occasion des élections régionales en Andalousie, le Parti socialiste (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, au pouvoir depuis 1982, pourra mesurer l'effet sur l'opinion des grands scandales qui ont récemment secoué l'Espagne. Déjà, après la perte, en mars dernier, d'un siège à Melilla, le PSOE ne dispose plus de la majorité absolue aux Cortes. Les révélations sur de graves affaires de corruption surviennent à un moment où les inégalités se sont aggravées et où il apparaît qu'un socialisme minimal favorise l'ivresse capitaliste.

Par IGNACIO RAMONET

« La société espagnole, depuis le retour à la démocratie, est passée du désenchantement à la démoralisation généralisée. » Le philosophe José-Luis Lopez Aranguren, quatre-vingt-quatre ans, fait un sombre bilan des années PSOE : *« Les Espagnols ont perdu leurs dernières illusions. Ils manifestent une sorte de renoncement aux exigences de la morale. »*

Ce théoricien de l'éthique n'est pas le seul à jeter sur l'Espagne actuelle un regard pessimiste. Le grand écrivain Juan Goytisolo se déclare également révolté par l'atmosphère délétère qui règne dans le pays ; il fustige *« le culte démesuré de l'argent »* et constate, affligé, que beaucoup d'Espagnols n'ont plus qu'un idéal : *« gagner de l'argent à tout prix et en faire étalage sans complexe »*.

Comment en est-on arrivé là ? Le rétablissement de la démocratie en Espagne avait soulevé, en 1975-1976, d'immenses espérances. Elles furent partiellement déçues. L'espoir sembla revenir dès 1982, après l'écrasant triomphe électoral des socialistes conduits par un leader jeune et charismatique, Felipe Gonzalez. La gauche au pouvoir, en Espagne, cela ne s'était pratiquement jamais vu. Mais de surcroît, pour la première fois dans la millénaire histoire du pays, un authentique « fils du peuple » se retrouvait à la tête du gouvernement. Dans ce pays de castes et de caciques, ce simple fait constituait une révolution et des millions de petites gens (les vaincus de la guerre civile) y virent une juste revanche de l'histoire. Traditionnellement, le pouvoir signifiait abus, corruption, passe-droit, népotisme, mépris ; l'arrivée des socialistes apportait l'espoir de voir enfin disparaître ces comportements archaïques et humiliants.

Le programme des socialistes s'articulait autour d'un concept pivot : modernisation (de l'Etat, de l'économie, des mentalités), et d'un grand objectif : devenir membre de la Communauté économique européenne (CEE). Tous deux ont été atteints, mais à quel prix ?

Au nom de la modernisation, de nombreuses usines, considérées comme non rentables et auxquelles on coupa les subventions, durent fermer et licencier plus de 85 000 ouvriers.

Le marché, la rentabilité, l'efficacité de gestion, l'esprit d'entreprise devinrent des référents dominants du gouvernement de M. Felipe Gonzalez – qui n'hésita pas à adopter certaines thèses du néolibéralisme alors en vogue.

Cette politique économique et sociale a rendu ce gouvernement socialiste indiscutablement sympathique aux yeux des grandes entreprises multinationales qui n'ont pas hésité à investir en Espagne. Le taux de croissance du produit national brut est passé de 2,3 % en 1980 à 5,2 % en 1988. Six cent mille emplois ont été créés en 1989 et le taux de chômage a été ramené à 14 % (il reste un des plus élevés de la CEE) (1).

Un vent d'affairisme souffle sur le pays, répandant le goût de la spéculation financière et du boursicotage. Le pays a fini par s'installer dans une sorte d'ivresse du capitalisme. Des fortunes s'édifient du jour au lendemain grâce à toutes sortes de spéculations (surtout financière et immobilière).

Cette atmosphère – qui rappelle celle de la France du Second Empire stigmatisée par Emile Zola – est entretenue par une presse qui, à de rares exceptions près, a sombré dans le culte du sensationnel, du ragot et de la vulgarité. Hommes politiques et célébrités de la télévision, joueurs de football et grands écrivains, tous sont traités sur le même registre ; les gazettes vantent, en premier lieu, leur fortune puis racontent par le menu leurs aventures sentimentales, leur vie de luxe...

Le ministre de la culture, M. Jorge Semprun, s'en est violemment pris à cette conception de l'information. *« La presse,* a-t-il déclaré, *est l'un des problèmes que doit encore résoudre la démocratie. »* Le philosophe Ramon Vargas-Machuca, proche du PSOE, estime également que la presse *« par paresse intellectuelle, préfère le scandale à l'analyse de la complexité, et rend frivole la vie publique en faisant des affaires privées des personnes publiques une information fondamentale »*.

Ces critiques, en grande partie justifiées, visent surtout les journaux ayant révélé l'« affaire Juan Guerra », ce grand scandale politique qui, venant après l'« affaire Pilar Miro », a permis d'accuser certains membres du gouvernement socialiste d'être mêlés à des affaires de corruption. M. Juan Guerra est le frère du vice-premier ministre et homme fort du PSOE, M. Alfonso Guerra, compagnon de toujours de M. Felipe Gonzalez et originaire, comme le premier ministre, de Séville. M. Juan Guerra est accusé de trafic d'influence et d'avoir tiré profit de sa parenté avec le vice-premier ministre pour faire fortune ; en quelques années il est passé de vendeur ambulant d'encyclopédies à prospère promoteur immobilier. Sa fortune est estimée à une cinquantaine de millions de francs... La presse a mis en cause le vice-premier ministre lui-même, le sommant de démissionner. M. Alfonso Guerra a comparu le 1er février devant le Parlement pour expliquer sa version des faits ; sans prendre la défense de son frère, il ne s'est nullement considéré impliqué, et a dénoncé une *« chasse aux sorcières sélective »*.

Cette explication au Parlement n'a pas été retransmise par la télévision, ce que toute l'Espagne attendait, par décision du directeur général de la RTVE (télévision d'Etat), M. Luis Solana, frère de M. Javier Solana, ministre de l'éducation. Cela a déclenché un nouveau tollé, la presse et l'opinion criant à la censure. M. Luis Solana a été finalement destitué le 27 février, sacrifié dans l'espoir d'apaiser les esprits. Il n'en a rien été ; au contraire, cela a ajouté à la confusion générale et relancé les polémiques. D'autant que le premier ministre, M. Felipe Gonzalez, se solidarisait entre-temps avec M. Alfonso Guerra et menaçait lui-même de démissionner...

Dans un éditorial, le très sérieux *El Pais* écrivait : *« Même si seulement la moitié de la moitié des cas de corruption sont authentiques, le scandale est déjà énorme. Les socialistes ont fait un usage abusif du pouvoir et, à la faveur de cet abus, a poussé la corruption.* (2) »

Le désarroi des militants les plus sincères est, par ailleurs, réel. M. Jordi Solé Tura, par exemple, l'un des pères de la Constitution de 1978, déclare : *« Je suis député et membre du parti au pouvoir, le PSOE ; et en ce qui me concerne je ne suis pas satisfait de moi-même. Quelque part nous avons dû nous tromper car, après avoir gagné proprement les élections d'octobre 1989 et, alors que notre bilan depuis 1982 est satisfaisant, que notre honnêteté à l'égard de la chose publique demeure au-dessus de tout soupçon, nous nous sommes laissé enfermer dans une sorte de forteresse assiégée. »*

Faire, mieux que la droite, une politique de droite

OU se sont trompés les socialistes espagnols ? Sans doute dans ce pari – commun à d'autres partis socialistes – de vouloir conduire des politiques de droite de manière plus efficace, plus rationnelle, plus intelligente que la droite elle-même. Ou encore dans cette crainte de proposer de grands projets sociaux pour ne pas apparaître – aux yeux de la droite – comme des gestionnaires irresponsables. Résultat : ce socialisme minimal a perdu son identité et semble avoir renoncé à sa mission historique. Malgré le formidable essor de l'économie, le nombre de pauvres a augmenté, les disparités sociales et les inégalités se sont aggravées. D'un côté, les socialistes espagnols ont effectivement dopé l'économie en lançant de gigantesques travaux destinés à la fois à améliorer les infrastructures et à favoriser les investissements étrangers comme les Jeux olympiques de Barcelone (5 milliards de dollars), l'Exposition universelle de Séville (7 milliards de dollars), le plan autoroutier (10 milliards de dollars), et le réseau ferré de très grande vitesse (22 milliards de dollars) (3). Mais d'un autre côté, l'Espagne possède le taux de délinquance le plus élevé d'Europe, le plus grand nombre de sans-emploi et, début mars, à Madrid, dix mille mendiants venus de tout le pays manifestaient aux cris de *« 1492-1992, 500 ans de mendicité ! »*.

Les socialistes se retrouvent partiellement confrontés à leurs pires hantises historiques : misère, pauvreté, errance. Dans un tel contexte, leur discutable réussite (4) reste teintée de désenchantement. Quand s'ajoutent à cela l'abus de pouvoir et la corruption, alors s'installent, avec tous les périls politiques que cela comporte, l'antiparlementarisme et la démoralisation...

---

(1) *Financial Times*, 19 février 1990.
(2) *El Pais*, 27 mars 1990.
(3) *Business Week*, 5 mars 1990.
(4) Lire *Financial Times*, 30 mars 1990.

LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE A L'EST

Quelque chose de gigantesque a pris fin

CE qui s'est passé ces derniers mois en Europe de l'Est ne ressemble à aucune autre révolution des temps modernes. Cette cascade d'affrontements politiques, cette fantastique irruption des citoyens dans la vie publique, cette libération de la parole critique ont provoqué des secousses d'une telle ampleur qu'il est encore difficile d'en mesurer, à l'échelle planétaire, les conséquences. Et si, se demande l'écrivain John Berger, il s'agissait d'une révolution d'ordre spirituel condamnant d'un même élan matérialisme communiste et matérialisme capitaliste ?

Par JOHN BERGER *

Les photos viennent de Varsovie, Berlin, Leipzig, Budapest, Bratislava, Riga, Sofia... Chaque peuple montre une façon un peu particulière de se tenir au coude à coude dans les manifestations de masse. Mais ce qui m'intéresse sur toutes les photos, c'est quelque chose qui ne se laisse pas « voir ».

Comme la plupart des moments de grand bonheur, les événements récents en Europe de l'Est étaient imprévisibles. Bonheur... Mais est-ce vraiment le mot juste pour décrire cette émotion partagée par des millions de gens, l'hiver dernier ? N'y avait-il pas quelque chose de plus grave que le bonheur ?

Les visages, sur les photos, sont tendus, préoccupés, pensifs. Les sourires ne sont pas indispensables au bonheur. Le bonheur survient lorsque des gens peuvent se donner tout entiers au moment vécu, lorsque le vécu et le devenir font une seule et même chose.

Alors que j'écris, je revois ce train quittant Prague, il y a vingt ans. C'était comme si nous quittions une ville dont chaque pierre de chaque immeuble était noire. J'entends encore les paroles de ce dirigeant étudiant resté en arrière lorsqu'il s'adressa au dernier meeting : *« Quels sont les projets de ma génération pour cette année 1969 ? Adopter un courant de pensée politique opposée à toutes les formes de stalinisme, sans toutefois se laisser mener par les rêves. Rejeter l'utopie de la nouvelle gauche, car, avec de tels rêves, nous serions vite enterrés. Maintenir comme nous le pourrons les liens avec les syndicats, continuer à travailler pour préparer l'instauration d'un autre modèle socialiste. Il se peut que nous mettions un an à y parvenir, peut-être dix même... »*

Aujourd'hui, ce leader étudiant a la quarantaine. Et Dubcek est président de l'Assemblée.

Beaucoup disent que c'est une révolution, ce qui se passe à l'Est. Le pouvoir a changé de main sous la pression politique de la base. Les Etats se transforment économiquement, politiquement, juridiquement. Les élites dirigeantes se voient délogées. Que faut-il de plus pour faire une révolution ? Rien. Cependant celle-ci ne ressemble à aucune autre des temps modernes.

Tout d'abord parce que l'élite au pouvoir (sauf en Roumanie) n'a pas pris la contre-offensive. Elle a abdiqué, ou renié son parti. Et aussi parce qu'elle se fait sans illusions utopistes. Pas à pas. Avec la conscience qu'il faut aller vite, et pourtant sans la classique exhortation tant redoutée : « En avant ! »

Mais avec l'espoir d'un retour. Vers le passé, vers une époque antérieure aux révolutions précédentes ? Impossible. Ce sont seulement les toutes *petites minorités qui demandent* l'impossible. Ici, il s'agit de manifestations de masse spontanées. Toutes générations confondues, emmitouflées pour se protéger du froid, avec les visages graves, heureux, de ceux qui sont au rendez-vous. Avec qui ?

Une autorité prophétique

AVANT de répondre, nous devons nous demander : mais qu'est-ce qui vient de disparaître ? Le mur de Berlin, le système de parti unique, le *parti communiste*, l'armée rouge d'occupation, la guerre froide ? Quelque chose d'autre, qui existait avant tout cela, mais qu'il est plus difficile de nommer, a également disparu. Des voix ne vont pas se faire faute de nous dire que c'est l'histoire ! l'idéologie ! le socialisme ! De telles réponses ne sont pas convaincantes, car elles proviennent de ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités. Néanmoins, quelque chose de gigantesque vient de prendre fin.

Parfois, l'histoire semble être étrangement mathématique. L'an dernier – *ainsi qu'on nous l'a si souvent rappelé* – c'était le deux centième anniversaire de la Révolution française. Celle-ci, bien que n'étant pas la première, devint le modèle classique de toutes les révolutions modernes – 1789-1989 : il suffit d'écrire ces deux dates pour se demander si elles ne marquent pas une période. Est-ce cela qui vient de se terminer ? Dans ce cas, de quoi fut faite cette période ? Quelle est sa spécificité historique ?

Durant ces deux siècles, on a « ouvert » le monde, on l'a « unifié », modernisé, créé, détruit et transformé à une échelle inconnue jusque-là. Ces transformations ont trouvé leur énergie dans le capitalisme. L'intérêt personnel, au lieu d'être considéré comme une banale faiblesse humaine, fut transmué en héroïsme. Beaucoup s'opposèrent à cette nouvelle énergie prométhéenne au nom du bien général, de la raison, de la justice. Mais les disciples de Prométhée et leurs adversaires avaient certaines croyances en commun. Ils croyaient tous au progrès, à la science, à un nouvel avenir pour l'homme. Chacun avait sa panoplie personnelle de croyances (c'est une des raisons pour lesquelles on put écrire tant de *romans*), *mais, dans leur pratique*, dans leur commerce avec le monde, leurs échanges, tous étaient tributaires de systèmes fondés exclusivement sur une interprétation matérialiste de l'existence.

Le capitalisme, selon les doctrines de ses philosophes – Adam Smith, Ricardo, Spencer, – reposait sur une pratique régie uniquement par des considérations et des valeurs matérialistes. Ainsi fut marginalisé le spirituel ; ses interdits et justifications furent écartés par les priorités données aux lois économiques, des lois qui revêtirent (et elles l'ont encore aujourd'hui) l'autorité de lois naturelles.

La religion officielle devint théâtre de l'échappatoire, tournant le dos aux conséquences réelles, bénissant principalement les puissants. Et, face à la « *destruction créatrice* » du capitalisme, comme dit Joseph Schumpeter, l'un de ses grands théoriciens, la politique bourgeoise développa sa rhétorique moderne de manière à dissimuler l'impitoyable logique de la pratique sous-jacente.

L'opposition socialiste, qui n'était pas dupe de cette rhétorique, insista sur la pratique. Là réside le génie de Marx. Rien ne l'en détourna. Il démonta la pratique pièce à pièce, jusqu'à la mettre à nu une bonne fois aux yeux de tous. L'étendue choquante de cette révélation conféra au matérialisme historique une autorité prophétique. Là résidait le secret de l'histoire et de toutes ses souffrances ! Tout dans l'univers allait pouvoir être expliqué (et résolu !) sur une base matérielle, ouverte à la raison humaine. L'égoïsme lui-même allait devenir démodé.

Néanmoins, l'imagination humaine éprouve de grandes difficultés à vivre dans les confins que délimite une pratique ou une philosophie matérialistes. Elle rêve, comme un chien dans son panier, de lièvres en liberté. Ainsi donc, durant ces deux siècles, l'élément spirituel persista-t-il, mais sous des formes nouvelles, marginalisées.

Prenez l'exemple de Giacomo Leopardi, qui naquit en 1798. Il allait devenir le plus grand poète lyrique d'Italie. Enfin de son temps, c'était un rationaliste et il étudia l'univers en matérialiste. Néanmoins, sa tristesse, et le stoïcisme avec lequel il l'endura devinrent, à l'intérieur même de sa poésie, plus vastes que l'univers. Plus il insistait sur la réalité matérialiste qui l'entourait, plus sa mélancolie devenait transcendante.

De la même façon, des gens qui n'étaient pas des poètes tentèrent de trouver des exceptions au matérialisme qui dominait leur époque. Ils créèrent des enclaves de l'au-delà pour ce qui ne cadrait pas avec les explications matérialistes. Ces enclaves ressemblaient à des cachettes, souvent tenues secrètes, où l'on se rendait la nuit. Auxquelles on pensait en retenant sa respiration. Parfois transformées en théâtres de la folie. Parfois entourées de murs ou de jardins.

Ce qu'elles contenaient, ces formes de l'au-delà protégées dans des enclaves, variait énormément selon l'époque, la classe sociale, les choix *personnels, la mode : romantisme*, renaissance du gothique, végétarianisme, Rudolf Steiner (1), l'art pour l'art, la théosophie, le sport, le nudisme... Chaque mouvement sauvait pour ses adeptes des fragments du spirituel qui avait été banni.

La question du fascisme ne peut bien sûr pas être éludée. Il opéra de la même façon. Personne ne devrait présumer que le mal ne possède pas des pouvoirs spirituels. En fait, l'une des principales erreurs de ces deux siècles portait sur le mal. Pour les philosophes matérialistes, cette catégorie était bannie, et pour les rhéteurs de la société établie ce fut le matérialisme marxiste qui devint le mal ! Cela laissa la porte grande ouverte à ce que le philosophe danois Sören Kierkegaard appela à juste titre le bagout de Satan, ce bagout qui érige un écran terrible entre le nom et la chose, l'acte et sa conséquence.

Cependant, la forme spirituelle marginale la plus originale de l'époque fut la foi transcendante, et pourtant séculière, de ceux qui se battaient pour la justice sociale contre l'avidité des riches. Cette lutte s'étendit du Club des cordeliers, pendant la Révolution *française, aux marins de Cronstadt*, et à celle de mes amis étudiants de l'université de Prague. Elle englobait des individus de toutes classes sociales, depuis les paysans illettrés jusqu'aux professeurs d'étymologie. Leur foi était muette, en ce sens qu'elle ne s'exprimait pas à travers des déclarations rituelles. Spiritualité implicite, qui sans doute fut à l'origine de plus d'actes de sacrifice individuel volontaire, de véritable noblesse (mot qui eût sans doute fait frémir plus d'un parmi eux), que tout autre mouvement historique de cette époque. Les explications et stratégies de ces hommes et de ces femmes étaient matérialistes ; mais leurs espoirs et la tranquillité inattendue qu'ils puisaient parfois dans leurs cœurs furent ceux de visionnaires transcendants.

Dire, comme on l'affirme souvent, que le communisme était une religion, *c'est ne rien comprendre. Ce qui* comptait, c'était que les forces matérielles dans le monde incarnaient pour des millions de gens – et c'était sans précédent – la promesse du salut universel. Si Nietzsche avait annoncé que Dieu était mort, ces millions de gens pensaient qu'il se cachait dans l'Histoire et que si, tous ensemble, ils parvenaient à porter le poids du monde matériel, alors les âmes auraient à nouveau des ailes. Leur foi traça pour l'humanité un chemin à travers les ténèbres ordinaires de la planète.



James Nachtwey – Magnum

• LES BERLINOIS DE L'OUEST ACCUEILLANT CEUX DE L'EST (novembre 1989)
Le matérialisme réduit à une simple liste d'achats...

Pourtant, dans leurs analyses sociopolitiques, il n'y avait pas place pour *une telle foi, si bien qu'ils la* traitèrent comme leur propre enfant adoré mais illégitime, auquel on ne donnait jamais de nom. Et c'est là que commença la tragédie. Puisque leur foi ne portait pas de nom, on pouvait facilement l'usurper. C'est au nom de leur solidarité et de leur détermination que les partis-machines justifièrent les premiers crimes et, par la suite, les crimes qui devaient camoufler d'autres crimes, jusqu'à ce que, finalement, la loi eût partout complètement disparu.

Quelquefois, à cause de son immédiateté, la télévision produit une sorte de parabole électronique. Berlin, par exemple, le jour de l'ouverture du mur. Rostropovitch jouait sur son violoncelle près du mur qui désormais ne jetait plus d'ombre, et un million de Berlinois de l'Est se rendaient en foule à l'Ouest, pour faire des achats avec des primes accordées par les banques ouest-allemandes. A ce moment-là, le monde entier vit comment le matérialisme avait perdu son pouvoir historique pour se réduire à une simple liste d'achats.

Une liste d'achats suppose des consommateurs. C'est la raison pour laquelle le capitalisme pense qu'il a triomphé sur la terre entière. On vend des morceaux du mur de Berlin partout à travers le monde : 40 marks pour un grand morceau provenant du côté Ouest, 10 marks pour un morceau de la face Est. A la fin de l'hiver, les premiers MacDonald s'ouvrirent à Moscou ; l'année dernière, les premiers Kentucky Fried Chicken apparurent sur la place Tiananmen. Les multinationales sont devenues globales dans la mesure où elles sont plus puissantes que le seul Etat-nation. Partout doivent s'instaurer les lois du marché.

Mais si la philosophie matérialiste des deux derniers siècles s'est épuisée, que va-t-il arriver aux fantasmes matérialistes dont la société de consommation et le capitalisme global dépendent désormais complètement ?

« L'appât du gain est sain »

LE marketing ponctue nos vies de façon aussi régulière et systématique que le cycle des prières au séminaire. Il transfigure le produit ou l'emballage vendu de façon à lui procurer une aura, une radiance, qui promet une sorte d'immunité temporaire contre la souffrance, une sorte de salut provisoire ; l'acte salutaire est toujours le même acte d'achat. Ainsi, tout bien devient une façon de rêver, mais, plus grave encore, l'imagination elle-même se met au service de l'acquisition, adhérant au credo d'Ivan Broesky, qui déclare aux diplômés de la Berkeley Business School : *« Je pense que l'appât du gain est sain. Vous pouvez être mus par l'appât du gain, et malgré tout être contents de vous. »*

Selon l'historien de l'économie Immanuel Wallenstein, la majorité de la race humaine vit probablement plus mal qu'il y a cinq siècles.

La pauvreté de notre siècle ne ressemble à aucune autre. Ce n'est pas, comme auparavant, une pauvreté liée à la pénurie naturelle, mais le résultat d'une série de priorités que les riches imposent au reste du monde. En conséquence, on ne prend pas les pauvres modernes en pitié – sauf individuellement, – on les relègue au rang de quantités négligeables. L'économie de consommation du vingtième siècle est la première culture dans laquelle le mendiant ne signifie rien.

La plupart des commentateurs des événements d'Europe de l'Est insistent sur le retour des religions et des nationalismes. Cela fait partie d'une tendance mondiale, mais le mot « retour » peut être trompeur. Car les organisations religieuses ne sont pas les mêmes qu'avant, et les gens qui font ce « retour » vivent avec des transistors, à la fin du vingtième siècle, pas du dix-huitième.

Par exemple, en Amérique latine, c'est une branche de l'Eglise catholique (au grand dam du pape) qui aujourd'hui mène le combat révolutionnaire pour la justice sociale et offre des moyens de survie à ceux que l'on veut mettre à la poubelle de l'histoire. Au Proche-Orient, l'attrait croissant de l'islam est indissociable de la justice sociale qu'il promet aux pauvres ou (comme dans le cas des Palestiniens) aux peuples privés de leurs terres et aux exilés, en réaction aux impitoyables machines militaires et économiques de l'Occident.

Les résurgences des nationalismes reflètent une même tendance. Les mouvements indépendantistes formulent tous des revendications économiques et territoriales. Mais leur première exigence est d'ordre spirituel. Les Irlandais, les Basques, les Corses, les Kurdes, les habitants du Kosovo, les Azéris, les Portoricains, les Lettons, ont peu de choses en commun sur le plan culturel ou historique, mais tous veulent se dégager d'un centre lointain et étranger que, de longue et douloureuse expérience, ils savent être dépourvu d'âme.

Tous les nationalismes sont, au fond du cœur, préoccupés par les noms – cette invention humaine la plus immatérielle et originale qui soit. Ceux qui en sous-estiment l'importance n'ont jamais été déplacés. Mais les peuples aux périphéries sont toujours déplacés, c'est pourquoi ils insistent pour que leur identité soit reconnue, ils insistent sur leur continuité – sur leurs liens avec leurs morts et avec ceux qui vont naître. Si le « retour » à la religion est en partie une façon de protester contre l'absence de cœur des systèmes matérialistes, la résurgence du nationalisme est en partie une façon de protester contre l'anonymat de ces systèmes, contre leur façon de réduire tout et chacun à des données statistiques et à l'éphémère.

La démocratie est une exigence poli*tique. Mais c'est aussi quelque chose* de plus. C'est une exigence morale au droit individuel de décider selon quels critères une action sera jugée bonne ou mauvaise. La démocratie est née du principe de conscience. Et non, comme voudraient nous le faire croire les lois du marché, du principe de choix – *quelque* peu trivial, s'il s'agit bien d'un principe.

Le spirituel, marginalisé, *réduit* à la portion congrue, *commence* à reconquérir le terrain perdu. Cela se passe dans les esprits. Le vieux raisonnement, le vieux bon sens, et même les vieilles formes de courage ont été abandonnés. Longtemps confinés à la périphérie, des espoirs, des évidences moins familières reviennent pour revendiquer leur place. C'est là que commence à poindre le bonheur derrière les visages, sur la photo. Mais il ne s'en tient pas là.

Il y a eu ré-union. Ceux qui étaient séparés se rencontrent – tous ceux que les siècles et les frontières séparaient. Pendant toute cette époque qui se termine, la vie quotidienne dans sa dureté se justifiait continuellement par les promesses d'un avenir radieux. La promesse d'un nouvel homme communiste auquel les vivants étaient perpétuelle*ment sacrifiés*. La *promesse* de la science qui repousserait pour toujours les frontières de l'ignorance et de la bêtise. Plus récemment, les promesses de cartes de crédit pour acheter le bonheur dans la minute qui suivrait.

Ce besoin excessif d'un avenir radieux séparait le présent de toutes les autres époques du passé, de l'expérience passée. Ceux qui avaient vécu antérieurement étaient plus éloignés dans le temps qu'ils ne l'avaient été durant toute l'histoire. Leur vie était tenue au loin et seul comptait le présent. Ainsi, pendant deux siècles, la « promesse » future de l'histoire assura une solitude sans précédent aux vivants.

Aujourd'hui, les vivants rencontrent à nouveau les morts, même ceux qui sont morts depuis longtemps, et partagent leur peine et leur espoir. Et curieusement, cela fait aussi partie du bonheur qui *se lit derrière les visages*, sur les photos.

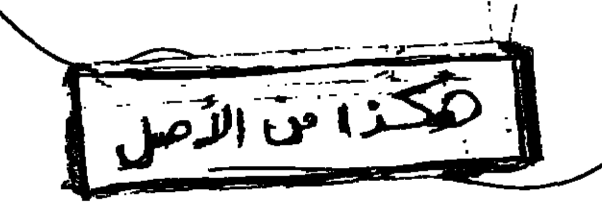
Combien de temps pourra durer ce moment ? Tous les dangers de l'histoire que l'on puisse imaginer attendent dans les coulisses... Sectarisme, fanatisme, racisme. Les colossales difficultés économiques de la survie de tous les jours seront en principe résolues par l'économie de marché. Mais avec l'économie de marché, viennent les risques de nouveaux appétits pour l'argent et, avec cette faim vorace, la loi de la jungle. Mais rien n'est déterminé à jamais. L'âme et son machiniste sortent ensemble de leur cachette. Nous renouons avec la condition humaine.

Face à toutes les questions sans réponse, grave est le bonheur qui transparaît sur les photos – un bonheur tel que l'on n'aurait jamais espéré en voir, un bonheur qui porte l'espoir de notre temps, lourd, si lourd de son expérience unique.

(1) NDLR : penseur autrichien (1861-1925), fondateur de la doctrine « anthrosophique » qui se propose d'harmoniser en l'homme l'être matériel et l'être spirituel.

* Ecrivain anglais, auteur, en particulier, de *Voir le voir* (Alain Moreau, Paris, 1980) et de *Joue-moi quelque chose* (Champ Vallon, Paris, 1990).





L'EUROPE CENTRALE CHANGE DE BASES

Une mutation à haut risque

Après les scrutins en Hongrie et en République démocratique allemande qui ont vu la victoire de majorités de droite, des élection locales ont lieu en Pologne le 27 mai (*lire, ci-dessous, l'article de Nicolas Levrat*), des élections générales le 20 mai en Roumanie, le 8 juin en République fédérative tchèque et slovaque et le 10 juin en Bulgarie. A l'exception peut-être de Sofia, de nouvelles équipes non communistes se mettront en place avant l'été. La coupure du continent aura vécu.

Lentement se dessinent les contours des futurs équilibres politiques et militaires. Alors que les troupes soviétiques se retirent de Hongrie et de Tchécoslovaquie, elles se maintiennent en Pologne avec l'aval du gouvernement de M. Mazowiecki, inquiet par la perspective d'une grande Allemagne dont 69 % des Polonais pensent qu'elle représente une menace. Une conviction que les ambiguïtés de M. Helmut Kohl sur la ligne Oder-Neisse n'ont pas contribué à dissiper. Réunis à Bratislava le 9 avril dernier, les dirigeants tchécoslovaques, polonais et hongrois ont esquissé le cadre d'une coopération centre-européenne, en présence de responsables italiens, autrichiens et yougoslaves. Même l'Albanie ne reste pas à l'écart et envisage de rétablir ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis et l'URSS.

Mais l'avenir du continent dépendra, en premier lieu, de la réussite de la transition démocratique dans chaque pays de l'Est et, bien sûr, à Moscou. Les mesures d'austérité adoptées à Budapest et à Varsovie ont entraîné une chute libre du niveau de vie. Entre fin 1988 et fin 1989, l'endettement net des pays de l'Europe orientale s'est alourdi – de 15,9 milliards de dollars à 19,4 milliards pour la Hongrie, de 35,5 milliards à 37,5 milliards pour la Pologne, de 6,2 milliards à 8,3 milliards pour la Bulgarie. Malgré la mise en place de la Banque européenne pour le reconstruction et le développement (BERD), les banques commerciales hésitent, échaudées par le précédent latino-américain, à s'engager à l'Est (1).

Le débat se poursuit aussi sur les conditions de sortie de l'économie étatisée. Si le directeur général du FMI proclamait, le 19 avril dernier, qu'il fallait cesser de chercher une troisième voie entre l'économie de marché et l'économie de centralisation planifiée, le ministre tchécoslovaque des finances lui répondait par avance que, comme les Esquimaux sont capable de distinguer cinquante sortes de neige, il était, lui, capable de différencier cinquante conceptions du marché (2).

Car il existe trop de tensions sociales, trop de fièvre nationaliste, trop de conflits ethniques, pour tout soumettre à la dictature de l'économie. Les affrontements interethniques à Tirgu-Mures (Transylvanie) en mars dernier entre la minorité hongroise et les Roumains ; la montée partout du racisme anti-immigré ; les tensions entre Tchèques et Slovaques ; les succès de politiciens démagogues en Serbie et en Croatie ou en Hongrie ; la chute de popularité des forces politiques organisées en Pologne – Solidarité passe de 78 % d'opinions favorables à 47 % (3) sont aujourd'hui des signes inquiétants mais caractéristiques des périodes de mutation. Si l'on n'y prend garde, parviendra-t-on, demain, à contrôler ces tensions exacerbées ?

A. G.

---

(1) Suivant une étude de l'Institut de finance internationale, qui regroupe la plupart des grandes banques commerciales mondiales, citée par *la Tribune de l'Expansion*, 18 avril 1990.

(2) Cité par *le Monde*, 17 mars 1990.

(3) *The Independent*, Londres, 19 avril 1990.

La Pologne à l'épreuve des élections locales

Par *NICOLAS LEVRAT* *

LE 27 mai 1990, les citoyens polonais sont appelés à élire dans quelque deux mille cinq cents communes leurs conseils municipaux. Ce scrutin, pour la première fois entièrement libre, revêt une importance particulière dans le cadre du renouveau démocratique en cours en Europe centrale, puisqu'il doit permettre l'apparition d'une nouvelle forme de gouvernement local.

Dans le foisonnement d'élections qui ont lieu en Europe de l'Est au cours de ce printemps de la démocratie, seuls les électeurs polonais ont à voter pour des assemblées communales, et non pour le Parlement national. Ce Parlement, la Pologne l'a déjà élu en juin 1989, même si alors ce ne furent pas des élections libres, puisque à la suite des accords dits « de la table ronde », les deux tiers des sièges de la chambre basse – la Diète – n'étaient pas soumis au verdict des urnes mais réservés au Parti communiste (POUP). Il s'agira donc, le 27 mai, des premières élections véritablement libres devant permettre de dresser une nouvelle « carte politique » nationale.

Ces élections ne sont pas sans risques pour l'équipe au pouvoir, les conditions de vie continuent de se dégrader en raison des difficultés économiques provoquées par la réforme radicale lancée par M. Tadeuz Mazowiecki et inspirée par l'économiste américain Jeffrey Sachs. L'impopularité du gouvernement ne cesse de grandir – n'épargnant pour l'instant que le premier ministre – et cela pourrait se refléter dans les urnes le 27 mai prochain.

Depuis le début de l'année 1990, comme dans les autres pays de l'Est, une myriade de partis politiques ont vu le jour. On en recense actuellement plus de cinquante, mais ils apparaissent *a priori* comme insignifiants sur l'échiquier politique, le nombre total de leurs adhérents et sympathisants restant, selon les estimations des milieux gouvernementaux, inférieur à 2 % du corps électoral. En fait, les deux forces autour desquelles tout continue de se jouer sont indiscutablement l'ancien Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et Solidarité.

Pour ce qui est du premier, il a officiellement cessé d'exister le 28 janvier de cette année. Cela crée une situation politique passablement absurde puisque ce parti dissous conserve la majorité à la Diète et demeure représenté au gouvernement où il contrôle des ministères de première importance comme la défense et l'intérieur. Le POUP a certes enfanté deux descendants, l'Union sociale démocratique et la Social-Démocratie polonaise, mais le nombre de leurs adhérents, respectivement trente mille et cinq mille, paraît bien maigre par comparaison aux deux millions de membres que comptait l'ancien parti communiste.

Il faut pourtant se garder, comme l'ont montré les récentes élections en RDA et en Hongrie, d'enterrer trop vite le communisme, d'autant que, en matière de gestion municipale, l'ex-POUP possède un avantage non négligeable, puisque les seules personnes ayant la compétence et l'expérience de la gestion des affaires locales sont issues de ses rangs. Cette situation amène des formations faisant partie de la coalition Solidarité à envisager la possibilité de proposer des accords électoraux à ces personnes compétentes naguère membres du POUP mais qui n'ont pas commis d'abus de pouvoir ou d'indélicatesses sous l'ancien régime.

Méfiance à l'égard des partis

SOLIDARITÉ, d'autre part, n'est pas un parti. Fondée en tant que syndicat, cette organisation a réuni sous sa bannière, au cours des années 80, tous les élans contestataires de l'ancien régime. Elle a certes joué dans la mutation du système un rôle que personne ne songerait à contester, mais aujourd'hui, le nouveau contexte international et l'existence, à l'intérieur, d'institutions démocratiques définit un cadre plus précis pour le jeu politique. Aussi, l'actuel conglomérat qu'est Solidarité apparaît comme une espèce un peu préhistorique, dépassée par l'évolution. M. Lech Walesa, qui estime que Solidarité doit rester une organisation de défense des ouvriers, a d'ailleurs demandé aux principaux acteurs du mouvement sur la scène politique (MM. Mazowiecki, Geremek, Kuron...) de constituer un ou plusieurs partis, mais le message n'est pas passé.

Selon le professeur Stelmachowski, président élu du Sénat, l'explication d'un tel blocage est à chercher dans « *l'existence d'une méfiance généralisée par rapport à l'idée même de parti* ». D'où le succès actuel de la formule des « *comités civiques* », structures d'émanation spontanée, dans la lignée de Solidarité, gérés de manière autonome par les citoyens dans chaque commune ou quartier, et n'ayant à ce jour pas d'aspiration à une existence permanente.

Ces comités jouent un rôle important dans la renaisance de l'idéal démocratique, et leurs activités d'information, de formation et de discussions politiques sont essentielles. Mais la préparation des élections locales est une situation nouvelle, et il n'est pas certain que ces associations sans programme ni structure précise seront en mesure de l'assumer.

A moins d'un mois du scrutin, ni les programmes politiques ni les candidats n'étaient encore apparus. Et comme le relevait le président du Sénat : « *Lors des élections parlementaires, le signal de vote pour les électeurs était de voir sur une photo le candidat de Solidarité de sa circonscription en compagnie de Lech Walesa. Mais cela ne pourra pas fonctionner pour les élections locales.* »

Ces élections se présentent donc comme extrêmement ouvertes et incertaines, d'autant que la loi électorale n'exige pas la constitution de listes de parti ; il suffit de réunir cent cinquante signatures d'électeurs dans une commune urbaine, ou quinze signatures dans une commune rurale pour être candidat.

Toutefois, les enjeux de ce scrutin ne doivent pas éclipser les bouleversements institutionnels qui lui sont liés. En 1950, les communes ont perdu toute forme d'autonomie politique, pour ne devenir que de simples arrondissements administratifs, gérés par le pouvoir central. Pour rendre possible l'organisation des élections du 27 mai, d'essentielles modifications du cadre législatif ont donc dû être entreprises. A ce jour, seule une partie des lois nécessaires ont été adoptées et une loi aussi fondamentale que celle définissant le partage des compétences entre l'Etat et les communes, indispensable pour déterminer le pouvoir des futurs élus locaux, n'existe encore que sous forme de projet.

Ce travail législatif de redécoupage des pouvoirs s'apparente en fait plus à une course contre la montre qu'à un exercice juridique raisonné. Ainsi, par exemple, la loi définissant les collectivités locales a subi d'importants amendements avant d'être acceptée par la Diète. Devant le Sénat, le rapporteur a relevé douze cas où les modifications apportées par la Diète mettaient en péril l'applicabilité future de la loi ; son rapport proposait néanmoins l'adoption sans modification du texte, car le calendrier législatif trop chargé n'aurait autrement pas permis de faire aboutir la loi dans un délai raisonnable. Et la loi fut adoptée telle quelle ! La date butoir du 27 mai impose ainsi des sacrifices à la démocratie.

Le professeur Regulski, ministre plénipotentiaire chargé de la réforme des pouvoirs locaux, déplore les incohérences du cadre législatif, mais affirme que, pour ces élections, « *les problèmes institutionnels et juridiques seront moins importants que les questions psychologiques et idéologiques* ». Selon lui, après quarante années de totalitarisme, les citoyens polonais « *ont un grand besoin d'une éducation démocratique* », et dans l'optique du nouveau gouvernement, c'est à l'échelon local qu'il sera le plus facile de faire renaître le sens de la participation, les questions politiques se présentant sous une forme plus concrète qu'à l'échelle nationale.

Bien sûr, le flou et les incertitudes peuvent faire douter de la capacité de ces élections à être un bon exercice de démocratie. Mais ce pays qui, en moins d'une année, a su, en suivant un calendrier entièrement négocié, remplacer un régime autoritaire – à l'époque considéré comme inamovible – par un système démocratique, saura certainement relever le défi.

* Centre d'information et de documentation du Conseil de l'Europe à Varsovie.

LA RÉSURGENCE DES NATIONALISMES

Des républiques

SOIXANTE-DIX ANS de régime soviétique n'ont pas mis fin aux particularismes des peuples d'Asie centrale. Outre que s'affirment leurs valeurs culturelles et religieuses, ils apparaissent comme les parents pauvres, et souvent appauvris, de l'Union. Un « tiers-monde » qui n'a pas fini de causer bien des difficultés à Moscou. Avec le risque évident de voir le pouvoir fédéral concentrer, à l'avenir, efforts et investissements dans la Russie proprement dite.

Par MARC FERRO *

Au début du siècle, un journaliste russe, Trojanovski, jugeait que les flancs du Caucase recelaient sans doute le foyer le plus propice au déclenchement d'une révolution mondiale : aux confins de l'Europe, du monde arabe et turc, des mondes indien et chinois *via* la Perse et le Turkestan, une étincelle jaillie du Caucase pourrait se propager à l'ancien monde tout entier. De fait, en guise de révolution, ces confins connurent à la fois une guerre et une guerre civile où, à Bakou notamment, les prolétaires s'entretuèrent avec autant d'acharnement qu'à l'Ouest, où d'autres prolétaires avaient juré *« guerre à la guerre »*.

Soixante ans après, on retrouve les mêmes protagonistes le doigt sur la détente, les conflits opposant Arméniens et Turcs-Azéris, Géorgiens et Abkhazes ; l'URSS de M. Gorbatchev se trouve ainsi confrontée au défi d'une résurgence des nationalismes et des haines religieuses, que la chape du régime stalinien avait étouffés, mais pas éradiqués.

En mettant en place sa stratégie de démocratisation, M. Gorbatchev et ses alliés n'ont procédé qu'à un diagnostic superficiel du problème national et colonial. Devant les événements dramatiques de Soumgaït et de Bakou, ils n'ont réagi, comme au lendemain des émeutes d'Alma-Ata au Kazakhstan, qu'au coup par coup. Même dans les Pays baltes, où le mouvement nationaliste a su s'intégrer au Front pour la perestroïka, ils n'ont pas su trouver un tempo en résonance avec les mouvements en cours.

Si lucidement critique à l'égard du système politique soviétique que, jusqu'à ce jour, il a su comprendre et maîtriser, M. Gorbatchev a, en revanche, tenu des propos naïvement optimistes sur le problème national. Ainsi, lorsqu'il évoque les populations du Caucase qu'il a connues, on croirait entendre un sous-préfet de Biskra à la veille des événements d'Algérie : *« Je sais combien les montagnards sont sensibles à l'amitié, mais également à toute manifestation de mépris. »*

Certes, dans son livre de 1985, M. Gorbatchev évoque la possibilité de difficultés, mais il les associe à des *« tracasseries administratives »* ; il aborde le problème de la langue, facteur d'inégalité, mais en insistant sur la nécessité de parler le russe... Il évoque alors le cas des Etats-Unis, *« où tous, quelle que soit leur origine, parlent l'anglais... »*. A cette différence près que ceux qui parlent anglais aux Etats-Unis y sont allés de leur plein gré ; alors que ni les Azéris ni les Lituaniens n'ont demandé à devenir citoyens soviétiques. Les Russes auraient-ils fini par l'oublier ?

Le choix de ces exemples disparates atteste que, dans la Russie d'hier comme dans l'URSS d'aujourd'hui, problème national et problème colonial se différencient peu. Le phénomène est ancien. A la veille de la première guerre mondiale déjà, au congrès de Stuttgart, les partis socialistes russes ne présentèrent pas de rapport sur la question coloniale ; évoquant le problème des nationalités, ils déclaraient toutes tendances réunies, qu'il n'était pas question de lui trouver une solution unique *« du Groenland à Tombouctou »*.

C'est pourtant bien à une uniformisation des pratiques que procédèrent Lénine et Staline après avoir affirmé, aux temps du tsarisme et du gouvernement provisoire, le droit des peuples à l'autodétermination. Appliquant le principe, plus ou moins emprunté à Kautski, que *« le droit au divorce n'implique pas l'obligation du divorce »*, ils s'y opposèrent en faisant valoir que la séparation porterait un coup à l'avenir même des deux contractants... et à la révolution.

Ou bien le droit à l'autodétermination passa subrepticement de la nation à la classe ouvrière (dans le cas de l'Ukraine et de la Finlande) ou au parti de la classe ouvrière (pour la reprise de Boukhara). Ou bien Moscou suscita l'apparition de nationalismes plus ou moins réels qui permirent d'agrandir la Biélorussie à l'ouest ou de balkaniser le Turkestan. Or, aujourd'hui à nouveau, ce sont des Turcs transférés au Tadjikistan persophone qui ont donné prétexte à des troubles. Ou bien la reconquête se fait, dit-on, pour prévenir une intervention étrangère, celle d'Ataturk ou des Allemands, en Arménie ou en Géorgie, ou plus tard, des Japonais en Mongolie ; à ceci près qu'en Géorgie l'intervention se fit *après* le départ des Allemands et que ce pays dut signer un traité d'alliance... De toute façon, les troupes soviétiques sont demeurées à jamais dans ces républiques.

Une fois achevée, la réunion s'est accompagnée de différentes procédures, à l'origine toutes semblables. D'abord, dans les années 20, ce fut la dérussification des instances chargées de décider du statut des territoires non russes ; la régénération des cultures nationales, qui put devenir dans certains cas – pour les Kalmouks, par exemple – une autorévélation, mais qui permit au régime, simultanément, de jouer des différenciations culturelles, au Turkestan et au Caucase, notamment. En même temps, la constitution de toute une constellation d'entités nationales et fédérales permit de créer et de développer une bureaucratie des nationalités et de lui confier des fonctions para-étatiques, du moins au niveau de la représentation, sinon des décisions. Enfin, la lente soviétisation, par la loi, des Russes et des non-Russes aboutit à une uniformisation des cultures et des statuts individuels. A cet égard, les changements ont été considérables : par exemple, alors que la population non slave, musulmane essentiellement, s'accroissait bien plus vite que celle des Slaves – en 1919 rares étaient les femmes musulmanes à avoir suivi des études secondaires, – dès 1959 le rapport entre la république la plus avancée (Lettonie) et celle qui était la plus en retard (Ouzbékistan) n'était plus que deux contre un.

Certes, on savait bien que les populations musulmanes résistaient culturellement à cette soviétisation perçue comme une russification ; par exemple, les mariages de Russes avec des musulmans, déjà rares, ne cessaient de décroître en nombre. On savait aussi que la « régénération » culturelle opérée par le régime avait pour effet pervers de renforcer l'identité collective, au lieu de la neutraliser – ce qui fut vrai en particulier en Arménie. On savait également, grâce aux travaux d'Alexandre Bennigsen, Hélène Carrère d'Encausse et Chantal Lemercier-Quelquejay, que le poids démographique des musulmans, la survie d'un « islam parallèle » et leur irréductibilité se renforçaient, au point que l'on s'interrogea sur les liens existant entre ces phénomènes et l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979.

Or trois données nouvelles interviennent qui ordonnancent une figure inédite du problème colonial et national, notamment au Caucase et en Asie centrale.



Un « Sud » à l'abandon

Par JACQUES SAPIR*

L'IMPORTANCE des disparités économiques et sociales entre les différentes Républiques de l'Union soviétique commence seulement à être appréciée à sa juste valeur (1). On peut aujourd'hui dire que l'axe Nord-Sud traverse l'URSS (2) ou considérer l'Asie centrale comme une « expérience tragique » (3). Ces disparités alimentent la montée des nationalismes, tout en limitant les possibilités d'éventuelles solutions politiques.

Les statistiques du revenu national en 1988 (4) soulignent la prédominance de ce que l'on peut appeler le « Nord-Ouest ». La Transcausasie ne réalise que 4,6 % du total et l'Asie centrale 10,1 %. D'ailleurs, si on retire de cette région le Kazakhstan, largement russifié, sa part tombe à 6 %. Or les quatre Républiques du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de Kirghizie représentent 11,4 % de la population soviétique. Certes, la Russie (RSFSR) est largement dominante, avec près de 60 % du revenu national. Mais l'Ouest (Ukraine, Biélorussie, Moldavie) et les Pays baltes réalisent plus de 25 % de ce même agrégat.

Par habitant, les différences sont d'emblée considérables. Aux prix de 1988, on obtient 2 569 roubles dans les Pays baltes (où la Lettonie se détache, avec 2 724 roubles par habitant) contre 1 139 roubles pour l'Asie centrale diminuée du Kazakhstan (le Tadjikistan est lanterne rouge avec 978 roubles) ; le rapport entre le meilleur et le plus mauvais résultat étant de 2,8 à 1.

Calculé par habitant, le revenu national souligne ainsi le développement des Pays baltes, de la Biélorussie et de la RSFSR. Il montre que l'Ukraine connaît des résultats médiocres et que la Transcaucasie est coupée en deux. Avant le séisme qui ravagea l'Arménie, cette République et la Géorgie voisine se rapprochaient du Nord-Ouest alors que l'Azerbaïdjan, avec environ 1 660 roubles par tête, tendait vers l'Asie centrale.

Cette disparité est encore plus nette si l'on prend du recul. De 1965 à 1987, la part de l'Asie centrale dans la production industrielle a stagné, alors que celle de la Biélorussie a fortement progressé. Par contre, la part de l'Ukraine a tendu à se réduire (5). Compte tenu des problèmes liés au mode particulier de formation des prix en URSS, il convient d'avoir aussi à l'esprit quelques ordres de grandeur en unités physiques. Ainsi, la RSFSR assurait en 1987 58 % de la production d'acier et l'Ukraine 35 %. Ce qui donne une bonne idée de la localisation de la sidérurgie, mais aussi de celle, potentielle, des problèmes de restructuration industrielle. Ici encore, les Pays baltes et la Biélorussie se distinguent : alors que la production industrielle par tête y est élevée (de 4 000 à 3 700 roubles contre 3 000 à l'Ukraine), l'acier brille par son absence. Quant aux industries de consommation, les différences régionales sont encore plus marquées. Hors la production d'alcool, en 1987, les résultats des Pays baltes dépassaient les 2 000 roubles, quand l'Asie centrale se trouvait au-dessous de 600 roubles. Entre l'Estonie et le Turkménistan, le rapport était de 7,6 à 1. Le phénomène s'accentuait pour les biens de consommation durables. La Lettonie avait une production par tête égale à plus de vingt-trois fois celle du Turkménistan (6).

Pauvreté et désastres écologiques

POUR être moins spectaculaires, les résultats de l'agriculture traduisent tout autant l'opposition entre le Nord-Ouest et le Sud-Est. L'Ouest et les Pays baltes réalisent 34 % de la production, la RSFSR plus de 46 %, et l'Asie centrale 15 % (8 % dans le Kazakhstan).

Ainsi le « Sud » accumule les indices du sous-développement. Alors que le seuil de pauvreté est fixé à 75 roubles par mois et que près de 36 millions de Soviétiques sont au-dessous, on en compte environ 17 millions dans les cinq Républiques de cette zone, ce qui représente 43 % du total (alors que leur part dans l'ensemble de la population n'est que de 12,6 %) (7). Cinq Républiques (Azerbaïdjan, Kirghizie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan) occupent les cinq dernières places pour les dépenses budgétaires d'éducation destinées aux moins de vingt-quatre ans. Entre 1981 et 1985, l'Estonie avait dépensé en moyenne annuelle 416 roubles contre 144 pour le Tadjikistan, soit un rapport de 2,9 à 1. Il en va de même pour les dépenses de santé publique et de sécurité sociale par habitant (8).

Comment s'étonner, dès lors, de l'importante mortalité infantile dans ces Républiques *(voir le tableau ci-contre)* ? L'écart entre les taux des zones urbaines et ceux des zones rurales, est tout aussi révélateur. Les agglomérations sont habitées en priorité par des Russes et par des personnes de nationalités extérieures à la République. Alors même que les infrastructures sanitaires et sociales sont clairement insuffisantes, leur répartition avantage ceux que l'on peut assimiler aux cadres et aux agents de la colonisation.

Mêmes discriminations dans les emplois. Selon une étude récente (9), les Russes sont concentrés dans les postes et les activités où les rémunérations sont les plus fortes.

Le « Sud » n'a donc pas seulement échoué dans son développement. Des formes spécifiques d'inégalités (petits secteurs modernes monopolisés par les Russes contre secteurs archaïques majoritaires réservés aux autochtones) reproduisent, au sein des cinq Républiques, la dualité Nord-Sud.

Un telle situation n'est pas uniquement le produit d'un retard initial. Elle découle aussi de la mise en place d'un schéma de développement qui a déstructuré les économies locales. La priorité accordée au coton, ou bien à l'industrie pétrolière, a empêché tout développement équilibré. De plus, elle a provoqué des catastrophes écologiques de première grandeur : assèchement progressif de la mer d'Aral, pollution des nappes phréatiques en raison de l'excès d'engrais, pollutions industrielles catastrophiques à Soumgaït et Bakou.

Si les décisions de Moscou ont lourdement pesé, elles ne doivent pas innocenter les responsables locaux, qui ont largement poussé à la roue. Qu'il s'agisse de renforcer son statut vis-à-vis de la direction centrale, ou d'obtenir des moyens supplémentaires, en partie détournés par la suite pour alimenter les clientèles, le dirigeant local avait intérêt à forcer la dose. Aujourd'hui, les signes d'épuisement sont fréquents. La chute des revenus des kolkhoziens en Azerbaïdjan en est un exemple : en moyenne, ils sont tombés, de 1985 à 1988, de 208 roubles par mois à 170 roubles. En 1988, les kolkhoziens estoniens gagnaient 305 roubles, et les lettons 243 roubles (10).

En fait, le « Sud » soviétique présente les caractéristiques typiques du tiers-monde. Les structures politiques y sont largement à l'image du sous-développement dont elles se nourrissent et qu'elles reproduisent. L'importance de la corruption et du clientélisme en Azerbaïdjan était bien connue dès le début des années 70 (11). L'existence d'une situation identique en Asie centrale, avec les « barons du coton » et une puissante mafia, est aujourd'hui bien établie (12). Les fonctionnements clientélistes contribuent à aggraver la situation économique et sociale en organisant la dilapidation des ressources et en suscitant des choix et des priorités qui pèsent lourdement sur la majorité de la population. Ainsi, les subventions (13) en provenance du budget fédéral, et qui sont alimentées par les régions riches du Nord-Ouest, sont le plus souvent gaspillées.

Dramatique à bien des égards, la situation économique dans ces Républiques contribue largement aux tensions sociales qui débouchent de plus en plus souvent sur des affrontements sanglants. Elle signe l'échec du projet soviétique d'intégration et de modernisation. Ce qui rend très difficile la reconstruction d'un cadre légitime et efficace assurant la coopération et le développement. A la montée des nationalismes dans le « Sud » pourrait répondre un refus des régions riches de continuer à le financer. Aux revendications indépendantistes, pourrait répondre un « cartiérisme » soviétique.

LA MORTALITÉ INFANTILE COMME RÉVÉLATEUR DU SOUS-DÉVELOPPEMENT
(Répartition par république en ‰, chiffres de 1986)

	Moyenne	Zones urbaines	Zones rurales
Azerbaïdjan	30,5 ‰	25,1 ‰	35,6 ‰
Kirghizie	38,2 ‰	28,6 ‰	42,4 ‰
Ouzbékistan	46,2 ‰	40,6 ‰	48,8 ‰
Tadjikistan	46,7 ‰	43,4 ‰	47,8 ‰
Turkménistan	58,2 ‰	56,5 ‰	59,3 ‰
URSS	25,4 ‰	21,1 ‰	31,5 ‰
Lituanie	11,6 ‰	10,5 ‰	13,9 ‰

Source : Naselenie *SSSR 1987*, Finansy i statistika, Moscou, 1988, pp 345-346.
NB. – Le taux de mortalité infantile est de 10 ‰ aux Etats-Unis, 8 ‰ en France, 105 ‰ au Nigéria, 119 ‰ au Bangladesh. (Source : *l'Etat du Monde 1989-1990*, La Découverte, Paris, 1989.)

(1) Cet article reprend des éléments développés dans *la Répartition régionale du revenu national soviétique*, document de travail, CEMI-EHESS, décembre 1989.

(2) Charles Urjewicz, « L'axe Nord-Sud traverse l'URSS », *in Cosmopolitiques*, nº 11 juin 1989.

(3) B-Z. Rumer, *Soviet Central Asia : « A tragic experiment »*, Unwin Hyman, Winchester (Mass.), Etats-Unis, 1989.

(4) Goskomstat SSSR, *SSSR i sojuznye respubliki v 1988 godu, Finansy i statistika*, Moscou, 1989. L'agrégat ici utilisé est le « revenu national dans l'optique de la production ».

(5) Voir données dans Jacques Sapir, *la Répartition régionale du revenu national soviétique, op.cit.*, tableau 1, et F.I. Kushnirsky, *Multiregional Econometric Model of the Soviet Union*, Delfic Associates Inc., Falls Church (Va.), Etats-Unis, 1983.

(6) Annuaire *Narodnoe Hozjajstvo SSSR v 1987 godu*, Finansy i statistika, Moscou, 1988, p. 148 (ouvrage cité ultérieurement sous l'abréviation : NH v 198...).

(7) Annuaire *NH v 1988*, Finansy i statistika, Moscou, 1989, p. 94.

(8) Ministerstvo Finansov SSSR, *Garudarstvennyj Budzet SSSR, 1981-1985*, Finansy i statistika, Moscou, 1987, et annuaire *Naselenie SSSR 1987*, Finansy i statistika, Moscou, 1988.

(9) O.L. Sharatan (ed), *NTR i Nacional'nge Processy*, Nauka, Moscou, 1987.

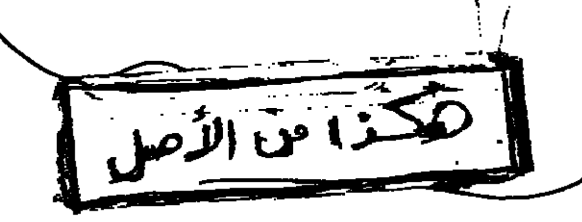
(10) *N.H. v 1988, op.cit.*, p. 83.

(11) I. Zemtsov, *la Corruption en Union soviétique*, Hachette, Paris, 1976.

(12) Voir V. Ovcarenko, « Kobry na zolotom », in *Pravda*, 23 janvier 1988 ; D. Lihanov, « Klan » in *Strana i Mir*, juillet-août 1987 ; V. Hrustalev « Dvoedusie : nado skazat'pravda » in *Socialisticeskaja Industrija*, 11 février 1988.

(13) Subventions qui, en 1985, se montaient à 406 millions de roubles pour l'Ouzbékistan, 150 millions pour la Kirghizie et 169 millions pour le Turkménistan. *Garudarstvennyj Budzet SSSR, op.cit.*, pp. 12-13.

* Maître de conférences à l'université Paris X.



EN ASIE CENTRALE SOVIÉTIQUE

à la dérive

Localement, la politique de dérussification a abouti à une sorte d'autogouvernement de certaines Républiques par les populations d'origine. Même au Kazakhstan, où les Russes représentent *près des deux cinquièmes* de la population totale, en 1986, sur 300 dirigeants, plus de la moitié sont d'origine kazakh.

Au reste, répondant à une enquête où il était demandé si les citoyens avaient le *sentiment* que, ces dernières décennies, le pouvoir des autochtones s'était accru, 67 % des Kazakhs répondaient « oui » (alors que 59 % des Baltes répondaient « non », précisant qu'il avait décru).

Il est surprenant que M. Gorbatchev ait pu s'étonner que la milice n'ait pas arrêté les massacres d'Arméniens en Azerbaïdjan : pour plus de 50 %, elle était azérie. Il lui fut répondu que *« des Azéris n'allaient tout de même pas tirer sur des Azéris pour protéger des Arméniens »*. Exactement la même réponse que fit Plehve, chef de la police tsariste, lors des pogroms contre les juifs en Ukraine.

Dans ces conditions, toute mesure *autoritaire* venue d'en haut, tel le déplacement de dignitaires ou de responsables, est ressentie comme un *affront* ; de même, le transfert en Asie centrale d'Arméniens chrétiens, victimes des événements d'Azerbaïdjan, est à l'origine des émeutes de février dernier à Douchanbé, au Tadjikistan : l'idée que les Arméniens sinistrés puissent être logés par priorité, sur décision de Moscou, alors qu'il y a plus de cent mille chômeurs dans la région et que les bidonvilles abondent, explique, sans les justifier, ces incidents : un comité d'intellectuels, tous musulmans, n'a pas manqué, au reste, de dire sa solidarité avec les Arméniens – et sa honte, aussi.


Roger-Viollet

MIGRATION FORCÉE DE CIRCASSIENS DE RUSSIE EN TURQUIE (1868)
Des populations ballottées au gré des changements politiques

Il n'en reste pas moins que l'on assiste à une dérive des Républiques qui, chacune à sa manière, s'autonomise *de facto*.

L'envers de cette solution est la lente *évaporation*, aux sommets de *l'Etat soviétique*, des *personnages* et hauts dignitaires qui représentent ces Républiques du Caucase et d'Asie centrale. Certes, celles-ci sont réglementairement représentées dans les instances dirigeantes telles que le comité central du parti, mais, depuis quarante ans, le mouvement de russification, ou au moins de *slavisation* du bureau politique, instance suprême du régime, marque une tendance frappante. Sur les *264 bolchéviks* dirigeants identifiés par le *Granat* en 1920-1924, 47 étaient russes et 119 non russes. Durant les *années 1952-1982, au bureau politique* et au secrétariat, sur une trentaine de membres, il y avait encore une dizaine de non-Slaves, dont un *Ouzbek*, un Kazakh, un Azéri. Or, aujourd'hui, il ne figure plus aucun musulman représentant une nationalité au bureau politique. M. Aliev, ancien *premier* secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, en a été exclu par M. Gorbatchev lors des changements des années 1987-1989. Seul M. Usmanov, un Tatar de Kazan et représentant de la République de Russie, *figure* à la tête de l'Etat.

Ce recul manifeste des musulmans s'inscrit dans celui, plus large, des Caucasiens et des non-Slaves : au comité central, durant les années 70 et au début des années 80, la représentation propre des Républiques était passée de 56 membres sur 287 à 58 sur 319, un affaiblissement d'autant plus net que la représentation de la République de Russie ne s'est pas vue relativement diminuée ; mis à part M. Chevardnadze, un Géorgien perçu par les musulmans comme un Russe ou un chrétien, l'époque des Ordzonikidze, Staline et Mikoyan est bien terminée.

Ainsi à la dérive, larguées, les Républiques peuvent être ou bien attirées par le vent du large – la Lituanie, la Lettonie, pour des raisons inverses – ou *bien* soucieuses de renforcer *leur* autonomie, ce qui leur permet de bénéficier des prébendes que Moscou peut distribuer. La Géorgie, l'Arménie deviendront-elles des Républiques associées ? Est-ce la forme à liens variables que prendra le futur « Commonwealth » soviétique ?

Du côté de l'Asie centrale, les musulmans sont en partie devenus les *maîtres, au moins chez eux*. Le *fruit* va-t-il se détacher ; est-il mûr ? Il est révélateur que toute intervention de *l'armée soviétique – en majorité russe*, notamment le corps des officiers – soit considérée comme une agression par *une troupe d'occupation* ; *en Azerbaïdjan*, il est des musulmans soviétiques qui ont parlé d'un « nouvel Afghanis*tan* ».

Précisément, un troisième élément de ce côté modifie encore le tableau : l'environnement de l'URSS, au sud, s'est entièrement transformé. Durant les années 20 triomphait encore l'islam révolutionnaire, qui *était* une application aux pays musulmans de conceptions marxistes et socialistes. En inventant le concept de *« nation prolétaire »*, Sultan Galiev menait les Turcs, les Tatars à la lutte contre la *double* oppression de *la Russie* et du parti de sa classe ouvrière. Détruit par Staline, le « sultangaliévisme » essaima et nourrit plus ou moins la pensée de Boumediène et du colonel Khadafi.

Tandis que le concept s'arabisait, la révolution islamique prenait la relève de l'islam révolutionnaire, en s'associant quelquefois à lui, aussi bien au Proche-Orient qu'en Iran, où dures furent les désillusions de la décolonisation ou de la modernisation. Apparemment, les nationalités de l'islam soviétique ne furent guère touchées par ce retournement, sauf qu'y avait survécu un « islam parallèle » *(voir l'article de Chantal Lemercier-Quelquejay)* et qu'aujourd'hui les frères turcs des Azéris, tout comme les frères persans des Tadjiks, s'éveillent à la révolte, sous l'effet de la guerre d'Afghanistan, des conflits avec les Arméniens, et aussi de la perestroïka.

On n'a pas manqué d'observer que *les dirigeants de Téhéran et d'Ankara* sont demeurés tapis pendant tous ces événements et même pendant la guerre d'Afghanistan, *quelle que soit* l'aide que le régime khomeyniste ait apportée aux insurgés. C'est que l'Iran est un Etat multinational très vulnérable et que, entre autres, le mouvement turc azéri d'URSS rejoignait celui des Azéris d'Iran. De sorte que Russes et Persans ont été solidaires, mais sans le clamer, pour neutraliser le mouvement azéri vers l'unification – un problème qu'on retrouve des deux côtés de la frontière tadjik.

Si l'on comprend la prudence de Téhéran, déjà engagé dans de nombreux conflits, celle des Turcs obéit à des données plus complexes. En principe, depuis les années 20, la laïcisation du *pays* et l'abandon du *rêve pantouranien* (unification de tous les Turcs) étaient allés de pair ; mais, à partir des années 60, la renaissance arménienne, la remontée islamique, puis les affaires d'Azerbaïdjan, de Bulgarie, etc., ont *ranimé* le *rêve* panturc, *officiellement* rejeté, mais présent dans les mémoires.

En Turquie même, cet irrédentisme est réapparu, multipliant les publications qui stigmatisent l'inertie du gouvernement devant le malheur de ses frères ; et rappelant la mémoire des patriotes unificateurs, de Gokalp à Tekinalp. Le point important ici est que ce mouvement vise à *revivifier* le patriotisme turc en Asie centrale soviétique, surtout au Kazakhstan, en Ouzbékistan, etc. Retrouver l'unité du Turkestan « ignominieusement » partagé entre les Russes et les Chinois est l'un des objectifs de ce mouvement. Au reste, il a ses répondants sur les lieux mêmes, les Soviétiques ayant laissé filtrer cette littérature, et les Ouïgours de Chine ne manquant pas de protester aussi contre l'appellation donnée à leur pays, *Xinjiang* signifiant « terre colonisée ». A partir d'*Istanbul*, M. Isa Yusuf Alptekin a adressé un appel aux Nations unies, il y a quelques années, au nom du Turkestan oriental, pour *réclamer* la *réunification* des deux parties du pays.

Certes, ces foyers sont isolés, ils couvent sous la cendre, et les forces qui s'opposent à leur résurgence sont à même, pour l'instant, de les étouffer. En outre, les Républiques d'Asie centrale ont bien su protéger leur nid, se renforcer et devenir souvent de vraies nations. Néanmoins, les éclats de colère, la misère, le déclassement de beaucoup, la *pénétration* de l'« islam parallèle », la politique de Moscou, qui sans effort peut être aveugle, voilà qui *constitue autant d'éléments susceptibles* de créer une situation explosive et imprévisible. On peut se demander *aussi si la « maison européenne »* à laquelle M. Gorbatchev fait constamment référence comprend, dans son esprit, *les Républiques soviétiques* musulmanes... L'avenir est ouvert.

MARC FERRO.

LE POIDS DES CONFRÉRIES SOUFIES

Des musulmans plus responsables

Par
CHANTAL LEMERCIER-QUELQUEJAY*

LES premières *références à l'« islam parallèle »* ont fait leur apparition dans les publications soviétiques à partir des années 60. Limitées, au commencement, au Caucase du Nord, *elles se sont* étendues à l'Asie centrale dans les années 70 et devinrent plus abondantes à partir de 1979-1980, *en raison* de la victoire de la révolution islamique en Iran et de l'importance grandissante prise par les éléments fondamentalistes dans la résistance afghane.

Les expressions « islam parallèle » ou « islam hors mosquée » employées par les Soviétiques recouvrent un large éventail de courants et de mouvements où se regroupent, en dehors des structures musulmanes officielles, des croyants de toutes tendances et de toutes origines, avant tout désireux de préserver la base religieuse de la société islamique et quelques éléments de son mode de vie, mais aussi animés bien souvent par une hostilité plus ou moins ouverte envers les Russes, *doublement haïs comme* conquérants et comme infidèles athées.

L'« islam parallèle » sert donc à désigner un système religieux *difficile à définir avec exactitude, clandestin* ou semi-clandestin, et qui comprend, d'une part, des individus que les sources soviétiques appellent *l'« actif religieux » – des croyants* par conviction personnelle, connaissant un minimum de *hadiths* (1), – d'autre part, les confréries soufies, ou *tarigas*.

Mises hors la loi par les autorités soviétiques, les confréries, en pratique, opèrent presque ouverte*ment, surtout* dans le Caucase du Nord. L'adepte – *mürid* – est admis après un rite d'initiation et reste toute sa vie sous le contrôle de son maître – *mürshid*, ou sheikh, – selon la célèbre formule soufie *« comme un cadavre aux mains d'un embaumeur »*. Sa vie est réglée par un rituel compliqué et obligatoire dans lequel les prières permanentes, les invocations, les litanies composent des séances de *zikr*, qui ont lieu régulièrement au moins une fois par *semaine et à l'occasion des naissances, des* mariages et des funérailles, et qui sont l'élément central du rituel soufi.

Les confréries soufies sont des organisations hiérarchisées et parfaitement structurées, dotées d'une discipline de fer, certainement plus rigoureuse *encore que celle du Parti communiste. En réalité,* elles ne représentent pas un « islam parallèle », comme voudraient le faire croire les sources soviéti*ques, car le soufisme ne rejette pas la loi de l'islam (sharigat,* ou *charia)* et n'est qu'une forme plus profonde de la croyance : un adepte soufi n'est pas un musulman meilleur, c'est un musulman *plus* responsable que le non-soufi, mais il ne sera jamais un musulman différent.

Le tournant des années 60

ENTRE la hiérarchie officielle islamique et l'islam soufi, les rapports sont en URSS pleins d'ambiguïté. En effet, si les aspects de la théologie et de la pratique sont, dans l'un et l'autre cas, orthodoxes, l'administration religieuse officielle est loyale et docile envers le pouvoir soviétique tandis que l'islam soufi lui est hostile de façon déclarée. L'illustration *de cette ambiguïté fut donnée par l'ancien mufti de* Tachkent, M. Ziyautdin Babakhanov, membre éminent de la nomenklatura apparemment fidèle au *régime soviétique, tout en étant l'adepte de l'une* des *tarigas*, la Nagshbandiya.

Les *deux* islams – l'officiel et le soufi – appar*tiennent au même univers communiste et, face à une* même menace matérialiste, ils ont besoin l'un de l'autre pour survivre. Dans certaines régions impor*tantes de l'Asie centrale,* en particulier en Ouzbékistan et au Tadjikistan, le soufisme a été moins politisé et ne joue pas de rôle déterminant dans la vie intellectuelle, sociale et politique de la communauté musulmane. En revanche, en Kirghizie, au Turkménistan, partiellement au Kazakhstan ainsi qu'au Caucase du Nord, les confréries soufies représentent le fer de lance organisé de la dissidence fondamentaliste inorganisée et leur rôle peut être comparé – toutes proportions gardées – à celui du Parti bolchevik à l'égard du prolétariat russe encore inorga*nisé dans les premières années du régime soviétique* ; mais les enquêtes sociologiques menées dans les territoires musulmans montrent que le Caucase *du Nord reste, comme il l'était il y a un siècle,* le bastion du soufisme, et que les montagnards caucasiens – Daghestanais et Tchétchènes – *sont* plus agressifs et moins *prudents* que les Turkestanais, qui pratiquent volontiers la *tagiya*, c'est-à-dire le droit légal à l'apostasie.

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays musulmans – Turquie, Iran, pays arabes, Afghanistan, – où les courants fondamentalistes sont *indépendants* et *souvent même opposés au* soufisme, en Union soviétique, le fondamentalisme et le soufisme sont souvent mêlés, spécialement au *Caucase du Nord, où les soufis ont réussi à gagner le* contrôle sur les courants fondamentalistes et même sur tous les mouvements de résistance nationale *menés depuis la fin du dix-huitième siècle jusqu'à* nos jours.

C'est dans les années 60, après la mort de Staline, que les intellectuels musulmans soviétiques, déçus par le marxisme-léninisme et désireux de secouer la pression de cette idéologie, retrouvèrent, *parmi d'autres trésors de leur passé prestigieux,* l'héritage du soufisme. Les observateurs soviétiques s'aperçurent alors que les confréries n'avaient pas *été détruites, et que, après être passées à la clandestinité,* elles refaisaient surface. Il était logique que les deux courants – fondamentalisme intellectuel *mais inorganisé et soufisme* populaire bien structuré – convergent, le premier apportant sa base intellectuelle et le second sa discipline, son dévouement et son organisation. C'est de cette conjonction que les sociologues soviétiques ont fait l'« islam parallèle ». Depuis Brejnev, les autorités de Moscou ont cherché à neutraliser les confréries par des attaques violentes et répétées. Une propagande antimusulmane plus énergique encore, et plus « scientifique », davantage orientée vers les élites intellectuelles, semble être la règle de l'administration Gorbatchev.

Les adeptes des confréries musulmanes voient dans le régime communiste non seulement un pou*voir étranger, mais, surtout, un pouvoir impie, tandis* que, pour les Soviétiques, les *tarigas* représentent une aberration anachronique et dangereuse qui doit *être détruite. Certes, celles-ci ne mènent pas la* guerre sainte *(djihad)* contre le régime. Elles n'ont pas d'idéologie propre ni de programme politique, mais elles sont dotées d'une structure hiérarchisée exceptionnellement efficace autour de laquelle peut s'agréger n'importe *quelle* dissidence *politique* à caractère religieux.

Le soufisme fait partie de la réalité quotidienne des républiques musulmanes de l'URSS, et l'on ne doit plus considérer les *tarigas* comme un épiphénomène de signification anecdotique, un sous-produit folklorique de la lutte entre le progrès représenté par l'administration officielle islamique soutenue par le pouvoir soviétique et le passé médiéval représenté par les confréries.

Une hiérarchie de substitution

L'HISTOIRE a montré que le soufisme se déve*loppe dans l'adversité : dans les périodes* de crises politiques, il est l'islam sauveur. Sa vitalité en Union soviétique dépend essentiellement de l'absence de dynamisme de l'establishment officiel islamique, squelettique et très insuffisant pour répondre aux aspirations de près de 70 millions de musulmans. Aussi longtemps que les directions officielles musulmanes resteront des organisations faibles, non représentatives et sans influence, les confréries soufies joueront un rôle important, celui d'une hiérarchie de substitution, spécialement pour les croyants intraitables pour lesquels un pouvoir athée est insupportable et inacceptable.

Mais une inflexion de la stratégie de Moscou envers l'islam dans un sens plus libéral serait une décision audacieuse, pleine de risques pour la stabi*lité de la domination soviétique en Asie centrale et* au Caucase.

* Maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

(1) *Hadiths* : récits de la vie du prophète Mahomet, qui ont force de loi après le Coran.

EXPLOSION DES CONFLITS

Le temps de toutes

(Suite de la première page)

Il ajoute qu'en tenant compte des revenus de la propriété en système capitaliste (terre, immobilier, actions), 1 % de la population américaine détiendrait à elle seule d'un quart à un tiers des richesses. De tels écarts n'existent pas en URSS (4). Mais qu'en est-il si l'on considère les pénuries et les privilèges de la nomenklatura (5) ? Il existe d'autres critères d'appréciation : l'inégalité de chances face à l'ignorance et à la maladie. Les Soviétiques se sentant « bien portants » seraient cinq fois plus nombreux que les « mal portants » dans les couches dirigeantes, alors que parmi les ouvriers non qualifiés la proportion est inversée (deux fois plus de plaignants).

Mêmes sentiments de disparité pour l'accès aux établissements préscolaires (68 % parmi les chefs et spécialistes, 58 % chez les familles ouvrières), et l'amélioration des conditions de logement dans la période 1975-1984 (dirigeants : 48 %, cadres moyens : 38 %, ouvriers : 22 %). Et les différences sont moins dues aux salaires qu'aux *« privilèges de caractère informel »* (6).

La glasnost révèle l'étendue et l'extension de la pauvreté : un Soviétique sur sept est touché (un sur deux dans les républiques les plus pauvres d'Asie centrale) si l'on se réfère au « minimum vital » officiel de 78 roubles ; un sur trois, si l'on retient le seuil de 120 roubles estimé par la sous-commission du Soviet suprême pour le niveau de vie *(voir l'encadré ci-contre)*. Le fossé qui se creuse entre régions européennes riches et asiatiques pauvres *(lire pages 10 et 11)* est moins dû aux inégalités de salaires proprement dites qu'à la croissance démographique et au sous-emploi des jeunes et des femmes dans les républiques d'Asie centrale. Mais le sous-développement semble également dû à la disproportion des capitaux investis : 48,3 milliards de roubles pour 12,3 millions d'habitants dans les trois républiques les plus pauvres en l'espace de quinze ans contre 61,3 milliards pour les 7,8 millions d'habitants des trois républiques (baltes) les plus riches (7).

Le sous-emploi aboutit, en Asie centrale, à de profondes transformations des structures sociales. Les jeunes (24-29 ans), entre deux emplois, « cherchent » du travail pendant cent trois jours en moyenne, dix fois plus qu'en Biélorussie. C'est surtout dans les villages que s'observe la désinsertion sociale. Au Tadjikistan, 25 % de la population en âge de travailler est occupée à des travaux « personnels » (agriculture et artisanat) ou désœuvrée. Les exclus de l'emploi sont prêts à accepter n'importe quel travail dans les fermes collectives (cotonnières), ce qui n'incite pas les responsables de ces dernières à moderniser les techniques.

Les inégalités, avec les réformes, s'accroissent sur tous les tableaux : emploi, revenus, prix. L'autofinancement et le système de bail des entreprises a déjà entraîné des millions de suppressions d'emplois. Les allocations de « recherche de travail » n'excèdent pas deux à trois mois. Des centres de placement, de recyclage et d'orientation professionnelle sont mis en place, mais le pays n'a guère d'expérience en ces domaines.

Contrairement à certaines légendes, ce ne sont pas les « bureaucrates » qui sont les plus touchés par les compressions de personnel. Les licenciements affectent en majorité les ouvriers, et seulement 10 % des cadres, 4 % des employés (8). Les plus vulnérables sont les travailleurs peu qualifiés, les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.

Les travailleurs « réformés » sont-ils mieux payés ? Dans certains cas, incontestablement ; dans d'autres, non, et c'est pourquoi la réforme sème au moins autant de déceptions que d'entousiasmes dans l'espace encore limité qui est le sien.

Signe des temps : les Soviétiques placent désormais en tête de leurs préoccupations (avant les pénuries et la crise du logement) un phénomène peu connu auparavant : la hausse des prix (9). Sur les marchés contrôlés, l'inflation (7,5 %) resterait inférieure à la hausse des revenus (12,9 %). Les économistes s'inquiètent de cette masse monétaire répandue sans création de biens correspondante : la masse salariale s'est accrue en 1989, 5,4 fois plus vite que le revenu national et 1,5 fois plus vite que les ventes de biens et services (10).

Mais les hausses de salaires sont très inégalement réparties selon les branches et les régions. Dans beaucoup d'entreprises passées à l'autonomie financière – mines, métallurgie non ferreuse, industrie poissonnière – les révisions ont eu lieu à la baisse. En revanche, dans le secteur privé en expansion, patrons et, dans une moindre mesure, employés ont de quoi se réjouir : les revenus ne sont pas contrôlés et dépassent le salaire moyen de deux à dix fois grâce, le plus souvent, à la spéculation sur les produits déficitaires que des fonctionnaires véreux aident à détourner du secteur public. Des responsables de la distribution, par exemple, sont *« en même temps »* engagés dans des *« coopératives »*. Il n'est guère surprenant que celles-ci, qui servent aussi au blanchiment de l'argent de la « mafia » (11), s'attirent l'hostilité des pauvres, allant parfois jusqu'à l'émeute. Pour les conservateurs, c'est bien la preuve des *« dangers du capitalisme »*. Les libéraux estiment, par contre, qu'une extension massive du « privé » et des libertés marchandes permettrait de « noyer » les spéculateurs en résorbant les pénuries dont ils tirent profit.

La crise de la politique sociale était manifeste bien avant l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev : l'Etat manquait de ressources pour faire face à l'accroissement des dépenses destinées aux retraites et à l'assurance-maladie (au détriment de l'enseignement et des services de santé), et le pouvoir ne s'aventurerait pas, croyait-on, à en dégager par la hausse des impôts ou des loyers (12). Côté discipline du travail, le « manque » de chômage et la forte instabilité de la main-d'œuvre créait un rapport de forces favorable aux travailleurs. Même la Hongrie déjà libéralisée tardait à licencier *« pour des raisons humanitaires »* (13). Or une économie de marché digne de ce nom ne doit plus s'embarrasser de tels scrupules. En URSS, les réformateurs radicaux annoncent la couleur sans équivoque : pour sortir de la pauvreté, il faut d'abord créer des richesses, ensuite les répartir, et non prétendre faire l'inverse.

Dans ces conditions, les *« critères du mouvement vers le socialisme »* tels que les envisage la sociologue Tatiana Zaslavskaïa (absence d'exploitation, haut niveau de démocratie, égalité des nations, élévation de la culture, de la morale et des libertés garanties) ne contredisent pas l'*« enfantement dans la douleur »* du grand marché des biens, de l'emploi et... des services sociaux (14).

« Tous se paie », y compris la... gratuité, tel est le mot d'ordre au goût du jour. Pour l'économiste L.I. Piacheva, qui se réclame du programme de la CDU ouest-allemande de 1978, il ne peut plus y avoir de *« système unique de protection du citoyen par l'Etat : seuls les pauvres doivent être assurés du minimum vital »*. Le souci de la rentabilité joint à la « prophylaxie » des maux sociaux permettra à la *société de s'enrichir suffisamment* pour que les besoins d'assistance sociale disparaissent. Le marché doit donner au citoyen la possibilité de choisir les types d'assurance, publique ou privée. Cette *« liberté de choix »* est toutefois bien relative puisqu'il faut, par exemple, *« donner à la famille la possibilité de remplir sa fonction éducative plutôt que payer des institutions coûteuses »* (15). Le retour des femmes au foyer est d'ailleurs une idée assez répandue et l'on sait que, aussitôt libérée du communisme, la RDA a commencé à fermer nombre de crèches publiques.

« Le marché doit être la règle, la gratuité l'exception », pense de même Tatiana Koriaguina, qui, dans les *Nouvelles de Moscou* (n° 27, 1989), conteste les programmes sociaux du Parlement, notamment la *« distribution gratuite »* de l'habitat. Qui paie les travailleurs du bâtiment, les matériaux, et comment assurer l'entretien du parc locatif ? Ces arguments sont largement invoqués pour réclamer, comme le fait O. Bessonova dans l'ouvrage déjà cité *Postijenie* (« la Mise en œuvre »), qu'on en finisse avec le *« mythe de la gratuité du logement d'Etat »* (16). Les loyers, bloqués depuis 1928 et calculés en fonction des salaires, n'excèdent pas, en moyenne, 3 % du budget familial. Les Soviétiques connaîtront-ils bientôt la même

Chômage

Population en âge de travailler (1989) : 160 millions de personnes.

Sous-emploi : près de six millions de personnes (dont ménagères et agriculteurs individuels) « pourraient être » engagées dans la production.

Licenciements : 3 millions en 1988. La moitié de ces travailleurs ont été reclassés.

Prévisions : 15 à 16 millions de chômeurs d'ici à l'an 2000.

Misère : la double inégalité

41 millions de Soviétiques (sur 285 millions), soit au moins 1 sur 7, vivent en dessous du seuil de pauvreté (officiellement : 78 roubles ; salaire moyen : 220 roubles). Cette pauvreté est inégalement répartie selon les régions.

Pourcentages de populations disposant de moins de 78 roubles par mois.

Sud-Est musulman : Tadjikistan : 56,6 % ; Ouzbékistan : 47,7 % Kazakhstan : 40 % ; Kirghizistan : 37,1 % ; Turkménistan : 36,6 %.

Sud caucasien : Azerbaïdjan : 33,3 % ; Arménie : 18,1 % ; Géorgie : 16,8 %.

Ouest et Nord : Ukraine : 8,1 % ; Russie : 6,3 % ; Biélorussie : 5 %.

Pays baltes : Estonie : 3,9 % ; Lituanie : 3,6 % ; Lettonie : 3,2 %.

NB. – A l'intérieur de chaque République, les différences régionales sont parfois très importantes, en particulier dans la Fédération russe.

Sources : *Nouvelles de Moscou*, novembre 1990, et *Argoumenty i Fakty*, n° 27 et 42, 1989.

Pays et région baltes

Parties intégrantes de l'empire tsariste avant 1914, les trois Pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ont accédé à l'indépendance à la faveur de la guerre civile russe et de l'effondrement de l'empire allemand en 1918. Le souvenir de cette période nourrit un fort nationalisme parmi les peuples de ces trois républiques annexées par l'URSS en 1940 après la signature du pacte germano-soviétique. Au-delà de leurs différences religieuses et linguistiques ces républiques ont un objectif commun : rétablir leur souveraineté, et lancent ainsi un dangereux défi à M. Mikhaïl Gorbatchev.

Frontières internationales actuelles
Limite des Républiques fédérées
Gains territoriaux de la Lituanie en 1939 et 1940
Pertes territoriales en 1945, au profit de la Russie soviétique
Territoire annexé par l'Allemagne en 1939, récupéré par la Lituanie en 1945
FINLANDE, TALLIN, EST., ESTONIE, Tartou, Lac des Tchoudes (Peïpous), Mer Baltique, Valmiera, RIGA, LETTONIE, Rezekne, Daugavpils, Klaipeda (ex Memel), LITUANIE, Kaunas, VILNIUS, BIÉLORUSSIE, MINSK, Kaliningrad (ex-Königsberg), RSFSR, (EX PRUSSE ORIENTALE), POLOGNE, 0 – 100 Km

cartographie : Philippe Rekacewicz

ESTONIE

◆ Les Estes, ancêtres des Estoniens, furent convertis au christianisme au treizième siècle par les Allemands puis par les Danois qui fondèrent Tallin. Champ de bataille entre la Russie, la Suède, la Pologne et le Danemark, le pays fut entièrement soumis à la Suède au dix-septième siècle avant d'être conquis par la Russie au dix-huitième siècle. Après la proclamation d'une République soviétique, puis l'intervention armée de l'Allemagne, l'indépendance est proclamée. En mars 1934, le président Konstantin Päts suspend les libertés, mais des élections ont lieu en 1938. Le pays connaîtra ensuite le même sort que ses voisins baltes.

◆ La République s'étend sur 45 000 kilomètres carrés et comprend 1,6 million d'habitants dont 65 % d'Estoniens, 30,3 % de Russes, 3,1 % d'Ukrainiens. La langue est d'origine finno-ougrienne (comme le hongrois et le finnois). Le protestantisme est dominant.

◆ Principales ressources : schistes bitumineux, tourbe, phosphorites, charbon. Elevage bovin et porcin, cultures maraîchères et fourragères. Industrie forstière. Activités de pêche. Revenu par habitant : 2 647 roubles (moyenne de l'URSS : 2 084 roubles).

◆ Le Parlement estonien, dominé par le Front populaire, a proclamé le début d'une *« période transitoire »* vers l'indépendance. Très divisé, le PC a décidé de reporter sa séparation d'avec le PC de l'Union soviétique après le congrès de celui-ci, qui doit se tenir en juillet 1990.

LETTONIE

◆ C'est au dixième siècle que les Lives, ancêtres des Lettons, se convertissent au christianisme orthodoxe. Conquis au treizième siècle par les chevaliers allemands, les pays sera partagé au seizième siècle entre la Pologne et la Suède. Il subit alors l'influence de la Réforme avant d'être rattaché à la Russie au dix-huitième siècle. Après la chute de la République soviétique (le régiment des tirailleurs lettons jouera un rôle capital aux côtés des bolcheviks jusqu'à la fin de la guerre civile), une « république bourgeoise » se met en place. En 1934, le dirigeant agrarien Karlis Ulmanis met fin à la vie parlementaire. En 1940, le pays est annexé par l'URSS.

◆ Sur 64 000 kilomètres carrés, le territoire compte 2 700 000 habitants dont 54 % de Lettons, 33,8 % de Russes, 4 % de Polonais, 3,4 % d'Ukrainiens. Les Lettons sont en majorité protestants, mais il existe une minorité catholique. Leur langue est d'origine indo-européenne.

◆ Principales ressources : tourbe, calcaire, dolomite. Elevage bovin et porcin. Importantes activités de pêche. Industrie légère. Le revenu par habitant est le plus élevé de l'URSS : 2 647 roubles.

◆ Le Front populaire est la principale force nationaliste, mais il se heurte à une communauté russe soudée. La minorité indépendantiste du PC a fait scission. Le Parlement a demandé l'ouverture de négociations avec Moscou sur l'indépendance.

LITUANIE

◆ Peuple aryen, les Lituaniens furent soumis par divers ordres de chevaliers allemands au treizième siècle. Au quatorzième siècle, l'union entre la Pologne et la Lituanie est scellée et aboutira à une fusion en 1569. Après une période de prépondérance suédoise, le pays est annexé par la Russie en 1795. A la suite de révoltes au dix-neuvième siècle, le tsar « dépolonise » la Lituanie, ouvrant ainsi involontairement la voie au nationalisme lituanien. Profitant de la première guerre mondiale, de l'effondrement de l'Allemagne puis de celui du pouvoir soviétique, la Lituanie accède à l'indépendance. La région de Wilno, à majorité polonaise et juive, est rattachée à la Pologne tandis que celle de Memel (Klaïpeda) connaît une tutelle internationale avant de passer en 1923 sous contrôle lituanien mais avec un statut spécial. En 1926, un coup d'Etat porte au pouvoir Augustinas Voldemaras, remplacé en 1929 par Antanas Smetona dont le régime s'inspirera du fascisme italien. En mars 1939, à la suite d'un ultimatum de Hitler, le régime cède Memel à l'Allemagne. L'accord Hitler-Staline permet, en 1940, l'annexion par l'URSS de la Lituanie, qui profite du dépeçage de la Pologne pour récupérer Wilno (qui devient Vilnius) et d'autres territoires. Conquis par la Wehrmacht durant l'été 1941, le pays connaît des soulèvements antisoviétiques accompagnés de massacres de communistes et aussi de juifs. Une résistance armée contre Moscou persistera jusqu'au début des années 50, comme dans les autres Républiques baltes.

◆ La République s'étend sur 65 000 kilomètres carrés et englobe une population de 3 700 000 personnes dont près de 80 % de Lituaniens, 9,3 % de Russes, 7,7 % de Polonais. La langue est d'origine indo-européenne. Les Lituaniens ont été convertis au catholicisme au quatorzième siècle.

◆ Principales ressources : tourbe, calcaire, argile, gypse. Elevage bovin et porcin. Activités de pêche concentrées à Klaïpeda (ex-Memel). Construction mécanique et électrique. Revenu par habitant : 2 147 roubles.

◆ Sajudis est le plus puissant mouvement indépendantiste. Le PC s'est divisé, la majorité étant favorable à l'indépendance et à l'alliance avec Sajudis. Il existe une opposition à l'indépendance des minorités russe et polonaise. La Biélorussie revendique maintenant certains territoires cédés à la Lituanie en 1939-1940, tandis que Moscou fait peser une menace sur le territoire de Klaïpeda qui pourrait être rattaché à la région de Kaliningrad.

Kaliningrad

◆ Depuis 1946 cette partie nord de l'ancienne Prusse orientale est devenue une région *(oblast)* de la République soviétique fédérative socialiste de Russie (RSFSR). Elle s'étend sur 15 000 kilomètres carrés et compte 870 000 habitants, en grande majorité russes. La région est enclavée entre la Lituanie et la Pologne, et isolée du reste du territoire de la Russie soviétique. Le port principal, Kaliningrad, anciennement Königsberg, fut fondé en 1286 à côté d'un château érigé par les chevaliers teutoniques. Il fut aux dix-huitième et dix-neuvième siècles un important centre politique et intellectuel de la Prusse (le philosophe Emmanuel Kant y enseigna). Kaliningrad est aujourd'hui une ville de 400 000 habitants, une importante base militaire, un port de pêche et un centre de construction navale.

---

(4) *Argoumenty i Fakty*, n° 42, 1989.
(5) *Cf.* A. Zaïtchenko, in *Argoumenty i Fakty*, n° 27, 1989.
(6) F.M. Borodkine, « Politique sociale : pouvoir et perestroïka », in *Postijenie, op. cit.*, pp. 241 et suiv.
(7) *Sotsiologitcheskie issledovania* (abrév. : *Sots. issl.*), n° 1, 1989.
(8) I.E. Zaslavski, M.V. Moskvina, in *Sots. issl.* n° 1, 1989.
(9) *Izvestia*, 20 mars 1990.
(10) *Pravitel'stvennyi vestnik*, n° 3, janvier 1990.
(11) « Mafia » : expression courante et très vague pour désigner aussi bien les spéculateurs, trafiquants de drogue, groupes corrompus au pouvoir et « crime organisé ». Selon les juges Gdlian et Ivanov, célèbres pour leurs campagnes et instructions (aux méthodes controversées) contre la « mafia » d'Ouzbekistan, le pouvoir soviétique *« au plus haut niveau »* serait gangréné par la « mafia ».
(12) *Cf.* Alastair Mac Auley, in Archie Brown. Michael Kaser, *Soviet Policy for the 1980's*, St. Anthony's Macmillan Series, Londres, 1982, et autres sources citées dans Jean-Marie Chauvier, « La politique sociale à l'épreuve », *le Monde diplomatique*, septembre 1983.
(13) *Cf.* François Seurot, *Inflation et emploi dans les pays socialistes*, PUF, Paris, 1983.
(14) Tatiana Zaslavskaïa, « Perestroïka et socialisme », in *Postijanie, op. cit.*, pp 217 et suiv.
(15) L.I. Piacheva, « Les contours de la réforme sociale radicale », in *Postijenie, op. cit.*, pp 264 et suiv.
(16) O.E. Bessonova, « Les mécanismes de la garantie du logement en URSS », in *Postijenie, op. cit.*, pp. 289 et suiv.

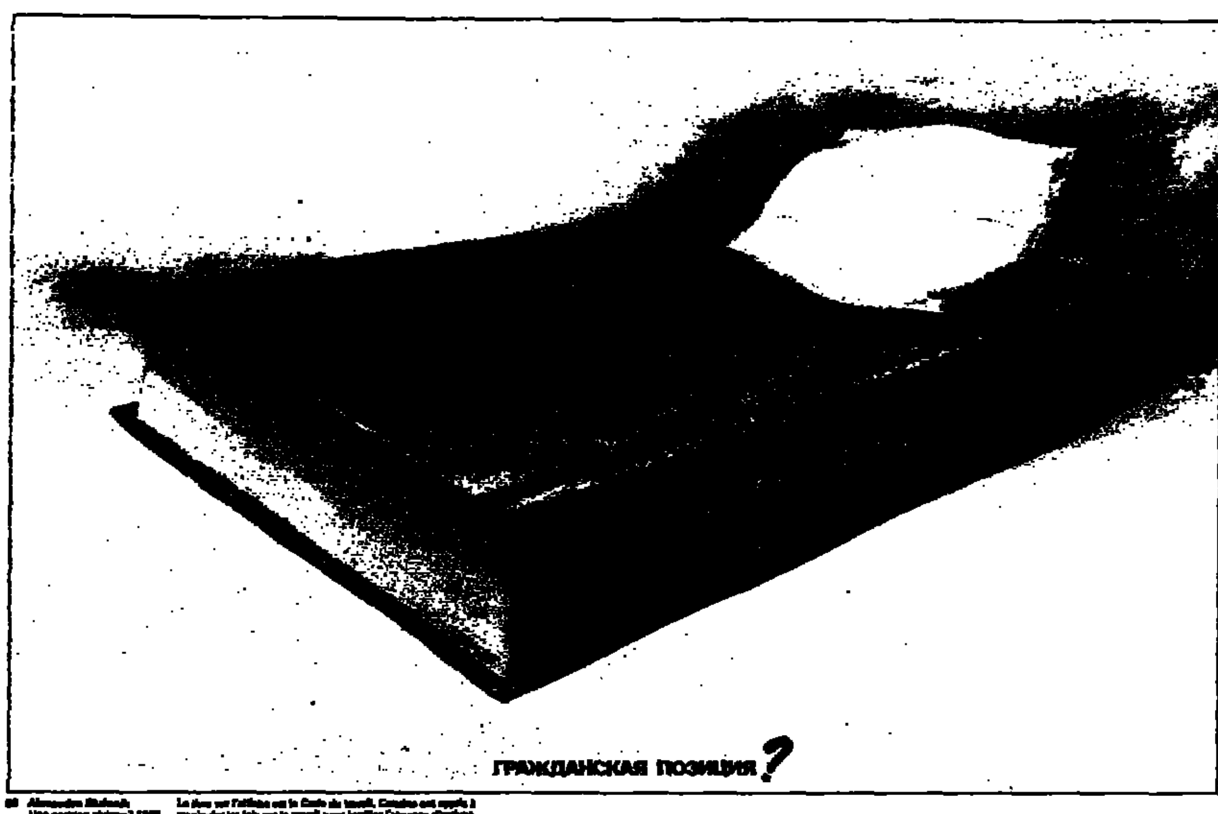


EN UNION SOVIÉTIQUE

les ruptures

situation que la Hongrie, où « *le pavillon de 120 mètres carrés sur les collines de Buda se négocie autour de... cinquante ans d'un salaire moyen* » (17). Les préjugés « égalitaristes » étant ce qu'ils sont en URSS, il *y aura* probablement quelques obstacles psychologiques.

L'idée du chômage, par ailleurs, n'est encore acceptée sans réserve que par 13 % des Soviétiques ; elle l'est – comme « *phénomène provisoire et limité* » – par 17 % ; alors que 58 % la jugent « *inacceptable* ». La sociologue Tatiana Zaslavskaïa confirme cependant que de 15 à 16 millions de travailleurs doivent être libérés, assurant qu'une diminution de 15 % de la main-d'œuvre « *inutile* » permet une hausse de productivité de 20 % à 25 %. Elle avertit que les premiers touchés seront les moins qualifiés, les moins disciplinés, les alcooliques et, « *avec une grande probabilité* », les gens de santé fragile, les mères d'enfants en bas âge et les personnes en âge d'être mises en préretraite. Quant aux entreprises non rentables, leur fermeture entraînera sans doute du chômage régional. Pionnière des idées réformatrices, Tatiana Zaslavskaïa ne peut être suspectée de négliger le « *système de garanties sociales* », qu'elle juge nécessaire. Mais elle n'est pas très explicite et, comme nombre de ses amis, semble convaincue que l'heure d'une « *chirurgie* » douloureuse est venue, où il n'y aura forcément pas que des gagnants. *La question majeure, à ses yeux*, est la « *stratégie sociale* » qui permettra



UNE POSITION CIVIQUE ? (affiche soviétique d'Alexandre Skrinnik, 1988)
Quand le Code du travail devient un droit à la paresse.

d'assurer un « *soutien de masse à la perestroïka* ».

Une telle stratégie suppose le réexamen de la structure sociale de l'URSS (18). D'autres sociologues (Alla Nazimova, Ovseï Chkaratan ...) se livrent à la même révision, dont le trait essentiel est de faire éclater le concept classique de « classe ouvrière ». Les critères de qualification, de positionnement dans les secteurs plus ou moins liés au progrès technique permettraient de déterminer « qui est qui » face aux réformes. *Grosso modo*, ils pourraient compter sur le soutien des groupes de travailleurs les plus qualifiés, les adversaires du changement se situant alors dans les couches de gestionnaires et de travailleurs moins qualifiés. Dans l'un et l'autre cas, ce ne sont là que des minorités, aussi la majorité indécise est-elle l'objet d'une bataille politique où les nouveaux mouvements sociaux, dits « informels », devraient jouer un rôle décisif.

A coup sûr, l'idée d'une perestroïka « quasi unanime » est progressivement abandonnée. Chacun devine que la société déstabilisée devient une société de conflits.

Les grèves, précisément, se sont multipliées. Certaines sont principalement politiques (au Caucase, dans les pays baltes). *La plupart ont pour cause les* baisses de salaires et les pénuries. Les plus importantes en 1989 – celles des mineurs – avaient un caractère autogestionnaire : dénonciation de l'exploitation de type « colonial » de la région minière du Kouzbass, par exemple, et exigence pour celle-ci de l'autonomie de gestion.

Pour Alla Nazimova, ces conflits marquent la fin du « *mythe de l'ouvrier-maître et soulignent la volonté des travailleurs de prendre leurs affaires en main* ». Pour A. Kravchenko, « *le vrai patron ne fait pas grève dans son entreprise* », et la grève est surtout résistance à l'exploitation, à l'aliénation au travail. Face aux bureaucrates, seule est efficace la « *solidarité collective des ouvriers* » (19) ».

La bureaucratie syndicale est très consciente de ce climat nouveau. Elle prend elle-même l'initiative de créer une « fédération de syndicats indépendants de Russie (20) », pour concurrencer les nouveaux syndicats (vraiment) indépendants, en plein essor.

Au risque de donner dans l'archéo-marxisme le plus démodé, on dirait qu'une sorte de « lutte des classes » refait surface en Union soviétique.

JEAN-MARIE CHAUVIER

(17) *Le Monde*, 8 août 1989.

(18) Tatiana Zaslavskaïa, in *Innovo ne danno*, Moscou, 1989, pp. 9 à 50.

(19) *Cf.* « *Discussion sur les grèves* », *in Sotsiologitcheskoie issledovania*, n° 1, 1989.

(20) *Izvestia*, 24 mars 1990.



« Temps de travail perdu »

40 millions de journées de travail en 1989 (1,3 fois plus qu'en 1988). Soit : 140 000 absences par jour. Perte de production : 4 milliards de *roubles, dont* 0,8 *milliard en raison* des grèves (7 millions de journées de travail).

Croissance et inflation en 1989

Revenu national	+ 2,4 %
Biens de consommation produits	+ 7 %
Biens de consommation importés	+ 19 %
Commerce de détail	+ 10,2 %
Revenus	+ 12,9 %
Inflation réelle (estimation)	+ 7,5 %

•

La demande de biens non satisfaite est *cinq fois* supérieure au chiffre d'affaires du commerce de détail.

Source : Pravitel'stvennyi Vestnik, mars 1990.

Le nationalisme lituanien face aux minorités ethniques

Par CATHERINE GOUSSEF *

DU point de vue de sa composition ethnique, la Lituanie est le plus homogène des Etats baltes (1). L'élection du représentant de Sajudis à la présidence du nouvel Etat, face à son concurrent direct, M. Brazauskas (secrétaire général du PC lituanien « indépendant ») confirme au grand jour le primat du nationalisme sur toutes les autres forces politiques : « *Sajudis, c'est la renaissance de notre pays : du point de vue spirituel, civil, national. Cette aspiration générale pourrait s'appeler plus simplement : la Lituanie. Par ce mot j'entends l'amour, la dignité des gens, l'aspiration à l'équité et en conséquence l'aspiration à la vie de l'homme* (2) ». Dans sa déclaration, M. Vytautas Landsbergis rappelle sans les nommer les grandes étapes du renouveau national, de ses acquis symboliques (la restitution du drapeau en octobre 1988) à ses conquêtes majeures : la restauration du lituanien comme langue d'Etat (avril 1989) et l'adoption de la nouvelle citoyenneté (novembre 1989), prélude à la proclamation de l'indépendance, en mars 1990.

Né au terme d'une campagne écologique, le *sajudis* (littéralement : « mouvement ») est apparu pour la première fois en juin 1988. Le nationalisme lituanien est d'abord remarquable par l'uniformité du discours qui le sous-tend, indépendamment des générations, des appartenances politiques et sociales, parce que sa force motrice réside dans une conviction unanime : l'annexion de la Lituanie par l'URSS en 1940 est illégitime et justifie la désaffection brutale à l'égard de Moscou et l'« a-constitutionnalisme » des positions lituaniennes.

La restauration de la souveraineté rencontre une résonance d'autant plus vaste que les Lituaniens, en renouant avec leurs idéaux longtemps occultés, réactualisent les combats pour l'affirmation d'une entité nationale. Après la polonisation du grand-duché (1569-1795) et son annexion à l'Empire russe (1795-1915), l'indépendance du pays n'aura duré que vingt-deux ans, durant lesquels le lituanien devint pour la première fois langue d'État.

L'histoire nourrit la longue tradition défensive d'un peuple qui se regarde comme victime d'agressions. Et la résurgence du sentiment national, qui témoigne d'une identité préservée, fait rejaillir avec vigueur un acquis non dénué de ressentiment. Légitime ou non, ce ressentiment est notamment sensible dans les rapports des Lituaniens avec les minorités ethniques établies en Lituanie.

Russes, Polonais, Biélorusses

LA communauté russe de Lituanie est la moins représentative des Etats baltes (9,4 % de la population contre 30,3 % en Estonie et 33,8 % en Lettonie). Installée majoritairement dans les villes ou dans des zones stratégiques, sa présence répond à la volonté de soviétisation, constituant en cela le nœud des relations lituano-russes. Et, si la presse se fait parfois plus conciliante en rappelant, par exemple, l'accueil que fit autrefois la république aux émigrés russes blancs, elle ne gomme pas pour autant les accusations portées contre les « occupants ».

Les Russes se sont sentis, jusqu'à présent, chez eux en Lituanie. Ils rappellent leur contribution à l'essor économique et acceptent mal d'être regardés comme des indésirables. Après *la loi soviétique qui définit* le statut de l'individu par sa citoyenneté (soviétique) et sa nationalité, la juridiction lituanienne encourage désormais les Russes à choisir l'intégration, éventualité qu'ils n'avaient jamais envisagée. Preuve en est, pour beaucoup d'entre eux, leur ignorance de la langue lituanienne, dont la connaissance est devenue une condition nécessaire à l'obtention de la nouvelle citoyenneté (art. 5, par. 1).

La minorité polonaise (7,7 %) et – partiellement – la minorité biélorusse (1,7 %), essentiellement rurale, présentent cette singularité de composer *une population autochtone* enracinée dans cette terre depuis toujours et pourtant « étrangère » à la nation lituanienne.

Peu significative à l'échelle nationale, la communauté polonaise est, en *revanche, fortement implantée localement* dans la région frontalière qui s'étend en bande du sud-est de la Lituanie *jusqu'au nord de Vilnius, tout au* long des limites de la Biélorussie. Dans cette zone rurale « poreuse » qui fut polonaise entre *les deux guerres*, certains districts comptent plus de 50 % de Polonais (3). Pour la majorité des *Lituaniens, cette minorité représente*, au gré des interlocuteurs, des « *Lituaniens polonisés* », des *tutayszy* (littéralement « *des gens d'ici* », *sans culture* propre) ou des Biélorusses inavoués. Mais le conflit n'en est pas resté à une querelle de *dénominations*. A la fin de l'été 1989, les districts à forte proportion polonaise revendiquèrent leur *autonomie territoriale* (4), *révélant* brutalement l'existence d'un réel contentieux (5).

Le conflit polono-lituanien est l'héritage des rivalités qui opposèrent les deux nations pour la possession de la région. En niant l'existence d'une identité polonaise, les Lituaniens évoquent surtout la tendance à la russification reconnue par l'Union des Polonais de Lituanie.

La minorité polonaise possède une connaissance très inégale de sa langue et de ses traditions. Une fois encore, la disparité entre zones urbaines et zones rurales intervient comme un puissant facteur de distinction. A Vilnius, où ils sont nombreux et actifs, les Polonais ne peuvent cependant pas accepter de voir leur identité niée.

Les Biélorusses, sans offrir un contre-exemple, paraissent moins gênés par le réveil lituanien. Leur présence, très minoritaire, et leur regroupement près de la frontière biélorusse relèvent plus d'une « normalité » reconnue comme telle.

Edinstvo (« Unité »), le front russe, s'est clairement opposé à l'indépendance de la Lituanie. Mais quelle est la force réelle de ce mouvement qui semble habilement servir la cause des conservateurs soviétiques. Quel est l'impact du Parti communiste lituanien, resté fidèle à Moscou ? La position des *zabuga*, comme les nomment leurs compatriotes de Varsovie, est délicate, car, si beaucoup d'entre eux seraient enclins à faire front aux côtés des minoritaires russes, ils doivent aussi considérer les positions du gouvernement de Varsovie, qui affirme la légitimité des aspirations lituaniennes. Les Polonais de Lituanie ne tiennent pas à associer ouvertement leurs intérêts à ceux des « pieds rouges ».

Quant aux Biélorusses, ils ont peu fait entendre leur voix, mais le soviet de Biélorussie a réagi en posant la question de ses frontières avec la Lituanie, qu'il n'a jamais directement reconnues (6).

* Historienne, a collaboré à l'ouvrage collectif, *A l'Est, la mémoire retrouvée*, la Découverte, Paris, 1990.

(1) La Lituanie compte 3,6 millions d'habitants, dont 80 % de Lituaniens (*recensement de janvier 1989*).

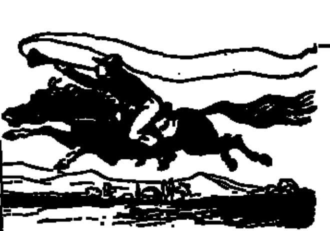
(2) *Sovietskaïa Litva*, le 12 mars 1990.

(3) En particulier dans les districts du Sud-Est, de Chalchininskii (79,6 %) et de Vilniuskii (63,5 %).

(4) *Cf. Czerwony Sztandar* du 8 septembre 1989 (quotidien en langue polonaise et organe du comité central de Lituanie). La proclamation des autonomies n'a pas abouti à un résultat concret.

(5) *Tandis que les Lituaniens réclament* l'extension de l'enseignement en langue lituanienne dans l'ancienne Wileszczyzna, les Polonais revendiquent la création de nouvelles structures d'enseignement supérieur et, surtout, ils exigent une représentation parlementaire.

(6) AFP, 31 mars 1990.



Le modèle Pinochet

LES dirigeants soviétiques continuent d'hésiter entre différentes manières de passer d'une économie centralisée à une économie de marché. Historiquement, on le sait, ce passage ne s'est pratiquement jamais produit, aussi, le choix est délicat et les conseillers économiques de M. Gorbatchev observent en particulier l'évolution du modèle polonais et du modèle hongrois.

Mais, dans *les Nouvelles de Moscou* du 23 mars dernier, un éminent spécialiste, M. Youri Korolev « *qui a travaillé au ministère de l'économie du gouvernement Allende* » au Chili, est venu rappeler qu'il existe un autre modèle, parfaitement exemplaire : celui du général Pinochet.

M. Korolev commence par expliquer « *l'échec économique d'Allende* ». « *Le projet de développement conçu par l'Etat et fondé en partie sur la nationalisation de nombreuses sociétés étrangères importantes s'opposait objectivement à une tendance à l'organisation internationale de l'économie due à la transnationalisation* ».

Par ailleurs, la démocratie du temps de l'unité populaire aurait été pour ainsi dire inexistante, « *le pluralisme politique n'était reconnu en pratique que dans le cadre des partis de gauche* »... Bref, c'était l'impasse. Et « *de cette impasse* – écrit M. Korolev – *est sortie la figure Pinochet* ».

« *Son succès économique est remarquable. Au cours des cinq dernières années, la croissance au Chili a atteint 5 % à 6 % et l'année dernière elle s'est même élevée à 10 %* (...). *Le Chili est un pays industriel, la production agricole y constituant moins de 20 % du PNB* (...). *La productivité du travail dans l'industrie atteint plus de 10 000 dollars par an et par travailleur, ce qui est proche des indices des pays développés et dépasse de plus de quatre fois le taux de l'URSS.* »

On voit bien où veut en venir M. Youri Korolev : maintenant que le général Pinochet se trouve un peu désœuvré, pourquoi ne pas lui demander de venir en personne conseiller les dirigeants soviétiques ? Et pas seulement en matière économique. Pour mettre au pas tous ces mécontents qui, un peu partout, protestent et manifestent, le général connaît aussi quelques bonnes recettes...

I. R.

DES BLOCAGES A TOUS LES NIVEAUX

Ingouvernable continent chinois

UN an après le « printemps chinois » et la répression de la place Tiananmen, les dirigeants de Pékin semblent contrôler la situation, sauf au Xinjiang en majorité peuplé de musulmans. Ils sont décidés à maintenir la Chine hors du gigantesque chambardement qui a secoué les pays de l'Est, l'URSS et la Mongolie. En fait, l'impasse est totale. Le malaise est généralisé et d'autant plus préoccupant qu'aucune solution de remplacement *n'est proposée.*

Par ROLAND LEW *

Le triomphe des conservateurs est moins total qu'il n'y paraît. L'incertitude se manifeste à tous les niveaux. Les seuls éléments significatifs sont la reprise en main de l'économie, qui amplifie les mesures d'austérité décidées en 1988 avec l'accord des réformateurs, et plus encore une féroce lutte pour le pouvoir au sommet.

La crise de la réforme aggrave depuis le milieu des années 80 les dangers centrifuges et introduit un risque d'éclatement du pays. La Chine devient progressivement ingouvernable.

L'inflation et la corruption provoquent des tensions sociales dans les villes (1). Depuis 1987-1988, les dirigeants réformateurs eux-mêmes savent qu'une rectification est indispensable. En 1988, une politique d'austérité et de lutte contre l'inflation est acceptée.

La corruption, tout particulièrement, mine ce qui reste de légitimité au pouvoir. En 1988-1989, la politique d'austérité prévue pour une courte période (environ un an) est prolongée pour au moins trois ans. Les opposants à la réforme passent alors à l'offensive et rassemblent une coalition de forces de plus en plus irrésistibles, entraînant peu à peu M. Deng Xiaoping dans leur sillage (2).

La « rectification » pose un dilemme fondamental, qui est au cœur de toutes les économies à l'Est : il y a soit réforme à l'intérieur de la logique du socialisme « réel », soit sortie de ce sytème – un dilemme qui n'a rien d'abstrait après une décennie de réformes. En 1987-1988, en effet, le mouvement éloigne le pays du projet de socialisme « réel », même à planification assouplie mais toujours dominé par un strict encadrement économique, social et idéologique, conception qui était pourtant au départ du consensus réformateur de 1978.

Le débat est d'autant moins théorique que l'année 1988 doit voir le lancement de l'étape essentielle qu'est la mise en place d'une nouvelle politique des prix, une question qui marque, de *fait, la ligne de partage entre le socialisme* « réel » et sa sortie. Or on doit se *contenter de demi-mesures aux effets* pervers, tout le monde en convient en Chine. Il *s'agit* de la *politique des doubles* prix pour des matières premières *industrielles. Une partie est attribuée à* prix planifié pour un certain quota fixé *par les autorités centrales ; le reste* s'achète au prix libre (de marché). *Très vite, cette situation est* source de corruption et de manipulation. On peut *se livrer à de très bonnes affaires avec* un stock payé au prix d'Etat et revendu *(illégalement, bien entendu)* au prix du marché. Ce système est en voie d'abandon.

Les réformateurs étaient conscients, dès le début, qu'il ne pouvait s'agir que d'une solution provisoire. Mais ils se rendaient compte aussi que cette politique de *petites réformes débouchait sur* un changement fondamental des règles du *socialisme « réel ».* Comment assumer, si cela avait un sens, les bouleversements *de ce qui n'était plus* un acheminement vers un introuvable socialisme de marché, mais, de plus en plus, une marche accélérée vers une variante du capitalisme « réel » ? Cette évolution impliquait la maîtrise de considérables changements économico-sociaux, mais aussi l'instauration d'un autre rapport entre la société et l'Etat.

Pourquoi la *Chine s'est-elle brusquement* bloquée ? On a un peu rapide*ment mis ce mouvement régressif sur* le dos d'octogénaires, communistes dès les années 20, qui conservent l'essentiel du pouvoir. L'importance de ce groupe de vétérans est indéniable. En abandonnant le devant de la scène, ils ont désigné à leur place certains de leurs proches, des « jeunes » sexagénaires, voire des septuagénaires, comme M. Yao Yilin, puissant patron de la planification « remplaçant » M. Chen Yun, réformateur très modéré devenu un sourcilleux gardien des « principes » du socialisme « réel ».

Poids démographique et unité nationale

MAIS il y a un élément plus important que l'âge de ces hommes. *La réforme, ses succès, comme ses blocages*, ont fait ressortir les dimensions *chinoises* du problème. Avant que M. Gorbatchev et le monde entier avec *lui ne découvre, parfois avec stupeur*, ce que l'Union soviétique, dans son immensité, dans sa complexité, pouvait porter en elle et faire remonter brutalement à la *surface*, les *dirigeants* de Pékin ont dû (ré)apprendre l'ampleur du défi chinois, qui est démesuré. Affronter ces réalités, c'est faire face à une problématique sans équivalent, et d'abord à un poids démographique colossal *(lire page 20 l'article de Léon Tabah)*. C'est aussi protéger une unité nationale toujours malaisée à maintenir, et mise à mal par les effets de la réforme économique. C'est encore, de manière pressante, imaginer les moyens très aléatoires d'un développement cohérent, prouver sa capacité à gouverner l'ensemble chinois, et à rendre légitimes la gestion et les gestionnaires.

Or, les clivages récents ne concernent plus seulement le face-à-face des réformateurs et des conservateurs avec, au centre, M. Deng Xiaoping. Les fractures *renvoient aux interrogations sur* l'avenir de la Chine. C'est ainsi que l'on trouve du côté des réformateurs, censés être plus sensibles à des thèmes démocratiques, des appels à un néo-autoritarisme, à un pouvoir fort qui ferait aller de l'avant un pays qui tire à hue et à dia.

A l'inverse, certains conservateurs, dont le projet avoué consiste à introduire une certaine recentralisation, à imposer un strict contrôle idéologique et social, sont loin de vouloir en revenir complètement au socialisme « *réel* », même amélioré. Ils appliquent d'ailleurs une politique d'austérité qui était, dès 1988, l'objet d'un accord avec les réformateurs. Cette politique est *évidemment* l'occasion de prendre l'avantage *sur des adversaires réformistes* affaiblis, mais pas anéantis, et d'occu*per le maximum* de *terrain* à l'approche de la disparition des octogénaires. *Les décisions essentielles sont reportées* à plus tard, au profit, pour le moment, d'une unanimité de façade, dans la crainte d'une explosion semblable à celle des pays de l'Est.

Les *vainqueurs de juin 1989, poussés* par le premier ministre, M. Li Peng, *par M. Yao Yilin et quelques* autres, ont tenté d'imposer une recentralisa*tion économique. De rendre aussi plus* durable la politique d'austérité commencée en *1988*, d'en faire même le point de départ d'un retour à une tutelle plus étroite de l'Etat et des ministères sur les autorités provinciales et *locales* (3). Il s'agissait de contenir une inflation menaçante pour la croissance, et aux effets sociaux potentiellement explosifs dans les villes. Si la volonté de recentralisation est évidente, la réalité est bien différente.

La politique d'austérité se poursuit indéniablement. Elle était d'ailleurs inévitable, afin de limiter d'incontestables débordements, notamment dans les investissements budgétaires et surtout extra-budgétaires échappant à l'autorité centrale, et souvent irrationnels (4). Il s'agit aussi de freiner la surchauffe de l'économie. Des objectifs modestes d'augmentation de 6 % de l'industrie et de 5 % du revenu national sont proposés pour *1990* (5). C'est grâce au tarissement des sources financières, principalement bancaires, que les résultats les plus significatifs ont été obtenus. *L'inflation* est passée d'environ 30 % en 1988 (chiffre supérieur aux estimations officielles) à environ 20 % en 1989, ce qui est encore beaucoup. L'intention proclamée est de revenir au-dessous de 10 %. De même, le développement spectaculaire du secteur privé et semi-privé a été ralenti.

Mais on est loin d'une véritable recentralisation. Comme le montre le document officiel le plus significatif à cet égard, la résolution en trente-neuf points adoptée au plénum du comité central de novembre 1989, il n'est pas question de revenir complètement en arrière. D'ailleurs, ce texte, fruit d'un évident compromis, a attendu deux mois pour être publié (6). Si les maîtres *du pays ont pu éliminer* le secrétaire général réformateur, M. Zhao *Ziyang, et ont tenté d'imposer leurs* décisions, ils ont rencontré une vive *résistance, organisée au premier chef* par des autorités régionales et locales qui ont appris à n'en faire qu'à leur tête.

Le centre peut freiner les excès de dépenses et mieux maîtriser le commerce extérieur, mais il n'a plus les moyens d'une véritable recentralisation. Et d'ailleurs, s'il se dit déterminé à rendre sa pleine autorité à l'Etat, il affirme aussi vouloir continuer la réforme, y compris en étendant le domaine de la propriété privée (7). Cela ne signifie pas qu'il soit enthousiasmé par cette réforme et encore moins par la propriété privée, mais il ne peut plus agir autrement.

Plus encore résistent à la réforme de très nombreux cadres qui ne sont pas des partisans convaincus d'une recentralisation et d'un retour au socialisme « réel ». Ils forment l'armature rouillée d'un appareil désemparé et largement corrompu, et ne pensent qu'à vivre sur le dos d'une population pour une bonne part encore dépendante d'eux. Cette bureaucratie a considérablement augmenté ses effectifs dans les années 80 : *60 % entre 1982 et 1988*, contre un accroissement de 20 % seulement de *force de travail globale (8), en contradiction* avec la logique de la réforme *et... d'indispensables économies budgétaires.* La dégradation est très visible dans les campagnes, où les cadres ne jouent pratiquement plus de rôle utile. En revanche, ils possèdent une redoutable rente de pouvoir, qu'ils font payer souvent fort cher.

Une armée qui n'est acquise à aucun clan

PROVINCES et *localités* ont tendance à exercer un pouvoir « *féodal* » *sur leurs administrés* et contre le centre. Et le centre s'efforce, de façon *qui n'est pas toujours déraisonnable*, de rappeler les exigences des intérêts globaux, *voire de protéger les régions* les plus démunies. Abondent les rappels à l'ordre dans la presse et les instructions sommant les cadres locaux d'arrêter d'*inventer de nouvelles taxes et surtaxes* abusivement exigées (9).

La *nouvelle équipe s'efforce de donner* au moins l'impression de tenir éner*giquement les rênes du pouvoir politique*. Pourtant, sa situation est fragile. Avant même que la tempête *ne déferle* sur l'Europe de l'Est, le régime présentait de nombreux *signes* de faiblesse. Il suffit de regarder le comportement des divers acteurs du « *printemps* » de 1989 pour s'en convaincre.

La répression a été très brutale, mais très courte, sans aucune mesure avec les vagues punitives de la période maoïste. Parce que ce n'était pas nécessaire ? En fait, plus probablement parce que ce n'est plus possible. Un retour au passé, marqué par une répression de grande ampleur supposant un encadrement puissant et une population passive, sauf des secteurs isolés et désignés à la vindicte populaire, un tel retour est exclu.

Le *pouvoir a perdu ce qu'il avait* péniblement gagné dans la phase montante de la réforme : un certain retour des étudiants vers le Parti communiste. Très peu *nombreux* encore à *rejoindre* une organisation discréditée au début des années 80, ils *se laissent* peu à peu tenter : 8 % des étudiants des universités de Pékin en sont membres en 1984, et 11,5 % en 1986. Près de 25 % des diplômés adhèrent en 1984, et près d'un tiers en 1986 (10). Il s'agit moins de conviction – les enquêtes officielles font ressortir une forte défiance du monde étudiant à l'égard du régime (11) – que de calcul : les étudiants espèrent qu'un parti transformé, « modernisé » et adossé aux réformes économiques donnerait une pleine place au monde intellectuel, la future couche des experts et des techno-bureaucrates. Les pressions de nombre d'étudiants ne visent qu'à accélérer un processus appuyé par des secteurs non négligeables de l'appareil (y compris le secrétaire général de l'époque, M. Zhao Ziyang). Cet espoir de prise de pouvoir constitue pour beaucoup une motivation à la fois plus précise et plus mobilisatrice durant les événements du « printemps » de 1989 que les aspirations vagues à la démocratie.

Après le massacre, la cassure est profonde. Pourtant, le *projet* techno-bureaucratique existe toujours. Il faut trouver les moyens de renouer avec le monde intellectuel et étudiant, et *séduire ou au moins rassurer* les nombreux jeunes *vivant* à l'étranger. Le mélange de pression et de cajolerie ne donne guère de résultats pour le *moment*. La *méfiance est trop grande*, et l'instabilité sociale est généralisée.

L'armée est source de préoccupation pour les dirigeants. En principe, tout *est en ordre*. La *commission militaire* du comité central, le véritable poste de commandement et l'un des lieux décisifs du pouvoir, est un bastion solidement contrôlé par les comploteurs du « printemps ». M. Yang Shangkun n'a-t-il pas été nommé premier vice-président de cette commission, alors que le président récemment promu à la place de M. Deng, M. Jiang Zemin, le nouveau secrétaire général du PC, ne dispose que d'une autorité probablement très réduite sur l'armée ? Mieux, le nouveau secrétaire général de cette commission militaire, l'homme chargé de la gestion quotidienne de l'armée, n'est autre que M. Yang Baibing, une figure de premier plan de la répression et le demi-frère de M. Yang Shangkun. Et pourtant nombre d'indices montrent les réticences de l'armée à régler des conflits entre civils (12). La jeune génération des officiers, plus « professionnels » que leurs anciens, n'est pas insensible aux attentes de la société. Il n'est pas sûr qu'ils n'aient pas des relais jusque dans la haute hiérarchie. Une reprise en main des cadres militaires a été nécessaire, et est toujours en cours.

L'armée demande d'être payée de retour pour son engagement en 1989, cela sous forme de crédits supplémentaires (alors que depuis une décennie les dépenses militaires sont stagnantes ou en baisse). Elle a obtenu une augmentation de 10 % de son budget pour 1990. Elément-clé des évolutions futures, l'armée n'est acquise de façon certaine à aucun clan, à aucun projet.

Les équilibres au sommet sont eux aussi incertains entre conservateurs et réformateurs. Ce clivage est simplificateur. Il *n'en est pas moins évident* que les courants préexistant à la répression et à l'élimination du secrétaire général Zhao Ziyang sont toujours présents. La levée de la loi martiale en janvier 1990 marque une victoire des réformateurs, au moins aux yeux de l'opinion chinoise. De même, la hantise de l'isolement international contraste-t-elle avec la volonté d'autarcie à l'époque maoïste. Il faut tenir compte des problèmes de remboursement de dettes qui viennent tout particulièrement à échéance cette année.

Le pouvoir manifeste aussi sa fragi*lité dans le domaine* de ses *relations* avec le monde ouvrier. Il y a là conti*nuité plus que rupture*. On aurait pu s'attendre à une politique plus attentive aux demandes *des* travailleurs de l'industrie de la part d'une équipe qui *clame* sa *volonté* d'orthodoxie, et doit trouver des soutiens populaires. En *fait*, la *politique* antérieure *s'est* imposée, ou plutôt a cherché à s'imposer. *Dans* la *même logique* que *les réformateurs*, l'équipe Li Peng s'efforce de *limiter* les hausses de salaire, et s'est à son tour attaquée à l'égalitarisme des revenus. D'où une tentative de bloquer ou de supprimer les primes pour faire baisser le niveau des salaires, dont l'augmentation dépasse régulièrement *l'accroissement* de la productivité (sans toujours rattraper les hausses de prix : 16,6 % de hausse des salaires, environ 20 % d'augmentation des prix entre *janvier* et *octobre* 1989). Et, en septembre dernier, a été décidé le gel de 10 % des salaires, sommes placées autoritairement en bons d'Etat. Bref, un emprunt *forcé*.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. L'agitation ouvrière s'est développée, prenant la forme d'une multitude de petites pressions dans les entreprises. La productivité a brutalement chuté – moins de 3 % de croissance pour les trois premiers trimestres de 1989, contre 9 % pour la même période de 1988 (13). Face à ce sérieux défi, le pouvoir recule et hésite. Il prend aussi conscience qu'il doit affronter un grave problème de chômage : entre *15* et *20 millions des 135 millions* d'actifs urbains ont été licenciés. L'indemnité de chômage a été certes relevée, mais le problème reste intact. La fin de l'année 1989 a même vu une nette contraction de la croissance industrielle (0,7 % pour les derniers trois mois, et même une chute en octobre pour la première fois de la décennie). La politique d'austérité est d'ailleurs de plus en plus remise en question.

L'immense monde paysan, silencieux et mécontent

PAS *plus qu'au printemps de 1989*, le silence paysan n'implique un soutien au régime, ni d'ailleurs de *sympathie* pour les villes et leurs habitants : les *intérêts sont trop divergents*. Le silence de la majorité paysanne (le monde *rural représente encore plus de* 70 % de la population) est certes un atout pour la *pérennité* du PC, *mais il* constitue aussi une lourde hypothèque. Les causes de *mécontentement sont* évidentes dans un monde rural qui a connu nombre de *succès pendant* la première moitié de la décennie, et pas mal de déboires *depuis* (14). L*e niveau* de vie réel a progressé de 124 % de 1978 à 1984, *mais seulement d'environ* 5 % de 1984 à 1988 (15).

Le paysan exprime sa mauvaise humeur par une sorte de grève silen*cieuse de la production et des livraisons* qui contribue à fragiliser le pouvoir. *Les rumeurs qui se sont répandues* au sujet d'une éventuelle intention du *régime de recollectiviser les terres* (au point qu'il a fallu multiplier les *démentis dans la presse) n'ont* pas contribué à le rassurer.

Dans la Chine d'aujourd'hui comme dans celle d'hier, le monde rural, en dernier recours, fait et défait les empires. Non pas en exprimant une *volonté claire de conduire le* pays vers une voie nouvelle, mais par une poussée peu fréquente mais massive de rejet. La passivité actuelle des paysans, qui arrange les *maîtres du pouvoir* – et peut-être nombre d'opposants citadins, – *ne permet pas de mesurer leur* attitude réelle à l'égard du régime. Cette incertitude est grosse de dangers, comme est lourd de menaces ce poids d'une vaste paysannerie *qui a certes* des intérêts, des valeurs, des cultures spécifiques, mais n'a pas de projet pour l'ensemble du pays. Cette situation, qui plonge ses racines dans une très vieille tradition, contribue fortement à l'ingouvernabilité de la Chine. Entre l'immensité démographique et l'immensité paysanne qui se résorbe trop lentement, se noue une considérable difficulté à trouver une solution cohérente pour ce pays-continent.

Rien n'est donc joué. Tout le monde attend la succession pour en découdre, multipliant les gesticulations oratoires et les grandes proclamations de fidélité au socialisme d'autrefois, y compris dans ses formes les plus caricaturales. Et l'incertitude est complète sur le comportement de la société. Les dirigeants sont très vieux, et leurs héritiers désignés sont peu populaires et même parfois haïs, comme l'est M. Li Peng. La population attendra-t-elle la disparition des chefs « historiques » pour donner le signal du grand chambardement ?

* Maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles.

(1) *Cf.*, dans *le Monde diplomatique*, le dossier sur « La Chine en crise », (novembre 1988) ; Guilhelm Fabre, « La Chine en proie au mal de l'inflation » (mai 1989) ; Roland Lew, « La Chine en transe » (*juin 1989*) ; Jean-Louis Rocca, « Explosion de la délinquance en Chine » (avril 1990).

(2) L. Dittmer, « The Tiananmen Massacre », *in Problems of Communism*, septembre-octobre 1989.

(3) *Far Eastern Economic Review* (FEER), Hongkong, articles des 12 et 19 octobre 1989 et du 30 novembre 1989, après le plénum du comité central.

(4) *Survey of World Broadcast* (SWB), écoutes de la BBC, 30 novembre 1989. *Cf.* aussi Guilhelm Fabre, *op. cit.*

(5) Discours de M. Li Peng à la Conférence nationale de la planification, 26 décembre 1989, in *SWB*, 29 décembre 1989.

(6) Les 39 points ont été publiés dans le *Renmin Ribao* du 17 janvier 1990. *Cf.* aussi le communiqué de la session, texte plus prudent, *in SWB, 11 novembre 1989.*

(7) *SWB*, 7 et 19 décembre 1989.

(8) *FEER*, 9 novembre 1989.

(9) *Cf.* le point 27 de la résolution en 39 points, *SWB*, 24 janvier 1990.

(10) S. Rosen, « Political Education and Student Response : Some Background Factors Behind the 1989 Beijing Demonstrations », *Issues and Studies*, octobre 1989.

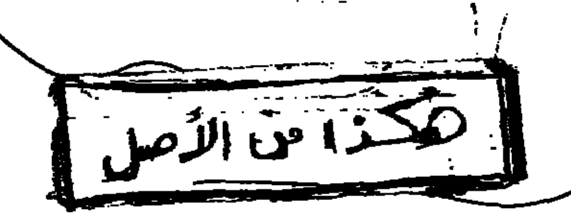
(11) *Ibidem.*

(12) J.T. Dreyer, « The People's Liberation Army and the Power Struggle of 1989 », in *Problems of Communism*, septembre-octobre 1989.

(13) *FEER*, 25 janvier 1990.

(14) *Cf. le Monde diplomatique*, décembre 1988.

(15) D. Aubert, « la crise agricole en Chine », *le Courrier du pays de l'Est*, La Documentation française, novembre 1989.



DÉMOGRAPHIE, DÉVELOPPEMENT, DÉMOCRATIE... ET IMMIGRATIONS

Les privilèges et le vertige

Par CLAUDE JULIEN

DE quoi vous plaignez-vous ? Si vous êtes né dans l'un des pays industrialisés situés dans les *zones tempérées* du globe, ce simple hasard vous permet de cumuler d'inappréciables privilèges. D'abord, vous êtes libre, dans une société démocratique. Ensuite, malgré la tuerie chaque semaine organisée sur les routes, malgré les accidents cardio-vasculaires, le cancer et le sida, vous vivrez deux fois plus longtemps que si vous aviez vu le jour sur les rives du Niger, du Gange ou de l'Orénoque. Vous êtes bien – trop bien – nourri, et les reliefs de votre déjeuner dominical contiennent plus de calories que n'en absorbe en huit jours un enfant du Sahel. Vous dépensez cent ou deux cents fois plus d'énergie que la plupart des êtres humains *(voir page 22 les articles de Jacques Vallin et de Susan George)*. Vous ne voyez pas autour de vous mourir 10 % des bébés avant qu'ils n'aient atteint l'âge de un an, comme cela se passe à Haïti ou en Colombie.

Vous n'échappez pourtant pas aux épreuves de la vie ; malheurs et injustices ne vous épargnent pas. Mais vous appartenez à cette petite minorité – à peine un quart de la population de la planète – qui, librement, consomme 80 % du revenu mondial.

Un authentique privilégié, produit de votre propre histoire, de votre culture, des efforts déployés pendant des siècles, au fil des générations, pour aboutir à cette enviable situation : à l'abri de terrifiantes fusées balistiques, un niveau de vie que nos grands-parents ne pouvaient imaginer, des systèmes d'enseignement et de santé largement accessibles en dépit de leurs insuffisances, des outils sophistiqués qui allègent la peine physique et allongent les temps de loisir, les *grands concerts impeccablement reproduits chez vous* en stéréo, les chefs-d'œuvre de la littérature mondiale à portée de main dans votre bibliothèque personnelle.

Non, le bonheur n'est plus une idée neuve. Il s'offre à chacun plus facilement que jamais, et il prend d'autant plus de valeur que beaucoup, autour de nous, proches de nous, vivent dans la double ignorance de l'art prodigieux des civilisations englouties et des fulgurantes avancées scientifiques et techniques de notre temps. Analphabètes, illettrés, ou simplement trop pauvres, malades, mal-logés, chômeurs, encore ont-ils la « chance » de vivre dans une société libre, prospère, confortable, raffinée, une société où musées, théâtres, bibliothèques, laboratoires et toutes les créations de l'esprit brillent de leur plus vif éclat.

POURQUOI faut-il que, même contrasté de criantes injustices, ce bonheur soit menacé ? Certes, dilué dans la perestroïka et les grisants mirages du marché libre au sein d'une « *maison commune* » européenne, un péril qui nourrissait tant de frayeurs s'estompe à l'Est. Mais rien ne vient apaiser les vagues déferlantes en provenance du Sud, inquiétantes, de plus en plus monstrueuses. La population de l'Europe a quadruplé en deux siècles, mais, même renforcée par celles de l'Amérique du Nord, du Japon moderne, de l'Australie, etc., elle ne constitue qu'un îlot minuscule dans l'océan de la population mondiale, qui, elle, a doublé depuis 1950 et va encore doubler avant 2050 pour atteindre le chiffre fabuleux de 10 milliards d'êtres humains. Ces chiffres astronomiques donnent le vertige. Largement minoritaires, l'aristocratie de l'argent et la nouvelle classe des bien-pensants se sentent assiégées par cette marée montante que nul prodige ne semble pouvoir arrêter. En d'autres temps, gardes des palais et, dans les beaux quartiers, milices bourgeoises, tous en auraient eu des cauchemars...

Pourtant, les individus les plus riches dans les pays riches ne sont pas les plus exposés. Tout autour d'eux, aspirant à vivre comme eux, singeant médiocrement leur mode de vie, s'efforçant d'intérioriser leurs valeurs frelatées, s'étendent en cercles concentriques d'abord des classes moyennes qui rêvent de s'identifier aux couches dites supérieures, puis d'authentiques prolétaires qui, croyant au miracle de l'expansion indéfinie, répugnent à se reconnaître comme tels, et enfin des êtres vraiment pauvres et des exclus – 40 millions en Europe de l'Ouest, 35 millions aux Etats-Unis. Ceux-là, et ceux-là seuls, sont au contact direct, permanent, des avant-gardes du tiers-monde, déjà bien implantées au cœur de cette opulente mais fragile forteresse qu'est l'Occident prospère.

Si nombreux soient-ils, les travailleurs immigrés ne constituent encore que les simples têtes de pont des masses innombrables qui prolifèrent dans les tiers-mondes. Innombrables ? Mais non. A quelques dizaines de millions près – une goutte d'eau dans la mer. – *le décompte ne laisse place à aucune illusion*. Tous les démographes le savent : les « barbares » qui, dans le Sud pauvre, convoitent les fastes du Nord « civilisé », sont aujourd'hui 4 milliards. Ils seront environ 8,5 *milliards dans cinquante ou* soixante ans. Demain....

L'attitude des migrants qu'ils ont envoyés en éclaireurs témoigne que, en dépit des travaux rebutants, des bas salaires, des vexations et du racisme, l'aventure, à leurs yeux, vaut d'être courue. La preuve : ils sont rares à repartir chez eux, de plus en plus nombreux à revenir chez nous. Encore discrets dans les années 50, les voici chaque mois plus visibles. Entrés légalement ou en fraude, *ils occupent des quartiers entiers*, s'entassent dans des ghettos, deviennent majoritaires dans certaines salles de classe. Avec leurs us et coutumes, ils corrodent dangereusement l'« identité nationale » du pays d'accueil...



ERNEST PIGNON-ERNEST

ENÉE PORTANT SON PÈRE ANCHISE
(croquis d'après le Bernin, galerie Borghèse, Rome).

Fantasmes ? Allons donc ! Il faut regarder la réalité en face. Ferait-on fi des statistiques de la délinquance ? Mais il y a pis, si l'on ose dire. Dans l'Etat de New-York, 40 % des enfants dans l'ensemble des écoles primaires et secondaires sont aujourd'hui des non-Blancs ; ils dépasseront 50 % des effectifs dans moins de dix ans. En Californie, les écoliers « blancs » sont déjà minoritaires (1) ; à San-José (Californie), dans l'annuaire des téléphones, la liste des Jones occupe huit colonnes, *mais il en faut quatorze pour citer tous les* Nguyen. S'efforçant de combler un vide législatif, seize Etats sur cinquante tentent de faire voter des lois déclarant l'anglais seule langue officielle. Lorsque les bébés nés en 1990 prendront leur retraite, les Américains d'origine européenne seront en minorité (2). Depuis trente ans, tous les présidents ont tout essayé pour endiguer le flux. En pure perte.

Faudrait-il donc se résigner devant l'inéluctable raz-de-marée ? Pour M. Alain Juppé, qui puise aux plus pures sources d'un solide bon sens national, impossible n'est certes pas français... Dans une circulaire diffusée à quelques millions d'exemplaires, le secrétaire général du RPR sonne le clairon de la mobilisation générale. « *L'enjeu est capital*, écrit-il. *Nous devons préserver l'identité de la France.* » Rien de moins. Comment ? Il énumère quatre objectifs : « *une réforme en profondeur du droit d'asile* », le rétablissement de la « loi Pasqua » pour « *une lutte efficace contre l'immigration clandestine* », « *une refonte du code de la nationalité* », l'organisation d'un référendum sur « *cette grave question du droit de vote des étrangers* ».

Par cette initiative, M. Juppé et le RPR entendent répondre à « *l'exaspération grandissante que vous ressentez devant la montée de l'immigration* ». Avant de solliciter la « *contribution financière* » des citoyens auxquels il s'adresse, M. Juppé trouve de mâles accents : « *Nous sommes bien décidés à aller jusqu'au bout.* » Nous voilà rassurés : M. Jean-Marie Le Pen est désormais inutile. Mais non, il ne disparaît pas. Au contraire, il renforce l'appareil du Front national dans tous les secteurs de la société. Du coup, la droite dite classique retrouve, non sans volupté, sa veine xénophobe. Jusqu'où ira la surenchère ?

A court d'imagination, tous les conservatismes manquent aussi de réalisme. Pas plus qu'aux Etats-Unis, qui ont pourtant mis en œuvre d'énormes moyens, aucune loi, aucun cordon sanitaire, aucune sanction ne saurait endiguer le flot. Patrouilles de jour et de nuit, jeeps et hélicoptères équipés de systèmes de détection par infrarouges, expulsions massives, lourdes amendes infligées *aux employeurs utilisant une main-d'œuvre clandestine* : rien n'a pu rendre étanche la frontière du rio Grande ni obstruer les autres voies d'accès.

OU bien les « étrangers » restent « étrangers » dans une société démocratique où ils n'auraient d'autre droit que celui de travailler pour un modeste salaire, et un jour l'orage éclatera ; ou bien cette société, pour rester démocratique, décide de les intégrer, d'en faire des citoyens de plein droit. Telle *est la tradition de la République. Telle est aussi sa force* historique. Toute autre politique devient à la fois signe et cause de faiblesse. Et, pour peu que cette République, oubliant ses ambitions, s'en remette aux « lois du marché », alors s'enclenche un mécanisme qui fonctionne depuis des décennies : les entreprises font venir une main-d'œuvre à bon marché (elles continuent à le faire en l'an de grâce 1990, y compris celles qui financent le RPR), lui offrent les travaux et les salaires dont ne veulent plus les « Français de souche ». Les mêmes « lois du marché » conduisent naturellement les travailleurs immigrés à rechercher les loyers modestes ; ainsi se *concentrent-ils dans des quartiers ou des immeubles, ainsi font-ils* spontanément naître des ghettos (3).

Les barons de l'affairisme et de la politique, les pseudo-bourgeois mieux pourvus d'argent que de culture, tous les parvenus du néolibéralisme se donnent peu d'occasions – on les comprend... – de fréquenter ces grands ensembles où s'entassent des familles marquées d'un double stigmate : chiches revenus, origine étrangère ; leurs coutumes étonnent ou dérangent ; leur religion, parfois, inquiète. Les *privilégiés laissent volontiers ce contact* direct aux plus modestes de leurs compatriotes, dont M. Alain Juppé, débordant de compassion, comprend si bien l'« *exaspération grandissante* »...

Les « lois du marché » étant, comme chacun sait, fort « contraignantes », le secrétaire général du RPR ne leur propose ni un revenu supérieur, qui leur permettrait de se reloger dans des quartiers plus convenables, plus humains, ni de briser les ghettos, de les faire éclater afin de faciliter l'intégration – scolaire, sociale, culturelle, civique – des immigrés. Tout ce qu'il peut offrir, c'est un dérivatif politique qui, incapable de résorber les incompréhensions, exacerbe les antagonismes.

(Lire la suite page 22.)

(1) Hispaniques : 31,4 %, Noirs : 8,9 %, Asiatiques : 11 % ; soit au total 51,3 %.

(2) « Beyond the Melting-Pot », *Time*, 9 avril 1990.

(3) Voir « Les masques du racisme », *le Monde diplomatique*, février 1990, et « Frayeurs françaises et ghettos immigrés », *le Monde diplomatique*, décembre 1990.

Dossier pour une prise de conscience

En attendant l'an 2100,

Par
JACQUES VALLIN *

EN juillet 1987, les Nations unies ont fêté l'événement : la population mondiale venait, d'après leurs estimations, d'atteindre 5 milliards d'habitants. Si les médias n'y avaient fait écho, nous aurions sans doute franchi ce cap sans nous en rendre compte. Sauf à accorder une valeur magique aux chiffres ronds, ce n'était d'ailleurs pas en soi une nouvelle extraordinaire.

Si les experts de New-York ont voulu en souligner l'importance, ce n'est pas parce qu'un tel nombre impressionne, mais parce qu'il résulte d'une formidable accélération du rythme d'accroissement de la population, l'explosion démographique, et qu'il n'est qu'une étape, peut-être le milieu du gué, avant que la population mondiale ne retrouve un rythme de croissance plus modeste et puisse éventuellement se stabiliser. En 1950, nous n'étions que 2,5 milliards. Un doublement en trente-sept ans ! Et ce n'est pas fini. Déjà, en 1990, le cap des 5 milliards s'éloigne. Nous sommes aujourd'hui environ 300 millions de plus. En trois ans, c'est une quantité égale à la population de l'Amérique du Nord qu'il faut ajouter. Et, bien que nous soyons, depuis une quinzaine d'années, engagés sur la voie de la décélération, la population de la planète atteindra les 10 milliards vers le milieu du siècle prochain.

Nous sommes en train de vivre la plus grande aventure démographique de l'histoire de l'humanité. Les cinquante dernières années et les cinquante qui viennent constituent un siècle exceptionnel – une situation que nous ne reverrons sans doute jamais. Qui plus est, cette aventure est vécue très différemment par les pays développés, dont la population a peu augmenté au cours des dernières décennies et se trouve à peu près stabilisée, et par les pays en voie de développement, théâtre de l'explosion démographique.

Comment en sommes nous arrivés là ? Où cela peut-il nous conduire ?

L'*homo sapiens* est vraisemblablement apparu il y a environ cinq cent mille ans. Il lui a fallu la presque totalité de ces cinq cent mille ans pour se répandre à la surface du globe, n'atteignant l'Amérique que quarante mille ans avant Jésus-Christ. Nos ancêtres vivaient alors de cueillette et de chasse. Leur économie requérait d'immenses territoires pour peu d'hommes. C'est seulement en se déplaçant par petits groupes à la recherche de nouveaux lieux de subsistance qu'ils ont, au hasard des variations climatiques, peu à peu occupé les cinq continents et, par là-même, réussi à croître en nombre. Il leur a tout de même fallu cinq cent mille ans pour être quelques millions à peine.

Au néolithique, la découverte de l'agriculture change les conditions d'existence. Elle permet aux humains de vivre plus nombreux sur une plus faible étendue de territoire, et aussi aux populations de s'accroître. De fait, du quatrième au troisième millénaire, en seulement mille ans donc, la population mondiale a vraisemblablement été multipliée par dix, passant peut-être de 15 millions à *150 millions ! Un phénomène sans précédent et qui ne se renouvel*lera pas au cours des quatre millénaires suivants. Une époque capitale aussi, puisque l'agriculture, appelant la sédentarisation, conduit à la socialisation de l'homme. De la création des villes à l'usage de l'écriture, c'est l'entrée dans l'histoire et la naissance des grandes civilisations : Sumer, Egypte, Chine, Inde...

Le monde est en train de vivre la plus grande aventure démographique de son histoire. Comment l'ordre actuel, géopolitique et économique, n'en serait-il point bouleversé ?

Pourtant, si elle a changé les conditions d'existence de l'homme, cette révolution du néolithique n'a pas bouleversé les mécanismes qui réglaient, depuis les origines, le croît démographique : une forte natalité équilibrant à peu près en moyenne une forte mortalité et ne laissant, à la marge, qu'un très faible espace pour un accroissement. Quand la quantité de nourriture augmentait (autrefois par la conquête de nouveaux territoires de chasse, plus tard par la mise en culture de nouvelles terres), la mortalité, certes, était un peu moins sévère et la population s'accroissait. Quand, au contraire, la quantité de nourriture stagnait, la mortalité reprenait tous ses droits et la population plafonnait. C'est selon ce schéma ancestral que la découverte de l'agriculture a offert à l'humanité un millénaire de croissance exceptionnelle. Mais c'est aussi conformément à ce même schéma que, une fois l'essentiel des terres mises en culture, les quatre millénaires qui ont suivi ont à nouveau été marqués par un accroissement extrêmement lent, entrecoupé de graves crises de mortalité, jusque vers le milieu du XVIIIe siècle.

Avec la révolution industrielle (qui a d'ailleurs pris racine sur un certain nombre de progrès agricoles et sur l'expansion commerciale de l'Europe) surgissent de nouveaux moyens d'accroissement démographique, plus formidables encore, et d'autant plus formidables que cette révolution s'accompagne d'immenses progrès dans le domaine de la médecine et de l'hygiène. Des moyens d'accroissement qui auraient sans doute pu tourner à la catastrophe (comme le prédisait Malthus) si ne s'était diffusé, dans le même temps, un phénomène jusqu'alors extrêmement limité : la contraception.

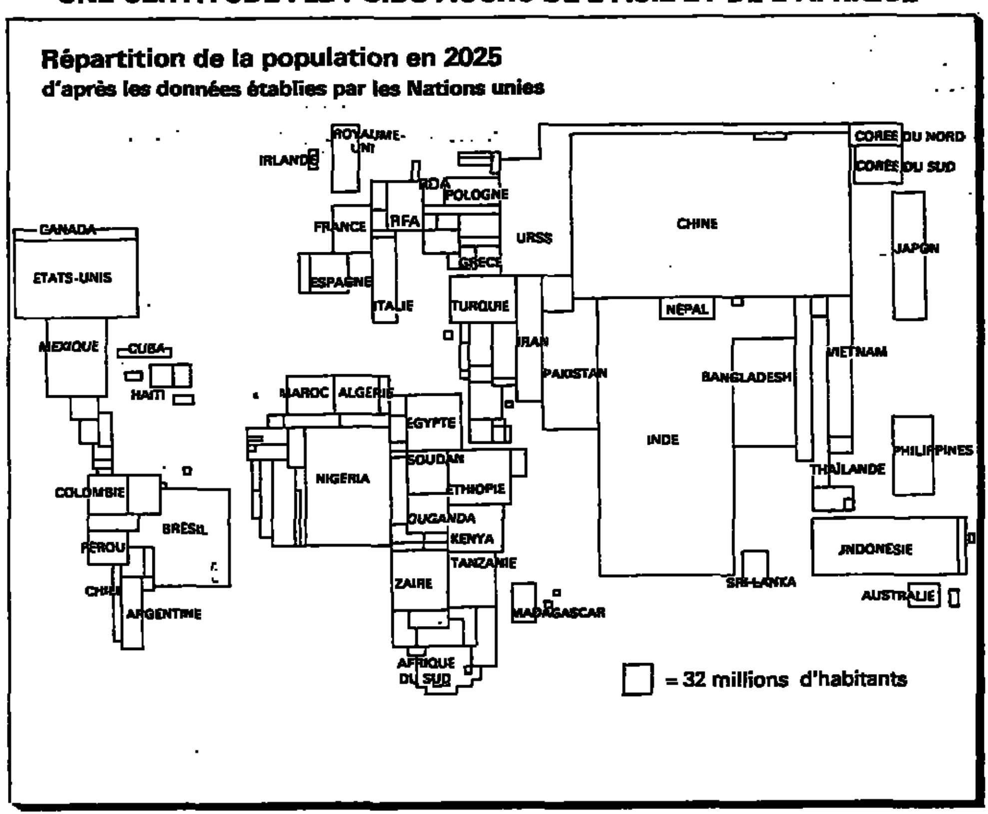
C'est ainsi qu'en moins de deux siècles les populations européennes sont passées, grâce aux progrès de l'alimentation et de la médecine, mais aussi grâce à la régulation des naissances, d'un régime où fécondité et mortalité, toutes deux très élevées, s'équilibraient à peu près (au moins en moyenne) à un nouveau régime où mortalité et fécondité s'équilibrent à nouveau, mais à un niveau beaucoup plus bas. Au XVIIIe siècle, l'espérance de vie à la naissance était d'à peine trente ans, mais le nombre moyen d'enfants par femme dépassait 6. Aujourd'hui, l'espérance de vie dépasse soixante-quinze ans mais le nombre moyen d'enfants par femme est inférieur à 2 ! On voit à quel point la règle du jeu est changée, et l'on imagine aisément les conséquences pour la composition par âge de la population et les rapports entre générations.

Mais ce qui compte plus encore dans l'histoire récente de l'humanité, c'est que, durant cette période de transition qui va de la fin du XVIIIe siècle à celle du XXe, en Europe, la mortalité a baissé en premier et la fécondité n'a suivi qu'avec un temps de retard, variable mais, à de rares exceptions près, assez important pour dégager des accroissements de population sans précédent.

L'expansion du néolithique, aussi extraordinaire qu'elle ait été, ne s'était pourtant produite qu'à un rythme moyen de l'ordre de 0,2 % par an. Aux XIXe et XXe siècles, les populations européennes croissent à un rythme de 1 % ou 1,5 % par an : cinq fois plus vite. De moins de 150 millions d'habitants en 1750, l'ensemble Europe-URSS (frontières actuelles) passe à près de 600 millions en 1950, soit une multiplication par 4 en deux cents ans. Encore faut-il ajouter que, dans le même temps, l'Europe, qui grâce à sa puissance économique et militaire prend possession de la planète, contribue aussi, très largement, en raison de son dynamisme démographique, au peuplement du Nouveau Monde (après avoir, il est vrai, décimé les populations autochtones). L'Amérique passe ainsi de moins de 20 millions d'habitants en 1750 à 350 millions en 1950.

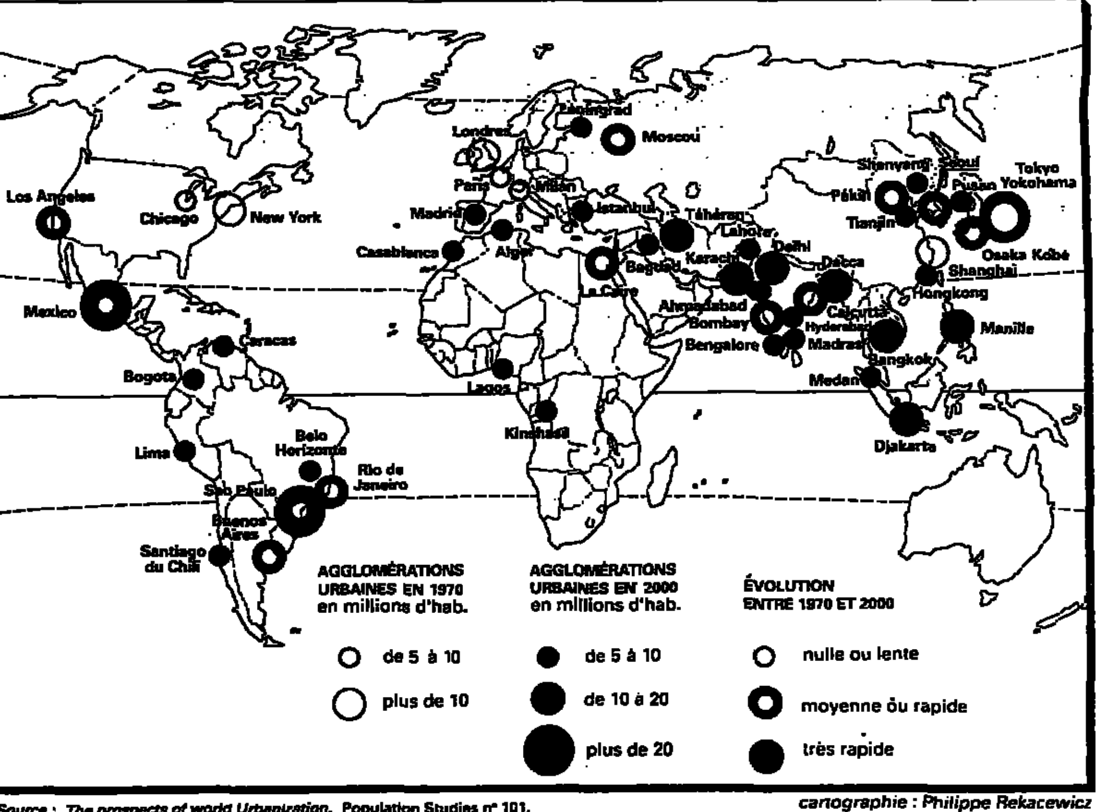
* Maître de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), Paris ; auteur notamment de *la Population mondiale*, La Découverte, Paris, nouvelle édition, 1989.

UNE CERTITUDE : LE POIDS ACCRU DE L'ASIE ET DE L'AFRIQUE



Sources : Géographie terminale, collection Barret Brignon, éditions Hatier, Paris, 1989 ; *Rapport sur le développement dans le monde*, Banque mondiale, Washington DC, 1989.

UNE INCONNUE : L'ORGANISATION SOCIALE DES VILLES GÉANTES



Source : The prospects of world Urbanization, Population Studies n° 101, Nations unies, New York, 1987.

cartographie : Philippe Rekacewicz

Faut-il limiter les naissances ?

Par
FRANCIS
GENDREAU*

LE courant interventionniste anglo-saxon dans le domaine de la population est né au début des années 50, avec le premier programme de limitation des naissances en Inde et la création d'institutions spécialisées (le Population Council aux Etats-Unis, l'International Planned Parenthood Federation...). En 1966, l'ONU accepte d'intervenir dans ce domaine à la requête des gouvernements et crée, en 1969, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

A la demande des pays industrialisés, les Nations unies organisent en 1974, à Bucarest, *une conférence mondiale de la population, la première* à réunir la communauté internationale sur ce thème à un niveau politique. Un consensus y est ébauché sur l'idée que politiques de population et politiques de développement vont de pair, cela à partir de deux thèses opposées. La première, soutenue par la plupart des pays industrialisés, affirme que la croissance démographique est la raison essentielle du *sous-développement* et préconise de porter l'effort sur la réduction de la fécondité. La seconde, défendue par de nombreux pays du tiers-monde menés par l'Algérie et la Chine, soutient qu'il n'y a pas de problèmes de population, mais uniquement des problèmes de développement et que la résolution de ces derniers ralentira d'elle-même la croissance démographique. Cette position est résumée par le célèbre slogan : *« La meilleure pilule, c'est le développement. »*

Deux raisons, au moins, expliquent la vivacité des affrontements à Bucarest : d'une part, à l'époque, les estimations disponibles montrent une augmentation de la population mondiale de plus en plus rapide, son taux annuel d'accroissement passant d'environ 1,8 % en 1950-1955 à 2,1 % en 1965-1970, d'où la grande peur des *pays développés face à l'« explosion démographique »* du tiers-monde ; d'autre part, certains pays du Sud, très jaloux de leur « force démographique », accusent l'impérialisme occidental, particulièrement nord-américain, des plus noirs desseins dans ses tentatives d'imposer une limitation généralisée des naissances pour *« affaiblir le tiers-monde »*.

Dix ans plus tard, la communauté internationale se retrouve à Mexico pour discuter de ces questions. L'observateur a quelque peine à comprendre certains changements de position : les Etats-Unis, forts de l'ordre moral reaganien et chantres du libéralisme, font état de vives réticences à l'égard de l'avortement et se montrent plutôt « non interventionnistes » ; à l'inverse, l'Algérie et la Chine, engagées dans de vigoureuses politiques de population, acceptent de tenir compte de la démographie comme facteur essentiel des stratégies de développement. Finalement, les débats de Mexico sont relativement *sereins car le consensus de Bucarest a fini par* s'imposer à la grande majorité des Etats, y compris les plus réservés au départ, comme la plupart des pays africains. De plus, les données dont disposent les délégués montrent que l'on est entré dans une phase de diminution du taux d'accroissement de la population mondiale : les 2,1 % de 1965-1970 étaient en fait un maximum, on en est à 1,8 % en 1975-1980.

Une nouvelle conférence mondiale se tiendra probablement en 1994, mais à mi-parcours, en 1989, à l'occasion du vingtième annivesaire du FNUAP, un « forum international » s'est réuni à Amsterdam. Après le *« Plan d'action mondial sur la population »* adopté à Bucarest, après la *« Déclaration de Mexico sur la population et le développement »*, voici la *« Déclaration d'Amsterdam »*, sous-titrée : *« Une vie meilleure pour les générations futures »*. A la lecture de ces trois documents, si l'on s'en tient aux programmes d'action sur les trois composantes du mouvement de la population (*mortalité, fécondité, migrations*), on constate des évolutions révélatrices : tout d'abord, la mortalité est l'objet d'une préoccupation grandissante. Cela est à relier aux craintes nouvelles provenant de l'apparition du sida, aux difficultés de mise en œuvre de politiques de santé efficaces, à la crise économique qui contrecarre les efforts indispensables dans ce domaine et au refus croissant de la fatalité de la part des populations.

L'attention portée à la planification familiale reste soutenue, relayée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui assortissent toujours les programmes d'ajustement structurel de plans de limitation des naissances. Dans ce domaine, le statut et le rôle de la femme ont émergé comme facteur essentiel à la fois de toute politique de développement et de toute politique de limitation des naissances.

Enfin, si les énormes migrations internes, et notamment l'urbanisation, retiennent l'attention, les migrations internationales tiennent curieusement une place tout à fait marginale dans ces documents. Or il s'agit là vraisemblablement d'un problème majeur des années à venir, qui risque d'être demain au centre des relations mondiales.

* Directeur du Centre français sur la population et le développement, Paris.

une transition lourde de menaces

Industrialisation, expansion, impérialisme économique, colonisation : l'Europe, *durant deux siècles*, mène la danse. Mais, ce faisant, elle déclenche aussi dans le reste du monde un processus conduisant, pour la troisième fois, à des rythmes d'accroissement sans précédent. Passée la phase dévastatrice de la colonisation, particulièrement sévère pour l'Amérique précolombienne, mais *également de triste mémoire* pour l'Afrique noire, saignée par l'esclavage, la domination européenne s'est accompagnée, dans le domaine de la santé, de progrès d'autant plus rapides qu'elle pouvait exporter des techniques ayant déjà fait leurs preuves. Dès l'entre-deux-guerres, certains pays d'Amérique latine et d'Asie ont ainsi connu un recul important de leur mortalité. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, ces progrès se sont accélérés avec la mise au point de moyens simples de lutte contre les maladies infectieuses et parasitaires et le développement de programmes concertés, avec notamment le concours de l'Organisation mondiale de la santé. Le Sri-Lanka, le Mexique, d'autres encore ont gagné, en une ou deux décennies, autant d'années d'espérance de vie que la Suède en un siècle.

Or, face à cette chute rapide de la mortalité, qui, très vite, touche peu ou prou l'ensemble des pays du tiers-monde, aucune baisse de la fécondité ne s'est dessinée avant la fin des années 60. Une chose était, en effet, d'importer d'Europe des techniques médicales permettant de réduire les taux de mortalité, autre chose était de copier les schémas culturels européens ayant conduit les familles françaises ou scandinaves à limiter le nombre de leurs enfants. Au contraire, il semble bien qu'à ce stade l'influence de l'Europe ait contribué à une certaine hausse de la fécondité, soit en apportant de meilleures conditions sanitaires, soit en réduisant la portée de certaines pratiques (allaitement au sein, tabous sexuels) qui, jusque-là, freinaient la fécondité.

Si les pays du tiers-monde voient leur espérance de vie passer très vite de 30 à 50 ou 60 ans, parfois davantage, la fécondité, avec 7 ou 8 enfants par femme, y est souvent nettement plus élevée qu'elle ne l'était dans l'Europe ancienne. Résultat : le taux d'accroissement annuel moyen atteint souvent ou même parfois dépasse 3 %. Deux à trois fois plus qu'en Europe durant la phase de transition... C'est l'explosion du tiers-monde. Tant et si bien que, dans les années 60, la population mondiale croissait au rythme de 2 % l'an. A cette allure, on double en trente-cinq ans. De fait, de 1950 à 1987, elle est passée de 2,5 à 5 milliards.

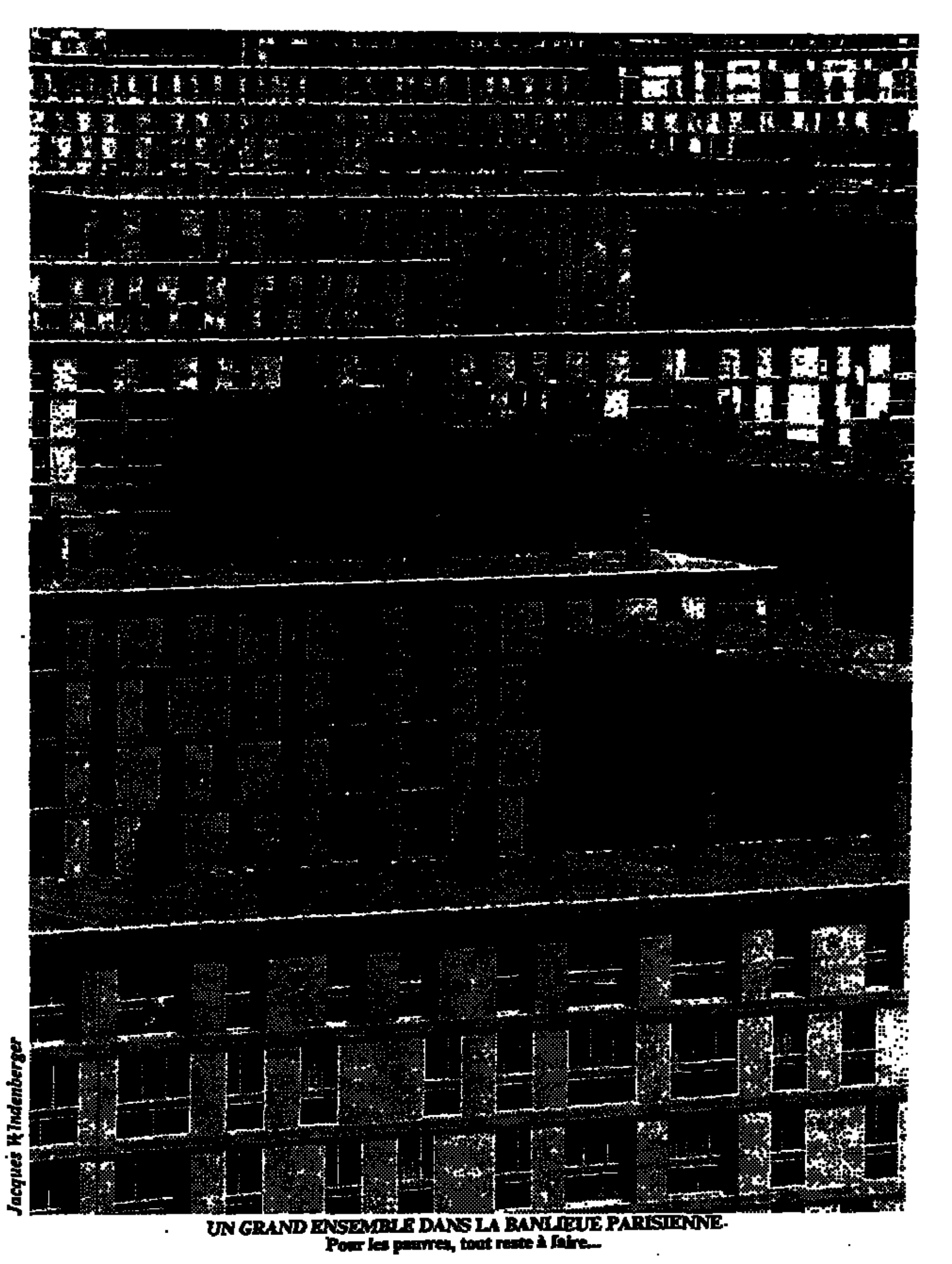
Alors qu'en deux siècles de transition démographique l'Europe, bientôt relayée par l'Amérique du Nord et accompagnée du Japon, s'était assuré la domination du globe, le monde « développé » était, au seuil des années 70, plongé dans l'angoisse : non seulement l'émergence du tiers-monde et la formidable poussée démographique des peuples ainsi dominés allaient remettre en cause ce « pouvoir européen », mais elles *risquaient de faire exploser la planète.*

Évolution de la population par grande région, dans l'hypothèse d'une stabilisation à 10 milliards vers la fin du XXIe siècle

Population (en millions) : 0 – 500 – 1000 – 1500 – 2000 – 2500 – 3000 – 3500
Courbes : ASIE MÉRIDIONALE ; AFRIQUE ; ASIE ORIENTALE ; AMÉRIQUE LATINE ; EUROPE - URSS ; AMÉRIQUE DU NORD ; OCÉANIE
Années : 1925 1950 1975 2000 2025 2050 2075 2100

Rien ne semble pouvoir arrêter, avant 2100, la vertigineuse croissance de l'Asie méridionale et de l'Afrique.

Pourtant, c'est à ce moment même que la fécondité a commencé à diminuer dans bon nombre de pays en voie de développement, et non des moindres : l'Inde et, surtout, la Chine ! *(lire pages 20 et 21, l'article de Léon Tabah)*. A tel point que, au début des années 80, les Nations unies ont, pour la première fois, fondé leurs projections sur une hypothèse de stabilisation à terme de la population mondiale. Compte tenu des tendances observées, cette stabilisation pourrait intervenir vers la fin du siècle prochain. La Terre plafonnerait alors à un peu moins de 11 milliards d'habitants. Perspective ô combien rassurante par rapport aux extrapolations vertigineuses auxquelles certains auteurs n'hésitaient pas à se livrer dans les années 60 ! Mais, avec près de 10 milliards, l'essentiel sera déjà là dès 2050 et, entre-temps, l'économie mondiale devra pour la seconde fois faire face à un doublement de la population de la planète en quelques décennies. Il nous faut gagner cette seconde manche.



Jacques Windenberger

UN GRAND ENSEMBLE DANS LA BANLIEUE PARISIENNE.
Pour les pauvres, tout reste à faire...

Or, c'est le moins qu'on puisse dire, nous ne nous sommes pas sortis très glorieusement de la première. La ligne de partage que l'on fait habituellement passer entre les pays dits « développés » et les pays dits « sous-développés » est en partie arbitraire. Il n'empêche que les premiers, où vit aujourd'hui tout juste le quart de la population mondiale, disposent d'environ 80 % de l'ensemble du revenu mondial, le reste, c'est-à-dire les trois quarts de l'humanité, devant se partager le dernier cinquième, les miettes du festin.

Alors qu'on avait pu croire un temps, à l'heure de la guerre froide, que l'Est et l'Ouest pourraient apaiser leur querelle en rivalisant dans l'aide au développement économique de ce tiers-monde qui, politiquement, émergeait de la décolonisation mais risquait de succomber à l'explosion démographique, l'essentiel des énergies mobilisables a été affecté à la course aux armements et à la conquête de l'espace. Cela n'a pas empêché les trois grands pôles capitalistes (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest, Japon) de s'enrichir toujours plus et d'améliorer considérablement leurs revenus par tête. L'Est communiste s'en sort nettement moins bien, acculé à la décomposition pour avoir misé dans la course bien au-delà de ses capacités économiques. Quant au tiers-monde, loin de rattraper son retard, c'est tout juste s'il a pu en moyenne maintenir son niveau de vie.

On peut considérer que c'est déjà une chance qu'il ait pu ainsi assurer ce minimum à une population plus que doublée en si peu de temps. Reste que le déséquilibre s'est aggravé : le rapport du nombre des pauvres à celui des riches, encore inférieur à 2 pour 1 en 1950, est aujourd'hui de près de 4 pour 1. Le défi des prochaines décennies n'en est que plus dur à relever car on ne pourra sans doute plus longtemps se contenter d'un *tel* bilan.

Sur les 10 milliards d'hommes prévus par les Nations unies pour le milieu du siècle prochain, plus de 8 milliards habiteraient les pays *actuellement en voie* de développement, et seulement 1,4 milliard les pays développés. Si rien ne vient rapidement améliorer le sort des premiers, peut-on imaginer que des masses *si nombreuses, toujours aussi démunies* mais de mieux en mieux informées sur l'opulence des pays industriels, continueront longtemps de se contenter d'envier pacifiquement ce qu'il y a de l'autre côté *de la vitrine* ?

Bien entendu, pas plus du point de vue démographique que du point de vue économique, le tiers-monde ne forme un tout homogène. C'est, d'après les perspectives des Nations unies, la Chine qui, la première, atteindrait la stabilisation. Sa population devrait croître encore jusqu'à atteindre 1,5 milliard, mais diminuer sensiblement ensuite (retombée lointaine de la politique actuelle d'enfant unique) avant de se stabiliser. L'ensemble de l'Asie orientale (incluant il est vrai le Japon) plafonnerait dès 2030 à 1,7 milliard d'habitants au lieu de 1,3 milliard aujourd'hui, soit une croissance de 30 %. La progression prévue pour l'Asie méridionale et l'Amérique latine est beaucoup plus vive. La première passerait de 1,7 à *3,3 milliards, et la seconde de 400 mil*lions à 1,2 milliard, soit respectivement une multiplication par 2 et par 3 avant stabilisation. L'Afrique battrait tous les records en passant de 600 millions à 2,6 milliards : une multiplication par 5 (*voir le graphique*).

Dès 2025, la France sera dépassée par des pays que bien des Français auraient peut-être de la peine à situer sur la carte (Zaïre, Tanzanie, Kenya, Birmanie...). L'Inde aura rattrapé la Chine, tandis que les Etats-Unis auront été distancés par... le Nigéria. L'Indonésie, le Brésil, le Pakistan, le Bangladesh auront dépassé les 200 millions d'habitants, laissant loin derrière le Royaume-Uni ou l'Allemagne (même unifiée).

Est-il possible que de telles évolutions démographiques aient lieu sans bouleverser l'ordre géopolitique et économique actuel ?

La remise en cause la plus souhaitable serait évidemment celle qui permettrait aux pays pauvres de s'engager sur la voie d'un développement leur permettant enfin de combler le fossé qui les séparent des pays riches. Certains d'entre eux ont réussi à amorcer une telle évolution, tels les quatre « dragons » d'Extrême-Orient (Corée du Sud, Hongkong, Taïwan, Singapour). D'autres s'en sortent de façon *inespérée grâce à leurs revenus pétroliers. Ce ne sont que de petits* pays, ne réunissant qu'une part infime de la population mondiale. Pour la grande masse, tout reste à faire et rien ne sera possible sans une aide vigoureuse des nations riches.

L'effondrement du communisme à *l'Est est évidemment une* excellente chose pour la démocratie, mais c'est aussi une catastrophe pour l'économie mondiale. Après la guerre froide, la reconstruction de l'Europe orientale ne risque-t-elle pas de nous détourner une seconde fois de l'enjeu Nord-Sud ? Ce serait une grave erreur.

JACQUES VALLIN

Quelle confiance accorder aux prévisions ?

EN *sciences sociales*, faute de « lois », on fait généralement appel à deux sources d'inspiration pour formuler les hypothèses nécessaires à toute prévision : un examen des tendances passées et une spéculation sur les comportements futurs. En économie, en raison des caprices de la conjoncture, la seconde source l'emporte sur la première, ce qui rend l'exercice périlleux et les résultats rarement fiables au-delà du très court terme. En démographie, les comportements évoluent plus lentement et la première source compte davantage, ce qui donne aux perspectives plus d'assurance.

Chaque année, une population perd un certain nombre de ses membres et au contraire en gagne de nouveaux *: émigrants et décès d'une part,* naissances et immigrants d'autre part. En réalité, on raisonne le plus souvent, au moins dans un premier temps, comme s'il n'y avait pas de migrations. On parle alors de population « fermée » et on *ne s'intéresse qu'au « mouvement* naturel ». La population mondiale est par excellence une population fermée, mais, sauf cas particuliers, on ne fait pas de grave erreur en considérant comme fermée la population d'un pays, tant à ce niveau le *mouvement naturel l'emporte* sur le mouvement migratoire.

Le démographe a alors besoin de connaître trois données : *la population de départ et sa* répartition par âge, l'évolution future des taux de fécondité par âge (que l'on peut résumer sous la forme d'un nombre moyen d'enfants par femme) et celle des risques de mortalité par âge (espérance de vie à la naissance). Techniquement, le calcul est simple. En appliquant à la population par âge connue au 1er janvier de l'année 0 fécondité et mortalité par âge prévues pour cette même année, on obtient les naissances et les *décès* de l'année *0* et, *par déduction, la population* par âge au 1er janvier de l'année 1. En répétant *n* fois l'opération, on obtient la population par âge au 1er janvier de l'année *n*.

Au début de la prévision, la connaissance de la population par âge de départ est très importante. Dans leur grande majorité, les personnes qui, *dans* dix ans, composeront la population sont déjà nées, et leur nombre futur dépend plus de leur nombre actuel que de la mortalité. De même, les naissances des dix années à venir seront issues de femmes qui sont ou arrivent aujourd'hui en âge de procréer, et leur nombre dépend beaucoup de l'effectif de ces générations. C'est la première raison pour laquelle les perspectives démographiques sont relativement fiables à court et à moyen terme : une part importante du résultat est *déjà inscrit dans la pyramide des âges de départ.*

Mais les deux autres facteurs ont eux-mêmes une certaine rigidité. L'expérience statistique montre que ni la mortalité ni la fécondité n'évoluent très rapidement. Il est donc relativement aisé, compte tenu des tendances passées et de ce que l'on peut imaginer de l'évolution de la société et des comportements en matière de procréation et de santé publique, de tracer un ou plusieurs avenirs possibles pour le nombre moyen d'enfants par femme et pour l'espérance de vie à la naissance. Là encore, la perspective a nécessairement, au départ, une grande fiabilité.

Naturellement, cette fiabilité diminue à mesure qu'on explore un avenir plus lointain. Non seule*ment parce que l'extrapolation de la mortalité* et de la fécondité est de moins en moins évidente et peut devenir hasardeuse, mais aussi parce que, à mesure que le temps passe, la fécondité et la mortalité, surtout si elles changent, modifient la pyramide des âges qui devient elle-même l'enjeu d'incertitudes.

Pour fixer les idées, disons qu'il est possible de faire sans grand risque des prévisions sur une cinquantaine d'années pour les générations déjà nées, et sur cinq ou dix ans pour les générations à naître, et cela, même si l'on se trompe sur l'évolution précise de la mortalité et de la fécondité. *On peut ainsi prévoir avec une faible marge* d'erreur l'effectif total sur une vingtaine d'années. Au-delà, la fiabilité des perspectives dépend beaucoup de celles des hypothèses faites sur *la* mortalité et la fécondité.

Ces dernières peuvent être assez solides si l'on se situe clairement dans un schéma historique fort comme celui de la transition démographique. Elles le sont beaucoup moins quand on doit s'interroger sur des points d'inflexion possibles. Ainsi l'hypothèse faite par les Nations unies d'une stabilisation de la population d'ici à la fin du siècle prochain est-elle tout à fait plausible pour les pays en voie de développement déjà nettement engagés sur la voie de la baisse de la fécondité. Elle l'est beaucoup moins pour l'Afrique tropicale, *où n'a encore été décelée aucune amorce de* baisse de la fécondité. Elle l'est également moins pour les pays industriels, où elle suppose un renversement de la tendance actuelle, permettant le retour aux 2,1 enfants par femme nécessaires au strict renouvellement des générations.

Globalement, les 8,5 milliards d'habitants prévus pour 2025 sont une donnée quasi certaine. La stabilisation à environ 11 milliards en 2100 est plausible, mais loin d'être assurée.

J. V.

Conscience « planétaire » et « trop […]

Par
SUSAN GEORGE*

QUAND on entend le mot « surpopulation », il faut sortir, sinon son revolver, du moins sa calculette. En effet, à quoi se rapporte le préfixe « sur » ? A quelle norme renvoie-t-il ? La population doit-elle se situer à quelque niveau idéal où les ressources seraient « en équilibre » avec le nombre de *personnes souhaitant les consommer* ? Peut-être... Mais, dans ces conditions, la question n'est pas de savoir à combien se chiffre la population, mais, combien elle consomme de ressources, et, plus précisément, qui consomme quoi.

Un Français, par exemple, requiert 155 fois plus d'énergie par an qu'un habitant d'une ancienne colonie comme le Mali. Mais, en termes de consommation énergétique, un Américain, lui, « vaut » deux Français ; et le plus extrême des contrastes s'établit entre l'Ethiopien et le Canadien : ce dernier, « pesant » 436 fois plus lourd, écrase l'Africain.

D'une manière plus générale, en 1987, les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 747 millions d'habitants) ont englouti en moyenne 6 573 kilos d'équivalent pétrole par tête ; dans les pays à très bas revenus (2,824 millions d'habitants, Inde et Chine comprises), chaque homme n'avait droit en moyenne qu'à 297 kilos. Le monde occidental, riche et relativement peu peuplé, pèse près de six fois plus lourd dans la balance de la consommation énergétique que le groupe des quarante-deux pays classés par la Banque mondiale comme les plus pauvres – ceux qu'on accuse le plus souvent d'être des foyers de démographie galopante et de « sur »population (1).

Une question en forme de jeu : quels sont, parmi les pays suivants, ceux qui sont « sur »peuplés ? (Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'habitants au kilomètre carré.) Réponse : Grande-Bretagne (229), Inde (209), Pays-Bas (385), Brésil (15), Bolivie (5), France (99), Chine (102) (2). On le voit : aucun chiffre magique ne détermine le niveau idéal d'une population, ni pour le monde dans sa totalité ni pour une nation particulière. Tout est question de ressources, et de leur utilisation, et en fin de compte du pouvoir exercé par les uns et les autres sur ces ressources. A cet égard, la « population » en tant que telle est un concept pratiquement vide de sens.

Mieux vaut regarder du côté du pouvoir, à tous les niveaux, à commencer par le plus bas de tous, l'infériorité des femmes par rapport aux hommes, qui commence très tôt. « *Dans de nombreux pays, les petites filles de deux à quatre ans meurent deux fois plus que les garçons (parce que moins nourries, moins soignées, etc.) ; dans les campagnes du Bangladesh, la malnutrition est trois fois plus fréquente chez les filles que chez les garçons* (3). » Ces femmes, si elles survivent, donneront naissance à des enfants de faible poids ; beaucoup iront grossir avant leur cinquième anniversaire les statistiques de mortalité infantile. L'un des meilleurs indicateurs du développement serait la longévité des femmes car, dans tous les pays riches, sans exception, elles vivent plus longtemps que les hommes. Cet indicateur de la transition démographique ne retient guère l'attention des statisticiens officiels.

Plus les enfants meurent, plus les familles en font, pour être certaines d'en avoir tout de même le nombre désiré. Un accroissement de la population, qui est considéré – parfois à juste titre – comme un désastre collectif, procède souvent d'une décision individuellement rationnelle. Là où n'existent ni sécurité sociale ni assurances-vieillesse, les enfants sont indispensables aux parents.

Autre facteur de pression démographique : pour des raisons économiques ou culturelles, les maris exigent souvent que leurs femmes aient plus d'enfants, surtout des fils, qu'elles n'en feraient si elles avaient voix au chapitre. Selon une étude conduite au Zimbabwe en 1984, par exemple, 42 % des femmes y estimaient que la décision d'adopter ou non un moyen contraceptif devait être prise par le seul mari.

Deuxième champ du pouvoir : les disparités entre classes sociales au sein d'un même pays. La « sur »population est souvent présentée comme un facteur essentiel de la dégradation de l'environnement dans le tiers-monde, et l'on accuse alors les plus pauvres de causer le plus de dégâts. C'est, une fois encore, prendre le problème par le mauvais côté. Des millions de gens pauvres vivent, en effet, dans ce qu'on a pu appeler la « périphérie écologique », et il est vrai que leurs activités au jour le jour détruisent progressivement cet environnement fragile dont leur survie dépend.

Les populations les moins nombreuses sont celles qui accaparent le plus de ressources. Le mode de croissance fondé sur le gaspillage et l'inégalité doit être remis en cause

Mais les ressources laissées à la disposition des plus pauvres ne représentent le plus souvent que ce que les riches veulent bien leur laisser. Aux compagnies transnationales ou aux élites locales, les *forêts ; aux femmes pauvres, les trajets de plus en plus longs pour* trouver de quoi faire la cuisine. Aux plus puissants et aux étrangers, les terres fertiles des vallées ; aux pauvres, les collines vite érodées. Même en Afrique, où les terres sont réparties de façon légèrement plus égalitaire, les gouvernements ont souvent tout fait pour que le développement de la grande masse de la population ne soit pas viable, ni économiquement ni écologiquement.

Un exemple : l'usage des sommes considérables mobilisées par le Club du Sahel après les terribles sécheresses des années 70. Pendant dix ans (1974-1984), l'aide fournie aux huit gouvernements africains concernés se chiffrait à quelque 14 milliards de dollars, soit 44 dollars par an et par habitant, un bilan qui n'est pas trop mauvais si on le compare au total de 18 dollars d'aide par tête en moyenne pour l'Afrique subsaharienne dans son ensemble pendant la même période. Les villes, les projets grandioses d'irrigation et de barrages (catastrophiques pour l'environnement) ainsi que les cultures commerciales (qui épuisent les sols) se sont taillé la part du lion. Mais « *l'agriculture vivrière non irriguée n'a reçu que 4,5 % de l'aide, alors que ce secteur assume la production de 95 % des céréales* ». L'élevage a bénéficié de moins de 5 % de l'aide totale. La part de la population dépendant de ces deux activités est estimée à 91 % au Burkina-Faso, 87 % au Niger, 83 % au Mali, 82 % au Tchad (4).

Il n'est pas étonnant non plus que le désert ait avancé sous la pression de l'homme. Un chercheur estime que les 10 milliards de dollars dépensés entre 1978 et 1983 pour lutter contre la désertification l'ont été pratiquement en vain, car ils ont servi à édifier des bureaucraties et parfois des infrastructures, mais pratiquement jamais sur les mille lignes de front où le sable engouffre quotidiennement le petit agriculteur (5).

Parlons enfin du champ de pouvoir international, de ces nations et de ces institutions du Nord d'où proviennent chaque jour de façon plus pressante des appels au contrôle de la population du Sud, ravageuse et menaçante pour notre environnement commun. Voire... Le cas du Japon est exemplaire. Il est devenu cette année le plus gros « donateur d'aide » des pays de l'OCDE, remplaçant les Etats-Unis à la tête du peloton, avec plus de 10 milliards de dollars en « *assistance officielle du développement* », selon le jargon de l'OCDE. (Il n'y a d'ailleurs pas de quoi se réjouir, si l'on en juge par ses performances passées.) Jusqu'à présent, l'« aide » japonaise a financé des projets particulièrement destructeurs pour l'environnement, dont le complexe minier du Grand-Carajas au Brésil, véritable cauchemar écologique.

Le Japon n'est pas, bien entendu, le seul à agir pour ses propres intérêts en finançant des projets dans le tiers-monde. Mais, avec une population de 120 millions d'âmes et des besoins en bois particulièrement importants, il protège strictement ses forêts et va se servir chez les autres. En Thaïlande et au Pakistan, son « aide » a beaucoup contribué à la déforestation. Au Sarawak (Etat de la Fédération de Malaisie), des compagnies japonaises de travaux publics ont construit routes et ponts dans la jungle pour permettre à d'autres firmes nippones d'en extraire le bois tropical. Les habitants ont pendant des mois cherché – en vain – à leur bloquer l'accès aux forêts, dont leur vie dépend (6).

Les grandes agences du « développement », Banque mondiale en tête, ont, sous la pression des écologistes du Nord, commencé à intégrer un peu plus que dans le passé l'environnement dans leur discours, sinon dans leur pratique. La Banque place toujours le problème démographique en tête de ses préoccupations, et son président, M. Barber Conable a récemment annoncé cet objectif pour l'an 2000 : le contrôle des naissances doit devenir « *une pratique acceptée par au moins la moitié des couples du tiers-monde* ». Il a également exprimé son « *sens de l'urgence* (...) *au sujet des terribles pressions que des milliards de gens en plus vont imposer à l'environnement de notre Terre* ». Il faut donc réduire la pauvreté « *d'une manière qui soit sensible à l'environnement* » et, pour préserver cet environnement, « *il n'y a absolument aucun doute qu'il nous faut saisir la question démographique à bras-le-corps* (7). »

M. Conable n'expliquait pas à son auditoire pourquoi, dans ces conditions, la Banque ainsi que l'institution sœur, le Fonds moné-

* Directeur associé du Transnational Institute, Amsterdam. Auteur notamment, de *Jusqu'au cou*, La Découverte, 1988, Paris, et de *Famine et pouvoir dans le monde*, PUF, Paris, 1989.

(1) Calculs effectués à l'aide des chiffres publiés dans le *Rapport sur le développement dans le monde 1989*, Banque mondiale, Washington DC. Ce qui est vrai pour la consommation de l'énergie l'est aussi, grosso modo, pour d'autres ressources.

(2) Comparaisons déjà présentées dans Susan George, *la Faim dans le monde pour débutants*. La Découverte, Paris, 1983. Les chiffres peuvent avoir légèrement changé depuis 1981, année de référence.

(3) Données du *World Health Index*, US National Council for International Health, citées dans *World Development Forum*, vol. 8, nº 4, 28 février 1990.

(4) Rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, *Famine, mieux comprendre, mieux agir*, Berger-Levrault, Paris, 1986.

(5) *Idem*.

(6) Eileen Schreiber, « Global Warning : Japan spends more yen in the two-thirds world », *in Bulletin*, publication de Debt Crisis Network, février 1990, citant des travaux du National Wildlife Fund et de diverses organisation nons gouvernementales japonaises.

(7) Propos cités dans *Environment Bulletin*, Banque mondiale, vol. 1, nº 5 novembre-décembre 1989.

LES EXPÉRIENCES DE L'AFRIQUE ET DE L'AMÉRIQUE […]

Un long combat contre l'ignorance et l'aband[…]

Par
MARIA COSIO
et THÉRÈSE LOCOH *

AU cours de la décennie 1950-1960, la fécondité de l'Afrique subsaharienne était très comparable à celle de l'Amérique latine : les femmes avaient, en moyenne, 6,5 enfants. En 1989, les Africaines en ont toujours à peu près le même nombre, mais les Latino-Américaines ont, dans beaucoup de pays, modifié profondément leur comportement *et la moyenne du continent est passée à 3,6 enfants* par femme. Qu'est-ce qui a provoqué ce déclin rapide en Amérique latine ? Ce qui s'est passé là-bas pourrait-il se produire prochainement en Afrique ?

Trop d'enfants, trop tôt, trop vite, trop tard... Une campagne en faveur de la limitation des naissances aligne ainsi les « trop » qui caractérisent, selon certains, la fécondité des Africaines. C'est vrai, on a beaucoup d'enfants en Afrique : 8 par femme en moyenne au Rwanda, 7 au Sénégal, au Niger et au Kenya, 6 environ au Cameroun, au Togo... Les femmes commencent tôt leur « carrière » maternelle : de 60 % à 70 % d'entre elles ont *un enfant avant vingt ans et, au Kenya, par exemple,* 4 femmes sur 10 ont un premier enfant avant dix-sept ans. Sur l'autre versant de la vie, les naissances « tardives » ne sont pas rares, les Africaines, à quelques exceptions près, ne connaissant pas la notion de contraception « d'arrêt ».

Il faut des enfants pour s'assurer la sécurité là où il n'y a aucun autre « investissement » possible. La stérilité reste la plus grande malédiction. Et la croissance de la population est rapide ou s'accélère, puisque la mortalité, bien que trop lentement, desserre progressivement son étau (*voir le tableau I, page 19*). Dans toute l'Afrique subsaharienne, on retrouve des situations voisines.

Après s'être heurtés pendant des années à l'hostilité plus ou moins latente des gouvernements dans de nombreux pays – surtout francophones, – les programmes de planification familiale se sont peu à peu implantés. Les Etats africains représentés à Mexico lors de la conférence mondiale sur la population en 1984 ont approuvé en commun l'objectif d'une meilleure maîtrise de la fécondité et de la diffusion de programmes de planification. Des programmes de « bien-être familial », comme on préfère les appeler en Afrique, se développent prudemment – voire timidement, – mais la fécondité est restée plutôt stable. C'est à peine si quelques « frémissements » annoncent un baisse.

Il serait naïf de croire en la seule vertu du contrôle des naissances. L'effort doit être global et porter autant sur la scolarisation et les infrastructures sanitaires

De fait, on ne peut changer par décret toutes les normes sociales africaines, elles-mêmes inscrites dans des modes de vie familiaux qui visaient à préserver les nombreuses descendances. Les grandes peurs démographiques des siècles passés (épidémies, famines, traite des esclaves, travaux forcés au profit des colonisateurs) sont inscrites dans la mémoire collective, et il faut du temps pour qu'une génération d'adultes constate que les enfants ne meurent plus autant qu'avant. Il faut du temps aussi, dans les sociétés où 10 % à 20 % des femmes adultes seulement savent lire et écrire, où l'accès aux soins est difficile, où la majorité des Africaines accouchent avec l'aide des seules « matrones » de village, pour que la planification familiale acquière droit de cité dans la population.

Dans quelques pays, on peut mesurer l'évolution des aspirations. En dix ans, la proportion des femmes qui déclarent ne plus vouloir d'enfants a sensiblement augmenté : 8 % des Sénégalaises en 1978, 19 % en 1988 ; et, progression plus spectaculaire, 17 % des Kenyanes en 1978, 49 % en 1989 (*voir le tableau II, page 19*). Mais la pratique contraceptive progresse lentement. Encore quasi inexistante au Sénégal, elle commence à avoir un certain impact au Kenya. Quelques pays mis à part, le nombre d'enfants qu'une femme met au monde est presque le même qu'il y a trente ans.

Néanmoins, si la fécondité n'a pas encore baissé, cela ne veut pas dire que la situation est stationnaire, mais bien plutôt que facteurs de hausse et facteurs de baisse annulent, de façon transitoire, leurs effets. En ville, et parfois aussi dans les villages, une partie des femmes aspirent à limiter la taille de la famille et commencent à recourir à différentes formes de contraception ; mais en même temps sont abandonnées des pratiques traditionnelles – abstinence après la naissance d'un enfant et allaitement prolongé, inhibant provisoirement l'ovulation. Là où un début de contraception plus ou moins adéquate est associé à la désaffection pour l'allaitement, l'intervalle entre les naissances diminue, ce qui constitue un facteur d'accroissement de la descendance. Ainsi s'explique que si les comportements changent, les effets ne sont pas toujours sensibles sur le plan de la fécondité, seules quelques grandes villes (Nairobi, Accra, par exemple) commençant à enregistrer une baisse.

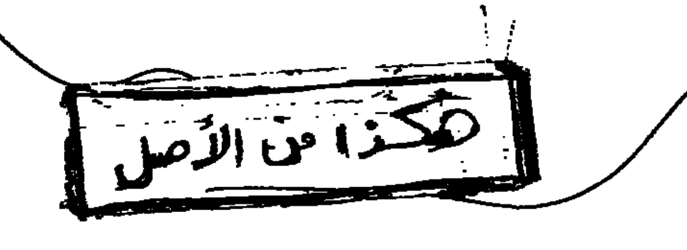
En revanche, en Amérique latine, depuis une dizaine d'années, la croissance de la population se ralentit, en raison d'une baisse de la fécondité : 3,6 enfants par femme en 1989. Néanmoins, le continent latino-américain est loin d'être homogène. Dans les Caraïbes, malgré des mariages précoces, à dix-huit - dix-neuf ans, on enregistre déjà des niveaux de fécondité semblables aux pays développés (1,8 enfant par femme à Cuba). Mais dans quelques pays pauvres, la fécondité est restée élevée, de l'ordre de 5 enfants par femme. C'est le cas en Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador), à Haïti, en Amérique andine (Bolivie, Equateur, Pérou) et au Paraguay.

Au début des années 60, les Mexicaines des zones rurales se mariaient très jeunes, mettaient au monde 8 enfants en moyenne, et 98 % d'entre elles n'utilisaient pas de méthode contraceptive. La fécondité était encore élevée dans les grandes villes latino-américaines, malgré un recours croissant à l'avortement clandestin.

Grâce au développement d'une bonne infrastructure sanitaire, la mortalité avait commencé à baisser dès 1930, favorisant la survie des enfants. A cette date 663 enfants survivaient à l'âge de cinq ans pour 1 000 naissances vivantes ; en 1989, cette proportion est de 925 pour 1 000, soit une hausse de 40 %.

Avec une fécondité constante, la réduction de la mortalité des enfants entraîne une augmentation de la taille des familles, conduisant, en Amérique latine, à l'apparition d'attitudes favorables à la limitation des naissances. Il y a eu cependant un décalage de trente-cinq ans entre le moment où la mortalité a commencé à baisser (1930) et celui où la fécondité a baissé à son tour (1965).

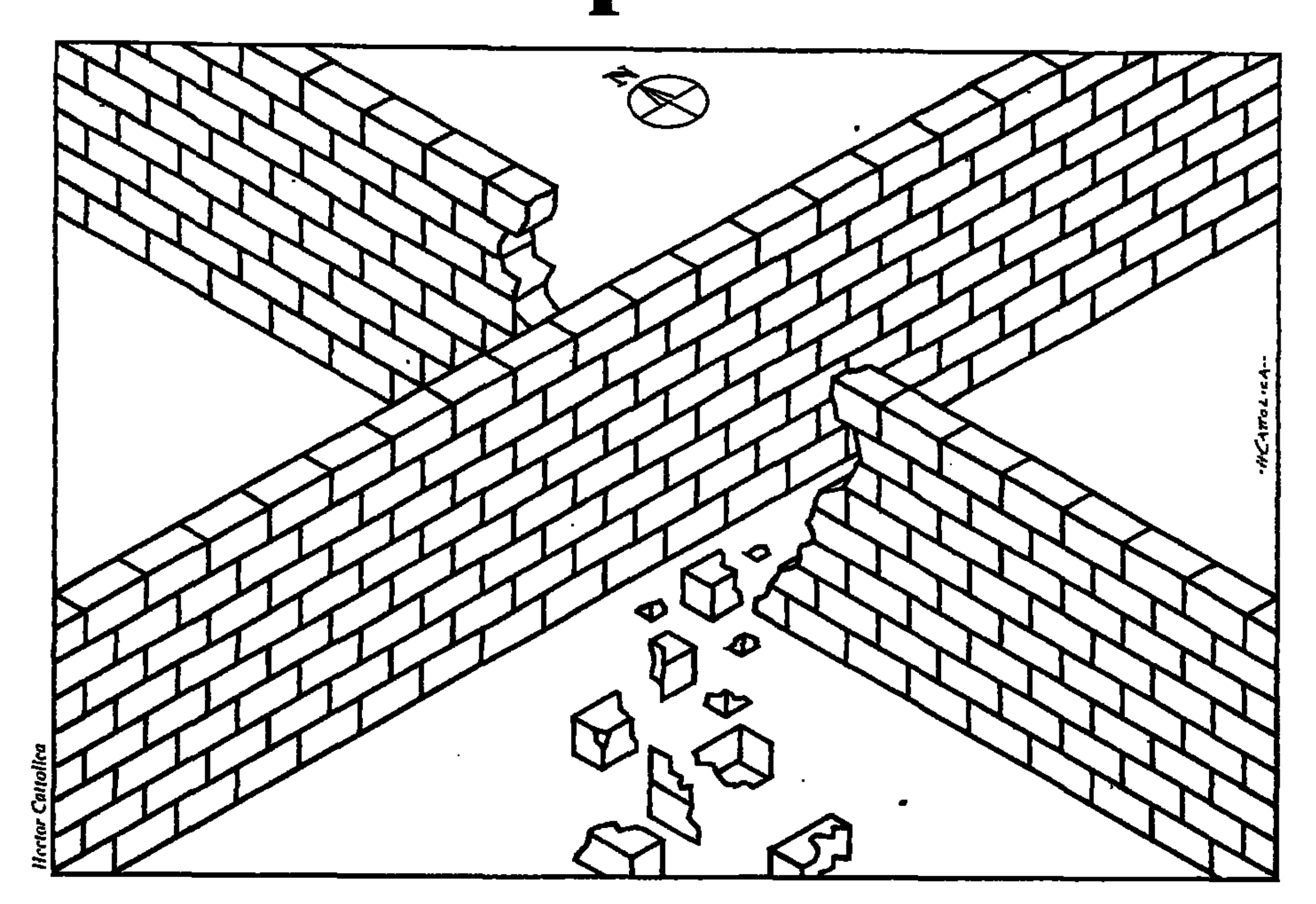
* Démographes : respectivement chercheur au Centre français sur la population et le développement (CEPED), Paris, et professeur à l'université Paris-X.



et « trop nombreux » pauvres

taire international, continuent d'exiger de tous les pays qui dépendent d'eux – une soixantaine – une politique économique fondée sur « le tout-exportation », au détriment de la réduction de la pauvreté et, par voie de conséquence, de l'environnement. En fait, la gestion actuelle de la dette du tiers-monde crée des pressions insupportables et contribue – c'est un comble – à accroître les taux d'augmentation de la population, *surtout parmi les plus pauvres*.

En effet, depuis 1982, et dans presque tous les pays d'Amérique latine, les dépenses gouvernementales de santé publique ont diminué. Du coup, le contrôle des naissances est nécessairement affecté. Seul le Mexique, dont le budget de la santé en 1982 frisait l'indécence – 1,29 % des dépenses du gouvernement fédéral, – est remonté en 1985 à... 1,38 %. Le Costa-Rica lui-même, *qui a toujours mis un point d'honneur* à privilégier ce secteur – mais qui a aussi une dette de 4,6 milliards de dollars, soit 1 595 dollars par habitant, – a été contraint de réduire la part de la santé publique dans son budget, de 33 % en 1982 à 19 % en 1986. Le Costa-Rica et le Mexique consacrent au service de leur dette 9 % et 37 % respectivement des dépenses gouvernementales (8).


Hector Cattolica

Selon une étude menée par des chercheurs du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), « *depuis 1980, le progrès du niveau sanitaire et nutritionnel des enfants s'est ralenti ou s'est complètement arrêté dans la plupart des pays de la région* (Amérique latine), *et, dans environ un tiers de la région, la mortalité infantile et la malnutrition ont augmenté* (9). »

Qu'importe aux institutions d'« aide » : il faut, pour payer le service de sa dette, investir dans les secteurs de l'exportation. Si l'on demande à un fonctionnaire de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire comment il est possible de donner ce même conseil – le mot est faible – à des dizaines de pays en même temps, il répond que tout le monde peut imiter la Corée du Sud, Hongkong ou Singapour ; il suffit de le vouloir. Dans l'ensemble, l'Amérique latine et l'Afrique ne l'ont pas voulu, mais comment ne pas placer d'espoir dans un certain nombre de pays asiatiques ? Le monde de l'an 2000 sera peuplé de « dragons » ou ne sera pas. Hors des exportations, point de salut.

Voici donc un calcul à la portée de tout économiste de la Banque mondiale ou du FMI. La Corée du Sud, en 1987, a exporté pour une valeur de 1 120 dollars par tête ; Hongkong, pour 8 650 dollars ; Singapour, pour 11 000 dollars. Que se passerait-il si la Thaïlande ou l'Indonésie, souvent présentées comme des apprentis-dragons, en faisaient autant ? L'Indonésie, avec une population de 171 millions d'âmes, si elle devait exporter par habitant la même valeur de marchandises que Singapour, accaparerait 75 % de toutes les exportations mondiales ! A titre de comparaison, la part du plus gros exportateur du monde actuel, l'Allemagne fédérale, avoisine les 12 %. Plus modestement, la Thaïlande, avec 54 millions d'habitants, devrait, pour égaler la performance actuelle de la Corée du Sud, exporter 2,4 % des marchandises du monde, alors que les deux plus gros « dragons », Taïwan et Corée du Sud, ne « font » respectivement que 2,2 % et 1,9 %. Hélas, la capacité d'importation du monde n'est pas illimitée (10)...

De toute évidence, dans les pays pauvres et endettés, une tout autre stratégie s'impose, bien davantage orientée vers la satisfaction des besoins de la population – ce serait d'ailleurs le seul moyen d'en contenir le nombre. Mais d'où pourront venir les ressources susceptibles de mettre en œuvre un tel changement ? Le pessimisme s'impose ici. Partout sont utilisées les ressources disponibles dans les pays « surpeuplés », après quoi est jeté le citron pressé. Il suffit que tombe le mur entre l'Est et l'Ouest pour que les dirigeants d'un Occident soudain « vainqueur » croient pouvoir limiter le monde à une petite fraction de sa population et de sa superficie totales : Amérique du Nord, Europe de l'Est et de l'Ouest, URSS, Japon et quelques « dragons » asiatiques.

Ce mur tombe, mais un autre se construit chaque jour plus haut entre Nord et Sud. Déjà les signes du désengagement des pays riches des trois continents pauvres se multiplient. Un article du *Guardian* constate que « *l'administration Bush prévoit un important accroissement de son aide à la Pologne cette année, aux dépens des pays d'Amérique centrale et d'Asie* (11). » D'autres pays de l'OCDE cherchent à faire comptabiliser leurs contributions à l'Europe de l'Est dans le 0,70 % du produit national brut préconisé depuis des lustres par les Nations unies comme objectif pour l'aide aux pays « en voie de développement ». Des dirigeants africains s'inquiètent du sort réservé à leur continent, qui pourrait être livré à lui-même ou ne plus dépendre que de la charité. L'aide de la CEE, pourtant un modèle du genre, à l'égard de ses 66 partenaires des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) se monte à 10 dollars par tête sur une période de trois ans, alors qu'au début de 1990 les promesses à l'égard de la Pologne et la Hongrie atteignaient 60 dollars par tête sur cinq ans (12).

Le Sud ne s'impose même plus à la conscience de ceux qui traitent de l'économie dite « planétaire ». Dans un important article paru à la fin de 1989 dans une revue américaine, intitulé « Le boom global à venir », l'auteur ne mentionne pas une seule fois le tiers-monde. « Global » veut dire, désormais, tout au plus l'hémisphère nord (13).

Et pourtant, dans dix ans, ce monde que l'on appelle par convention « tiers » abritera plus de 80 % de l'humanité. Lorsque nos dirigeants s'en apercevront, ils risquent de faire faire un quart de tour à leurs missiles et à les pointer vers le Sud. Les « dividendes de la paix » auront fait long feu.

Car, sans contraintes ou menaces militaires et stratégiques, il sera impossible de contenir les revendications légitimes de près de cinq milliards et demi de personnes, alors que les pays riches de l'OCDE n'en abriteront en l'an 2000 qu'environ 787 millions, et les pays de l'Europe de l'Est, quelque 400 millions (14). Si elle n'est pas équilibrée par une politique prenant au sérieux les quatre cinquièmes de l'humanité, la ruée vers l'Est et la stratégie occidentale à très court terme risquent de déstabiliser jusqu'aux démocraties du Nord, qui se croient à l'abri de toute secousse, de tout changement.

SUSAN GEORGE

(8) Teresa Albanez *et al.*, *Economic Decline and Child Survival : the Plight of Latin America in the Eighties*. UNICEF, Centre international de développement infantile, *Innocenti Occasional Papers*, nº 1, Florence, mars 1989.

(9) *Idem.*

(10) Calculs effectués à partir des statistiques du secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), *le Commerce international 1987-1988*, Genève, 1988, et de *World Development Forum*, vol. 8, nº 4, 28 février 1990.

(11) Mark Tran, « Central America loses in switch of aid priority to East Europe », *The Guardian*, Londres, 2 février 1990.

(12) Charles H. Morris, « The Coming Global Boom », *The Atlantic*, octobre 1989.

(13) *World Development Forum*, vol. 8, nº 4, 28 février 1990.

(14) Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 1989*, tableau 26.

IQUE ET DE L'AMÉRIQUE LATINE

ce et l'abandon des femmes à leur sort

Les prévisions alarmantes portant jusqu'à la fin du siècle ont été à l'origine de politiques visant à réduire la croissance démographique, bien avant les conférences mondiales de Bucarest et de Mexico, et en dépit de l'opposition de principe de l'Eglise catholique. Entre 1965 et 1968, le Chili, la Colombie, la Jamaïque et la République dominicaine ont organisé des programmes nationaux de planification familiale.

La pratique de la stérilisation s'est répandue

S'appuyant sur l'infrastructure sanitaire existante, les méthodes contraceptives ont été rapidement diffusées en ville et à la campagne par le personnel médical. Dans des populations où 80 % à 95 % des femmes adultes savent lire et écrire, l'option en faveur de familles moins nombreuses s'est facilement imposée.

L'essor rapide de la contraception explique la baisse de la fécondité. 30 % à 70 % des femmes mariées (si l'on excepte Haïti) emploient des méthodes contraceptives modernes, les plus utilisées étant la stérilisation féminine, la pilule et le stérilet. La pratique de la stérilisation s'est beaucoup répandue dans les années 80, et c'est en général plus du quart des utilisatrices d'une méthode contraceptive qui sont stérilisées *(voir le tableau II)*. A Panama, en République dominicaine, au Salvador, cette proportion dépasse 50 % ; elle atteint 57 % à Porto-Rico !

La mise en place d'infrastructures sanitaires, la scolarisation, le développement économique vigoureux entre 1940 et 1970, ont permis une diminution rapide de la fécondité. Néanmoins, malgré les progrès enregistrés, celle-ci est encore en Amérique latine de 3,6 enfants par femme, soit le double du niveau européen. Au rythme actuel, elle pourrait atteindre le seuil de remplacement des générations (2,1 enfants par femme) vers 2010, ce qui annonce un arrêt de la croissance démographique vers la fin du vingt et unième siècle.

Dans les quelques pays qui conservent une forte fécondité, la population adulte est analphabète dans une proportion de 25 % à 45 %, les structures sanitaires sont déficientes, les services de planification familiale ne sont pas à la portée de tous. Pour ces pays, la croissance démographique élevée pourrait se prolonger. Un développement économique et social équitable est la clé de la poursuite de la baisse de la fécondité. La crise économique actuelle retarde, plutôt qu'elle n'accélère, la baisse profonde de la fécondité, pourtant rapidement amorcée.

La confrontation des expériences des deux côtés de l'Atlantique est très éclairante. Le maintien de la fécondité élevée en Afrique n'est qu'apparemment en contradiction avec la baisse rapide de l'Amérique latine. Celle-ci s'explique par deux facteurs essentiels : un mouvement ancien *(trente à quarante ans)* de baisse de la mortalité, assuré par un bon réseau d'infrastructures sanitaires et une scolarisation générale des femmes comme des hommes. Ces deux facteurs sont eux-mêmes des indicateurs du développement socio-économique. La diversité des situations latino-américaines en apporte la confirmation. *Là où les infrastructures sanitaires et la scolarisation féminine sont de faible ampleur, la fécondité reste élevée.*

Si les politiques de population vigoureuses mises en place dans les années 70 ont eu un tel impact, c'est qu'elles avaient été précédées par des transformations socio-économiques favorables à une *baisse de la fécondité*.

La leçon vaut pour l'Afrique. Si l'on s'accorde de plus en plus à considérer un ralentissement de la croissance démographique comme souhaitable, il ne faut pas espérer le déclencher par la seule vertu de programmes de planification familiale. Ces programmes sont nécessaires, mais sans progrès de la *scolarisation, sans amélioration des infrastructures* sanitaires disponibles pour tous, ils n'ont que peu de chances d'entraîner une baisse rapide de la fécondité.

MARIA COSIO et THÉRÈSE LOCOH

Deux continents aux comportements différents

Tableau I - NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME ET SURVIE DANS L'ENFANCE

Pays	Nombre moyen d'enfants par femme		Nombre d'enfants survivant à 5 ans (pour 1000 naissances)	
Afrique subsaharienne – Evolution de 1978 à 1988				
	1978	1988	1975-1980	1980-1985
Sénégal	7,1	6,6	764	809
Ghana	6,5	6,4	813	845
Kenya	7,9	6,7	895	911
Amérique latine – Evolution de 1960 à 1989				
	1965	1989	1960	1980
Brésil	6,2	3,5	848	893
Colombie	6,7	3,1	865	907
Mexique	6,8	3,6	869	934
Costa-Rica	6,9	3,5	888	965

Tableau II - LE RECOURS AUX MÉTHODES CONTRACEPTIVES

Afrique subsaharienne – Evolution de 1978 à 1988		
Pays	Proportion des utilisatrices de la contraception	
	1978	1988
Sénégal	1 %	2,6 %
Ghana	6 %	5 %
Kenya	7 %	15 %

Amérique latine – Evolution de 1960 à 1980				
Pays	Proportion d'utilisatrices de la contraception		dont : stérilisées	
	1970	1980	1976	1980
Colombie	29 %	48 %	9 %	22 %
Mexique	15 %	48 %	9 %	28 %
Costa-Rica	–	66 %	19 %	27 %

La ville partout,

Par
CLAUDE LIAUZU *

LA démographie, en apparence la plus froidement mathématique des sciences sociales, porte son pesant de fantasmes et d'irrationalisme et n'est pas indemne de ce que le géographe Pierre George a appelé *« le mythe du nombre »*. La submersion par la marée humaine des campagnes, par le déferlement du tiers-monde, telle est l'une des obsessions les plus fortes du citadin d'aujourd'hui.

Elle est aussi l'une des plus vieilles : pour les Anciens, la cité était le haut lieu de la civilisation, menacé par Spartacus et par les Goths ; la *polis* (étymologie de politique), menacée par les Barbares ; pour le grand penseur musulman Ibn Khaldoun, la médina (de Médine, la ville du Prophète, et modèle de la ville idéale) risque de sombrer sous les coups des tribus... Chaque grande rupture historique marque un regain de ces peurs et de ces tensions. Le Paris du dix-neuvième siècle était mystérieux (voir Eugène Sue et ses *Mystères de Paris*), envahi par les « Misérables » qu'a décrits Victor Hugo.

La crise actuelle, puisqu'on appelle ainsi un ensemble de mutations et de déséquilibres que nous ne parvenons pas à interpréter ni à réguler, ravive toutes ces peurs. Ici, dans les « villes de grande solitude », le lien social (du quartier, du lieu de travail) se distend et la main basse sur le foncier, les difficultés des transports, la pollution, etc., multiplient les dysfonctionnements. Là-bas, de l'autre côté du désert des Tartares, s'étendrait la « planète des bidonvilles », de la faim et de ses émeutes, de la violence incontrôlable. A ce qui est le contraire de la civilisation, il ne resterait qu'à opposer un *limes*, un cordon sanitaire, un mur.

De telles représentations, dominantes au Nord comme chez les « élites » du tiers-monde, sont grosses de dangers car elles n'apportent aucune réponse à la hauteur des problèmes et des enjeux.

L'explosion actuelle est un changement d'échelle, tendance irréversible de l'époque contemporaine. Vers 1800, 3 % de la population mondiale était urbanisée ; aux alentours de l'an 2000, plus de la moitié vivra – ou s'acharnera à survivre – hors des campagnes. C'est déjà le cas pour les trois quarts des Latino-Américains, et l'Afrique voit croître de 10 % par an le nombre de ses citadins. Au début du dix-neuvième siècle, il n'y avait que 20 villes de plus de 100 000 habitants ; on en compte 900 aujourd'hui, et les mégapoles de demain porteront des noms asiatiques, latino-américains, africains... Paris sera trois fois moins peuplé que Mexico, deux fois moins que Shanghaï et Pékin.

Juguler cette explosion ? Les refoulements, les destructions de quartiers clandestins – les *gecekondu* (« construits en une nuit ») dans la langue turque, qui dit bien ce qu'elle veut dire, – les blocages de l'accès à la cité interdite ne résolvent rien. Depuis l'apparition des premiers bidonvilles dans les années 30, toutes les formes de répression ont été employées, et toutes ont échoué.

Au demeurant, les organismes internationaux, telle la Banque mondiale – conscients du caractère inéluctable de ce gigantesque mouvement humain – s'efforcent de proposer des modes – à bas prix – d'organisation de la précarité et d'aménagement des périphéries.

La nature des questions qui se posent, et se poseront, contraint à imaginer en effet une pensée planétaire. Car c'est bien à cette échelle que se détermine le devenir de l'urbanisation : il n'y a pas, contrairement aux idées trop simples d'hier, trois mondes (l'Est, l'Ouest et le Sud), ni un centre et une périphérie, mais un système dominant dans lequel le « Sud », et les villes tout particulièrement,

Dans dix ans, plus de la moitié de la population mondiale s'entassera dans des zones urbaines. Déjà, du Nord au Sud, la ville devient le lieu de toutes les fractures. Est-ce là la fin de la « modernité » ?

sont dans une situation de dépendance. La croissance démographique, la déstructuration des communautés paysannes, l'exode rural sont étroitement liés aux transformations induites par un processus d'occidentalisation qui s'amplifie et s'approfondit (pénétration de l'économie de marché, transition démographique, baisse de la mortalité, généralisation des nouveaux modèles...).

Les flux de capitaux, de produits, d'hommes, d'informations, organisent une nouvelle géographie, qui se surimpose à celle des nations et des Etats et dans laquelle les villes sont des lieux d'interconnexion. Comme le souligne Jean Chesneaux (1), toutes les sociétés sont désormais intégrées dans le réseau de la modernité, dans un ensemble de relations et d'interdépendances, en fonction d'un « différentiel », et aucune n'en reste à l'écart. Le paysan cultivant la drogue en Colombie, au Liban, en Asie est inscrit dans un maillage transnational aboutissant au métro parisien, à Washington et, bien sûr, aux géants bancaires des villes suisses (2). Inversement, que le pouvoir sur une métropole du tiers-monde s'écroule, et le système mondial tout entier est ébranlé.

Or les villes sont des masses critiques, à la fois des espaces de puissance et les zones de fragilité de ce système.

Si les affrontements dont elles sont le théâtre – émeutes dues aux crises alimentaires, aux insuffisances des services urbains et sociaux – se multiplient, c'est que l'impossibilité de gérer de telles masses est mise à nu par la dette et par les politiques dites d'« ajustement ». Le scénario de Caracas au printemps de 1989 est exemplaire : négociation des remboursements avec le Fonds monétaire international, obligation de compression des dépenses publiques, à laquelle sont sacrifiées les subventions aux produits de première nécessité, pour la santé, pour l'école... La violence devient le seul mode de résistance possible pour les exclus de l'abondance, de la *frénésie de consommation* qui s'affiche dans les beaux quartiers. Partout le même schéma se répète, dans des conditions qui tiennent à la structure des rapports Nord-Sud.

Une même exclusion apparaît dans le domaine de l'emploi : l'absence de travail, la mise en chômage, la précarisation du salariat iront en s'amplifiant. Les prévisions pour le Maghreb confirment que les vingt prochaines années seront cruciales, les classes d'âge actives y progressant de 3 % à près de 4 % par an. En Inde, la création de 100 millions d'emplois serait nécessaire, d'ici à la fin du siècle, pour absorber la croissance de la population. Dans le cadre actuel des relations Nord-Sud, l'économie est dans l'incapacité d'occuper ces effectifs (3).

Il est de plus en plus évident que l'urbanisation du tiers-monde, *si l'on excepte les « petits dragons »* du Pacifique, n'est pas l'agent de développement que l'on avait cru : elle entraîne une extraversion de l'économie, une dépendance alimentaire, des dépenses non productives considérables. Captive du système mondial, la ville ne parvient pas à faire fonction de pôle de croissance et d'intégration de l'espace national.

Fait plus grave encore, elle ne parvient pas non plus à reconstituer un tissu social cohérent. La « nouvelle pauvreté » n'est plus, en Europe, une marge pathologique de cas sociaux ou un exotisme de clochards pittoresques, mais bien un phénomène produit par la logique du capitalisme. Le cas extrême de pays entiers sous l'influence de la mafia de la drogue – la Colombie et Panama, pour citer deux exemples d'actualité – n'est qu'une illustration du *pullulement des systèmes parallèles*, souterrains, informels qui révèlent des modes d'organisation de la population autres que ceux assurés par le marché « normal ». Gamins de Bogota, chiffonniers du Caire, trottoirs de Bombay sont les symboles les plus spectaculaires de la dislocation d'une société mondiale à deux vitesses. La dérive, la déréliction sont le lot de masses qui se compteront en centaines de millions dans les pays dits sous-développés. Car ce gigantisme dépasse la mesure humaine. Sao-Paulo s'étend sur 50 km de long et 40 km de large : des conglomérats de cette taille, qu'il s'agisse de Mexico, de Los Angeles ou de Paris, n'ont plus rien de la cité antique qui a été la matrice de la civilisation et du politique, des communes médiévales qui affirmaient leur autonomie, des hauts lieux de la Renaissance et des Lumières, ni des capitales du dix-neuvième siècle.

* Professeur à l'UER de géographie, histoire et sciences de la société, université Paris-VII.

(1) Jean Chesneaux, *Modernité-monde*, La Découverte, Paris, 1989.

(2) Jean Ziegler, *La Suisse lave plus blanc*, Le Seuil, 1989. Interpol évalue à 500 milliards de dollars l'argent blanchi. Voir aussi l'article de Christian de Brie, « Ces banquiers complices du trafic de la drogue », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(3) C'est ce qui ressort des prospectives. Voir, par exemple, les travaux du Groupement d'intérêt scientifique économie mondiale, tiers-monde, développement, GEMDEV (9, rue Mahler, 75004 Paris) sur *L'avenir des tiers-mondes*, et ceux du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, CEPII (La Documentation française, Paris).

INDE ET CHINE, LES

L'avenir du monde pour longtemps

Par
LÉON TABAH*

LES Asiatiques sont majoritaires dans le monde et le resteront pour de nombreuses décennies. Selon les Nations unies, ils représentent 58,3 % de la population de la planète, et ils en constitueront encore 55,3 % en 2025. Pour la Banque mondiale, dont les projections s'étendent bien au-delà, le pourcentage à la fin du prochain siècle sera de 47,5 %, la diminution étant due à la fois au ralentissement du rythme de croissance de la population asiatique et à la montée de l'Afrique subsaharienne. L'avenir du globe est pour longtemps inéluctablement lié à celui de l'Asie.

Ce continent représente le plus grand réservoir de population (elle est proche de 3 milliards d'habitants) et donc de main-d'œuvre du monde, et les pays industriels commencent à apprendre à leurs dépens que cette main-d'œuvre abondante et bon marché acquiert rapidement une maîtrise des technologies modernes qui permet à l'Asie de se placer *avantageusement sur la scène économique internationale*. Les pays qui connaissent un réel progrès réunissent trois conditions : primauté donnée à *l'agriculture, industrialisation conçue d'emblée* en vue de l'exportation et politique visant à ralentir la croissance démographique. Bien entendu, le facteur culturel pèse lourdement sur cette évolution.

Plusieurs pays asiatiques se distinguent tant par *le succès de leur politique de la population que par* le démarrage, souvent foudroyant, de leur économie, et l'on sait aujourd'hui que l'un ne va pas sans l'autre. Or si ces changements apportent peu de modification dans le paysage démographique, c'est que les deux mastodontes que sont la Chine et l'Inde représentent à eux seuls, avec 2 milliards d'habitants, près de 38 % de la population mondiale, la moitié de celle du tiers-monde, et ne réunissent pas les conditions du progrès énoncées ci-dessus.

L'Inde, dès 1952, après l'indépendance, et la Chine au début de la décennie 70, ont pris nettement position sur la question de la population. Mais tandis qu'en Inde l'évolution est d'une lenteur désespérante aux yeux des dirigeants, la Chine franchit l'étape de la transition démographique à grande vitesse : en dix ans, son taux de fécondité – près de six naissances par femme en 1970, soit à peu près celui de l'Afrique subsaharienne d'aujourd'hui – est tombé à 2,24, chiffre voisin, voire inférieur, à celui de bien des pays industriels au cours de la décennie 70 (*la moyenne européenne en 1970-1975* était exactement de 2,2).

* Ancien directeur de la division de la population aux Nations unies, secrétaire général adjoint des deux conférences mondiales sur la population, à Bucarest en 1974 et à Mexico en 1984.

La décélération est si lente en Inde qu'au vu des résultats du dernier recensement, qui a révélé un *chiffre supérieur à ce qu'espéraient les dirigeants*, il a fallu une fois de plus réviser en hausse les projections pour 2025 de près de 210 millions : il y aura alors, pense-t-on, 1,446 milliard d'Indiens, alors que les projections de 1986 en escomptaient 1,229 milliard. En dépit de gros efforts dans le domaine de la planification familiale, le taux d'accroissement dépasse encore 2 %, de deux fois supérieur à celui des pays européens au plus fort de leur croissance au siècle passé.

Comment expliquer cette lenteur ? Les effets de l'élévation de l'âge du mariage et des campagnes de contraception et de stérilisation ont en partie été annulés par une diminution de la durée d'allaitement qui, on le sait, permet aux femmes de recouvrer plus *vite leur fertilité après l'accouchement. Par ailleurs*, le nombre des femmes en âge de procréer a augmenté du fait de la forte fécondité passée – ce qui montre, une fois de plus, la force du potentiel d'accroissement accumulé dans les structures *démographiques, et la difficulté de redresser la trajectoire*. Bien entendu, aux facteurs purement mécaniques s'ajoutent la baisse générale de la mortalité, si lente soit-elle, et nombre de paramètres sociaux : pauvreté, fort pourcentage de la population rurale, *faible niveau de scolarisation des femmes, maintien* d'une importante mortalité infantile (plus de 100 ‰ dans les Etats d'Uttar-Pradesh, de Madhya-Pradesh, d'Orissa, du Bihar, de l'Assam), et extrême diversité de ce pays de 850 millions d'habitants. Un pays qui, de surcroît, ne dispose pas d'un appareil politique qui puisse contrôler jusqu'à la base la mise en œuvre des instructions venant du sommet. Les quatre Etats *les plus pauvres sont aussi les plus féconds* (Uttar-Pradesh, Madhya-Pradesh, Bihar, Rajasthan) et abritent à eux seuls 40 % des Indiens : c'est donc de l'action dans ces Etats que va dépendre en grande partie le volume de la population du pays.

Il faut ajouter, et ce n'est pas la moindre des raisons du semi-échec de la politique démographique de l'Inde, que les dirigeants ne peuvent plus faire *appel à des mesures coercitives. Au vu de résultats* décevants obtenus dans ce domaine, une certaine nervosité s'est emparée d'eux : ils avaient décrété en juin 1975 ce qui fut appelé *l'« état d'urgence »*, matérialisé par une politique d'exhortation plus ou moins forcée à la stérilisation (1). Le nombre de stérilisations est alors passé de 1,3 million par an en 1974-1975 à 2,7 millions en 1975-1976, et *8,3 millions en 1976-1977. La question fut l'objet* d'une vive controverse pendant la campagne électorale de 1977 et contribua à faire tomber le gouvernement d'Indira Gandhi. En régime démocratique, vouloir « forcer » l'évolution démographique par des mesures coercitives et concentrer les efforts sur une seule méthode, au surplus une méthode « dure » comme l'est la stérilisation masculine, est une décision qui risque de se retourner contre ses auteurs.

Le taux d'accroissement est très inégal selon les Etats et les ethnies. Du Kerala, pauvre mais où une *politique sociale a permis de réduire les inégalités*, à l'Uttar-Pradesh, on passe d'un indice de fécondité voisin de 2,5, donc assez proche des pays industrialisés à une époque récente, à près de 6, soit plus que la moyenne du tiers-monde.

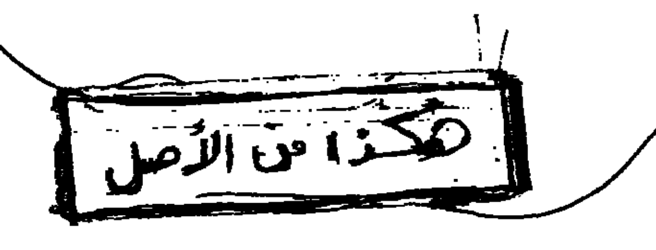
En dépit de la lenteur de la baisse de la fécondité en Inde, les conditions semblent favorables à la poursuite de la trajectoire descendante si l'on en *juge par les pourcentages de couples « protégés »* par au moins une méthode de planification familiale : 32,3 % en 1985, contre 22,6 % en 1980. Ces *pourcentages sont particulièrement élevés* dans les Etats du Maharashtra, du Pendjab, du Gujarat, du Kerala, mais encore assez faibles dans les régions les plus pauvres et les plus peuplées. On peut cependant penser que les projections des Nations unies sont trop optimistes. Elles *prévoient que* l'indice de fécondité tombera graduellement à 2,07 en 2025, soit, à peu de chose près, l'indice de la Suède. L'*hypothèse semble a priori peu plausible*, à moins que ne se développe une « contraception de misère », hypothèse qui ne saurait être exclue car on *peut s'attendre à une intensification* de la propagande en faveur de la limitation des naissances atteignant les milieux les plus déshérités.

Ils sont 2 milliards, la moitié de la population du Sud. Deux sociétés différentes, deux types de régime. A quel prix ces deux géants vont-ils s'organiser au siècle prochain ?


Werner Bischof – Magnum

DANS UN VILLAGE DE L'ÉTAT INDIEN DU BIHAR
La baisse de la natalité est jugée beaucoup trop lente

(1) Cf. la nouvelle de Salman Rushdie, « le Transistor gratuit », *le Monde diplomatique*, décembre 1984.



DÉMOCRATIE...

et pa

DEUX MAST

lié à ce

Des prévision

en hausse

et partout en crise

Qu'est-ce donc qu'être citadin ? Comment une identité peut-elle se construire, quand le centre, c'est-à-dire ce qui donne un sens, une conscience commune, quand les symboles architecturaux (le beffroi des villes bourgeoises du Nord, la grande mosquée de la médina...) sont hors de portée des périphéries proliférantes ou sont supplantés, écrasés, par le béton ?

Comment le sentiment d'appartenir à une cité se cristalliserait-il quand la gestion en est assurée sans la participation des habitants sauf, au mieux, à l'occasion des élections, de manière technocratique, centralisée et autoritaire, ou quand la ville est placée sous le contrôle de l'Etat et de son appareil répressif ?

Là où ils ont été inventés, en Europe, les agoras et les forums ne sont plus les espaces où s'affirme une citoyenneté. Quelle connaissance des mécanismes municipaux (le mot a un parfum archaïque) est accessible aux Parisiens ? Cette dissolution de la personnalité de la Ville Lumière, cette dépolitisation transparaissent dans les journaux régionaux de la troisième chaîne de télévision consacrés à l'Ile-de-France, qui sécrètent l'ennui de l'uniformité. Signe des temps, la contestation des années 60, qui s'était focalisée sur l'urbain et avait nourri une riche réflexion critique, celle des situationnistes, de celle l'*underground* américain, la tradition militante, ouvrière et municipale se sont comme effacées. Désengagement social, repli individualiste, consommation, obsession sécuritaire caractériseraient les villes « postmodernes ».

Pourtant, la crise de la citoyenneté dans les sociétés occidentales n'est pas une sorte de fatalité. Ni *le Meilleur des mondes*, d'Aldous Huxley, ni *1984*, de George Orwell ne sont notre avenir inéluctable. C'est, précisément, là où le totalitarisme a été le plus affirmé que les démocraties se sont imposées, par des mouvements de masse profonds, inattendus. C'est là où le système mondial révèle ses carences les plus graves, au Sud, qu'il est le plus fragile. Des effondrements sont prévisibles : toute la question est de savoir s'ils déboucheront sur des chaos et sur de nouveaux totalitarismes, si les déshérités se soulèveront sous le drapeau des intégrismes et des fondamentalismes, ou sous les couleurs de la liberté.

La victime peut se transformer en bourreau, les lendemains de révolution ne sont pas toujours radieux. Le danger que les *« ancêtres redoublent de férocité »*, comme disait l'écrivain algérien Kateb Yacine, est réel. Les remontées communautaires et religieuses charrient des conservatismes, des exclusives, des tentations xénophobes.

L'interminable lutte dont Beyrouth est le champ clos, où l'appartenance confessionnelle devient la mesure de toute chose, aboutit à la destruction de la centralité, à la dislocation de la société civile en segments, clans, bandes armées... Un peu partout, les affrontements ethniques et religieux menacent de dégénérer en pogroms, guerres des pauvres contre les pauvres, guerres des maigres contre les gros. Surtout si on laisse aux ayatollahs le monopole du cœur, de la protestation contre l'injustice de l'ordre mondial, contre la destruction des cultures, si les hommes et les femmes du tiers-monde n'ont d'autre choix que les prisons de la tradition ou une liberté négative. Le désespoir et la violence des « olvivados » de Caracas, la répression dont ils ont été les victimes ont miné la démocratie, comme les promesses non tenues à Manille privent de légitimité les successeurs de Marcos (4).


Selçuk

La raison, sinon la générosité, invitent à chercher les moyens de sortir de telles impasses. A-t-on l'assurance que l'on pourra enfermer les chaos dans une muraille de Chine, que les « conflits de faible intensité » – selon l'euphémisme de la langue officielle – pourront être indéfiniment cantonnés ? L'onde de choc de Téhéran n'a pas fini de s'étendre.

Le seul pari possible, pour des raisons éthiques et politiques, est celui de la démocratie, au sens le plus fort du terme. Comment allier cette démocratie et l'accès au politique de masses sans cesse grandissantes ? Comment forger des solidarités entre ceux qui bénéficient de la prospérité relative, ou des béquilles du système dominant, et les exclus ?

Les réponses à ces questions ne sont pas données. Du moins est-on certain qu'il ne faut pas les chercher dans le libre jeu du marché, dans la soumission de tous les aspects de la vie urbaine à la souveraineté absolue de l'économie et de la technique dans la gestion de la société comme d'une machinerie. Les fractures entre modernité sans frein et déséquilibres écologiques, entre croissance démographique et croissance de la production, entre la nature et notre mythologie du développement, le mal de vivre dans la postmodernité et le mal-vivre dans le tiers-monde sont autant de contradictions accumulées au cœur de l'urbanisation.

La reconquête de la ville par les citadins et, peut-être, la réconciliation avec notre part enfouie, refoulée, de ruralité, sont de grands enjeux pour notre monde et pour le monde que nous voudrions laisser aux générations à venir.

CLAUDE LIAUZU

(4) Lire les articles de Marc Mangin, « Les Philippines attendent des réformes... ou un coup d'Etat » et de Jean-Louis Rocca, « Explosion de la délinquance en Chine », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

DEUX MASTODONTES

lié à celui de l'Asie

Quant à la démographie de la Chine, elle a toujours représenté un véritable casse-tête pour les spécialistes, à cause de la longue absence de recensements et des chamboulements qui ont secoué le pays.

Qui analyse les indices de fécondité depuis 1940, reconstitués par Gérard Calot, directeur de l'INED, se rend compte que peu de pays ont connu tant de perturbations en un temps aussi court. Avant la révolution de 1949, l'indice tournait autour de 6 naissances par femme. Il y eut une augmentation au début de la révolution, qui a porté le chiffre autour de 6,4 en 1956-1957. Puis survinrent les « années noires », marquées par une famine d'une exceptionnelle gravité. L'indice de fécondité est tombé jusqu'à 3,3 en 1961, dans une population pratiquant encore peu la contraception. La crise a duré environ quatre ans, de 1958 à 1961, et elle a fait monter de façon tout aussi spectaculaire les indices de mortalité. Selon certains sinologues, elle a créé un « trou » d'environ 30 millions d'habitants. Elle fut suivie par un phénomène classique et passager de récupération, qui a porté l'indice de fécondité à son niveau le plus élevé : 7,5 naissances par femme en 1963. Puis survint la révolution culturelle, marquée par une baisse de l'indice à 5,3 en 1967. A partir de là est intervenue la chute la plus spectaculaire de fécondité qu'un pays ait connue, mais cette fois pour des raisons ni accidentelles ni induites par les événements ; elle était voulue par les autorités, qui décidèrent d'une politique démographique sévère et avaient les moyens de la faire appliquer.

Des prévisions révisées en hausse sensible

DANS ces conditions, faire des projections pour la Chine est hautement risqué. Au début des années 70, la population continentale était de 830 millions d'âmes, et les démographes pensaient qu'en 1990 le chiffre de 1,3 milliard serait atteint. En fait, en avril 1989, l'estimation tournait autour de 1,1 milliard seulement. Les dernières projections officielles donnent 1,25 milliard pour la fin du siècle, mais, en raison de la vive remontée de la fécondité, l'indice s'étant brusquement élevé de 2,03 en 1984 à 2,84 en 1987, les démographes chinois révisent en hausse leurs projections et tablent sur un chiffre voisin de 1,3 milliard.

Les deux pays les plus peuplés de la planète voient ainsi les prévisions les concernant révisées en hausse sensible. On peut penser que la variante « haute » des projections des Nations unies est plus plausible que la variante « moyenne ». Le taux d'accroissement est bien tombé de 2,6 % en 1970 à 1,1 % en 1984, mais pour reprendre rapidement de la hauteur et dépasser 1,4 % en 1987.

Les campagnes d'encouragement à la limitation des naissances avaient été lancées dès 1956-1958 et 1962-1966, mais ces efforts ont été interrompus par le Grand Bond en avant et la révolution culturelle. La première campagne a utilisé le slogan : *« Mariage tardif, long espacement entre les naissances et peu de naissances »*, et fut suivie par la politique de l'enfant unique. Au début, cette politique a consisté à donner des avantages sur le plan éducatif aux enfants nés dans ces conditions, et des bénéfices d'ordre économique aux couples, notamment en ce qui concernait le logement. Les familles les plus nombreuses, souvent aussi les plus nécessiteuses, étaient les dernières à bénéficier de l'aide publique. Après 1979, des pénalités furent appliquées aux couples récalcitrants, et un strict contrôle fut décidé, notamment sur les lieux de travail (distribution de la pilule dans les usines, repérage des femmes enceintes pour les exhorter à avorter, etc.). Le contrôle fut particulièrement sévère en milieu urbain. Cependant, au début des années 80, ces mesures coercitives furent assouplies, notamment en milieu rural pour les familles n'ayant eu qu'une naissance de sexe féminin, car l'avenir de leur exploitation devenait par trop compromis.

Il est certain que cette politique démographique a trouvé un terrain d'accueil favorable dans la philosophie confucianiste qui domine encore la société chinoise, comme elle prévaut en Corée, à Hongkong, à Singapour, au Vietnam. Une des clés du confucianisme est que *« la piété filiale est la base de la conduite sociale »* : le fils doit obéissance au père, le puîné au frère aîné, la femme au mari, le sujet à l'État, le travailleur au patron. Un système qui atteint l'harmonie à travers des relations de subordination de l'individu au groupe.

Quoi qu'il en soit, le taux de prévalence de la contraception a été estimé à 60 % en 1978 et est monté jusqu'à 77 % en 1987, résultat exceptionnel pour un pays encore aussi pauvre.

En fait, la baisse de la fécondité avait commencé en milieu urbain avant la campagne de limitation des naissances, et celle-ci n'a fait qu'accélérer celle-là. La naissance des enfants, particulièrement des garçons, a toujours joué un grand rôle en Chine pour la préservation du lignage. L'enfant avait une valeur économique comme dans tous les pays en voie de développement. Cette valeur s'est progressivement estompée pendant la période maoïste (1949-1976). L'investissement dans l'enfant s'est rapidement évanoui, d'autant que le développement de l'industrie lourde absorbant peu de travailleurs a créé un surplus de main-d'œuvre urbaine qui fut évacué par l'envoi aux champs de 10 % des jeunes citadins. De plus, l'enfant « assurance-vieillesse » a été dans une certaine mesure remplacé par des systèmes de pension. L'incitation au travail des femmes, enfin, a contribué à diminuer les motivations en faveur des naissances.

Les dirigeants chinois ont toujours dit que les campagnes de limitation des naissances devaient être considérées comme des mesures provisoires, et l'on peut penser que le moment est venu de laisser les facteurs économiques et sociaux prendre le relais.

Selon la Banque mondiale, Inde et Chine se retrouveraient à égalité avec 1,6 milliard d'habitants chacune vers 2050, soit, par rapport à 1985, un doublement pour l'Inde et une augmentation de 50 % pour la Chine. Les débits des naissances et des décès devraient alors s'équilibrer.

Développement, industrialisation ...et conséquences sur l'environnement

ON peut estimer que, dans leur grande majorité, les pays du tiers-monde se trouveraient dans la même situation. A cette date, 7,5 milliards sur les 9,5 milliards d'habitants que compterait la planète seraient sortis de la transition démographique, et qui dit fin de la transition dit aussi nécessairement développement, la baisse de la fécondité dépendant du progrès économique et social. Et, comme le développement ne s'est pas fait jusqu'à présent sans industrialisation, il est à craindre que les méfaits de celle-ci sur une population six fois supérieure à celle des pays actuellement industrialisés seront énormes si des mesures ne sont pas prises suffisamment à l'avance et de manière concertée. Le cas de Taïwan, parvenu au quatorzième rang dans le commerce international, donne un avant-goût de ce qui attend le monde si la question de l'environnement n'est pas traitée à l'échelle mondiale. En 1950, on comptait 6 000 usines dans l'île ; il y en a aujourd'hui 90 000. Au cours de l'été 1989, l'indice standard de pollution dans le centre industriel de Hsinchu atteignait 200 alors qu'aux plus mauvais jours il ne dépasse pas 100 à Los Angeles. Bangkok, Pékin et Manille rivalisent avec Taïpeh dans le domaine de la pollution. Partout en Asie, les mesures de sauvegarde de l'environnement ou bien n'existent pas, ou bien sont ignorées. Certes, la Chine offre le spectacle unique d'un grand pays de l'époque moderne encore peu industrialisé, à forte majorité rurale et à basse fécondité. Mais on peut penser que la situation sera bien différente au milieu du siècle prochain...

LÉON TABAH

Bibliographie

● André Armengaud, Jacques Dupâquier et Marcel Reinhard : *Histoire générale de la population mondiale*, Montchrestien, Paris, 1968.

Une somme sur nos connaissances de l'histoire des populations.

● Judith Bannister : *China's Changing Population*, Standford University Press, Standford, 1987.

Un ouvrage de référence sur le pays le plus peuplé du monde.

● Rodolfo Bulatao et Ronald Lee : *Determinant of Fertility in Developing Countries*, Academic Press, New-York, Londres, 1983.

La revue la plus complète des facteurs et des théories de la baisse de la fécondité dans le contexte des pays en développement.

● Jean-Claude Chesnais : *la Transition démographique*, INED, PUF, Paris, 1969. (Travaux et Documents, cahier nº 113.)

Théories et réalités de la transition démographique en Europe et dans le monde.

● Ansley Coale et S. Watkins : *The Decline of Fertility in Europe*, Princeton University Press, Princeton, 1986.

L'étude la plus fouillée de l'histoire et de la géographie de la baisse de la fécondité en Europe.

● Louis Henry : *Démographie : analyse et modèles*, Editions de l'INED, Paris, 1984.

Le principal ouvrage du fondateur de l'école française de démographie.

● Adolphe Landry : *la Révolution démographique : études et essais sur les problèmes de population*, Sirey, Paris, 1934. (Réédition : INED, 1982.)

L'ouvrage de référence du père de la théorie de la transition démographique.

● Henri Leridon, Yves Charbit, Philippe Collomb, Jean-Paul Sardon et Laurent Toulemon : *la Seconde Révolution contraceptive*, INED, PUF, 1987. (*Travaux et Documents*, cahier nº 117.)

En quoi la baisse récente de la fécondité en Europe dépend de la dissémination des techniques modernes de contraception.

● Thérèse Locoh : *Fécondité et famille en Afrique de l'Ouest*, INED, PUF, 1984. (*Travaux et Documents*, cahier nº 107.)

Pourquoi la fécondité n'a pas encore diminué en Afrique.

● Nations unies : *World Population Prospects 1988*, New-York, 1988.

La dernière version des projections de population mondiale des Nations unies.

● Jean-Marie Poursin : *l'Homme stable*, Gallimard, Paris, 1989.

Une réflexion sur les perspectives de stabilisation de la population et leurs conséquences.

● Alfred Sauvy : *Théorie générale de la population*. Volume I : *Economie et croissance*. Volume II : *la Vie des populations*, PUF, 1963, 1966.

Les fondements théoriques de la pensée d'Alfred Sauvy.

● Jacques Vallin : *la Population mondiale*, La Découverte, Paris, 1989.

Les enjeux de la situation démographique et de ses liens avec le développement.

DÉMOGRAPHIE, DÉVELOPPEMENT, DÉMOCRATIE... ET IMMIGRATIONS

Les privilèges et le vertige

(Suite de la page 15.)

Le terrain est ainsi préparé pour faire fleurir un racisme que des personnages sans scrupules ne manquent pas d'exploiter. D'autres l'entretiennent inconsciemment par leurs vains discours de dénonciation. Car la xénophobie ne peut être efficacement combattue par l'antiracisme traditionnel, qui a certes le mérite de prôner des attitudes individuelles et sociales d'ouverture et de dialogue, mais n'ose pas s'attaquer aux causes économiques du phénomène, aux « lois du marché » qui ruinent les tiers-mondes et structurent les ghettos du Nord.

Les « lois du marché » ne fonctionnent pas uniquement dans la société d'accueil. Elles jouent à plein rendement dans les pays d'origine des migrants, où se combinent les multiples causes de départ vers les terres promises d'Europe et d'Amérique : chômage et sous-emploi, misère sans espoir, famines et conflits locaux, tracasseries policières et violences de régimes corrompus, services d'enseignement et de santé mis à l'abandon au nom des « plans d'ajustement structurel » du Fonds monétaire international.

LE néolibéralisme économique veut intensifier, entre le Sud et le Nord, la libre circulation des marchandises et des capitaux, bien entendu à des conditions qui lui sont fort avantageuses ; il ne souhaite pas la libre circulation des personnes, qui corromprait l'identité nationale. Ainsi peuvent entrer le café et le cacao ivoiriens ou les phosphates du Maroc et de Tunisie, pourvu que les pays producteurs n'en déterminent pas les cours, en baisse constante. Mais ne peuvent entrer librement ni les paysans ivoiriens ni les Maghrébins. Bon accueil aux produits de base sous-payés et aux fonds « privés » prélevés sans vergogne sur le Trésor public, rejet des personnes appauvries par la chute des cours et par la corruption de gouvernements que soutient l'ancienne métropole (4).

Les néolibéraux veulent réglementer l'immigration. Avec de forts moyens policiers, ils ne la restreindront que dans une faible mesure. Ils ne parviendront pas à la freiner vraiment, et encore moins à la tarir, aussi longtemps que leur système économique, à quoi se résume toute leur pensée, saignera à blanc les pays d'origine des migrants.

Avec un revenu annuel de 1 700 dollars (un peu plus de 10 000 francs) par habitant, l'Amérique latine est la région la plus « riche » du monde sous-développé. Telle est du moins la moyenne statistique. Mais la richesse est fort inégalement répartie, entre pays (neuf d'entre eux se situent au-dessous de 1 000 dollars) comme à l'intérieur de chaque pays.

Au Brésil par exemple, l'écart entre les revenus moyens par tête est de 1, dans l'Etat de Paraiba, à 8, dans le district fédéral de Brasilia. Sur l'ensemble du continent, des fortunes fabuleuses, à rendre jaloux les PDG européens les mieux rétribués. Mais aussi des misères à faire frémir les Européens les plus pauvres. Au Pérou, la moitié de la population vit avec 700 francs environ *par an*... En Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa-Rica, en Equateur, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Pérou, au Venezuela, un cinquième de la population ne perçoit que moins de 4 % du revenu national (5). Certains sont trop éloignés pour aller grossir le flux des migrants vers les eldorados du Nord.

Faible croissance économique (0,7 % en 1989) et forte progression démographique : en Amérique latine, le produit intérieur brut par tête a baissé de 1,1 % l'an dernier et de 8 % en dix ans. Faut-il le préciser ? Les riches n'en ont pas souffert, car partout dans le monde les revenus du capital se portent beaucoup mieux que les salaires. Nul ne s'en étonnera : la dette extérieure du sous-continent s'est accrue de 1,5 % en 1989. On s'en moque : que les banquiers et le FMI se débrouillent... Ce qui compte, c'est que, l'an dernier, le transfert net de ressources de l'Amérique latine vers les pays industrialisés a atteint 27 700 millions de dollars (6), soit environ 170 milliards de francs.

Une conclusion s'impose : il faut accepter et même encourager l'arrivée de ces capitaux, grâce auxquels nos pays sont plus riches et, croient les naïfs, nos pauvres moins pauvres ; il faut aussi fermer la porte aux travailleurs qui ont produit cette richesse, si leur venait l'idée saugrenue de suivre les flux financiers internationaux.

Ce qui est vrai pour l'Amérique latine l'est aussi pour les autres régions sous-développées de la planète. Dans les quarante-deux pays les plus pauvres, la progression démographique dépasse la croissance économique, les recettes d'exportation baissent, et en 1989 les termes de l'échange se sont détériorés de 2,6 % (7). Pourquoi les populations s'obstineraient-elles à rester sur place, où toute perspective de progrès leur est refusée ? Mais refusée par qui ? Par M. Jean-Marie Le Pen, ou par M. Alain Juppé, ou par l'auteur d'un crime raciste ? Certes pas. Mais bien par les gouvernements, par les organismes internationaux (FMI, Banque mondiale), par les banques ou firmes multinationales qui tirent profit de ce pillage méthodique. Aucun paysan des tiers-mondes n'en comprend les mécanismes sophistiqués, tous en paient le prix, en souffrent dans la vie quotidienne de leurs familles.

Aucun barrage policier n'endiguera les flux migratoires. Seul le développement économique de leur pays dissuadera les candidats à l'émigration, les retiendra chez eux, leur ôtera toute envie de fuir.

Mais ce développement est impossible dans les pays soumis au jeu sans loi des grands prédateurs internationaux et de potentats locaux, tous plus préoccupés de leur propre enrichissement que du bien-être de leurs peuples. Pas de développement équilibré sans participation démocratique de toutes les couches sociales, sans partage équitable des fruits, si maigres soient-ils, de l'effort collectif.

En Afrique, où gronde le mécontentement populaire, ce ne sont pas les paysans ou les habitants des bidonvilles qui creusent le déficit commercial, déséquilibrent le budget de l'Etat, expatrient les capitaux. Les régimes fondés sur un parti unique pouvaient à la rigueur se concevoir au lendemain de la décolonisation. Trente ans ont passé, délai largement suffisant pour apprécier leur bilan désastreux. Mais ils ne sont pas seuls coupables. Etats ou grandes firmes, leurs tuteurs occidentaux les ont encouragés dans cette voie. Pour qu'il y ait corruption, il faut être deux. Pour maintenir au pouvoir des prévaricateurs avérés, la France n'a pas hésité à intervenir militairement.

IL faut le rappeler : la population mondiale, qui a doublé depuis 1950, va encore doubler, inéluctablement. Tensions, conflits et migrations ne peuvent que s'amplifier. De toute évidence, l'actuel système économique planétaire est impuissant à corriger les déséquilibres démographiques et économiques : s'il n'est pas seul à les créer, il les aggrave.

Au nom de visées économiques à court terme, et au nom de l'anticommunisme, l'Occident a longtemps soutenu des pouvoirs autoritaires qui, d'une poigne de fer, maintenaient l'ordre social indispensable à la prospérité de certaines affaires... Pour les mêmes raisons, il hésite maintenant à changer de cap, bien que lui ait été retiré l'alibi de l'anticommunisme. Son affairisme lui déconseille d'accorder la priorité à l'expansion de régimes démocratiques, qui sont pourtant les plus aptes à favoriser le développement économique et social, doublement indispensable : pour répondre demain aux besoins de 10 milliards d'êtres humains, pour infléchir vers le bas les taux de natalité dans les régions sous-développées.

Gouverner, dit-on, c'est prévoir... Mais les plus sérieuses prévisions démographiques sont depuis longtemps déjà à la disposition des gouvernements. Quelles solutions préconisent-ils ? Devant ce vide de la pensée, tout comme devant le doublement de la population mondiale, quel vertige ! Les privilèges du monde prospère n'y survivront que par miracle.

CLAUDE JULIEN.

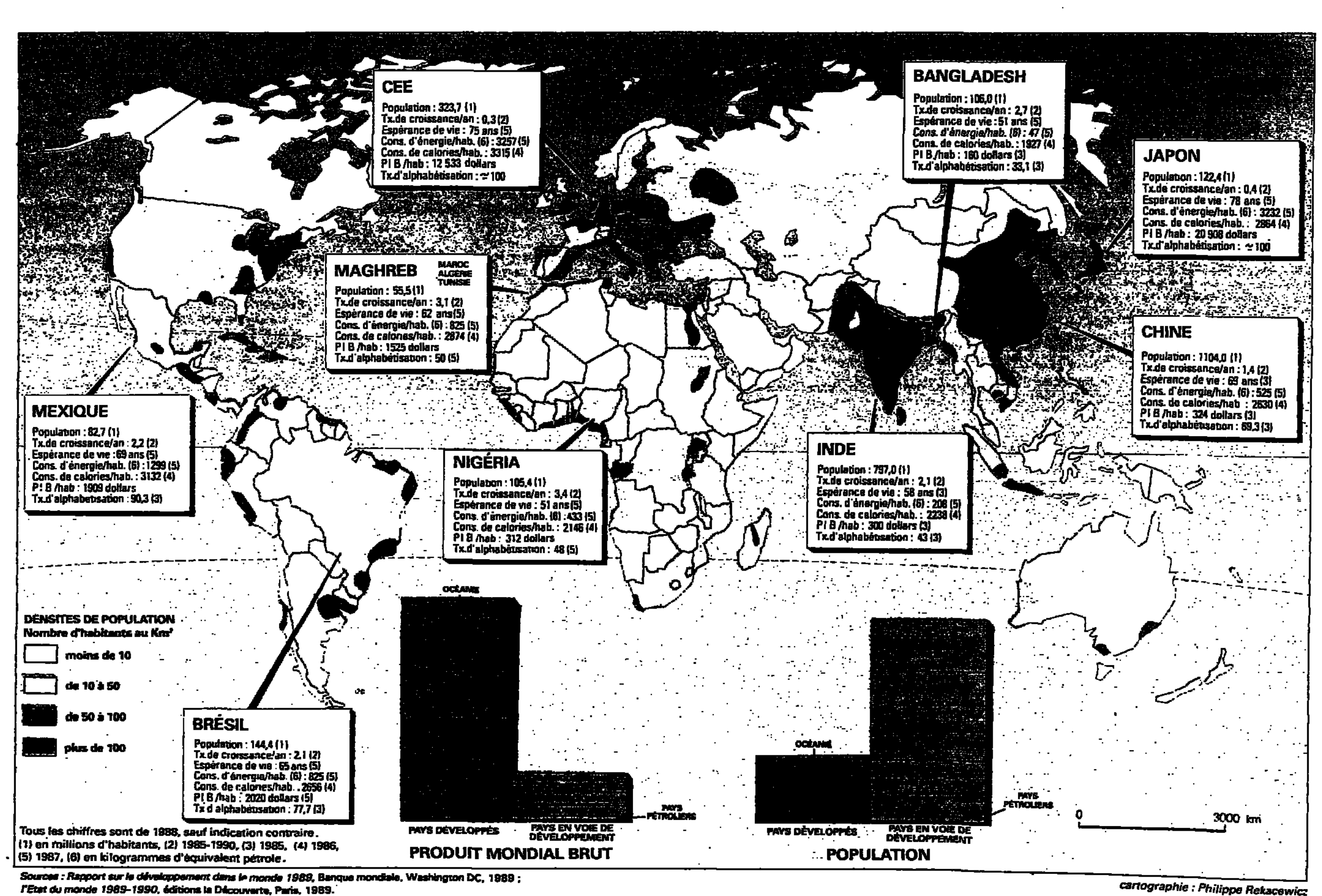
(4) Voir Achille Mbembé, « L'Afrique noire va imploser », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(5) *Fonds monétaire international et Banque mondiale, Finances et développement*, mars 1990, pages 17 et 18.

(6) *Financial Times*, 2 avril 1990.

(7) *Financial Times*, 14 février 1990.

LES DÉSÉQUILIBRES DU PEUPLEMENT ET DE LA RICHESSE



Sources : Rapport sur le développement dans le monde 1989, Banque mondiale, Washington DC, 1989 ; *l'Etat du monde 1989-1990*, éditions la Découverte, Paris, 1989.

cartographie : Philippe Rekacewicz

هكذا من الأصل

BANQUEROUTE DE L'ENVIRONNEMENT

L'Afrique noire est-elle perdue ?

INSÉRÉE dans un système mondial qui ne lui est guère favorable, l'Afrique noire est trop souvent laissée à l'abandon. Mais, en attendant d'éventuelles modifications de l'ordre dominant, elle doit, dans la mesure du possible, se prendre elle-même en charge, alors que son environnement se dégrade à une vitesse vertigineuse, comme croît à un rythme sans précédent sa population. Les mouvements démocratiques qui se font jour sauront-ils intégrer ces problèmes essentiels dans leur programme ?

Par RENÉ DUMONT *

J'ai souvent dit l'Afrique noire « *mal dotée par la nature* » (1). D'abord par ses climats. La plus grande part du continent, du sud du Sahara à l'Afrique orientale et méridionale, est soumise à un climat semi-aride où l'irrégularité des pluies accentue le degré d'aridité. En zone équatoriale, en revanche, l'excès de pluies lessive les sols cultivés, favorise les maladies cryptogamiques, la mouche tsé-tsé y interdit l'élevage bovin, donc l'énergie animale.

L'effet de serre, par le réchauffement global résultant de nos abus de combustibles fossiles, est en train de dégrader encore les climats : il accentue sécheresses et tornades, tout autant que l'irrégularité des précipitations. Voici l'Ethiopie plus menacée encore par le déficit de ses récoltes en 1989 que par celui de 1984. Et les érosions, qui furent si violentes en 1978, décapent les sols et y accentuent les dégâts des manques de pluies.

Si l'Asie dispose de 133 millions d'hectares irrigués, on n'en compte que 8 millions en Afrique, dont la moitié se situent de l'Egypte au Soudan, ce qui limite les possibilités de la révolution verte. D'autant plus que le paysannat d'Afrique tropicale n'a nulle expérience de la « conduite de l'eau », qui ne s'acquiert pas rapidement.

La grande majorité des sols sont pauvres ou très pauvres. En bien des terres sableuses, comme les « Dior » de Louga, au Sénégal, à faible teneur en argile, la fertilité est d'abord reliée au taux d'humus, que le système agraire traditionnel maintenait par la longue jachère, dont on enfouissait ensuite la végétation naturelle qui s'y était développée. Mais la population ayant rapidement augmenté, le recul ou même la disparition de la jachère, sans apport de fumiers, de composts ou d'engrais verts, a « démoli » ces sols. Cette carence en humus a facilité les érosions : par les pluies qui, même déficientes, peuvent être très violentes et ravinent les sols cultivés, dès que la pente approche de 1 %, puis par les vents, qui achèvent les dégradations en enlevant les éléments les plus fins des sols. Depuis un demi-siècle, les vents de sable sont de plus en plus intenses et prolongés, et s'avancent plus loin, en zones dites humides, jusqu'à la côte... Llyod Timberlake proclamait la banqueroute de l'environnement (2), et nous venons d'en décrire les effets en terres labourées. Un nombre plus élevé d'hommes labourent davantage, car on n'a guère les moyens d'accroître les rendements. On cultive donc les terres marginales, plus vulnérables, plus arides ; ce qui démolit le couvert végétal de zones jusque-là réservées à l'élevage. Les pasteurs plus nombreux veulent entretenir, pour arriver à vivre, plus d'animaux. En l'absence de progrès fourragers, ces animaux épuisent les pacages herbacés, puis détruisent progressivement les arbustes fourragers, coupés branche après branche, quand manquent les autres ressources.

Partout, les forêts reculent

DÈS que le sol est ainsi mis à nu, il s'appelle le désert, qui ne cesse de s'étendre, un peu partout. A la conférence mondiale sur ce problème à Nairobi, en 1977, les pays riches furent invités à financer les mesures susceptibles d'arrêter cette destruction du patrimoine de l'humanité ; ils ont refusé. Chaque année, 6 millions d'hectares sont ainsi perdus, ce qui coûte dix à vingt fois plus cher que la prévention (estimée à 2,5 milliards de dollars par an, soit 2 pour 1 000 du budget de la mort, des dépenses militaires).

Le recul des forêts tropicales était estimé à 11 millions d'hectares par an, mais ce chiffre a doublé en 1987-1988. De la Casamance au Zaïre, la forêt côtière d'Afrique occidentale, la « toujours verte », a perdu depuis 1950 plus de la moitié de sa surface. En Côte-d'Ivoire, on est descendu de 15 à peut-être 3 millions d'hectares de forêts, en partie dégradés, « mités » par des îlots de plantations et de cultures annuelles. Ce recul contribue, avec l'effet de serre, à la diminution des pluies, tant sur cette forêt côtière qu'au Sahel surtout : souvent 20 % à 25 % de moins, depuis 1968.

Il reste cependant une série de potentialités agricoles importantes. Autour des grands volcans du Cameroun-Nigéria et plus encore d'Afrique orientale, on trouve des sols très fertiles et largement arrosés. Les alluvions modernes des vallées (sans valoir les limons du Nil) peuvent donner beaucoup, surtout grâce à l'irrigation. Dans toutes les zones forestières, si on sait les exploiter en ménageant l'humus, des rendements élevés peuvent être maintenus durablement. Si on sait, mais surtout si on peut : ce qui met en cause les politiques agricoles.

L'énergie animale, née en Asie, est passée en Europe puis aux Amériques ; mais elle n'a guère pénétré l'Afrique tropicale. Les étrangers qui l'ont abordée, soit par le Sahara, soit par la mer de l'Est et de l'Ouest, y sont venus principalement pour conquérir ou commercer. Aucun d'eux n'a songé à apporter ni l'araire ni surtout la roue – donc la charrette, la brouette – et même plus tard le vélo. Car l'agriculture était confiée aux esclaves, et en tant que telle elle demeure aujourd'hui encore méprisée. D'autant plus qu'elle reste largement, surtout pour les vivres, entre les mains des femmes, qui sont surchargées, écrasées : par les travaux des champs et plus encore par tous les portages, sur la tête ou à la hotte, sans l'aide de la roue. Ces quasi-esclaves font encore, trente ans après les indépendances, un travail de bêtes de somme.

Cette situation bloque tous les progrès agricoles, freine les possibilités d'intensification. Quand la jachère a été abandonnée en Europe, elle a été remplacée par les cultures fourragères, qui ont permis d'accroître le bétail, donc l'énergie – et le fumier, source d'humus. Comment réaliser une telle révolution agricole, base de tous les progrès, dans des villages dépourvus d'outils de transport ? En France, j'ai réussi à déverser 30 tonnnes de fumier à l'hectare, avec des tombereaux portant 2 tonnes, tirés par deux chevaux de trait. En Afrique, par charge de 30 kilos sur la tête des femmes, cela nécessiterait un millier de voyages ; donc 6 000 kilomètres à pied si le champ est distant de 3 kilomètres !

Les métropoles voulaient obtenir de leurs colonies des produits tropicaux. Paris a poussé et protégé l'arachide au Sénégal, en fournissant aux paysans des brisures de riz d'Indochine à très bon marché : ayant moins besoin de mil, ils ont fait plus de cacahuètes. Aussi Dakar ne mange-t-elle plus guère que du riz – et du pain. A l'indépendance, les nouveaux pouvoirs ont aussi voulu des devises, d'abord pour profiter des délices de la société de consommation : belles voitures et autres somptuosités ; cela a bloqué tant de ressources que le « développement » est resté en panne (3). Ces privilégiés abusifs ont donc favorisé les cultures d'exportation.

De 1958 à 1978, café et cacao se sont bien ou fort bien vendus ; mais les Caisses de stabilisation (on devrait dire les caisses d'exploitation des paysans) ont détourné les surplus, qui ont enrichi les pouvoirs et permis toutes leurs fantaisies. De sorte que les paysans, eux, n'ont eu les moyens ni d'intensifier leur production, ni de protéger les sols, ni de développer les cultures vivrières. Quand, en 1977, les cours de ces denrées se sont effondrés, le « miracle ivoirien », que l'on situe de 1964 à 1977 (un peu comme le « miracle brésilien »), a vite tourné au désastre ; on peut se demander s'il ne va pas aboutir au chaos.

Si ces cultures ne suffiront jamais à soutenir un vrai développement, l'effondrement de leurs cours n'est pourtant pas une évolution « naturelle ». Dès 1980, chacun savait le cacao surabondant avec les producteurs traditionnels (Côte-d'Ivoire et Brésil en tête). La Banque mondiale (20 000 experts, paraît-il « les plus qualifiés ») n'en a pas moins financé de grandes plantations de cacao en Indonésie et en Malaisie, pays qui produisent, en 1989, 200 000 tonnes de cacao (qu'on peut appeler excédentaire) avec de meilleurs rendements et à un moindre coût qu'en Afrique.

Je le reprochais à M. Lindel-Mills, de la Banque mondiale, en octobre 1989. Il m'a répondu : « *Mais nous voulons du cacao à bon marché.* » Qui « nous » ? Les riches, évidemment. Et pourtant, le cacao ne représente que 10 % du prix du chocolat. Une légère augmentation de son prix permettrait de meilleurs prix à la production. Il faudrait un accord général dont on a beaucoup parlé depuis vingt-cinq ans ; si l'on a échoué, c'est à cause du blocage des riches : Etats-Unis, Suisse et République fédérale d'Allemagne en tête.

Coton et arachide rapportent peu : on les a donc laissés au paysannat africain. Le cultivateur de coton reçoit des semences hautement sélectionnées, des conseils techniques bien adaptés, des engrais et pesticides à crédit, etc. Et il est assuré du bon écoulement de toute sa production. Rien de tel pour les céréales, d'abord parce que, sur des surfaces bien plus importantes, cela coûterait plus cher. Si la France, de 1942 à 1946, a créé de remarquables instituts d'études pour les cultures de rente (oléagineux, textiles, café-cacao, fruits tropicaux, caoutchouc), elle a attendu 1960 pour en établir un, en charge des cultures vivrières. Ce retard n'a pu être rattrapé.

Qui produit mil et sorgho, ou encore igname, manioc, taro et banane plantain (à cuire), largement autoconsommés et qui n'apportent guère d'argent à la maison, ne reçoit aucun des avantages réservés aux « cotonniers ». Les villes qui ont le pouvoir veulent des aliments à bon marché et les obtiennent à des prix ruineux pour les cultivateurs.

En 1984, année sèche, bien des paysans du Sahel ont dû emprunter des grains pour survivre. En 1985, il a plu, la récolte a été bonne ; ils espéraient pouvoir rembourser. Mais voici que l'aide alimentaire, qui avait manqué l'année précédente, s'est prolongée en 1985 et a contribué à l'effondrement des prix.

L'autosuffisance alimentaire est proclamée objectif prioritaire de tous les gouvernements depuis 1980 (plan de Lagos) et l'on ne cesse de s'en éloigner. Certes, il existe une série d'obstacles au développement. Nous critiquons l'ordre économique dominant. Mais, comme il risque fort de dominer longtemps encore, nous sommes obligés de conseiller à nos amis africains d'en tenir grand compte. Ils ont un peu plus de possibilités d'agir sur les contraintes locales, celles de leurs « pouvoirs abusifs », dont nous dénonçons aussi les tyrannies et les gaspillages – sur lesquels la coopération française ferme trop facilement les yeux, sinon même les protège (4). Depuis le début de février au Niger, puis au Bénin, en Côte-d'Ivoire et au Gabon, les jeunes se révoltent *(lire l'article d'Achille Mbembé, « L'Afrique noire va imploser » dans* le Monde diplomatique *d'avril 1990)*. Ils n'ont pas craint de crier : « *Houphouët voleur !* » en plein Abidjan. On se bat pour le multipartisme du Bénin au Gabon, mais bien des libertés restent compromises.

Tout cela bien souligné, le véritable drame que vit l'Afrique noire, en cette fin de siècle, reste dominé par le facteur démographique, que trop d'Africains refusent de regarder en face, ce qui va bientôt leur coûter cher. La partie tropicale de l'Afrique (excluant le Maghreb, l'Egypte et l'Afrique du Sud) comptait une centaine de millions d'habitants vers 1900. Sa population, a été multipliée par cinq en quatre-vingt-dix ans, un taux sans précédent dans l'histoire de l'humanité : la voici portée à 500 millions *(lire le dossier sur la démographie, pages 15 à 22)*.



Alain Pinoges – CIRIC

RIZIÈRE IRRIGUÉE AU SÉNÉGAL
Le contrôle de l'eau, ce difficile apprentissage

Attention à l'explosion démographique

BIEN plus grave encore, au taux actuel de croissance – 3,3 % l'an, – la population doublerait en vingt et un ou vingt-deux ans. Soit autant d'habitants en moins d'une génération que ceux qui ont existé jusqu'à ce jour en des centaines de milliers d'années. Toujours plus grave, ce taux de 3,3 % est en train d'augmenter dans certains pays : le Kenya approche les 4 % ! Si, enfin, ce rythme se prolongeait au-delà de l'an 2012, un nouveau doublement porterait la population à 2 milliards (soit l'équivalent de la population mondiale de 1930), un gain double de celui des vingt-deux années précédentes, et quatre fois plus en prolongeant sur quarante-quatre ans ; nous serions alors en plein délire, en pleine misère ! N'oublions pas que toute action volontariste sur la démographie demande dix à quinze ans avant de commencer à porter des fruits notables.

Si l'on me répond, comme certains de mes auditeurs (5), que l'Afrique est sous-peuplée, ou encore que les Pays-Bas ont une densité de population très supérieure, etc., on oublie d'abord de tenir compte de tout ce que représente le développement. Et surtout, l'expérience des trente années d'indépendance nous a bien montré les limites, qui n'ont pu être dépassées, de la vitesse de progrès de la production agricole et alimentaire. Elle a atteint bien rarement plus de 2 % l'an sur une longue période ; et le plus souvent moins, même si l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) conseillait 4 %, sinon 6 %, l'an. Un quart des Africains, nous dit la Banque mondiale, « *se trouvent en état d'insécurité alimentaire chronique* (6) », disons plus simplement qu'ils ne cessent d'avoir faim.

Pour rendre acceptable un tel rythme d'accroissement de population, et aussi pour supprimer les carences, il faudrait bien plus que doubler la production agricole en vingt-deux ans.

J'ai rappelé dans ces colonnes (7) que la sécurité alimentaire mondiale ne pouvait être assurée durablement que si l'on arrivait à freiner, vite et fort, à la fois nos abus de combustibles fossiles responsables de l'effet de serre et l'explosion démographique. Elle est, en Afrique, plus redoutable qu'ailleurs, car elle y est plus rapide, là où les potentialités sont les moindres.

De plus, on ne pourra jamais faire suivre (à la cadence qui s'imposerait, si le rythme se prolongeait) les ressources consacrées à l'éducation et à la santé,qui sont en pleine débandade (du fait aussi de l'ajustement structurel). Et comment arriver, dans une économie en totale faillite, à créer les centaines de millions d'emplois qui s'imposeraient ? Verrons-nous la moitié de la population du tiers-monde vivre dans des bidonvilles de chômeurs (8) ?

Les jeunes nous ont dit leurs aspirations à la démocratie. Ils ont réagi très vivement à la condamnation, par M. Chirac, du multipartisme, qu'il considère comme un luxe dans les pays peu développés. D'autant plus qu'il a cité la Côte-d'Ivoire comme exemple de démocratie ! Il s'est pourtant rendu à Yamoussoukro... pseudo-capitale pharaonique : 1 milliard de dollars gaspillés, dont 200 millions pour une basilique qui compte trois mille prie-Dieu « *à climatisation individuelle* »... Comment s'approcher de cette aspiration démocratique si, du fait de la démographie, la misère ne cessait de s'accroître ?

Certes, il reste des espoirs. Nous avons rencontré de nombreux agronomes, techniciens, chercheurs, qui font de l'excellent travail en Afrique. Nous savons ce que de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) réalisent sur le terrain (9). Nous leur avons cependant – encore cette année – reproché de ne pas tenir suffisamment compte (et parfois même de nier) le drame démographique.

Faisons le total de ces beaux travaux, et mettons en face la dégradation de l'environnement, l'effet de serre et surtout la démographie incontrôlée : l'évolution récente nous prouve, hélas, que ces actions positives ne font pas le poids. Aussi, quand le pape Jean-Paul II, encore en février 1990, de Bamako à N'Djamena, condamne le contrôle des naissances, il prouve qu'il n'a pas idée de la gravité de la situation. C'est consternant. De son côté, la coopération française n'a presque rien fait pour avertir les Africains, et bien des responsables m'ont reproché mon attitude, qu'ils disent malthusienne.

Il est de bon ton de dire que l'Afrique est en faillite (10) ou encore qu'elle est en perdition, et je l'ai moi-même écrit (11). Après cette récente tournée à travers le continent, j'estime que le Nord n'a pas le droit d'abandonner une population que la politique des pays riches – France incluse – a souvent contribué à mettre en faillite. Le salut ne peut venir que de tous – mais d'abord des Africains eux-mêmes : il faut, pour cela, cesser de les flatter...

* Auteur, entre autres, de : *L'Afrique noire est mal partie* (Le Seuil, 1962), *le Mal-développement en Amérique latine* (Le Seuil, 1983) et *Un monde intolérable* (Le Seuil, 1989).

(1) *Cf. Pour l'Afrique, j'accuse* (avec la collaboration de Charlotte Paquet), Plon, « Terre humaine », 1988.

(2) Lloyd Timberlake, *l'Afrique en crise. La Banqueroute de l'environnement*, L'Harmattan, Paris, 1985.

(3) Lire Achille Mbembé, « L'Afrique noire va imploser », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(4) Pierre Péan, *l'Argent noir*, Fayard, Paris, 1988.

(5) Du 20 janvier au 8 mars 1990, dans une série de dix-sept conférences (organisées dans sept pays d'Afrique occidentale par l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE), nous avons pu parler à plus de vingt mille auditeurs, surtout de jeunes Africains passionnés par les événements récents (chez eux et en Europe de l'Est), fort inquiets de leur avenir, qu'ils craignent du fait du chômage et de la répression... Ils voulaient en discuter avec celui en qui ils reconnaissent d'abord, vingt-huit ans après, l'auteur de *L'Afrique noire est mal partie* (1962).

(6) *L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable*, Washington, 1989.

(7) *Le Monde diplomatique*, mars 1989.

(8) Lire Bernard Granottier, *la Planète des bidonvilles*, Le Seuil, Paris, 1980.

(9) Pierre Pradervand, *l'Afrique en marche*, Plon, Paris, 1989.

(10) Olivier Postel-Vinay, *Dynasteurs*, Paris, décembre 1989.

(11) René Dumont, avec la collaboration de Charlotte Paquet, *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Le Seuil, 1989.

NATIONALISME, POPULISME ET MAINTIEN

Zimbabwe, dix ans

Dans son discours prononcé le 17 avril dernier devant le Parlement sud-africain, le président Frederik De Klerk a rejeté la règle de la majorité et prôné le partage du pouvoir. Les négociations entre le gouvernement de Pretoria et l'ANC s'annoncent longues et délicates (1). Au-delà des aspects politiques et constitutionnels, de nombreuses questions demeurent en suspens, dont celle de la répartition des richesses et des aspirations sociales des travailleurs noirs. Or l'évolution en Afrique australe a provoqué une révision radicale du projet socialiste défendu par les mouvements de libération au cours des années 60 et 70. La SWAPO, qui a accédé au pouvoir en Namibie en mars dernier, s'est ralliée à un projet d'économie mixte (2). Les négociations qui vont s'ouvrir entre le gouvernement angolais et l'UNITA déboucheront sans doute aussi sur une forme d'économie mixte appuyée par la Banque mondiale et les Etats-Unis. Les pourparlers au Mozambique entre les autorités de Maputo et les rebelles de la RENAMO coïncident avec la *« normalisation »* décidée par le dernier congrès du FRELIMO : encouragements aux investissements étrangers, application d'un plan d'ajustement structurel similaire à ceux qu'imposent dans la majorité des pays africains la Banque mondiale et le FMI. Dans ce contexte, l'expérience de dix ans d'indépendance au Zimbabwe a suscité un regain d'intérêt et de nombreuses délégations de la SWAPO ou du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud se sont récemment succédé à Hararé.

Par JOHN STEWART *

TENUES à la fin du mois de mars 1990, pour la troisième fois, les élections générales du Zimbabwe ont été celles de la continuité. Au pouvoir depuis l'indépendance, le parti de M. Robert Mugabe, la ZANU (PF) – qui a fusionné en décembre dernier avec son allié-concurrent, la ZAPU de M. Joseph Nkomo – a remporté une victoire facile aussi bien au scrutin présidentiel – pour la première fois au suffrage universel – qu'aux élections à la nouvelle Chambre unique – pour la première fois sur une base non raciale. A l'issue d'une campagne troublée par des intimidations et des violences, et durant laquelle le parti au pouvoir bénéficiait du contrôle de l'essentiel des médias, l'opposition n'a réussi à conquérir qu'une poignée de sièges. Toutefois, la faible participation des citoyens (environ 55 %) a illustré les désillusions d'une partie de la population que risque encore de renforcer l'hégémonie de la ZANU au Parlement, les pressions exercées après le scrutin contre les personnes ayant soutenu l'opposition, ainsi que la volonté de M. Mugabe d'instaurer un système de parti unique.

* *Universitaire à Hararé.*

Lors de la proclamation de l'indépendance, en 1980, le Zimbabwe s'était engagé sur une voie différente de celle de ses voisins, l'Angola et le Mozambique. Le président Samora Machel avait alors conseillé à son ami Mugabe de rassurer les Blancs pour éviter les départs massifs, si catastrophiques pour les anciennes colonies portugaises. Les difficultés à se réinstaller ailleurs et le discours très amical prononcé par M. Mugabe à la suite de sa victoire électorale de 1980 ont encouragé de nombreux Blancs à rester et à voir venir : l'émigration s'est poursuivie durant les années 80 mais environ 40 % des 250 000 Blancs présents avant 1977 vivent encore dans ce pays et conservent les privilèges économiques et sociaux auxquels ils sont habitués. L'association de deux dirigeants de la communauté blanche au gouvernement, dont M. David Smith, l'ancien adjoint de Ian Smith à la tête du Front rhodésien conservateur, a aussi contribué à créer un climat d'entente.

Les années 1980-1982 furent celles de l'euphorie. L'intégration des guérilleros de la ZANU et de la ZAPU et des militaires rhodésiens dans une seule force nationale – symbole de la réconciliation – s'est opérée sans difficultés. La croissance économique a oscillé entre 10 % et 15 %, grâce à de bonnes récoltes et à l'utilisation de toutes les capacités industrielles, rendue possible par le retour à la paix. Le projet « socialiste » de la ZANU est demeuré flou et l'absence d'un mouvement de masse organisé a empêché qu'aucun défi sérieux ne soit lancé contre la domination du capital privé, surtout sud-africain et local, mais aussi britannique (3).

Pour l'essentiel, la ZANU et la ZAPU étaient des partis nationalistes et leur fusion récente a été perçue comme un pas vers la consolidation de l'unité nationale. La prise de contrôle des rouages de l'Etat et l'accession de nationaux aux leviers de commande de l'économie les a plus préoccupées que le changement des structures ou des rapports de production.

La politique régionale a été dictée par les mêmes impératifs et les liens économiques avec l'Afrique du Sud ont été maintenus. L'intervention armée au Mozambique contre la RENAMO a eu pour objectif de maintenir ouvert l'accès au port de Beira, principal débouché des exportations du Zimbabwe. Elle a cependant contribué à alourdir les dépenses de l'Etat.



JOHN TAKAWIRA (1989)
« Sculptures contemporaines du Zimbabwe », Musée des arts africains et océaniens, Paris (6 juin - 30 juillet)

La « faim de la terre »

EN 1990, le Zimbabwe est un pays relativement prospère, avec des services efficaces, des infrastructures entretenues, et un revenu d'environ 600 dollars par habitant, ce qui le place dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Un quart du produit intérieur brut provient du secteur industriel, très développé par rapport au reste de l'Afrique noire. Les produits manufacturiers représentent 17 % du total des exportations, contre 43 % pour les métaux et les combustibles – or, nickel, fer, et 40 % pour l'agriculture – tabac, coton. La dette extérieure est de 2,75 milliards de dollars et son service absorbe en 1989 environ 20 % des exportations, ce qui est relativement faible.

Cette situation favorable s'explique en partie par l'héritage de la colonisation. Durant les années 50, de nombreux capitaux ont été investis dans l'industrie lourde et légère – complexe du fer et de l'acier de Redcliff, usines autour du centre de chemin de fer de Bulawayo. Après la déclaration unilatérale d'indépendance par Ian Smith en 1965, l'État, hautement interventionniste, a développé les industries locales pour faire face au blocus économique. L'ingéniosité technique, la violation des sanctions par des sociétés comme Shell et Renault et une coûteuse aide sud-africaine ont permis de maintenir le pays à flot.

A l'indépendance, le principal problème du Zimbabwe était celui de la terre. Datant des années 30, une loi (Land Apportionment Act) avait attribué 45 % de la superficie du pays à l'agriculture commerciale blanche, et, dans les années 70, ces terres, les meilleures et les plus arrosées, appartenaient à 6 000 fermiers ; 45 % des terres les moins bonnes étaient occupées par 600 000 exploitations de subsistance noires, 10 % étant réservées aux parcs nationaux.

(1) Lire Antoine Bouillon, « Les réformes à l'aune du capitalisme », *le Monde diplomatique*, mars 1990.
(2) Lire le dossier « Namibie : incertitudes de l'indépendance », *le Monde diplomatique*, août 1989.
(3) Lire le dossier « Fuite en avant au Zimbabwe », *le Monde diplomatique*, octobre 1984.

CONNAITRE LA CULTURE

Les arts primordiaux dans l'attente du

SOIXANTE-QUINZE ans après la découverte, par des artistes révolutionnaires européens, des œuvres issues des civilisations africaines, celles-ci restent victimes d'incompréhension et d'ostracisme. Aujourd'hui s'engage une nouvelle bataille pour que le Grand Louvre, chargé depuis 1793 de réunir *« des chefs d'œuvre de toutes les civilisations et de tous les temps »*, accepte enfin de créer une VIII[e] section consacrée à ces arts primordiaux si longtemps méconnus et méprisés.

Par PIERRE GAUDIBERT *

« Nous savons mal comment l'antique renaquit dans la Padoue du XV[e] siècle, mais nous connaissons le chemin suivi par les œuvres sauvages dans l'attente du Louvre. »

André Malraux

Longtemps l'Occident a parlé des arts primitifs en termes de mépris : arts de sauvages, de barbares, malhabiles et grossiers. Un historien de l'art qui faisait encore autorité dans la première moitié du vingtième siècle, André Michel, écrivait : *« Chez les Nègres, qui paraissent pourtant, comme toutes les races de l'Afrique centrale et méridionale, fort arriérés pour tout ce qui est affaire d'art, on trouve des idoles représentant des hommes et reproduisant avec une grotesque fidélité les caractéristiques de la race nègre* (1). »

Ce ne fut qu'entre 1905 et 1930 que, grâce surtout à des artistes révolutionnaires de l'Europe et à quelques rares esthéticiens ou africanistes, des œuvres d'art issues de ces civilisations périphériques furent valorisées. Ce début de légitimité allait leur ouvrir peu à peu les appartements des collectionneurs, les cimaises des galeries, les espaces des musées. Ils entrent aujourd'hui de plain-pied dans un marché de l'art qui s'emballe, emporté par la spéculation (2).

* Critique d'art ; professeur à l'Ecole des beaux-arts, Paris ; auteur, avec Henri Cueco, de *l'Arène de l'art*, Galilée, Paris, 1989.

Récemment, l'expression *« arts premiers »* a semblé préférable à celle d'*« arts primitifs »* pour désigner tous les témoignages artistiques provenant d'Afrique, d'Océanie, des Amériques et du Sud-Est asiatique, enlevant ainsi toute connotation péjorative à leur évocation ; mais peut-être reste-t-il encore ambigu parce qu'il suggère une sorte de primat dans les temps historiques. Ne vaudrait-il pas mieux employer l'expression d'*« arts primordiaux »*, déjà présente dans les écrits d'André Malraux ? Quoi qu'il en soit, leur reconnaissance à part entière se heurte encore à de vives résistances comme en rencontre d'ailleurs l'art contemporain jailli dans ces zones de la planète ainsi que l'ont prouvé, une fois de plus, les polémiques autour de l'exposition organisée à Paris l'an dernier : « Magiciens de la Terre »...

A présent un débat est engagé en France pour faire pénétrer moins d'une centaine d'œuvres primordiales et majeures de cette part négligée de l'humanité dans le futur Grand Louvre, en profitant du vaste espace nouveau enfin dégagé.

M. Jacques Kerchache, personnalité passionnée et discutée, collectionneur et auteur de quelques-uns des meilleurs ouvrages sur ces arts, a établi un inventaire des arts africains, des Amériques, d'Océanie et d'Asie, conservés dans les musées et les collections du monde entier ; il a pris l'initiative d'un manifeste qui a recueilli de nombreuses signatures, parmi les plus prestigieuses et les plus autorisées (3), venues de tous les horizons du monde de la culture, dans lequel il demande que les arts primordiaux figurent aux côtés des autres chefs-d'œuvre du Louvre tout simplement parce qu'ils appartiennent, eux aussi, à l'art universel.

Il ne souhaite pas devenir conservateur de cette future VIII[e] section du Louvre, tout au plus consultant, afin de veiller à la qualité des pièces nouvelles qui entreront au long des années en petite quantité dans les collections initiales et enseignant pour faire partager sa connaissance sensible de ces arts aux futurs conservateurs et médiateurs artistiques.

Il demande un espace de 1 000 mètres carrés sur une surface prévue d'exposition de 120 000 mètres carrés et la présence au départ de soixante-dix œuvres indiscutables quant à l'authenticité et la qualité, dont dix seulement proviendraient des collections publiques françaises, en souhaitant dons, dations, dépôts et achats financés dans un premier temps sur une enveloppe spéciale et par un mécénat hors budget de la réunion des Musées nationaux.

Depuis de nombreuses années, des collectionneurs, des marchands d'art « primitif » et des intellectuels passionnés d'arts primordiaux réclament une telle solution de dignité et d'égalité, de justice également, vu la captation de ces œuvres dans les réserves de l'Occident et leur importance dans l'histoire de l'art moderne, en France notamment : qu'ils soient présents dans le vaste rassemblement à vocation *« universaliste »*, qui fut le projet de la Révolution française concernant ce qui s'appelait alors le Muséum français avant de redevenir le Louvre.

En effet, lors de sa création le 18 novembre 1793, cet objectif à la fois pédagogique, civique et humaniste de *réunir des « chefs-d'œuvre de toutes les civilisations et de tous les temps »* fut assigné à l'ouverture de ce palais. Ce n'est qu'au cours du dix-neuvième siècle que la perspective ainsi tracée fut restreinte aux œuvres d'art des civilisations occidentales, et non sans difficultés pour certaines d'entres elles !

Et Champollion vint...

AINSI il fallut à Champollion une lutte longue et acharnée pour devenir d'abord chargé de la *« deuxième division des statues et antiques »* et imposer peu à peu, après moult conflits et intrigues, l'entrée des collections égyptiennes qu'il avait constituées ou fait acheter. Un de ses collègues traitait les œuvres de la civilisation égyptienne de *« magots d'Egypte »*. Toute cette résistance s'organisa au nom des canons de l'art grec et des doctrines de l'historien de l'art et archéologue allemand Johan-Joachim Winckelman. Curieusement, Champollion reçut le soutien d'une partie du pouvoir politique de l'époque et, lorsqu'il obtint enfin satisfaction, le roi Charles X vint en personne inaugurer la section égyptienne du Louvre, en décembre 1827 (4).

On retrouve des résistances analogues aujourd'hui, pour ne point reconnaître les œuvres primordiales d'autres cultures aussi formidables que celle des Assyriens ou des Egyptiens !

En ces temps où l'on parle beaucoup à la fois des droits de l'homme et du dialogue des cultures, ne serait-il pas symbolique que la France, à la veille du troisième millénaire, prenne l'initiative, la première en Europe, d'accueillir dans un « musée d'art » prestigieux des chefs-d'œuvre venus des civilisations et cultures extra-européennes ?

Des arguments professionnels et des arguties techniques sont mis en avant : le manque de place, l'espace nouveau ayant déjà été partagé par les départements existants, l'absence des arts de la Chine, du Japon et de l'Inde exposés dans des musées spécialisés, tel Guimet. On reste dans l'ambiguïté quant aux arts islamiques, puisque ceux-ci vont bientôt – et fort heureusement – gagner le Louvre, sortis de leurs caisses, alors qu'ils sont déjà présents au Musée national des arts africains et océaniens et à l'Institut du monde arabe.



DES STRU…

d'indé…



DE L'« AUTR…

Grand Lo…

DES STRUCTURES SOCIALES

d'indépendance



Chris Steele Perkins – Magnum

UNE ÉCOLE SURPEUPLÉE DANS LES FAUBOURGS DE HARARÉ
Comment maintenir le formidable effort en faveur de l'enseignement ?

La « faim de la terre » fut un des principaux moteurs de la lutte de libération dirigée par la ZANU et la ZAPU. Mais les accords de Lancaster House de 1979, brillamment négociés par lord Carrington au nom du nouveau gouvernement de Mme Thatcher et qui assurèrent la transition pacifique à l'indépendance, incluaient des « garanties » de dix ans contre toute expropriation.

Trois changements ont toutefois déjà affecté l'agriculture. Le gouvernement a installé 50 000 familles sur des terres qu'il a achetées. La plupart se sont installées dans des exploitations individuelles qui ont bien réussi alors que les fermes collectives ont lamentablement échoué : elles n'ont bénéficié, malgré la propagande officielle, d'aucun appui technique ou financier.

En outre, les nombreux établissements para-étatiques ont été maintenus et ont orienté leurs activités vers l'agriculture, entraînant une augmentation considérable de la production du secteur traditionnel, jusque-là confiné dans l'autosubsistance. L'exemple du maïs est éclairant : grâce à une importante assistance technique et à des crédits accordés par l'Agriculture Finance Corporation sous forme de grains et d'engrais, le secteur traditionnel fournit depuis 1986 au Grain Marketing Board (une autre entreprise para-étatique) plus que les grandes propriétés. Durant la saison 1988-1989, le secteur paysan a contribué pour 62 % à la production agricole commercialisée.

Mais cela ne peut masquer une forte différenciation sociale : 20 % des agriculteurs devenus très riches participent à cette croissance tandis que l'immense majorité subsistent à peine.

Enfin le nombre de fermes commerciales (plus de 1 000 hectares) n'est plus que de 5 500, 600 d'entre elles appartenant maintenant à des Noirs, dont la plupart occupent des hautes fonctions au sein du parti ou sont liés, par leur famille ou leur clan, à l'élite politique.

Comme les dispositions des accords de Lancaster House sont arrivées à échéance *en avril 1990 – les autorités* ont désormais le droit de procéder à des expropriations, – le thème de la répartition des terres a resurgi avec force durant la campagne électorale. Il sera l'un des plus brûlants à régler par le nouveau gouvernement alors que la situation de l'emploi se dégrade.

En 1979, en dehors du secteur informel, on comptait 1,04 million d'emplois – y compris les travailleurs dans les fermes commerciales et les domestiques. Ce nombre chuta avec l'imposition par le gouvernement de M. Mugabe d'un *salaire minimum*, à l'indépendance. Et la multiplication par quatre du nombre de fonctionnaires, pour répondre aux besoins de l'Etat – enseignement, santé, etc. – a permis d'atteindre, en 1989, 1,07 million d'emplois déclarés, ce qui ne représente qu'une faible progression en dix ans, alors que la population est passée de 6,5 millions à 9,5 millions et que l'extension de l'enseignement jette sur le marché du travail des *dizaines de milliers* de jeunes relativement qualifiés.

En dehors de la *terre, une des principales* revendications des Noirs avant l'indépendance concernait l'éducation. En 1979, on comptait 20 000 élèves en dernière année du secondaire, dont la moitié étaient blancs (les Blancs ne représentaient alors que 3 % de la population). Dans un formidable programme d'éducation qui a absorbé entre 16 % et 22 % du budget chaque année, le gouvernement a rendu obligatoire et gratuit l'enseignement primaire tandis que 85 % des classes d'âge concernées entraient dans le secondaire : en 1990, 275 000 élèves achèveront ce cycle. Bien sûr, le niveau ne correspond pas à celui de l'Europe et le pays a du mal à former suffisamment d'enseignants qualifiés. Il éprouve aussi des difficultés à mettre en œuvre son programme de formation technique pour les lycéens.

Les succès de la première décennie d'indépendance ont été dus essentiellement à des investissements de l'Etat dans l'enseignement et aussi dans la santé, particulièrement pour les soins primaires, l'éducation et la prévention, ou l'accès à l'eau potable. Entre 1978 et 1989 la mortalité infantile est passée de 130 ‰ à 65 ‰. Par contre la planification familiale n'a pas donné les résultats espérés, la politique d'espacement des naissances ayant abouti seulement au maintien d'un taux de natalité de 3 %, l'équivalent de la moyenne de la croissance économique des dix dernières années. L'Etat s'est aussi engagé dans des dépenses d'infrastructures et dans des programmes d'électrification des campagnes où le développement vise en priorité à décentraliser l'économie. Il a adopté des lois sociales populistes comme celle fixant l'âge de la majorité à 18 ans pour les femmes, mais ces lois restent souvent inappliquées. Et on retrouve ici l'un des défauts majeurs de l'expérience, qu'on *pourrait résumer ainsi : un gouvernement pour* le peuple plutôt qu'un gouvernement *du* peuple.

Le credo socialiste a été considérablement atténué par l'exercice du pouvoir. Les politiques nationaliste et populiste n'ont jamais remis en cause les structures de l'économie. L'écrivain kényan Ngugi Wa Thiongo, dans son roman *Pétales de sang*, raconte l'histoire de ces dirigeants nationalistes chantant chez eux : *« Harambee ! Nous occupons maintenant les postes élevés ! »* Une pièce publiée à Hararé en 1984 décrit l'arrestation d'un député par des paysans : *« Nous vous accusons de prôner le socialisme durant le jour et de défendre le capitalisme pendant la nuit. »*

L'heure des choix

DE nombreux cadres des mouvements nationalistes sont passés, en quelques mois, de la guérilla, de l'exil ou des prisons aux responsabilités étatiques. *Ils* ont occupé des postes élevés qui leur donnaient toutes les possibilités d'acquérir, grâce au jeu des influences, des propriétés, de nouvelles richesses ou d'accéder au crédit. Malgré un code de conduite adopté par le congrès de la ZANU en 1984 et qui limitait le droit des dirigeants à la propriété, la majorité d'entre eux sont devenus riches, se séparant ainsi des intérêts de la grande masse des paysans et des travailleurs.

De nombreux scandales ont éclaté ; l'un, en 1988, portait sur d'importants détournements et la vente illégale de voitures ; il a entraîné la démission de plusieurs ministres, dont trois membres du bureau politique de la ZANU. L'un d'eux, M. Nkala, un membre fondateur de l'organisation, alors ministre de la défense est devenu depuis... trésorier du parti. Bien que liés à M. Mugabe, qui leur devait beaucoup, ces personnalités ont été sacrifiées à l'opinion publique, d'autant plus en colère que ses revendications ne sont toujours pas satisfaites et que la vie quotidienne se dégrade.

L'heure des choix a sans doute sonné pour le gouvernement car il devient difficile, pour lui, de poursuivre sa politique populiste et son effort de défense – qui pourrait toutefois être réduit en cas de solution politique au Mozambique – tout en libérant l'investissement et en menant une politique commerciale qui serve les intérêts du secteur capitaliste : en 1989-1990, le déficit budgétaire tournera autour de 9 % du PNB.

En mai 1989, une conférence organisée par la Confédération des industries zimbabwéennes, avec la participation du gouvernement, s'est tenue à Londres : *elle était destinée à attirer les* investissements étrangers, pratiquement inexistants depuis l'accession à l'indépendance. Le FMI et la Banque mondiale souhaitent aussi le développement des investissements locaux, préconisant à cet effet la fin du contrôle des prix et la libéralisation du commerce extérieur, la diminution des impôts sur les sociétés, l'abrogation des lois garantissant l'emploi des salariés. De telles options remettraient en cause, inévitablement, les dépenses de santé et surtout d'éducation, ainsi que le choix populiste de M. Mugabe.

Une autre possibilité réside dans une radicalisation, à contre-courant de l'évolution régionale. Mais comment s'orienter vers le socialisme alors qu'il n'existe pas d'organisations de la classe ouvrière ni de la paysannerie ? Paradoxalement, mais logiquement, les conditions de lutte en faveur du socialisme sont bien plus présentes en Afrique du Sud, où le combat est dirigé principalement par des ouvriers organisés en syndicats et conscients de leur poids politique.

JOHN STEWART.

DE L'« AUTRE »

Grand Louvre

Aux Etats-Unis, des conservateurs n'ont pas hésité à créer des musées spécialisés de grande qualité, par exemple pour l'art africain, et à accepter une remarquable donation Rockefeller au Metropolitan Museum de New-York (1973).

La France livre ainsi un combat d'arrière-garde et devra, tôt ou tard, épouser la même démarche.

Opposition de certains ethnologues

DERRIÈRE la technicité et la professionnalité « neutre », bien sûr, l'idéologie explicite ou implicite, le non-dit. Sont admis dans un Louvre restrictif ce qui provient du Proche-Orient et du bassin méditerranéen, les sources de notre civilisation judéo-chrétienne et gréco-romaine. Là-bas, il existe des monuments durables, des écritures, des monothéismes et des polythéismes auxquels nous pouvons nous rattacher. Mais plus au sud, au nord, à l'est et à l'ouest, vivent (ou ont vécu) des cultures vulnérables, à tradition orale et animiste, dont on connaît mal l'histoire, les civilisations du passé, l'archéologie, et qui semblent des choses bien étranges ou inquiétantes.

S'ajoute à cela l'opposition de certains ethnologues qui ne voient pas d'un bon œil cette mise hors contexte de documents porteurs de sens au profit d'un éclairage résolument esthétique et qui ont peur que cette « sacralisation » ne contribue à la surchauffe spéculative en cours.

La lutte entreprise continue : dès 1920 dans le *Bulletin de la vie artistique*, Félix Fénéon interrogeait diverses personnalités sur l'opportunité de l'entrée des arts « sauvages » au Louvre, en particulier de l'art africain. Sa position personnelle y était favorable, mais la lecture des réponses au questionnaire révèle déjà des avis forts divergents. Il y a de cela soixante-dix ans.

Plus près de nous, en 1951, René Rasmussen concluait son texte sur l'*Art nègre* par ces lignes : *« Art maudit pour beaucoup encore, l'art nègre aura un jour la consécration qui lui est due, et nous ne désespérons pas de voir un jour au Musée du Louvre, à côté des salles égyptiennes et mésopotamiennes une salle réservée aux plus belles réalisations des Noirs »*

Ne désespérons pas ! Français, encore un effort !

PIERRE GAUDIBERT.

(1) *Grande Encyclopédie*, Paris, 1898.

(2) *Cf.* Odile Felgine : « L'art nègre : du musée au coffre-fort », *le Monde diplomatique*, septembre 1989.

(3) Parmi les signataires, citons : Jorge Amado, Marc Augé, Maurice Blanchot, Henri Cartier-Bresson, Jean Dresch, Jean-Marie Drot, Léo Ferré, Michel Guy, Jean et Simonne Lacouture, Jean-François Lyotard, Pierre Restany, Jean-Hubert Martin, Claude Roy, Matta, Denise Paulme, Léopold Sédar Senghor, Jean Tinguely, Jean-Pierre Vernant, Vieira da Silva, Stelio Farandjis, etc.

Le manifeste commence ainsi : *« Le Grand Louvre du vingt et unième siècle constituera le lieu de reconnaissance des formes d'art dans ce qu'elle ont de plus remarquable. Pourtant rien n'est officiellement prévu pour accueillir les objets issus des cultures africaines, américaines, arctiques, asiatiques et... dans ce qui deviendrait la huitième section. »*

(4) Jean Lacouture, *Champollion, une vie de lumières*, Grasset, Paris, 1988.

MAITRISER LES RESSOURCES

La révolution des semences pourrait

BIENTOT, à cause des progrès techniques dans la conversion des huiles végétales en beurre de cacao, des millions de producteurs africains ou brésiliens risquent d'être ruinés. La sélection des espèces végétales, contrôlée par de puissantes firmes du Nord, s'opère en fonction de critères de rentabilité immédiate. Une nouvelle fois de formidables avancées de la science sont ainsi détournées alors que, bien utilisées, elles pourraient permettre de résoudre les problèmes d'alimentation auxquels est confrontée l'immense majorité de la population de la planète.

Par ROBERT-ALI BRAC DE LA PÉRIÈRE *

Cinq cent millions d'êtres humains meurent de faim, selon le dernier rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, des Nations unies) sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (1). C'est un constat d'échec pour cette fin de vingtième siècle à la technologie triomphante. Il n'est plus suffisant d'accuser une démographie galopante ou des déséquilibres climatiques pour expliquer un aussi lourd bilan. La mainmise des groupes d'affaires sur le procès de production, de transformation et de distribution des aliments exerce des effets pervers qui permettent aussi de mieux comprendre pourquoi *« meurt l'autre moitié du monde*(2) ». Un des tout premiers contrôles, peu connu et cependant fondamental, a trait à la maîtrise des ressources génétiques des plantes.

Les végétaux sont à la base de toute l'alimentation humaine. La chaîne trophique de prédateurs, que vulgarisent les livres de sciences naturelles, débute toujours par une plante. Que ce soit l'herbe à vache, l'aliment des poulets, nos légumes ou nos fruits, ces végétaux sont produits pour leur grande majorité à partir de semences sélectionnées ou de plantes améliorées. L'amélioration fait appel à un ensemble de techniques qui favorisent la recombinaison de caractères intéressants. Plus on dispose au départ de caractéristiques (couleurs, formes, résistance aux insectes, adaptation à la sécheresse, au froid, tolérance au sel...), plus on a de chances d'améliorer la performance des nouvelles variétés. Ces caractéristiques existent naturellement chez d'autres variétés ou espèces sauvages et forment les ressources phytogénétiques, matière première de la sélection végétale.

Le type de production agricole dépend des choix de la sélection végétale, qui, à son tour, dépend de la disponibilité en diversité génétique. Ainsi peut-on relire l'histoire de l'agriculture à travers l'utilisation des ressources génétiques végétales. Avant que ne se pratiquent les premières formes d'agriculture, il y a environ dix mille ans, tous les êtres humains vivaient de chasse et de cueillette. Quelques milliers d'espèces végétales étaient utilisées dans l'alimentation sous forme de racines, de fruits, de graines, de feuilles, mais aucune n'était proprement cultivée. De cette admirable diversité végétale que nos ancêtres *cueilleurs-chasseurs exploitaient*, quelques rares espèces présentant des caractéristiques favorables à la culture ont pu être domestiquées. Par exemple, *dans un champ de céréales sauvages*, les plantes qui formaient de beaux épis avec de gros grains ne se dispersant pas à maturité ont pu être privilégiées par rapport à celles dont les caractéristiques n'offraient pas d'intérêt pour l'homme. Ce qui fait que toutes les plantes entrant dans notre alimentation *sont, à l'origine, des plantes sauvages* qui ont subi des transformations, parfois considérables, par le jeu des croisements et des mutations. Tout en conservant ce qui paraissait le meilleur, la sélection faite au cours des siècles a énormément réduit la richesse de notre palette alimentaire : nous nous contentons de vingt espèces pour couvrir 90 % *de nos besoins*.

Les plantes cultivées ont été transportées d'un bout à l'autre de la planète à partir de régions précises : les centres de domestication. Les principaux se situent dans le Croissant fertile proche-oriental, dans les Andes, en Amérique centrale et au nord-est de la Chine. Elles se sont diversifiées en de multiples variétés au contact d'environnements et de stratégies de sélection différant d'une région à l'autre, d'une civilisation à l'autre. Ainsi, alors que, dans leur grande majorité, les agricultures traditionnelles favorisent la diversité variétale et le mélange de populations végétales — la meilleure manière de se protéger naturellement des maladies et des variations climatiques, — l'agriculture de la civilisation industrielle préfère, elle, multiplier les variétés *« distinctes, homogènes et stables »*.

Pour le plus grand profit des agro-industries

DÈS la fin de la seconde guerre mondiale, les applications de la génétique et l'investissement technologique à l'abri de protections juridiques ont permis la création de variétés améliorées répondant mieux aux critères de l'industrie. Les plus productives d'entre elles ont été généralisées sur des millions d'hectares. Parce qu'elles sont homogènes, ces variétés sont fragiles face à un environnement changeant : fluctuations climatiques, diversité des parasites, mutations des souches microbiennes. Aussi la charge des intrants (ou facteurs de production) — pesticides, herbicides, irrigation d'appoint, engrais — n'a fait que croître.

Le bilan de la « révolution verte », au cours de laquelle furent généreusement distribuées aux pays du tiers-monde des variétés naines à haut rendement de blé et de riz, est apparu particulièrement catastrophique à plusieurs égards. D'une part, à cause de la non-adaptation des variétés importées aux climats et aux maladies spécifiques de certaines régions, ce qui a entraîné des récoltes désastreuses. D'autre part, parce que les anciennes variétés ont été abandonnées par les paysans ; elles étaient souvent riches en gènes de résistance aux maladies et présentaient des caractéristiques rares qui auraient pu être utilisées dans des programmes de sélection pour améliorer davantage les caractéristiques des variétés modernes. Enfin, en aggravant la dépendance des pays pauvres, lorsque ceux-ci en adoptant les variétés furent contraints d'adopter le modèle d'agriculture des pays industrialisés pour le plus grand profit des agro-industries. Les petits *producteurs, n'ayant plus aucun* contrôle sur la connaissance associée à l'utilisation des variétés et de l'agro-technologie industrielle (l'utilisation anarchique des biocides en est une illustration dramatique (3), ont délaissé leur agriculture d'autosubsistance, modeste mais relativement autonome et stable, pour une agriculture moderne, strictement dépendante en semences et en intrants divers, et soumise aux tourmentes des variations du marché.

L'histoire et la géographie de l'agriculture et de l'amélioration des plantes conduisent à une situation assez paradoxale : *les principaux producteurs de* plantes alimentaires et industrielles dépendent des Etats du tiers-monde pour leurs ressources génétiques. L'Australie et l'Amérique du Nord en dépendent complètement, l'Europe à 90 %. Il y a seulement vingt ans que les pays industrialisés se sont rendu compte de la grande fragilité de leur agriculture.

En 1971 aux Etats-Unis, à la suite d'une importante maladie du maïs, une commission d'enquête a *mis en évidence* l'étroite base génétique de toutes les principales cultures américaines. Par ailleurs, les sélectionneurs ont commencé à constater l'importance de l'érosion génétique dans les centres de domestication où ils allaient habituellement collecter, une érosion causée par *la dégradation de l'environnement* et par la promotion très active de leurs propres variétés et leur technologie. La même année, s'est constitué le CGIAR (*Consultative Group on International* Agricultural Research), association de pays, organisations internationales et fondations privées, fer de lance dans le *procès de collecte et de conservation* des ressources phytogénétiques de la planète. A l'initiative des fondations Ford et Rockefeller, un réseau de centres *internationaux de recherches agricoles* fut établi dans les principales zones de diversité. Treize de ces centres sont actuellement fonctionnels *(voir le tableau ci-dessous)*, disposant d'un budget global de 185 millions de dollars et de plusieurs centaines de chercheurs du monde entier.

Le CGIAR plaça en 1974, à l'intérieur des locaux de la FAO à Rome, une institution autonome, l'IBPGR, chargée de promouvoir un réseau international de centres de ressources génétiques pour *« contribuer à améliorer le niveau de vie et le bien-être des peuples du monde entier »*. Comme le petit du coucou, l'IBPGR grandit dans le nid de la FAO, *« bénéficiant de sa niche institutionnelle et de ses avantages, aussi bien que des privilèges d'accès*(4) », tout en servant efficacement les intérêts de ses « sponsors ». En dix-huit ans, les *« chasseurs de gènes »* des programmes du CGIAR ont collecté et mis dans leurs banques près de 419 000 échantillons de variétés de plantes, le but principal étant d'assurer la détention en lieu sûr de la matière première à mettre à la disposition des sélectionneurs (5).

Parallèlement au CGIAR, des compagnies privées et de nombreux pays ont constitué des banques de gènes en rapport avec leurs besoins et leurs moyens. Bien entendu, pour le CGIAR, les ressources génétiques végétales font partie du patrimoine de l'humanité et leur libre accès sur le terrain, comme dans les banques de gènes, doit rester une règle d'or. Mais ces ressources génétiques, qui peut les utiliser ? Qui peut transformer dans de longs et coûteux programmes de sélection ces petites plantes malingres ou biscornues en de belles variétés performantes, compétitives sur le marché ? Qui contrôle l'amélioration végétale et qui décide du standard de production ?

C'est toujours au début des années 70 (coïncidence), à la suite du *Plant Variety Protection Act*, qui octroyait aux compagnies semencières américaines des garanties de protection plus importantes sur leurs créations végétales, qu'on voit poindre dans le paysage des améliorateurs de plantes les firmes chimiques, pétrochimiques et pharmaceutiques. En 1986, elles sont majoritaires au palmarès des compagnies semencières *(voir le tableau page 27)*. Parmi ces nouveaux champions de la semence, Ciba-Geigy et ICI sont aussi en tête de liste des producteurs de pesticides. Or, si le coût de création d'une variété nouvelle de plante est estimé à 2 millions de

(1) FAO, *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1987-1988*, collection « FAO Agriculture » nº 21, Rome, 1989, 161 pages.

(2) Voir les livres de Susan George : *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Robert Laffont, Paris, 1978 ; *les Stratèges de la faim*, Ed. Grounauer, Genève, 1981 ; *Famine et pouvoir dans le monde*, « IEDES », PUF, Paris, 1989.

(3) Mohamed L. Bouguerra, *les Poisons du tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1985.

(4) Calestous Juma, *The Gene Hunters. Biotechnology and the Scramble for Seeds*, Zed Books, Londres. (*le Monde diplomatique*, juillet 1989).

(5) *Geneflow, a New Publication about the Earth's Plant Genetic Resources*, IBPGR, Rome, juin 1989.

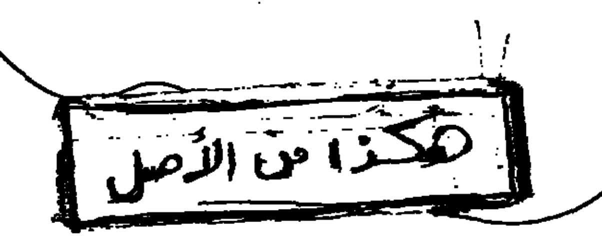
* *Chercheur à la station de recherches sahariennes d'El Goléa, Algérie.*

Un réseau mondial au service d'intérêts privés

Activités du Groupe consultatif de recherche agricole internationale (CGIAR)

CENTRE et DATE de CRÉATION	LOCALISATION	PROGRAMMES	ZONES CONCERNÉES	BUDGET (en millions de dollars)
International Rice Research Institute (IRRIS)	Los Banos (Philippines)	riz cultures associées au riz	monde entier Asie	22,5
International Maize and Wheat Improvement Center (CIMMYT) 1966	Mexico (Mexique)	maïs, blé tendre blé dur, orge triticale	monde entier	21.0
International Institute of Tropical Agriculture (IITA) 1967	Ibadan (Nigéria)	agrosystèmes maïs, riz patate douce igname manioc, niébé soja	Afrique tropicale Afrique tropicale monde entier monde entier Afrique tropicale	21,2
Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT) 1968	Cali (Colombie)	manioc haricots riz, pâturages tropicaux	monde entier monde entier Amérique latine	23,1
International Potato Center (CIP) 1971	Lima (Pérou)	pomme de terre	monde entier	10,9
West Africa Rice Development Association (WARDA) 1971	Monrovia (Liberia)	riz	Afrique de l'Ouest	2.9
International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (ICRISAT) 1972	Hyderabad (Inde)	pois chiche, pois, mil sorgho, arachide agrosystèmes	monde entier monde entier zones semi-arides tropiques	22,1
International Laboratory Research on Animal Diseases (ILRAD) 1973	Nairobi (Kenya)	trypanosomiase theilériose	monde entier monde entier	9,7
International Board for Plant Genetic Resources (IBPGR) 1974	Rome (Italie)	ressources génétiques des plantes	monde entier	3,7
International Livestock Center for Africa (ILCA) 1974	Addis-Abeba (Ethiopie)	production animale	Afrique tropicale	12.7
International Food Policy Research Institute (IFRI) 1975	Washington DC (Etats-Unis)	politique alimentaire	monde entier	4.2
International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA) 1976	Alep (Syrie)	agrosystèmes, blé, orge, triticale, lentille, pois chiche, fève, plantes fourragères	régions arides de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord	20,4
International Service for National Agricultural Research (ISNAR) 1980	La Haye (Pays-Bas)	recherche agricole nationale	monde entier	3,5

Source : C. Juma, *The Gene Hunters*, Zed Books, 1989, p. 87.





GÉNÉTIQUES DES PLANTES

améliorer toute l'alimentation humaine



Lauros-Giraudon

GIUSEPPE ARCIMBOLDO (V. 1527-1593) – « L'ÉTÉ » (Musée du Louvre)
Une richesse naturelle dont l'érosion ne profite à personne

dollars, celui d'un pesticide s'élève à vingt fois plus, aussi l'industrie trouve-t-elle plus logique d'adapter les plantes aux pesticides plutôt que les pesticides aux plantes (6). En contrôlant les sélectionneurs de plantes, les multinationales peuvent réorienter les programmes d'amélioration dans le sens de leur intérêt. De même, des sommes considérables sont actuellement dépensées dans la recherche de variétés résistantes aux herbicides que vendent les « majors » de l'industrie chimique.

Les recherches à partir des ressources génétiques ne sont pas conçues pour diminuer les charges des agricultures et accroître le bien-être des populations de la planète, mais réellement pour maximaliser les profits des firmes de l'agrochimie alimentaire. Il est bien malheureux que l'intérêt des uns et des autres ne soient pas convergents (7), car, d'un point de vue technique, les progrès extraordinaires de ces dernières années en sélection végétale permettraient de consolider facilement les agricultures vivrières des plus démunis.

L'émergence des biotechnologies rend *plus précieuse encore l'utilisation* des ressources génétiques des plantes. La bio-industrie doit son essor aux applications de la recherche universitaire, en particulier dans les domaines *fondamentaux de la génétique*, de la biologie moléculaire et de la microbiologie, qui se sont développées parallèlement à la sophistication de l'outillage (informatique, instrumentation d'analyse...). Si les principes de la fermentation par l'utilisation des levures (les ancêtres des biotechnologies) sont connus depuis des siècles, la mise au point du clonage *in vitro* des plantes par la culture de tissus date de 1960 et les premières plantes transgéniques (transformées par la chirurgie génétique) n'existent pratiquement que depuis 1985 (8).

Appliquées à l'amélioration végétale, les biotechnologies permettent d'accomplir des croisements qui ne *peuvent se produire dans la nature* et de diminuer en temps et en superficie les programmes de sélection. Il est aussi possible de créer des plantes résistantes aux insectes par activation d'enzymes spécifiques, de produire de façon industrielle en laboratoire des milliers de plants de pomme de terre, bananier, fraisier, palmier à huile...

Un autre créneau porteur des biotechnologies est la fabrication de substituts de produits aussi divers que le sucre, l'arôme de vanille, le beurre de cacao, la quinine, le jasmin, l'opium, la gomme arabique... Dans les pays industrialisés, commencent à apparaître les « moléculteurs », agriculteurs dont la production agricole (colza, maïs...) sera transformée en lessive ou en sucre par les bio-industries (9). Ces techniques nouvelles peuvent avoir des retombées positives pour les agricultures des pays pauvres, mais, dans l'immédiat, l'impact sur les pays exportant des produits substitués risque d'être profond et sévère. On estime que près de 50 millions de personnes dépendent des marchés internationaux du sucre, et les exemples comme celui de l'île de Negros aux Philippines, où plus de la moitié des 400 000 personnes employées dans le secteur sucrier ne trouvent plus de travail (10), vont se multiplier. Pour le cacao, la production s'est d'abord déplacée de l'Afrique (Ghana, Côte-d'Ivoire) vers le Brésil et la Malaisie, qui utilisent des variétés à haut rendement sur de larges surfaces, avec des méthodes plus intensives. Bientôt, elle se déplacera vers les industries du Nord qui ont mis au point des techniques de conversion de différentes huiles végétales en beurre de cacao. Pendant des décennies, des groupes entiers de populations ont organisé leur mode de vie autour de la production de ces plantes ; actuellement, ils sont contraints de se reconvertir et de se réorganiser très vite, en réponse aux conditions nouvelles du marché.

Le « *jaillissement des biotechnologies* (11) » est un phénomène trop nouveau pour que les retombées puissent être appréhendées dans toute leur mesure. Les industriels en pressentent les bénéfices, certains risques commencent aussi à devenir plus précis. Le premier est la réorientation systématique des programmes de recherche des universités et des organismes publics vers les objectifs plus lucratifs des industries privées. L'augmentation des subsides privés dans l'Université va de pair avec la diminution des échanges scientifiques entre collèges et laboratoires, et avec la limitation des inventions, qui, désormais, sont couvertes par le secret commercial (12).

Un autre risque concerne l'environnement. La multiplication intensive, *par le clonage industriel, des meilleures* variétés peut conduire à une homogénéisation des cultures, ce qui favorise le développement de maladies. Plus grave, les végétaux ou les micro-organismes transgéniques relargués dans la nature peuvent, par recombinaison, propager des gènes indésirables pour d'autres cultures et d'autres activités agricoles ou industrielles.

Le troisième danger est d'ordre juridique et éthique. Les juristes du Plant Variety Protection Act aux Etats-Unis et ceux du Droit d'obtention végétale en France « *avaient intégré un modèle de la nature qui les obligeait consciemment ou inconsciemment à établir certaines limites dans le processus d'appropriation du vivant* (13) ». En revanche, les bio-industriels sont des entrepreneurs qui réclament, pour *rémunérer leur recherche, la brevétabi*lité des gènes qu'ils manipulent et, par extension, celle des organismes vivants qui portent ces gènes. La protection légale des plantes transgéniques est aujourd'hui le théâtre d'importants débats dont l'enjeu dépasse les limites de la juridiction commerciale et menace les principes éthiques fondamentaux de la *plupart des sociétés.*

La révolution néolithique, qui s'est étalée sur plusieurs milliers d'années, a installé la civilisation agricole. Celle-ci a peu à peu marginalisé les sociétés de cueilleurs-chasseurs, qui sont maintenant en voie d'extinction. La « civilisation du gène » (14) qui s'annonce mettra certainement moins de temps à supplanter les sociétés agricoles. A l'heure du village planétaire, la diffu*sion et la généralisation des biotechno*logies se fera rapidement, d'autant plus vite qu'elles parviendront à répondre plus efficacement aux besoins du marché en produisant à meilleur coût les constituants de base de notre alimentation. Les pays à la traîne dans la maîtrise du savoir technologique et dans la capacité de l'intégrer dans le procès de production de *leur nourriture* sont condamnés à une soumission permanente aux besoins de systèmes alimentaires étrangers pour leur production, tout en dépendant des surplus extérieurs pour leur propre alimentation. Les « ajustements structurels », imposés sous prétexte d'une meilleure intégration au commerce international, n'auront de cesse de conduire à la misère une cohorte de petits paysans déclassés par les nouvelles techniques et les nouveaux marchés.

Un formidable potentiel à protéger

L'UN *des atouts des pays pauvres* repose sur leur richesse naturelle en ressources phytogénétiques, matière première des biotechnologies et source de toute amélioration végétale future. Une partie de ces ressources a disparu, une partie a déjà été ponctionnée par des collecteurs divers et variés, mais il reste encore un formidable potentiel à protéger, à bien évaluer et à valoriser. L'érosion génétique ne profitera à personne, et, dans ce domaine, des actions simples, intelligentes et adaptées peuvent être facilement mises en place dans les pays du tiers-monde, pour l'intérêt mutuel des pauvres comme des riches. Par exemple : le rachat de la dette contre une bonne conservation et une gestion dynamique *in situ* des ressources génétiques (ce que ne savent pas faire les grandes banques de gènes), ou encore le renforcement des institutions et des associations locales, qui pratiquent la conservation, la sélection et la multiplication des ressources végétales. Par ailleurs, il est possible d'inciter financièrement les agriculteurs à maintenir en champs une certaine proportion de variétés locales pour le cas où des variétés importées se révéleraient inadaptées. De même, ils ont intérêt à favoriser la diversité des cultures par des associations végétales cohérentes en tenant compte de l'environnement (ce qui n'est pas nécessairement plus simple que les techniques modernes). Pour éviter que les techniques de demain ne propulsent les paysans d'hier dans les rangs des affamés, il reste nécessaire de maintenir une proportion d'agriculture vivrière solide, en attendant que des programmes de formation énergiques permettent l'autovalorisation des ressources génétiques par l'utilisation progressive des biotechnologies.

Dans les *forums* internationaux (Commission des ressources génétiques de la FAO, Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie), les pays du tiers-monde, *conscients du regain d'intérêt porté* aux ressources végétales, défendent âprement leur droit de regard et de bénéfice sur l'utilisation de leurs plantes. Ils se heurtent systématiquement aux intérêts des pays industrialisés défendant « *leurs entreprises locales multinationales* (15) » qui veulent continuer à pouvoir disposer de cette matière première comme par le passé. La compétition sera accentuée avec le brevetage des plantes transgéniques, dont les conséquences inquiètent de nombreuses personnes et associations dans le monde entier (16). Aussi est-on en droit d'espérer qu'un tissu de solidarités Nord-Sud impose un jour d'autres contrôles et une utilisation plus équilibrée et raisonnée des ressources génétiques des plantes.

ROBERT-ALI BRAC DE LA PÉRIÈRE

(6) Calestous Juma, *op. cit.*
(7) Dans sa préface au document du CGIAR, *International Agricultural Research Centers : Achievements and Potential*, 1985, le président de l'Académie des sciences des Etats-Unis, Frank Press, conclut : « *C'est un aspect de l'interdépendance croissante de toutes les nations que ce qui contribue quelque part au bien-être d'un grand nombre de gens tend aussi à bénéficier au reste du monde.* »
(8) Voir Marcel Blanc, *l'Ere de la génétique*, La Découverte, Paris, 1987.
(9) *Le Monde*, 21 octobre 1989; « Une nouvelle profession, moléculteur ».
(10) *Lettre de Solagral*, octobre 1989, dossier « Nouvelles biotechnologies ». Sur la crise à Negros, lire *le Monde diplomatique* de décembre 1985, mars 1988 et avril 1989.
(11) Pierre Darbon et Jacques Robin, *le Jaillissement des biotechnologies*. Fayard/Fondation Diderot, Paris, 1987.
(12) Blumenthal et col., *University Industry Research Relationships in Biotechnology. Implication for the University Science*, 1986.
(13) Marie-Angèle Hermitte, in *l'Homme, la Nature et le Droit*, B. Edelman et M.A. Hermitte, éd. Christian Bourgois, Paris, 1988.
(14) François Gros, *la Civilisation du gène*, Hachette, Paris, 1989.
(15) Ricardo Petrella, « Un nouveau partage du monde entre les entreprises géantes », *le Monde diplomatique*, août 1989.
(16) « Science, affaires et démocratie », *le Monde diplomatique*, décembre 1988 (articles de Jean-Pierre Berlan et Marie-Angèle Hermitte).

Des liens intimes avec l'industrie des pesticides

Les principales sociétés semencières (en 1986)

SOCIÉTÉS MÈRES	INDUSTRIES	Vente de semences (millions de dollars)	En pourcentage des ventes du groupe	Nombre de succursales	En pourcentage du marché mondial
Pioneer Hi-Bred (Etats-Unis) .	Semence	734,5	89,4	38	4,1
Sandoz (Suisse)	Chimie	289,8	8	36	3,2
Dekalb-Pfizer (Etats-Unis) .	Pétrochimie	201,4	40	34	2,2
Upjohn (Etats-Unis) .	Chimie	200	10,1	15	2,2
Limagrain (France)	Semence	171,6	85	22	1,9
Shell (anglo-néerlandaise) .	Pétrochimie	350	0,2	70	1,9
ICI (Royaume-Uni)	Chimie	160	1,1	–	1,9
Ciba-Geigy (Suisse)	Chimie	152	2	31	1,7
Orsan (France)	Chimie	119	53	–	1,3
Cargill (Etats-Unis) .	Agro-business	115	0,5	29	1,3

Source : C. Juma, *The Gene Hunters*, Zed Books, 1989, p. 82.

UNE PROIE TOUTE FRAICHE

Palmiers en tube

PENDANT des millénaires, le palmier dattier a été l'arbre providence des régions hyper-arides chaudes et il l'est encore pour les paysans pauvres des oasis. C'est une plante rustique, difficile à cultiver et à améliorer génétiquement par les méthodes classiques. L'utilisation des techniques de culture *in vitro* permettra de faire d'importants progrès dans les années à venir.

La méthode de multiplication intensive in vitro du palmier dattier a été mise au point il y a six ans au laboratoire du professeur Beauchêne à Angers. Puis elle a été efficacement développée par les équipes de recherche marocaines, organisées dans la lutte contre une maladie mortelle du palmier appelée bayoud. Les laboratoires marocains ont déjà produit plusieurs centaines de milliers de plants ; les laboratoires algériens et tunisiens s'équipent à leur tour.

Comme d'autres firmes pétrochimiques, la Compagnie française des pétroles (Total) s'intéresse aux biotechnologies. Associée à des chercheurs de l'INRA, Total est parvenue à récupérer les palmiers du professeur Beauchêne (1) et souhaite, avec la technique *in vitro*, conquérir un marché important. Elle a déjà investi 12 millions de francs depuis quatre ans dans ce secteur d'activité et a orchestré, en octobre dernier, une formidable campagne dont la presse a fait largement écho.

Alors que le déséquilibre Nord-Sud se fait de plus en plus criant, les artifices de la publicité faciliteront la vente de palmiers en tube *made in France*. Ce seront leurs propres variétés que les cultivateurs pauvres des régions les plus arides de la planète payeront en monnaie forte. Mais faut-il donc poser en termes de conquête de marchés et de compétition la production agricole de base des petits fellahs des oasis ? N'y a-t-il pas mieux à faire en soutenant les équipes de recherche engagées sur le terrain dans une lutte difficile contre la désertification ?

(1) *Cf. Ouest-France*, 24 novembre 1989.

LES CITOYENS A LA

Ceux qui choisissent l'engagement

IL y a bien du mérite, aujourd'hui, à être un citoyen conscient de ses droits et, sans méconnaître pour autant ses devoirs, déterminé à les exercer. Tout inclinerait à la révolte ou à son pendant, la passivité : un audiovisuel anesthésiant, des structures de représentation (Parlement, syndicats) démoralisées ou inadaptées, des gouvernements sans projet, appliqués à gérer, au plus près des sondages et des ambitions individuelles, l'économisme triomphant... Et pourtant nombreux sont ceux qui, contre vents et marées, choisissent de lutter pied à pied pour prendre la citoyenneté au mot. En témoigne le volumineux courrier, toujours chaleureux, souvent enthousiaste, qu'a suscité notre série (1). On en trouvera ici une synthèse, malheureusement trop sommaire. Que tous nos correspondants, et notamment ceux dont, faute de place, les expériences n'ont pu être citées, en soient remerciés.

Par CHRISTIAN DE BRIE

Outre la diversité des expériences vécues et la qualité des réflexions de « citoyens à la conquête des pouvoirs », quelques points forts émergent à l'évidence des nombreuses lettres reçues.

Tout d'abord, une généreuse volonté de s'engager, de participer aux décisions et à la gestion des affaires communes, d'imaginer des solutions originales et concertées à des problèmes concrets, de donner un contenu réel à la démocratie. En s'opposant à la résignation, l'indifférence, la mortelle passivité qui caractériseraient les rapports entre les citoyens et les détenteurs du pouvoir.

Ensuite, une connaissance précise et une analyse lucide des lourdes pesanteurs, des multiples dysfonctionnements qui entravent, bloquent ou paralysent souvent les initiatives ; de la résistance agacée, voire arrogante, des pouvoirs établis, des féodalités et corporatismes politiques, administratifs, économiques, syndicaux, praticiens d'une démocratie sans le peuple qui aurait pour devise : *« Les affaires qui vous concernent ne vous regardent pas. »*

Enfin, la formulation de propositions, sans références dogmatiques ni *a priori* idéologiques, pour résoudre et dépasser cette contradiction entre initiative des citoyens et résistance des structures. A cet égard, systématiquement privilégiée est l'action municipale ou locale, cadre de la vie quotidienne, la ville étant devenue, selon un économiste urbaniste qui se qualifie de « praticien de terrain », *« le pôle fédérateur de la plupart des activités humaines contemporaines »*. Les responsables y sont identifiables et détiennent, au moins partiellement, un pouvoir d'agir ou d'influencer les choix en ce qui concerne l'environnement et l'aménagement de l'espace (urbanisme, transports, logement), la culture, l'éducation, l'hygiène et la santé, le développement économique, l'investissement et l'emploi. Ils sont soucieux ou contraints de prendre en compte les demandes de leurs mandants, gage de leur pérennité, lorsque ceux-ci sont informés et conscients de leurs droits comme de leurs obligations. Presque toujours, il s'agit moins de conquérir des droits nouveaux que d'exercer ceux qui sont depuis si longtemps proclamés et fondent le pacte social.

En témoigne la profession de foi du maire d'une petite commune, Smarves, proche de Poitiers, qui souhaite *« faire participer directement les habitants à la définition d'une politique municipale interactive »*. Par la création de commissions extramunicipales ouvertes, en vue de définir avec les non-élus les projets à réaliser (cantine scolaire, halle sportive...). Par l'établissement de comités d'habitants pour dialoguer sur les moyens d'améliorer la vie quotidienne. Par la mise en forme, avec l'appui technique de la direction départementale de l'équipement (DDE), des propositions et idées des citoyens pour le réaménagement du centre-bourg. La méthode : *« Ecouter les gens pour préparer l'avenir, en pratiquant la démocratie au quotidien »*.

Mêmes engagements au dialogue et à la participation active des citadins de la part de la nouvelle municipalité de la ville de Québec (Canada) où, à l'issue des élections de novembre 1989, le Rassemblement populaire succède à une équipe en place depuis vingt-cinq ans. Avec pour objectifs, selon un lecteur québécois : *« Priorité à l'habitation, à la sauvegarde du patrimoine bâti, accent sur la qualité de la vie (...) : contrôle de la pollution de l'air, sécurité pour les femmes et les enfants dans leurs va-et-vient quotidiens, développement de petites entreprises créatrices d'emploi »*.

Rappel de l'activité et des initiatives originales du Conseil du Grand Londres, avant sa suppression par Mme Thatcher ; en particulier l'action du GLEB (Greater London Enterprise Board) pour l'incitation et l'assistance concertée à la création de petites entreprises dans le centre de Londres, avec ce slogan : *« GLEB peut créer un emploi stable à un moindre coût que Mme Thatcher un chômeur. »*

Mais promesses et réalisations partielles ne font pas le printemps démocratique, lequel ne peut s'épanouir qu'avec l'engagement et l'action directe du citoyen. A condition qu'il sorte de l'isolement où la société moderne l'enferme, s'initie aux problèmes locaux, mais aussi nationaux et internationaux auxquels ils sont liés (pauvreté, écologie...), ait la possibilité de participer au débat civique. Ce à quoi s'emploient de nombreuses associations locales, comme, par exemple, l'Association civique Toulouse-Est pour les habitants des quartiers concernés ; ou l'association Réagir, à Autun, avec le souci de *« comprendre ce qui se passe vraiment »*, la volonté de *« redécouvrir un rôle d'acteur »*, le refus de se laisser imposer par des spécialistes des solutions toutes faites, avec leur mode d'emploi, le besoin de connaître les formes d'action et les initiatives déjà existantes.

L'éducation civique des jeunes dans les communes

ELLES sont multiples et d'une foisonnante diversité. Depuis l'animateur du Foyer pour tous de Saint-Jean-en-Royans, dans le Parc national régional du Vercors, qui s'emploie avec passion, à travers des activités touristiques et pédagogiques sur la flore et la faune, à faire prendre conscience au visiteur de l'origine et de la dimension de la question écologique ; jusqu'au projet collectif, à l'initiative d'un groupe d'associations suisses, de création d'une banque alternative, *« fondé sur des critères de respect de l'homme et de son environnement et non sur la maximalisation du profit »*, inspiré de l'Oekobank existant à Francfort (RFA) ; en passant par une foule d'initiatives sociales, économiques, éducatives, culturelles, civiques. Election de représentants étrangers résidents, associés au conseil municipal avec la volonté exprimée de la ville des Ulis de *« réussir l'intégration des populations étrangères »* fortement concentrées dans un certain nombre de communes périphériques. Référendum ouvert à toute personne payant la taxe locale d'habitation (et donc aux résidents étrangers) par un collectif d'associations opposé à la construction d'un barrage à Serre-de-la-Fare (Haute-Loire). Conseils municipaux d'enfants, âgés de neuf à seize ans, regroupés en association nationale et dont le nombre, passé de trente-cinq en 1987 à cent soixante en 1989, témoigne qu'ils sont demandeurs de droits et de responsabilités.

Sans méconnaître les risques d'échec, de récupération ou de gadgétisation, les initiateurs plaident pour l'éducation civique d'enfants et d'adolescents acteurs dans leurs communes : élections, débats, élaboration de projets, choix, financement, réalisation, suivi et évaluation des résultats.

S'adresse également aux jeunes, ceux des milieux populaires, l'action menée par la Jeunesse ouvrière chrétienne et son initiative d'effectuer une enquête « Vivre et le dire » auprès de cinquante mille d'entre eux, auxquels notre société n'offre guère de possibilité de s'exprimer. Leur parole, sur les conditions d'étude dans les LEP, le travail en intérim, en apprentissage ou dans les « petits boulots », sur l'expérience de la solidarité sociale, sur les structures d'action collective, est riche d'enseignements. Comme l'est, chaleureusement décrite par son instituteur, la vie locale dans le petit village, datant du seizième siècle, de Koubalan, mille habitants, département de Bignona, au sud du Sénégal. Ici, *« c'est la communauté villageoise qui est l'instance suprême, avec un chef entouré de quelques chefs de carré, appelés notables, et d'une équipe de jeunes pour préparer la relève et les destinées du village »*. Toutes les réalisations collectives sont inspirées par le souci de fixer les jeunes, d'éviter l'exode, de leur donner des chances de vivre au pays : agrandissement de l'école par les villageois eux-mêmes pour prolonger la scolarité de leurs enfants, foyer socio-éducatif, groupement agricole pour l'apprentissage de l'élevage, soins gratuits et pharmacie financés par les cotisations des habitants, campement touristique géré par un groupe de jeunes.

L'hétérogénéité, la dispersion et l'apparente modestie des actions entreprises là-bas comme ici n'autorisent pas sous-estimer la portée des initiatives. A l'origine de celles-ci, il y a toujours la volonté d'exercer un droit, de répondre à un besoin précis à partir duquel se manifestent des solidarités et s'effectuent des prises de conscience de problèmes plus vastes. Ainsi de l'Association collectifs enfants-parents (ACEP), vouée à la création de crèches parentales devant la carence des pouvoirs publics français à assurer l'accueil de plus de la moitié des huit cent mille enfants dont les pères et mères exercent une activité professionnelle, les exclus étant généralement ceux des familles les plus défavorisées, où le double salaire est nécessaire pour dépasser le seuil de pauvreté. L'expérience montre que ces crèches créées et gérées par les parents sont non seulement deux fois moins coûteuses que les autres, mais qu'elles assurent, outre un service de proximité, une dynamique de quartier et une solidarité entre les familles *« favorisant l'implication des parents dans l'éducation et la connaissance de la petite enfance ainsi que l'insertion de familles marginalisées au sein d'un réseau d'entraides et d'échanges »*.

« Elire les représentants de la population ne suffit pas »

DES préoccupations similaires animent le mouvement mutualiste, où certains redécouvrent les aspirations originelles. *« La plupart des mutuelles se contentent de gestion, elles se sont bureaucratisées. Notre création est une réaction et un retour à la source du mutualisme : la solidarité »*, souligne la Mutuelle nationale jeunes, créée en 1986, avec la volonté que l'on retrouve partout formulée d'initier et de créer plutôt que de subir, qu'il s'agisse de santé, de logement ou de culture. Volonté également affirmée par la Caisse chirurgicale mutuelle de l'Yonne, qui organise stages de formation, conférences, expositions, pour répondre aux attentes de ses cent mille adhérents et *« permettre au plus grand nombre d'accéder à des connaissances nouvelles »*.

Connaissances qui passent par la diffusion du savoir, l'éducation populaire, la promotion de la lecture : *« Une démocratie peut-elle se contenter de 30 % de lecteurs ? »* interroge l'Association française pour la lecture. Et de même que celle-ci ne doit pas être confinée dans l'école, la culture ne saurait être réservée aux maisons du même nom. Ainsi par exemple dans la région niçoise, l'Association Gens de social, de théâtre et d'école organise des rencontres entre enseignants, comédiens, travailleurs sociaux et scolaires sur le thème « Théâtre pour devenir » : faire voir du théâtre, jouer la comédie, s'initier à l'improvisation, à des ateliers de masques et de maquillage, dire et faire revivre les contes traditionnels en privilégiant l'échange, la réflexion et la formation.

Ou encore à la Médiathèque de Mons en Belgique, riche d'un fonds de quatre-vingt mille documents sonores peu utilisés par un public aux comportements conditionnés par les « tubes » et succès du moment. Des animateurs se préoccupent d'y développer une *« pédagogie de l'écoute »*, soucieux d'*« expliquer aux gens tout ce qu'il y a d'inconnu dans le patrimoine »*.

Pédagogie qui peut prendre les formes les plus insolites, telle cette affiche regroupant les contributions de cent artistes peintres et dessinateurs illustrant leur opposition à la révision du code de la nationalité, éditée par l'association « Bouillon de culture ».

Reste à faire connaître les activités et expériences partout dispersées. Certains s'y emploient, au-delà de la simple information. Comme ce magazine francophone diffusé dans les communes périphériques de Bruxelles à statut bilingue, qui se veut le carrefour des associations locales et qui, dans un contexte d'affrontement avec la communauté flamande, s'efforce d'établir le dialogue.

Ou encore, venue également de Belgique, cette plaquette diffusée par l'Université de paix de Namur, présentant, à partir d'une enquête conduite auprès de soixante communes, les principales formes de participation des citoyens à la vie locale et leurs modalités : information, enquêtes publiques, consultations populaires, conseils consultatifs (de quartier, d'étrangers, d'aménagement du territoire), gestion pluraliste, interpellation du conseil communal. Avec cette profession de foi démocratique : *« Il ne suffit pas que la population élise des représentants, il faut encore qu'elle soit associée à la gestion que ces représentants assurent. »*

Mais les « citoyens à la conquête des pouvoirs » ne sont ni dupes ni naïfs. Ils savent la modestie de leurs moyens et, pour les avoir affrontés, les obstacles dressés devant eux par les pouvoirs établis, la résistance des forteresses érigées par les puissantes féodalités de la société moderne, qui n'ont rien à envier à celles que le peuple a bousculées il y a deux siècles. Particulièrement acerbes sont les critiques adressées au pouvoir économique, à l'arrogance et au mépris manifestés par les grandes entreprises publiques et privées.

A la SNCF par exemple, prisonnière de ses choix pour un service public à deux vitesses, privilégiant le réseau TGV et ses précieux clients jusqu'à les amener, à la saison, par rames spéciales au pied des pistes des grandes stations de ski, délaissant les victimes des lignes dites secondaires. Voies à petite vitesse, matériel vétuste, voitures perdues en cours de route, tractions en panne, passagers délestés dans une gare d'attente interminable avant

(1) Précédents articles : Claude Julien, « Le citoyen à la conquête des pouvoirs » (octobre 1989) ; Christian de Brie, « Rendre aux élus du peuple la capacité de faire la loi » (novembre 1989) ; Jean-Louis Rollot, « Les fourmis de la culture » ; Jean-Luc Pouthier, « La presse et les paradoxes de la liberté » (décembre 1989) ; Thierry Pfister, « Au-delà de la crise du militantisme » et Antoine Sanguinetti, « L'armée, un monde tenu à part » (janvier 1990) ; Christian de Brie, « Sur les chantiers de la démocratie locale » et Pierre Dommergues, « Des Américains en quête d'un nouveau contrat social » (mars 1990) ; Bernard Cassen, « Mobiliser les salariés pour réformer l'entreprise » et Philippe Videlier, « Avoir une vie avant la mort » (avril 1990).



CONQUÊTE DES POUVOIRS (VII)

contre une mortelle passivité

d'être entassés dans la rame suivante, absence de maintenance, passages à niveau ouverts, horaires inapplicables et rarement respectés, retards cumulés sont le lot quotidien de milliers d'usagers. Lorsque ceux-ci s'organisent en comité de défense, comme par exemple sur la ligne Corbeil-Malesherbes, pour empêcher la fermeture d'un tronçon, décidée sans aucune consultation des intéressés, les réponses des services trahissent l'agacement et la morgue à l'égard de gêneurs traités en demeurés incompétents. S'y ajoutent l'indifférence des élus locaux, peu soucieux de se mesurer à une telle puissance, la routine des élus nationaux qui, au mieux, rédigent une question écrite, le silence des partis politiques hors période électorale, la passivité de la presse nationale, qui se contente de recopier les bulletins rassurants ou édifiants diffusés par la SNCF...

Rapports similaires ailleurs, par le fait d'autres entreprises. Comme dans le cas de Serre-de-la-Fare, cité plus haut, où, au mépris des résultats du référendum – 69 % de votants, 91 % de « non » au projet – obtenus après une vaste campagne d'information, le barrage risque malgré tout d'être construit. Ou encore dans celui de Château-Gontier où, en accord avec l'administration et les autorités locales, une entreprise projette d'installer une usine de décontamination de produits dangereux, contre la volonté de la majorité de la population consultée par référendum et en passant outre à une décision du tribunal administratif, si l'on en croit le dossier présenté par une association de défense animée par les Verts Mayenne angevine. Ou encore dans le cas de l'implantation, sans étude d'impact réelle, d'une rocade de dérivation d'un village des Deux-Sèvres proche de Poitiers, dont le tracé répond davantage aux besoins d'une grosse cimenterie qu'au souci de préserver le patrimoine artistique.

On pourrait multiplier les exemples de ces comportements et rapports de forces qui bafouent la démocratie, des chasses gardées des grands ou petits intérêts privés, à l'occasion sordidement défendus, avec l'appui des pouvoirs locaux et la complicité des médias.

Les uns et les autres sont dans la cible. Pratiques autoritaires des notables élus dont témoigne par exemple le règlement intérieur du conseil municipal d'un petit bourg des bords de la Gironde adressé par un lecteur indigné. « *Vices inhérents au pouvoir : érosion de l'idéal devant les réalités, centralisation, personnalisation, éloignement du peuple, corruption et favoritisme* », constate le correspondant québécois cité plus haut, tirant le bilan critique de la gestion de la municipalité précédente avant de livrer ses réflexions : « *Une municipalité libre de toute attache d'argent, situation pour le moins*



inusitée en cette fin de siècle où les pouvoirs démocratiques sont généralement inféodés aux influences des marchands. » Quand ils ne sont pas pervertis par la corruption ou les pratiques courantes de fausses factures en matière de travaux et fournitures publiques, « *véritable mise à sac des finances locales* » dénoncée par un lecteur, exemple de marché truqué à l'appui. Idolâtrie, rétention d'informations, non-respect des engagements, gonflement des opérations lancées dont le coût double ou triple en cours de réalisation sont pratiques courantes, volontiers rapportées, à l'exemple de ce journal d'informations municipales de Montpellier réalisé par un collectif d'associations qui pose sans nuances la question : « *Serf ou citoyen ?* ».

L'information, pivot de toute démocratie

INTERROGATION à laquelle renvoie le questionnaire du groupe les Verts Paris-XIII[e] : « *Trouvez-vous normal que les équipements d'intérêt national (Très Grande Bibliothèque, cité financière...) soient installés sans aucune consultation préalable de la population ?* »

Les médias contrôlés par les grands groupes sont accusés de manipuler l'information et de servir les intérêts politiques et économiques dominants. « *Qui détient le pouvoir d'informer, pivot de toute démocratie ?* », s'interroge un lecteur d'Aubagne, constatant que l'information sous toutes ses formes est filtrée, dirigée, conçue et présentée pour répondre aux besoins et à l'idéologie des élites qui savent en tirer le meilleur parti. Prenant l'exemple de l'histoire récente des luttes et mouvements sociaux, un lecteur de Meaux constate que sont systématiquement mises en évidence les brusques poussées de fièvre spectaculaires et les solutions rapides apportées par les pompiers de service, missionnaires de bons offices ou comités de sages, mais jamais la genèse et la continuité des luttes ni leurs effets réels et progressifs sur la transformation des lois sociales, privant le citoyen d'une compréhension de l'effet historique des actions entreprises.

Réservée à quelques-uns, dénaturée, la liberté de l'information reste à conquérir. « *A l'heure où chacun peut s'exprimer, un obscur citoyen écrit quelques lignes, en guise d'apologue. Qui les lira ? Qui les transmettra ? Quelle est sa liberté ?* », peut-on lire dans les « carnets d'un banlieusard » désabusé au terme d'une réflexion sur le mouvement de libération dans les pays de l'Est et la lecture qui en est faite ici.

Mises en cause également, par l'Association pour le rayonnement des langues européennes, les agressions permanentes contre la langue auxquelles se livrent les médias. Il est urgent de « *combattre la déconnexion progressive du citoyen d'avec sa propre langue, donc de sa culture, donc de son passé, donc de lui-même.* (...) *Le langage est un pouvoir : publicitaires et politiciens le savent bien* ».

Les critiques s'adressent également aux organisations syndicales comme aux coordinations des mouvements de grève qui, selon un kinésithérapeute de Saint-Germain-en-Laye, délégué du personnel CFDT, poursuivent des revendications corporatistes, divisent les salariés et font oublier les solidarités nécessaires. Récits poignants, publiés après sa mort, des luttes épuisantes, assorties de règlements de compte sordides, menées par une militante CGT contre les apparatchiks staliniens de son organisation.

Reste que la pesanteur des structures et des rapports sociaux rend difficile le changement des comportements, qui ne saurait s'opérer par décret. Témoin l'expérience de ce chef de deux entreprises employant deux cents salariés qui, pour rompre avec la logique inégalitaire, décida de les transformer en sociétés coopératives ouvrières de production. Il attribue l'échec économique et social constaté au fait que l'entreprise reste le lieu de la compétition pour le pouvoir et de la défense d'intérêts corporatistes quand le changement implique « *la rupture avec les incurables mécanismes de l'avoir-pouvoir* ».

Sans attendre cette rupture, c'est à une démarche pragmatique que les citoyens sont conviés. Non pas la conquête du pouvoir ni même prioritairement de droits nouveaux, mais un combat et une pression permanente pour faire respecter et appliquer les droits déjà existants, solennellement proclamés, juridiquement réglementés et protégés, là et au moment où ils sont négligés, bafoués ou remis en cause.

« *Le droit d'obtenir un emploi, la participation à la gestion des entreprises ou le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence* » ne sont pas des pétitions de principe ou des revendications utopiques, mais sont inscrits en toutes lettres dans la Constitution française, font partie des droits de l'homme, rappelle fortement un lecteur de Guyancourt (Yvelines). Or, dans le préambule de cette Constitution, « *le peuple français proclame solennellement son attachement aux droits de l'homme* ». Un Etat de droit doit commencer par respecter ce qu'il proclame. Il importe donc d'assurer la publicité de ces droits, pleinement applicables selon la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Et de proposer de commencer par interpeller le président de la République, garant de la Constitution, sur le droit d'obtenir un emploi.

Même démarche de la part d'un militant socialiste de base, attaché d'administration dans une société d'HLM qui s'exprime dans une lettre ouverte à son premier secrétaire : « *Un droit dont on n'use pas tombe en désuétude, mais pour en user, encore faut-il le connaître et pouvoir le faire appliquer.* (...) *Or, dans le quotidien, seule une poignée de citoyens les connaissent, et encore, avec l'aide d'associations.* »

Analysant le combat mené par une association de défense du quartier Plaisance à Paris – Vivre dans le quatorzième arrondissement (VDL14) – et les raisons de son échec, une universitaire de Paris-VIII conclut : « *Il n'y aura de généralisation des luttes urbaines que le jour où le droit d'habiter sera pris en considération* », s'imposera dans un mouvement d'ensemble, sans lequel les actions, isolées et ponctuelles, sont vouées à l'échec face à la complexité des procédures qui permettent toutes les manipulations. A preuve : l'impuissance de la justice lorsque les permis de construire sont annulés par le tribunal administratif longtemps après que les immeubles ont été édifiés.

C'est également en s'appuyant sur la reconnaissance du droit au logement comme droit fondamental que l'Association 1816, à Genève, a pris possession de douze maisons inoccupées qu'elle gère dans le centre-ville, où les prix prohibitifs, une législation de plus en plus favorable aux propriétaires et tenanciers, privent en fait nombre de citoyens des garanties communes.

Prenant l'exemple des conseils de prud'hommes, dont la compétence concernant les litiges entre employeurs et salariés a été généralisée à toutes les branches professionnelles depuis 1979 et qui restent un bon outil de défense des droits sociaux, surtout dans les PME où le syndicalisme est souvent absent, un ancien secrétaire d'une union départementale CFDT constate qu'« *il n'y a pas de volonté de mise en œuvre des droits reconnus* ». Les élections prud'homales se déroulent dans l'indifférence que concrétisent les taux d'abstention ; le non-respect par les employeurs de leurs obligations, par exemple en matière d'indemnités de précarité d'emploi, fait rarement l'objet d'un recours dont le résultat serait pourtant favorable.

Même sur le plan local, où le citoyen est censé être mieux informé, le rappel permanent des droits est nécessaire. Combien savent que les séances du conseil municipal sont publiques, que tout résident ou contribuable peut obtenir photocopie des procès-verbaux du conseil, du budget, des arrêtés municipaux, des contrats et marchés passés par la ville pour tous travaux, des acquisitions foncières, des subvention attribuées... ; qu'il est possible de saisir le préfet ou le tribunal administratif lorsqu'est en cause la légalité des décisions prises.

« *La citoyenneté est un droit, c'est aussi un devoir* », nous rappelle opportunément un jeune étudiant en droit de l'université de Paris XIII-Villetaneuse ; « *Encore faut-il avoir les moyens matériels de l'accomplir. C'est le sens et la condition d'une véritable démocratie où le pouvoir du peuple est compris comme le pouvoir des individus mais des individus conscients des solidarités nécessaires et généreuses.* (...) *La culture démocratique ne pourra intégrer les esprits qu'à force de pédagogie et non pas seulement de contraintes légales.* »

Cette pédagogie nécessaire passe, pour un lecteur de Grenoble, par une réforme du « *pouvoir d'expression : les détenteurs du pouvoir d'expression doivent être élus au suffrage universel. Leur rôle sera de circonscrire les excès et d'assurer la redistribution du droit d'expression* ».

Au reste, c'est à d'autres secteurs que le suffrage doit être étendu. Dans son *Manifeste pour une société écologique*, le Mouvement holiste prône l'élection des patrons par les salariés de l'entreprise, propose de doubler la démocratie politique d'une démocratie économique, véritable « perestroïka » du capitalisme libéral.

Peu nombreuses sont les lettres de lecteurs proposant de conquérir de nouveaux droits. C'est plus volontiers le dialogue social dans l'entreprise qui est préconisé ; la confrontation entre, d'une part, la logique du profit pour la survie et le développement de l'entreprise face à la concurrence et, d'autre part, la logique de la sécurité de l'emploi, de la juste rémunération et de l'amélioration des conditions de travail. Comme au cours de ce colloque organisé avec l'Union patronale locale par la CFDT-Vaucluse syndical. Avec les risques de parcellisation, de repli territorial, de perte de vue de la hiérarchie des enjeux que comporte la préférence donnée à l'action locale, de proximité, centrée sur le cadre de vie.

Certains en sont conscients, comme à l'Université de paix de Namur : « *Doit-on se battre pour avoir le droit de déterminer l'emplacement d'un égout et se laisser imposer l'établissement d'une usine de retraitement nucléaire* » et la politique énergétique qui y conduit.

D'autres n'envisagent pas de contradiction. Par exemple : le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté. Ce groupement d'associations, de services et travailleurs sociaux et de personnes du quart-monde, qui mène le combat pour apporter des solutions à des problèmes aussi concrets que les coupures d'eau, de gaz et d'électricité dont sont victimes les plus pauvres, publie des analyses où la dimension internationale et universellement humaine du problème et des solutions est clairement abordée.

D'autres enfin, comme Citoyens en Europe, veulent « *contribuer à la naissance d'un espace européen d'échange intellectuel et de réflexion sociale et politique, hors des partis, des Eglises et des gouvernements* (...), *où puisse s'affirmer la résistance aux irrationalités, aux exclusions et aux limitations de la démocratie, dont l'Europe a si souvent été le théâtre* ».

Référence à Astérix, c'est encore à la résistance qu'appelle Encrages, un groupe de réflexion et d'écriture de Liège : « *En l'an 1993, toute l'Europe sera occupée par l'argent. Toute ? Non, un petit village résistera encore et toujours à l'envahisseur. Nous sommes des habitants de ce village. Vous en êtes peut-être aussi. Qui sait ?* »

CHRISTIAN DE BRIE

Le mois prochain, dernier article :
ETHIQUE POLITIQUE
ET OFFENSIVE CIVIQUE
par Claude Julien



L'AUSTRALIE EN PROIE AU DOUTE

Un réveil aborigène à l'écran

L'AUSTRALIE a longtemps fait figure de terre promise pour les chercheurs de fortune. Mais c'est seulement depuis peu que les aborigènes, marginalisés et déculturés depuis deux siècles, commencent à s'organiser, comme l'atteste la création de la chaîne de télévision Imparja. Aux côtés des écologistes, ils constituent un des groupes empêcheurs de tourner en rond pour la politique néolibérale que M. Bob Hawke, premier ministre travailliste – reconduit pour un quatrième mandat lors des élections du 24 mars dernier – s'apprête à poursuivre.

Par notre envoyé spécial **VIJAY SINGH** *

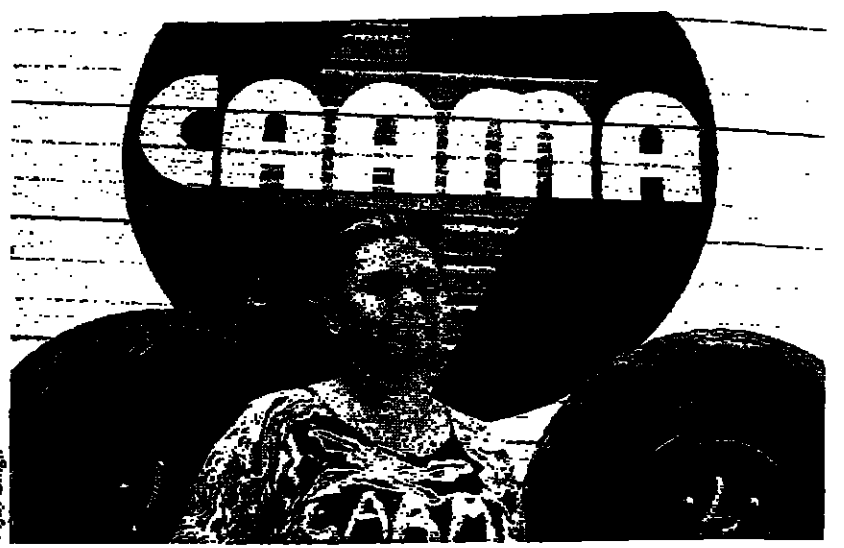
Imparja est une station de télévision locale reçue par les aborigènes du territoire du nord et du centre de l'Australie. Elle a une particularité, sans doute unique au monde : les aborigènes en sont propriétaires, gestionnaires et, pour partie, animateurs.

Dans le petit village d'Ipolera, situé au cœur du désert, à deux cents kilomètres à l'ouest d'Alice Springs, la salle abritant le poste de télévision communautaire est pleine d'une foule joyeuse qui applaudit. Tout le monde vient de reconnaître à l'écran Mavis, la première femme membre de la communauté à être invitée à présenter un programme. Aujourd'hui, elle explique aux jeunes comment reconnaître les *bush-tuckers*, ces baies traditionnellement cueillies par les aborigènes. Son mari, Herman, présent dans la salle, glisse ce commentaire : *« Nous avons besoin de la télévision pour éduquer nos garçons et nos filles : si nous ne le faisons pas aujourd'hui, notre culture sera complètement détruite par celle de l'homme blanc. Crois-moi, frère, c'est peut-être Imparja qui nous sauvera. »*

Imparja est l'œuvre d'une femme, Mme Freda Glynn, fille d'un éleveur blanc et d'une cuisinière aborigène. A l'époque, un mariage interracial nécessitait une autorisation particulière et les enfants nés de tout couple illégitime noir-blanc devaient être enlevés dès la naissance et emmenés dans les zones blanches. Pis encore : les jeunes enfants ainsi enlevés étaient endoctrinés jusqu'à avoir honte de leur passé. Une génération tout entière en vint ainsi à rejeter ses propres racines, tout en étant elle-même rejetée par le monde des Blancs qui voyaient en elle les fruits scandaleux de passions éphémères. Les suicides, l'alcoolisme et l'inertie culturelle sont aujourd'hui quelques-uns des symptômes de la profonde solitude sociopsychologique de ces sang-mêlé.

Mais Freda eut de la chance : sa mère fut transférée à Alice Springs en même temps qu'elle et son père la traita normalement. Pour avoir ainsi été élevée dans des circonstances plus favorables que celles que connaissaient ses semblables, Freda n'oublia rien de leur drame et entreprit de lutter pour la cause de la « renaissance aborigène ». *« Il fallait absolument rendre confiance à ces jeunes »*, nous dit-elle, et, *« si nous ne pouvions pas les ramener à leur mère, nous pouvions certainement faire quelque chose pour les ramener à leur langue et à leur culture. »* Excédée par l'apathie et le fatalisme des aborigènes, Freda opta pour une stratégie dynamique : *« Assez de pitié et d'apitoiement sur soi, il fallait nous prendre en main. »* M. Philip Batty, peintre australien enseignant à Pupunya, et un autre sympathisant, M. John Micumba, se lancèrent avec elle dans l'aventure d'Imparja en disposant, pour tout capital, de trois bénévoles, d'une voiture d'occasion et d'un bureau prêté gratuitement.

La bataille pour l'obtention d'une licence de télévision fut longue et compliquée. Le gouvernement faisait valoir que la population aborigène de l'*Outback* (le désert australien) était trop faible (1) pour justifier les dépenses occasionnées par une chaîne et que, de toute manière, les stations nationales étaient compétentes pour pourvoir aux besoins des communautés marginalisées. De son côté, la société CAAMA (Central Australian Aboriginal Media Association) qui gère Imparja dénonçait le caractère partisan de l'image des aborigènes – des fauteurs de troubles et des voyous – que véhiculaient les médias officiels. De toute manière, CAAMA estimait légitime que les aborigènes bénéficient, sous forme d'une subvention, d'une fraction des millions de dollars recueillis par une exploitation touristique axée sur la mise en valeur des danses et peintures indigènes.



Vijay Singh

FREDA GLYNN, RESPONSABLE DU PROGRAMME DE TÉLÉVISION IMPARJA
Préserver la culture ancestrale et rendre confiance aux jeunes

Comprendre un « monde étrange et nouveau »

APRÈS six ans de combat et grâce à l'appui du gouvernement fédéral travailliste, Imparja se vit enfin accorder une modeste aide à la production : 96 000 dollars australiens (2) par an. C'est pourquoi sa part des dix-huit heures quotidiennes de programmes est très faible. Sa plus grande victoire est cependant d'avoir obtenu un pouvoir de décision autonome, celui en particulier de choisir et de retransmettre une sélection des programmes de toutes les chaînes nationales et, surtout d'avoir pu montrer des visages aborigènes à l'écran.

La programmation d'Imparja repose sur l'idée que les aborigènes ont besoin de comprendre le « monde étrange et nouveau » résultant du contact entre la civilisation blanche et une communauté indigène de quarante mille ans d'âge. Le traumatisme de la subjugation d'un univers nomadique par les lois implacables du capitalisme moderne, avec sa civilisation de la boîte de conserve, des bouteilles de bière et des séries policières à la télévision, a entraîné un désarroi culturel, l'effacement de repères et la perte de ces pistes traditionnelles de production du sens que les aborigènes appellent « le rêve ». Imparja se fixe donc pour mission d'aider à préserver une culture ancestrale, sans pour autant faire tourner à contresens la roue de l'Histoire. Comme l'explique un dirigeant, *« nous devons expliquer à nos frères : « Le » monde a changé. Il faut que vous » connaissiez votre monde de toujours, » mais ce n'est pas le seul autour de » vous. Il faut aussi que vous connais- » siez le nouveau monde. »*

Les émissions produites par Imparja, didactiques sans être ennuyeuses, se concentrent sur l'éducation : comment se servir d'un téléphone, la prudence au volant, l'hygiène personnelle, la recherche d'un emploi, la lecture et l'écriture. Le divertissement est fourni par des programmes de danse et de musique « rock and folk » où l'utilisation novatrice de vieux instruments comme le *djiridoo* a permis de révolutionner le concept même de musique rock de l'*Outback*.

Imparja s'implique aussi activement dans les questions sociopolitiques. La campagne intitulée *« Beat the Grog »* vise à endiguer la consommation de boissons alcoolisées : aujourd'hui, chez les aborigènes, 70 % des cas médicaux sont liés à l'alcoolisme et 80 % des décisions d'aide judiciaire ont trait à des crimes ou délits commis en état d'ivresse. *« C'est vrai que les aborigènes boivent beaucoup,* admet Charles Perkins, un des dirigeants communautaires, *mais ils ne sont pas les seuls. Quand il y a dix personnes dans un bar, c'est le Noir que l'on remarque, et quand on voit des aborigènes ivres sur les routes, c'est tout simplement parce qu'ils n'ont pas de maison. Imparja fait du bon travail,* conclut-il, *mais il faut s'attaquer aux causes et pas seulement aux symptômes. La solution, c'est de retrouver notre fierté, de nous redresser et de nous prendre nous-mêmes en charge. »*

Les efforts d'Imparja portent leurs fruits non seulement dans le désert mais dans tout le pays. Ainsi, pour la première fois, les grandes chaînes de télévision ont été amenées à proposer des programmes aborigènes. Le sénateur Evans, actuel ministre des affaires étrangères et du commerce, reconnaît lui aussi que les choses bougent et qu'un nouvel intérêt se fait jour pour la question aborigène (3) et sa dimension tragique. Et de nous montrer un article écrit par l'un de ses amis indigènes arraché, comme tant d'autres, à sa mère : *« En grandissant, beaucoup de ces enfants tentèrent de retrouver leurs racines. Ils essayèrent de savoir d'où ils venaient, où était leur mère, s'ils avaient des frères ou des sœurs. Dans la majorité des cas, leurs recherches furent vaines et beaucoup d'entre eux se réfugièrent alors dans l'alcool pour échapper à leur sentiment de solitude et de dépossession. Pour que la vie mérite d'être vécue, tout être humain doit pouvoir éprouver un sentiment d'appartenance à quelqu'un et savoir que, quelque part, il est chez lui. »*

L'auteur de ces lignes, l'orphelin aborigène Brian Kamara Willis, mit fin à ses jours à l'âge de vingt-six ans...

* Auteur de *Jaya Ganga, le Gange et son double*, Ramsay, Paris, 1985, et de *la Nuit poignardée, les Sikhs*, Flammarion, Paris, 1987.

(1) Selon le recensement de 1986, le nombre total d'aborigènes est de 227 645, soit 1,46 % d'une population australienne de 15,6 millions d'habitants. Sur les deux cents langues indigènes parlées à l'époque de l'arrivée des Européens, cent cinquante ont virtuellement disparu et une vingtaine sont seulement parlées par cinq personnes. Les programmes d'Imparja sont reçus par une population indigène parlant l'arrernte de l'Ouest et de l'Est, le luritja et le pitjantjatjara. La radio aborigène « 8 kin » couvre aussi les aires linguistiques warlpiri et kaytej.

(2) Un dollar australien vaut actuellement 4,65 F.

(3) Voir Jean-Pierre Dardaud, « Les aborigènes d'Australie à la reconquête des terres ancestrales », *le Monde diplomatique*, septembre 1989.

Dans la presse étrangère

Maux de crâne à Canberra

LE 24 mars dernier, M. Bob Hawke, premier ministre australien sortant, a remporté les élections législatives à la tête du Parti travailliste. Et cela pour la quatrième fois consécutive, record *auquel aspire, dit-on, Mme Margaret Thatcher en Grande-Bretagne.* Cette victoire historique n'a cependant suscité aucun enthousiasme, pas même chez ses bénéficiaires : elle a été acquise de peu – 6 sièges de majorité – face à une coalition de l'opposition entre le Parti libéral et le Parti national dépourvue de toute crédibilité, et surtout grâce au système électoral qui permet le vote préférentiel. Les sièges qui ont fait la différence sont le résultat d'un deuxième choix pour le Parti travailliste, le premier s'étant en général porté sur un candidat indépendant, écologiste, ou démocrate. En tout, presque deux millions d'électeurs ont refusé de voter prioritairement pour le gouvernement ou pour l'opposition officielle.

Une gifle pour la classe politique, qui, là comme ailleurs, s'était bien gardée d'évoquer les grands problèmes de l'Australie au cours de la campagne. Le **Weekend Australian** de Sydney (31 mars-1er avril), sous le titre « Les élections sont terminées, maintenant dites-nous la vérité », demande aux hommes politiques de *« revenir sur terre, dans le monde réel qui n'a pas disparu et n'est pas plus facile à affronter »* sous prétexte qu'*« ils vivaient dans un monde de fantasmes »*. Le **Canberra Times** (29 mars) n'est guère plus bienveillant lorsqu'il titre : « Le carnaval est fini, les maux de crâne commencent ». Et ces maux de crâne viennent d'une situation économique ainsi décrite : *« En chiffres ronds, une dette extérieure de 110 milliards de dollars ; une augmentation de cette dette de 20 milliards par an, soit un taux annuel de croissance de 18 %. Si ce rythme se maintient, la dette extérieure de l'Australie va doubler en quatre ans. Aujourd'hui, 20 % de nos recettes d'exportation sont consacrées au service de la dette ; dans seulement deux ans, le chiffre pourrait atteindre 25 %, ce qui nous ferait entrer dans la « zone de danger » où la communauté financière internationale commence à devenir très, très nerveuse. »*

Dans l'immédiat, ce sont les milieux d'affaires locaux qui s'inquiètent. L'**Australian** de Sydney (4 avril) tient pour évident que *« le quatrième cabinet Hawke ne s'attaquera pas aux problèmes de l'Australie avec le sentiment d'urgence qu'exigeait le ministre travailliste des finances démissionnaire, le sénateur Peter Walsh »* (qui, il est utile de le préciser, au lendemain de la victoire de son parti, avait claqué la porte du gouvernement pour cause de complaisance avec les Verts et proclamé, pour faire bonne mesure : *« Nous sommes dans une profonde merde financière. »*). Même son de cloche dans le **Business Review Weekly** de Melbourne (30 mars) : *« Les résultats serrés des élections placent le gouvernement en situation d'otage face à l'influence d'une large gamme de groupes de pression, qui va de ses soutiens traditionnels dans les syndicats jusqu'aux écologistes, aux groupes de consommateurs et aux lobbyistes de telle ou telle société »*, et dans l'**Australian Financial Review** de Sydney (26 mars) : il craint que ces résultats ne constituent de la *« dynamite politique »*, car *« la population peut se retourner contre un gouvernement menant une politique du type « ça passe ou ça casse ».*

Le gouvernement de M. Hawke, qui s'était pourtant engagé à fond dans la politique néolibérale de ce qu'il appelle la *« réforme micro-économique »*, est maintenant requis d'en faire beaucoup plus.

Pour **The Age** de Melbourne (7 avril), il faut privatiser davantage, en particulier les compagnies aériennes nationales, et réviser en conséquence ce qui tient lieu de doctrine aux travaillistes : *« Hawke et les ministres devront décider s'ils souhaitent une approche limitée (par exemple, une injection de capital privé dans les compagnies aériennes, sans changement de propriété) ou s'ils veulent entreprendre résolument des changements majeurs dans ce qui apparaît comme une attitude politique archaïque. »*

C'est un autre type d'archaïsme que dénonce le **Bulletin** de Sydney (3 avril), lorsqu'il rappelle que le pays que l'on appelait il n'y a pas si longtemps *« the lucky country »* (« le pays qui a de la chance ») est aussi celui où se met en place *« une bombe sociale à retardement »*, celle d'une « sous-classe » d'exclus qui va des aborigènes aux sans-abri et aux chômeurs.

Un signe que rien ne va plus, la surconsommation de chocolat pendant les fêtes de Pâques, en augmentation de 18 % par rapport à 1989. Pour l'un des responsables du Syndicat des confiseurs, cité par le **Sydney Morning Herald** (9 avril), l'expérience prouve que *« les ventes de chocolat sont traditionnellement en forte hausse quand les temps sont difficiles »*.

BERNARD CASSEN

THE BULLETIN — THE AUSTRALIAN — The Canberra Times — THE AUSTRALIAN FINANCIAL REVIEW — THE AGE — BRW

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 mai

9	TCHECOSLOVAQUIE	Anniv. de la libération
14	PARAGUAY	Fête de l'indépendance
17	NORVÈGE	Fête de la Constitution
20	CAMEROUN	Fête nationale
25	ARGENTINE	Fête nationale
25	JORDANIE	Fête de l'indépendance
31	AFRIQUE DU SUD	Fête nationale

Les éditions étrangères du « Monde diplomatique »

Le numéro d'avril-mai du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme *le Monde diplomatique en español*, cette publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci un dossier sur « mouvements sociaux et crise urbaine », un article sur les problèmes d'intégration de la population immigrée en France, ainsi qu'un texte du chanteur Marcel Khalifa : « Ecriture et exil »).

● *Le Monde diplomatique, édition arabe*, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 732-25-31. Télex : 28-576. – Prix de l'abonnement : Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 45 francs suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses. Europe : 60 francs suisses. – En vente dans les principaux kiosques, dans les pays arabes et en Europe.

● *Le Monde diplomatique en español*, 25 de Mayo 596, 5e piso, 1002 Buenos Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays. Adresse en Espagne : calle Capitan-Haya, 49, 9e piso, 28020 Madrid, Espagne. Tél. : (3-91) 571-5974 ; Fax 571-5309.



FRAGILE CINÉMA, FRACASSANTES TÉLÉVISIONS

Le cercle des cinéastes disparus

A l'heure où s'ouvre le Festival de Cannes, la désaffection du public français pour le cinéma national se confirme, tandis que les films américains continuent de gagner des parts de marché.

A l'échelle planétaire, la guerre des images ne fait que commencer : la bataille pour imposer une norme commune de télévision de haute définition fait rage et le rachat de Columbia par le japonais Sony ou celui de la Metro Goldwyn-Mayer par le financier italien Giancarlo Parretti (avec l'aide du groupe géant Time-Warner) témoignent de la formidable dimension des enjeux. Comment défendre, dans un tel contexte, les atouts de la création audiovisuelle européenne ? Comment rappeler aux marchands le devoir de culture ?

Par MICHEL DAVID *

LE film américain de Peter Weir, *le Cercle des poètes disparus*, connaît en France et dans les pays où il est diffusé un succès extraordinaire (1). Ce succès semble confirmer qu'après sa mutation dans les années 80, Hollywood a retrouvé ce qui a fait jadis sa grande force économique et esthétique : une production abondante (2), des investissements en moyenne très élevés et une force de vente retrouvée sur un marché intérieur puissant (3). Aucun autre cinéma au monde ne lui résiste. On pourrait presque dire, en caricaturant à peine, que le seul cinéma vraiment exportateur est le cinéma américain, les autres (européen, japonais, égyptien...) n'exportant que dans leurs zones d'influence (4), quelquefois devenues insolvables.

Or si ce cinéma a retrouvé toute sa splendeur, c'est parce qu'il reprend de vieilles recettes, en particulier le recours à une armée de scénaristes peaufinant chaque scène, chaque mot. Seule concession à la mode : la durée moyenne des films, qui s'allonge (5). La diffusion à la télévision est prévue dès la conception, et le récit est conçu de manière à permettre, aux moments voulus, les coupures de publicité. L'inconvénient de ce système est évident : il produit un cinéma standardisé ; pour peu qu'un astucieux producteur, que d'habiles scénaristes et réalisateur, touchent au cœur d'un sujet dans le vent, on obtient un succès considérable pour un film qu'on croirait écrit par un ordinateur.

Comment s'étonner, dès lors, que Hollywood, pourtant sans idées, domine à ce point les autres cinémas ? La désaffection du public français pour la production nationale est maintenant une constante : depuis 1979, année où le cinéma français drainait 50,11 % des entrées, la baisse est régulière (6).

L'organisation économique du cinéma français est très différente de celle des Etats-Unis. Le producteur d'un film délègue rapidement une part de ses droits sur le négatif à des agents économiques qui sont autrement plus puissants que lui. En premier lieu, les chaînes de télévision. En 1988, celles-ci ont investi 542 millions de francs (dont 40 % pour Canal Plus), soit presque un quart du financement (7). On constate d'ailleurs que les chaînes n'investissent que marginalement dans des films à faible budget, et que leur intervention la plus forte concerne des films coûtant entre 10 et 20 millions de francs (8). Cet investissement est à la fois indispensable et limité : on a observé – et la concurrence entre un nombre croissant de chaînes pour un marché intérieur limité n'a pas arrangé les choses – que l'augmentation très nette du montant des interventions financières des chaînes n'a pas correspondu à une augmentation du nombre des films coproduits. Inutile de dire que ce ne sont pas les projets les plus audacieux qui ont le plus de chance d'être coproduits. A vrai dire, si cela était, on demanderait aux responsables des chaînes un pari impossible : celui d'avoir l'audace d'un producteur.

Quelles peuvent être les armes d'un cinéma *national, ou, plus largement, d'un cinéma européen pour survivre dans cet univers concurrentiel ?*

Défendre l'identité culturelle

LES autres ressources possibles ont montré assez rapidement leurs limites : les ventes des versions en cassettes vidéo, à cause essentiellement d'un manque de transparence du marché, et le câble et le satellite parce qu'ils ne parviennent pas à démarrer. Alors qu'on sait qu'il y a une réelle demande de chaînes thématiques ; celles-ci, quand elles existent, ont une audience non négligeable (par exemple sur Région Câble, Roubaix, Tourcoing). Certains opérateurs sont d'ailleurs conscients de cette demande : l'éventualité d'une chaîne européenne d'information sur le modèle CNN (9) est un signe révélateur.

Pour le cinéma, il s'agit cependant de marchés marginaux. Plus importante est la défense d'une réelle identité culturelle du cinéma européen (10). Certes cette identité est difficile à définir, ne serait-ce que parce que ces vieux pays ne parlent pas la même langue. Mais ils ont un substrat culturel différent de celui du cinéma américain, et surtout leurs modes de production sont finalement assez semblables. Cette identité ne s'affirme que grâce à des mesures défensives – et c'est toute la question des quotas qui est posée. Il est significatif que, malgré une mauvaise humeur certaine, les syndicats de producteurs de films français aient considéré ces mesures comme un moindre mal, alors que les producteurs de programmes audiovisuels, qui venaient de connaître une année florissante en 1989, considéraient que cette obligation de tourner en français était *« une attitude passéiste »* et les obligerait à produire *« franco-français »* (11).

* Producteur.



Coll. Christophe L.

AFFICHE DU FILM « ZÉRO DE CONDUITE » (JEAN VIGO, 1933)
Comment retrouver l'audace des créateurs d'antan ?

Cette identité pourrait s'affirmer aussi par des mesures offensives. Dans un récent rapport non diffusé, M. Daniel Toscan du Plantier, président d'Erato Films, préconise une action volontariste d'exportation du cinéma français. Il propose, à travers une agence récemment créée, d'acheter les droits des films ayant obtenu un succès commercial, afin de les exporter vers des pays insolvables, et de garantir ainsi une présence culturelle française. Cette excellente idée, M. Daniel Toscan du Plantier l'a eue en observant les pratiques américaines, bien éloignées des doctrines libérales défendues par le gouvernement américain ou la MPAA (12). Par ailleurs, l'Europe culturelle se fera peut-être grâce à un mécanisme favorisant les coproductions entre trois pays européens : il s'agit du fonds Eurimages, qui encourage, sous les auspices du Conseil de l'Europe, une véritable collaboration entre producteurs.

Les pratiques des télévisions européennes paraissent beaucoup moins offensives. Les chaînes françaises – peut-être parce qu'elles sont, à leur niveau, sous-capitalisées – ne semblent pas avoir de stratégie offensive de développement, sinon par le développement interne afin de contrôler toujours mieux ce qu'elles diffusent : l'essor de la production télévisuelle indépendante est très fragile, et les chaînes ont tendance à traiter avec des sociétés dont certaines sont leurs filiales de fait.

On remarquera d'ailleurs que cet essor ne se fait pas nécessairement en faveur de la fiction. Les fictions télévisées sont de plus en plus délaissées au profit des reportages d'information.

Les seules chaînes de télévision à avoir une stratégie européenne sont celles qui ont su se développer sur un marché national en situation de concurrence : le groupe Berlusconi en Italie, Canal Plus en France. Cette dernière chaîne investit dans tous les secteurs : le câble, le marché du satellite ou celui des décodeurs ; elle mise aussi sur la télévision payante en Allemagne et la production de dessins animés, laissée en friche depuis des années en Europe.

Le développement de stratégies européennes est indispensable pour répondre à une mondialisation de l'économie du cinéma et de l'audiovisuel. Il y a longtemps déjà que les catalogues de films ont repris de la valeur à cause des multiples diffusions à la télévision. La loi de l'offre accélère la rotation des propriétaires de droits ; à chaque étape, un propriétaire plus important acquiert une masse plus importante de films.

Mais les « petits » groupes français, créés ces dernières années, ne sont rien comparés aux géants de la communication mondiale. Des pans entiers du patrimoine passent dans les mains de sociétés gérant un catalogue de films comme n'importe quelle autre marchandise (13). On ne s'étonnera pas dès lors de retrouver aux avant-postes de telles offensives des firmes japonaises... comme Sony (qui vient de racheter la firme hollywoodienne Columbia), longtemps absorbées par le développement très rapide du marché grand public et qui assurent leur diversification... maintenant que ce marché d'équipement est appelé à une croissance rapide, vers le marché des programmes dits soft. Ce faisant, ces sociétés brisent un vieux tabou, selon lequel un développement harmonieux de cette industrie se faisait en n'associant jamais matériel d'équipement et programmes.

Reste l'étape du marché du futur, celui de la télévision de haute définition. Il semble bien que la bataille se livre entre deux géants : l'Europe et le Japon. Instruits sans doute par l'échec du vidéodisque, dû en partie à leurs rivalités... Thomson, Philips et Bosch se sont associés autour du programme Eurêka (à nouveau un acte volontariste européen) pour définir une norme commune de haute définition et développer la gamme d'appareils nécessaire. Sans que ce débat soit encore tranché, il semble bien que l'adaptabilité des futurs appareils aux gammes existantes en Europe et, moyennant des aménagements mineurs, aux Etats-Unis, soit de nature à faire que, sur le marché grand public, le consortium européen (auquel peu ou prou les Américains se rallieraient) sorte vainqueur de la bataille.

Miser sur la création

LES créateurs et les producteurs sont étrangement démunis. S'il s'agissait, pour eux, de lutter à armes égales dans ces affrontements colossaux, nul doute qu'ils seraient broyés. L'innovation artistique, les révolutions esthétiques viennent toujours de là où on ne les attend pas. Au moins, peut-on être sûr que, en gérant de manière frileuse leur patrimoine, les trusts de plus en plus dominants n'auront jamais la force d'innovation du créateur et du producteur, splendidement isolés. Aux gouvernements européens de faire en sorte que l'isolement ne se transforme pas systématiquement en étouffement.

(1) *Le Cercle des poètes disparus*, *cf. le Film français*, 23 mars 1990 : 1 215 238 entrées à Paris. En 9 semaines d'exploitation, 68 688 397 F de recettes sur les douze principales villes de France.

(2) *Bilan de l'année cinématographique*, Centre national du cinéma (12, rue de Lübeck, 75784 Paris Cedex 16) ; 511 films produits en 1988 ; 578 en 1987 (en France : 133).

(3) 515 films distribués en 1987, soit moins que de films produits, alors qu'en France 433 films ont été distribués.

(4) 68 % des exportations de films français sont effectuées en Europe et 4,21 % en Afrique.

(5) Une des règles d'or du cinéma des années 30 voulait qu'on ne dépassât pas 90 minutes.

(6) *Bilan de l'année cinématographique*, déjà cité (*cf.* le graphique complet p. 33). La baisse sensible de la fréquentation a touché essentiellement les spectateurs assidus et réguliers et non les spectateurs occasionnels (graphique p. 34). Ces derniers sont bien évidemment les plus sensibles aux phénomènes de surmédiatisation dont le cinéma est constamment l'objet et ne sont pas dotés d'un sens critique et d'un goût de la nouveauté aigus.

(7) *Bilan de l'année cinématographique* (graphique p. 9).

(8) Coût moyen d'un film : 18,39 millions de francs ; coût médian : 13,53 millions de francs.

(9) Cable News Network (CNN), chaîne américaine diffusant 24 heures sur 24, à l'échelle planétaire, des informations télévisées.

(10) *Cf.* Serge Regourd, « Une grande bataille pour l'Europe de l'audiovisuel », *le Monde diplomatique*, août 1989.

(11) Déclaration de M. Jacques Peskine, président de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (*le Monde*, 21 février 1990).

(12) Motion Picture American Association, syndicat des producteurs et distributeurs américains, qui contrôle la vente des films à l'étranger.

(13) Ainsi, le financier italien Giancarlo Parretti, qui contrôle Pathé Communication Corp., s'est-il porté acquéreur début mars 1990, avec le soutien du géant américain Time Warner, de la Metro Goldwyn-Mayer et de son catalogue de plus de 1 000 films (*cf. les Echos*, 9 avril 1990).

UNE NOUVELLE D'ISMAÏL KADARÉ

L'abolition du métier d'imprécateur

SE *fussent-elles répandues à une tout autre époque, sans* doute les rumeurs courant sur l'abolition de la fonction d'imprécateur eussent-elles produit un plus grand effet, tant sur ceux que cette éventualité ne manquerait pas de contrarier – au premier chef les individus directement touchés, ainsi que leur entourage – que parmi ceux qui étaient prêts à s'en réjouir : libéraux invétérés, dénigreurs systématiques et cette cohorte d'irresponsables que ravissaient tout ébranlement de l'ordre établi, toute suppression de corps de métier, fût-ce celui des boulangers. Mais l'Empire traversait alors une période de grandes réformes et il ne se passait pas de jour que les gens n'entendissent parler de projets, de nouveaux décrets, de refonte de l'*administration, du système fiscal, du service armé, etc.*, tant et si bien que la nouvelle, bonne ou mauvaise, de l'abolition d'une des plus vieilles fonctions de cet Etat multiséculaire fut accueillie dans une relative indifférence.

A beaucoup, cette mesure parut s'inscrire naturellement dans les efforts de modernisation déployés par ce pays vétuste, notamment à la suite de son récent rapprochement, de plus en plus marqué, avec l'Europe, dont les conséquences étaient appelées tôt ou tard à se faire sentir sur les structures mêmes de l'Empire. *En fait, cette sorte de malédiction muette* ou d'anathème traditionnel, lancé bras tendus avec les seules paumes des mains, devait paraître bien arriéré en un temps où les premiers journaux avaient fait leur apparition dans la capitale et où l'Etat, manifestement à l'imitation de l'Europe, avait réorganisé ses services secrets, l'activité de ses ambassades, l'accueil des plénipotentiaires, etc., sans parler de l'adoption de procédés *jusque-là inusités, comme par exemple* l'intoxication des esprits, toutes pratiques empruntées au maudit monde chrétien.

Durant tout l'hiver, disait-on, le conflit entre le grand vizir et le sheik-ul-islam, précisément sur ces imprécateurs muets, n'avait connu de cesse. Depuis que le poste de premier ministre avait été confié une nouvelle fois à un membre de la famille albanaise des Köprülü, dans le clergé musulman comme dans la caste militaire on ne s'attendait *qu'à des complications.* Auparavant, quand ils avaient exercé la fonction suprême, les Köprülü, s'ils n'avaient pas totalement supprimé le corps des imprécateurs, l'avaient déjà sérieusement décimé. C'est sur leur insistance que leurs effectifs avaient été réduits pour se limiter à un *seul dans toute agglomération de plus de cinq mille habitants*, cette restriction s'appliquant aussi à l'armée, où il n'en subsistait plus qu'un à l'état-major, et à la marine où seul le vaisseau amiral jouissait du même privilège, à quoi s'ajoutaient encore la suppression du droit au port de l'uniforme, la diminution de leurs appointements, et jusqu'à un recul sensible de la place du chef imprécateur dans l'ordre des préséances lors des banquets officiels. Cependant, tout cela était bien peu, comparé au dernier assaut des Köprülü qui avaient réussi à persuader le padichah d'abolir complètement la fonction.

L'indifférence manifestée à la promulgation du décret par les intéressés eux-mêmes fut de courte durée. Lorsque, dans la *deuxième semaine de décembre, de toutes les provinces de* l'Empire commencèrent à affluer dans la capitale une multitude d'imprécateurs dont la plupart, sans en être encore absolument sûrs, subodoraient la raison pour laquelle on les y avait convoqués, au détachement succéda une humeur d'heure en heure plus morose. Débarquant à bord de toutes sortes de véhicules affrétés pour la circonstance, ils finirent presque par remplir les auberges de la capitale. D'après certaines estimations, les nouveaux arrivants devaient être dans les onze mille, voire quinze mille selon d'autres, encore que nul ne connût leur nombre exact ni même le motif qui les avait conduits à inonder la ville. Beaucoup pensaient que ce pèlerinage, comme il arrivait souvent, avait pour but de présenter au souverain quelque requête ou bien ses doléances à propos du danger qui planait sur l'avenir de leur profession. Lorsqu'on apprit que les imprécateurs n'étaient nullement venus de leur propre initiative, mais *qu'ils avaient été convoqués toutes affaires cessantes*, où qu'ils se trouvassent, pour participer à une assemblée élargie à laquelle assisterait le grand vizir en personne, loin de se dissiper, l'inquiétude des habitants de la capitale n'avait fait que croître davantage. Le jeudi dans la soirée, veille de la réunion, le trouble des esprits grandit au point de tourner à une angoisse comme on en avait rarement éprouvé. Un si grand nombre de jeteurs de malédiction regroupés dans une seule ville... Pareille mesure s'imposait-elle vraiment ?

Soudain, les gens se reprirent comme après quelque impardonnable bévue qui eût risqué d'attirer malheur. Pourtant, un si vaste rassemblement de gens faisant métier de maudire *n'aurait-il pu s'organiser ailleurs, et cette maudite assemblée* elle-même n'aurait-elle pu se tenir avec seulement une fraction d'entre eux, ou bien encore séparément dans chacune des localités où ils vivaient et exerçaient leur activité maléfique ? Et si jamais ils venaient à se fâcher et à semer partout leurs anathèmes ?

Telle une nuée chargée de pluie, l'angoisse envahissait l'un après l'autre tous les *quartiers de la capitale. Le bruit courait* que, dans le centre, on avait vu passer dans sa voiture ornée du blason de la Suprême Malédiction impériale l'imprécateur en chef du pays, lequel se rendait précipitamment du palais du sheik-ul-islam à celui du sultan dans l'espoir, supposait-on, d'arranger les choses ou de prévenir quelque mesure imminente.


Jean Mineraud

LA réunion qui devait aboutir à la promulgation du décret eut lieu dans l'enceinte du vieux manège du palais impérial. Il faisait froid. Par milliers, les imprécateurs, le *visage bilieux, écoutèrent l'allocution du grand vizir.* La plupart avaient encore les yeux bouffis à la suite de la nuit pénible qu'ils avaient dû passer dans les auberges glacées ; certains, surtout parmi les vétérans, étaient venus dans leur ancien uniforme, une sorte de houppelande délavée sur laquelle se distinguait à peine l'emblème de la Malédiction, tenue qui leur donnait déjà un air de va-nu-pieds.

Dès l'ouverture de la seconde session, c'est en vain que leurs yeux cherchèrent parmi le cortège du vizir une trace de leur patron, l'imprécateur en chef. Peu avant le discours du premier, le bruit s'était répandu chez certains que celui-ci avait perdu la raison ou bien qu'il avait mis fin à ses jours, la veille, après que ses ultimes efforts pour empêcher la promulgation du fatal décret se furent soldés par un échec. Selon d'autres rumeurs, le grand-maître de la *Malédiction* ne serait pas devenu fou ni ne se serait suicidé, mais aurait été nommé ambassadeur en Autriche.

L'allocution du grand vizir fut brève. L'orateur évoqua le rôle joué et la contribution fournie tout au long des siècles par les innombrables imprécateurs, connus ou inconnus, dans le renforcement de l'Etat ottoman. Des centaines d'années se sont écoulées, rappela-t-il, depuis le jour où le simple soldat Shahin, au moment de succomber à ses blessures en plein désert du Kizil-Koulleva, avait, en signe de malédiction, tendu ses mains, *paumes ouvertes, en direction des Mongols, jetant ainsi* l'ennemi dans un désarroi plus profond que ne l'eût fait l'assaut le plus furieux. C'était bel et bien cet anathème exprimé au moyen des mains, le premier du genre dans l'histoire du monde, qui allait devenir par la suite le fondement de l'Imprécation ou de la *Malédiction*, institution et *symbole* majeurs de l'Etat impérial.

Le grand vizir poursuivit en citant un certain nombre de malédictions restées fameuses, désormais entrées dans les annales, comme celles lancées aux montagnes des Balkans au *douzième siècle, à Constantinople avant sa chute, la damnation* qui frappa toute l'Europe en 1367, puis la Pologne, Kruja, capitale de l'Albanie, les steppes de Crimée, la Méditerranée quand la flotte chrétienne y croisait, menaçante, l'anathème lancé en secret contre les ministres des affaires étrangères réunis à Paris dix ans auparavant, contre la Grèce du Nord durant l'hiver 1641, etc., sans parler de milliers et de milliers d'autres parmi les plus diverses, visant forteresses, ponts, retranchements ennemis, portes et frises, ambassades et banquets officiels, etc., malédictions qui avaient aidé les Ottomans à vaincre, par les armes ou par l'esprit, tout obstacle dressé devant leur action.

Au terme de cette partie de son discours, le grand vizir fit une pause, inspira profondément, et tous pressentirent qu'*il allait* entamer à présent le passage de sa harangue appelé à semer parmi eux l'amertume et l'abattement. C'est bien ce qui se produisit. Ses propos, jusque-là limpides et compréhensibles, s'obscurcirent brusquement comme un après-midi d'hiver. Alambiquées, émaillées de mots étrangers, ses phrases étaient devenues difficilement intelligibles ; malgré tout, cette confusion n'empêcha *pas les auditeurs de saisir ce qu'ils s'étaient toujours refusés* de croire : leur profession était désormais abolie.

Nul, *malgré tous ses efforts*, ne parvenait à pénétrer le motif – la raison d'Etat, sans nul doute – qui avait conduit à l'adoption d'une pareille mesure. Certains ouvertement, d'autres furtivement, contemplaient leurs mains, et dans le regard de tous se lisait la même interrogation : qu'en feraient-ils, désormais ? *Pour la première fois de leur vie peut-être, la plupart d'entre* eux réalisaient que ces mains ne savaient rien faire d'autre et que, pour elles, le temps d'apprendre un autre métier était à présent révolu. Des mains de damnateurs, rien de plus : voilà ce qui pendait au bout de leurs bras. Telle était la pensée de beaucoup que commençait à *habiter* un germe de rancœur envers leur profession, envers eux-mêmes qui l'avaient embrassée sans *rien épargner, ni efforts, ni sacrifices, ni intrigues pour s'y* hisser, mais aussi envers l'Etat qui, après avoir laissé opérer sur eux l'action magique de cette drogue, les en sevrait alors même qu'ils s'y étaient accoutumés.

De fait, qu'allaient-ils faire à présent, comment allaient-ils *élever* leur progéniture ?

Comme s'il avait lu dans les pensées de la plupart, le grand vizir répondit en deux courtes phrases à l'anxiété qui ne faisait que croître. L'Etat ottoman qui, dans sa mansuétude, n'oubliait jamais rien ni ne privait jamais personne de son dû, avait eu à leur endroit une dernière prévenance. A compter de ce jour, les imprécateurs se voyaient allouer une pension de retraite au même titre que tous les autres fonctionnaires de l'Etat et, stipulation exceptionnelle, sans aucune *distinction d'âge.*

Le vizir refit une brève pause, puis, comme s'il avait eu hâte d'interrompre le soupir de soulagement qui montait de la salle, il conclut son discours d'un ton ferme où se laissaient percevoir des nuances de menaces. Que nul n'allât penser que l'Etat supporterait murmures ou récriminations à propos du décret qui venait d'être promulgué. *Les ex-imprécateurs (Dieu, quelles* tristes résonances éveillait cette expression employée pour la première fois par le vizir !) n'avaient donc plus qu'à regagner leurs villes, bourgades et provinces lointaines sans s'ouvrir à personne de ce qui venait de se produire, sans même se le rappeler à eux-mêmes, en se pénétrant bien du fait que les agissements de l'Etat étaient les seuls justifiés en ce bas monde.

Telle fut la dernière phrase du grand vizir. Après quoi il se tourna brusquement vers la porte qui s'ouvrait sur sa droite et, suivi de son escorte, il sortit sans gratifier personne d'un regard.

CE même après-midi, les imprécateurs quittèrent la capitale par toutes sortes de transports de fortune, comme ils étaient venus. Le temps humide, la pluie intermittente, les roues embourbées des voitures de poste empruntées par certains ajoutaient à la tristesse de leur départ. Les vieux uniformes portant l'emblème de la malédiction, qu'arboraient encore quelques-uns d'entre eux, parurent soudain *encore plus* élimés, semblables à des accoutrements de revenants dans la grisaille du jour déclinant.

En même temps qu'un sentiment de soulagement, les habitants de la capitale éprouvèrent une certaine nostalgie à les voir s'en aller ainsi, l'air hagard, assombris par la fatigue. Durant les jours qui suivirent, on parla encore beaucoup d'eux, surtout dans les administrations. Puis les commentaires s'espacèrent. Ils se ranimèrent quelque peu quand le bruit vint à courir qu'une autre pratique, moderne celle-ci, devait, en s'adaptant aux conditions nouvelles, se substituer au vieil anathème. On alla *même jusqu'à fournir détails* et schémas sur ce nouveau mode d'imprécation ; mais il apparut finalement que ce n'étaient là que fausses rumeurs. Ce furent aussi les *ultimes* évocations des jeteurs de malédictions, que recouvrit peu à peu la première poussière de l'oubli.

(Tirana, 1985. Traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni).

Né en 1936 dans le sud de l'Albanie, Ismaïl Kadaré a fait ses études à Tirana puis à l'Institut Gorki à Moscou. Il est devenu célèbre en France après la parution de son roman *le Général de l'armée morte* (1970). La plupart de ses ouvrages sont publiés chez Fayard : *le Grand Hiver* (1978), qui vient d'être réédité, *Avril brisé* (1981), *la Niche de la honte* (1984), *Eschyle ou l'éternel perdant* (1988) et enfin *le Concert* (1989).

Dans un récent entretien, publié par le journal de la jeunesse communiste albanaise, il déclarait : « *Si elle ne se soucie pas des problèmes de démocratie, des droits de l'homme et des libertés, la littérature n'est pas seulement infirme ; elle marque son sens moral d'un grand point d'interrogation.* »

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS



Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

هكذا من الأصل

« LA GRANDE DISCORDE », de Hichem Djaït

L'islam ou la présence des origines

Par JACQUES BERQUE *

UNE éthique, quelle qu'elle soit, peut durcir en institutions, forcément liées à un Etat. Elle peut aussi ménager sa propre effervescence, s'ouvrir un recours permanent ou périodique au feu central. Ce sont là diverses mises en œuvre qui ont interféré dans l'histoire des sociétés musulmanes, non sans troubles latents ou périodiques, qui commencèrent une génération à peine après la mort de Mahomet. Ils provoquèrent alors ce que la tradition appelle *la Grande Fitna* ou « Crise », ou « Discorde », avec une nuance de « Tentation ». Hichem Djaït, historien tunisien, vient d'écrire sur ce sujet un livre de belle venue (1).

C'est un autre trait de l'islam que le télescopage qu'il aime à opérer entre les diverses phases de sa durée. Des réformes, il les voit volontiers dans un retour à l'origine, ou présumée telle. Corrélativement, il se livre à une palingénésie de ses périodes fondatrices, en tant que celles-ci fournissent du présent une anticipation, ou du moins un critère explicatif. J'imagine l'auteur de ce livre jetant un regard perplexe sur l'islam de son temps, disputé entre l'alignement sur autrui et le retour sur soi, le rationalisme et l'opacité, la mise à jour du Message et sa réification. Autant d'alternatives qui ne se recouvrent pas entre elles, non plus qu'elles ne recouvrent celles des antiques débats dont, pourtant, elles font revivre la flamme. D'où l'intérêt d'une recherche qui ne soit pas seulement celle de l'érudition, mais aussi de l'engagement.

LE calife Uthman, troisième successeur du Prophète, tomba en 656 victime d'une conjuration dont les arguments frappent encore aujourd'hui par leur précarité. Il avait présidé à une mutation de la maison d'islam. Le grandissement par la conquête, l'expansion des richesses, une première mobilisation du capital escortaient sous son signe la construction d'un Etat, ce qui pouvait troubler bien des esprits. A quoi s'ajoutaient son népotisme et son propre enrichissement. Mais il s'était dûment repenti de ses faiblesses, et l'attentat inouï consistant à le tuer dans des conditions atroces plongea dans la stupeur la majorité, et dans la révolte un fort parti de croyants.

Il faut dire que cette chronique ne nous est connue que par des documents postérieurs à elle d'au moins un siècle et auxquels Hichem Djaït, dans un chapitre critique, finement déduit, montre qu'il faut faire moins créance qu'à une logique interne, affleurante jusqu'à nos jours. Elle opposait alors aux consolidations politiques, largement récupérées par le clan noble des Omeyyades, le pieux zèle des Qurrâ, guerriers « mémorisants-récitants » qui s'estimaient gardiens de la parole sacrée.

LA terrible période qu'ouvrit le meurtre du calife n'avait guère tenté l'historiographie, si l'on excepte le beau livre (1947) de l'écrivain égyptien Taha Hussein, que Hichem Djaït traite un peu dédaigneusement de littéraire. Justement, l'école des Annales n'aura jamais désavoué le bien-écrire. Ce ne sera pas déprécier le livre de l'historien tunisien que d'en goûter la fermeté de style, les formules frappantes, l'acuité des portraits. Mais l'on retiendra plus encore la corrélation qu'il noue entre des faits touffus, tragiquement enchaînés les uns avec les autres.

C'est ainsi qu'au nouveau calife, Ali, neveu de Mahomet, bénéficiaire innocent, mais gêné et compromis, du meurtre, s'oppose Aïsha, la veuve du Prophète, *« sorte de Pasionaria de l'islam »*, enfin vaincue dans une dure bataille. Puis ce même Ali, « *héros des anciens âges* » (Taha Hussein), doit faire face à l'omeyyade Muawiyya, gouverneur de la Syrie, politique retors et vengeur nominal du calife assassiné. Enfin son propre parti se scinde : certains continuent à la suivre (*Shia*), d'autres « sortent » de son allégeance (kharedjites), parce qu'irréductibles à son esprit de concession. On le voit, les divisions actuelles de l'islam se dessinent dès lors.

SUR le champ de bataille de Siffin, Ali avait dû en effet se soumettre à l'arbitrage du Coran : de multiples exemplaires du Livre, exhibés au bout des lances par le parti de Muawiyya, avaient imposé une trêve. L'arbitrage consistait à recourir à l'écrit sacré, ou plutôt à son exégèse. Or c'est le calife Uthman qui avait présidé à la collecte et à l'édition du Coran. Hichem Djaït n'insiste pas assez, nous semble-t-il, sur une transformation qui, portant, non certes sur le contenu du texte, mais sur son véhicule et sa figure, ne pouvait manquer de provoquer des contrariétés. Affectant directement les Récitants, n'a-t-elle pas compté parmi les véritables griefs de la conjuration ?

Quoi qu'il en soit, l'auteur retrace avec vigueur le déroulement d'une période aux grandes interrogations éthiques. Cela nous vaut au passage de fortes analyses sur l'histoire interne des villes : de Kufa, qu'il connaît en profondeur, et de Basra, l'une et l'autre se disputant, comme bientôt le fera la philologie arabe, le sort d'une province frémissante, cet Irak aux terres lourdes, objet de convoitise pour toutes les fiscalités. Autre saisissant parallèle : entre la coalition incertaine qui soutient Ali et l'armée syrienne de Muawiyya, bien cimentée et déjà au fait des choses de Byzance. En toile de fond, en effet, se découvrent l'Asie insondable et la Méditerranée : deux vocations rivales de l'islam jusqu'à nos jours...

Voilà donc, à l'image du sujet traité, un ouvrage à la fois d'érudition sur l'antique et de projection sur l'actuel, ou plutôt de va-et-vient entre ceci et cela. Seul un connaisseur très informé, doublé d'un participant, pouvait nous doter, en la matière, d'un témoignage aussi senti en même temps que d'un apport aussi vigoureux.

(1) Hichem Djaït, *la Grande Discorde, religion et politique dans l'islam des origines*. Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1989, 417 pages, 150 F.

* Professeur honoraire au Collège de France.

« ROGER ET MOI », un film de Michael Moore

Un conte néolibéral

IL est sans doute significatif que les critiques cinématographiques n'aient pas prononcé, à propos du film *Roger et moi*, le mot qu'on attendait, celui de « militant ». Est-ce parce que le réalisateur Michael Moore, très adroitement, a su renouveler le genre en se mettant en scène à la fois comme auteur et comme personnage de l'intrigue ? Toujours est-il que, si le cinéma militant est pratiquement défunt, il retrouve dans ce conte exemplaire une vie et une voltairienne verdeur.

Voici l'histoire : General Motors fait de Flint la « *pire ville des Etats-Unis* » en licenciant trente mille de ses ouvriers, d'où : chômage, accroissement de la criminalité, psychose d'insécurité parmi les « bons » citoyens qui courent chez les armuriers, reconversion de sans-travail en gardiens de prison, développement des petits boulots précaires et expulsions en série. Derrière ce constat peut se lire une pensée critique, insurrectionnelle, qui répond à celle des « officiels » auxquels le film donne la parole. Dans « *la société démocratique et libérale* », la croyance aux lois de l'économie permet d'éviter la recherche des responsabilités. « *Les choses changent* », les hommes n'y sont pour rien, disent encore ces notables.

Autrement dit, que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, cela n'aurait rien à voir avec le pouvoir de l'argent... C'est la conclusion de ce film percutant, mais amer, dont le prologue burlesque, où l'auteur se tourne lui-même en dérision, annonce le dénouement : simple citoyen en lutte contre le pouvoir de l'argent (qu'incarne Roger B. Smith, PDG de General Motors), Michael Moore ne pourra poser sa question au cours de la « *très démocratique* » assemblée des actionnaires. Il pourra alors prendre l'exacte mesure de son pouvoir : il est nul, il n'est rien.

CHRISTIAN ZIMMER

Dans les revues...

■ WORLD POLICY JOURNAL. A lire : « Les Etats-Unis et la nouvelle Europe », par Walter Russell Mead, *et* « *La guerre contre les drogues* », par Morris J. Blackman et Kenneth E. Sharpe. (Hiver, trimestriel, 5,75 dollars. – 777 United Nations Plaza, N.Y. New-York 10017.)

■ DÉFENSE NATIONALE. Une série d'articles sur le défi des armements terrestres à l'aube du vingt et unième siècle. Une réflexion sur la stratégie et le métier militaires en France pour les années à venir. (Mai, mensuel, 40 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris cedex.)

■ STRATÉGIQUE. Un article de Michel Pochoy sur « la prolifération des missiles balistiques ». (N° 45, trimestriel, avril, 62 F. – La Documentation française, Paris.)

■ COMMENTAIRE. La suite du débat sur l'article de Francis Fukuyama, « La fin de l'histoire ? » ; et un article de Hillel Frandkin sur « le fondamentalisme musulman ». (N° 49, printemps, trimestriel, 100 F. – Julliard, Paris.)

■ ÉTUDES. Un numéro riche et varié : la démocratie indienne, la loi hospitalière française, éthique et armement nucléaire aux Etats-Unis, marxisme et religion à Cuba, etc. (Avril, mensuel, 45 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ LA REVUE DU MAUSS. Une livraison au titre provocant : « *Les sauvages étaient-ils démocrates ?* ». Une série de contributions, dont plusieurs, centrées sur *Démocraties* (le livre de Jean Baechler), s'interrogent sur la dimension démocratique des sociétés primitives. (N° 4, trimestriel, premier trimestre, 62 F. – La Découverte, Paris.)

■ CADMOS. Une livraison consacrée à l'ébranlement des certitudes de l'homme à la fin du vingtième siècle, aux menaces sur la planète et à la responsabilité des citoyens. (N° 49, printemps, trimestriel, 18 francs suisses. – *Villa Moynier, 122, rue de Lausanne*, 1211 Genève 21.)

■ ÉTUDES. Un portrait de Vaclav Havel, une monographie sur l'Autriche, une réflexion sur la réalité du concept de « contrainte extérieure » en économie, une étude sur l'église argentine. (N° 3, mars, mensuel 50 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN. Une livraison qui fait le point sur les dimensions économique, politique et culturelle du Grand Triangle – Europe, Etats-Unis, Japon. Parmi les auteurs, Edgard Pisani, Michel Jobert, Paul-Marie de La Gorce, Michel Beaud, Christian Sautter, Riccardo Petrella, Susan George, Bernard Cassen et Claude Julien. (N°s 9-10, avril-juin, trimestriel, 125 F. – 62, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.)

■ FUTURIBLES. Une étude prospective sur l'Europe de 1992, que les auteurs voient devenir, à terme, la première puissance mondiale ; et un état des perspectives démographiques mondiales. (Mars, mensuel, 50 F. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

■ EUROP. La revue bilingue (français-anglais) de la Fondation Journalistes en Europe s'intéresse à plusieurs sujets brûlants : nationalismes, minorités, religions à l'Est et en Turquie, immigrés, extrême droite en France. (N° 57, avril-juin, trimestriel, 50 F. – 33, rue du Louvre, 75002 Paris.)

■ ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. Au sommaire, le « mode d'emploi » de l'unification RFA-RDA, un dossier sur les limites de la flexibilité du travail et une enquête sur ce bien de plus en plus précieux qu'est l'eau. (N° 76, avril, dix numéros par an, 17 F. – 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon.)

■ *JAPON. ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ.* Une présentation des seules activités nationales de l'immense groupe industriel Mitsui : une omniprésence. (N° 235, avril, gratuit. – Office franco-japonais, 14, rue Cimarosa, 75116 Paris.)

■ INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES. Un numéro consacré aux grandes manœuvres de l'économie internationale, de la « révolution financière » des années 80 à la dette du tiers-monde et à l'économie des pays de l'Est. (N°s 22-23, trois numéros par an, automne-hiver, abonnement un an : 46 dollars canadiens. – Editions Saint Martin, 4316, boulevard Saint-Laurent, bureau 300, Montréal, Québec H2 W123.)

■ POLITIS. Il n'est pas facile de lancer un nouvel hebdomadaire, de surcroît lorsqu'il se revendique indépendant et de *gauche... Politis vient de fêter* la sortie de son centième numéro en faisant une nouvelle fois la part belle au journalisme d'investigation avec des révélations sur l'affaire de la dioxine de Seveso. Au sommaire également, une enquête sur Brest, sur la pauvreté en Espagne et un éditorial de Bernard Langlois sur les hommes politiques, les industriels et l'argent. (N° 100, 12-18 avril, hebdomadaire, 20 F. – 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.)

■ FRANCE-URSS MAGAZINE. Un bilan de cinq ans de perestroïka examiné sous tous ses aspects : société, désarmement, problème des nationalités, écologie, droit et aussi relations France-URSS. (N°s 7-8, mars-avril, mensuel, 40 F. – 61, rue Boissière, 75116 Paris.)

■ TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN. Un hors-série consacré à l'Intifada, « Le cri des pierres » : la résistance de la nation palestinienne et ses conséquences sur Israël et la scène diplomatique. (Deuxième trimestre 1990, 25 F. – 49, faubourg Poissonnière, 75009 Paris.)

■ POUR LA PALESTINE. Un dossier sur l'agriculture en Cisjordanie et à Gaza et différents rapports sur la répression. (N° 29, premier trimestre 1990, trimestriel, 20 F. – BP 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

■ REVUE DU MONDE MUSULMAN ET DE LA MÉDITERRANÉE. Un numéro consacré aux prédicateurs profanes au Maghreb, à la poésie populaire et aux résistances. (N° 51, premier trimestre, trimestriel, 80 F. – EDISUD, La Calade, 13090 Aix-en-Provence.)

■ AL ASAS. Un article d'Abdallah Saaf sur l'obsession des « terroristes arabes dans la révolution roumaine ». (N° 95, avril, mensuel, *7DH. – 1256, Charia Al Hourrya, BP 1623*, Hay Assalam, Salé, Maroc.)

■ POLITIQUE AFRICAINE. « Economie alimentaire : la purge libérale », avec plusieurs articles sur les conséquences des politiques d'ajustement structurel. (N° 37, mars, trimestriel, 75 F. – Editions Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013.)

■ PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. Un important dossier sur le Chili à l'heure du rétablissement du régime démocratique. (N° 94, printemps, trimestriel, 50 F. – La Documentation française, Paris.)

■ TRAVAIL. Un dossier sur l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. (N° 19, mars, trimestriel, 60 F. – 57, rue de la Roquette, 75011 Paris.)

■ *SOCIOLOGIE DU TRAVAIL.* Une étude, par secteur d'activité, des accords d'entreprise en France de 1950 à 1980. (N° 1/90, trimestriel, 90 F. – Dunod, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge cedex.)

■ POURQUOI. une livraison consacrée aux minorités culturelles menacées dans le monde, avec un éditorial de Jean-Louis Rollot sur « ségrégation et racisme ». (Avril, mensuel, 18 F. – 3, rue Récamier, 75007 Paris.)

■ AVVENIMENTI. Cet hebdomadaire italien consacre un dossier à la « guerre contre les immigrés » déclenchée en Italie et dans laquelle certains souhaitent l'intervention de l'armée. (18 avril, hebdomadaire, 2 500 lires. – Via Farini 62, 00185 Roma.)

■ PLEIN DROIT. L'agence de presse IM'Média et le GISTI ont associé leurs compétences en matière d'immigration pour publier un numéro spécial sur « l'Europe multicommunautaire ». (1989-1990, 130 pages, 40 F. – GISTI, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

■ SPÉCIAL OPTIONS. Premier numéro d'une série sur le thème « Où va la Terre ? » consacré à l'environnement avec une vingtaine d'articles sur l'effet de serre, l'ozone, l'Amazonie, Tchernobyl, la voiture propre, la désertification, le problème des déchets, etc. (N° 30, mars, trimestriel, 45 F. – Case 431, 93514 Montreuil cedex.)

■ NON-VIOLENCE ACTUALITÉ. Le dossier, « sport et violence », et une étude sur argent et football. (N° 135, avril, mensuel, 17 F. – 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.)

■ L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE. Un long compte rendu de la rencontre à Séoul des représentants de quatre cents Eglises. Les inquiétudes des évêques européens au sujet du sort réservé aux immigrés. (N° 74, 15 avril, hebdomadaire, 29 F. – 163, bd Malesherbes, 75859 Paris cedex 17.)

■ IL EST UNE FOI. Un dossier sur les églises locales et la crise des paroisses ; une étude sur la « normalisation » de l'Eglise brésilienne et un récit fictif, drôle et méchant de la rencontre Jean-Paul II-Gorbatchev. (N° 27, mars, mensuel, 30 F. – 68, rue de Babylone, 75007 Paris.)

■ CIRAC-MEDIA. Toute l'actualité des grands médias allemands, de l'Ouest et de l'Est, avec, notamment, une analyse de la législation provisoire sur la presse et l'audiovisuel adoptée en février dernier en RDA. (N° 2, avril, trimestriel, abonnement un an : 620 F. – CIRAC, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris.)

■ JURISTIA. – Un numéro spécial sur « Droit et médias », reprenant les actes d'un colloque organisé à Nantes en novembre 1988. (Revue juridique de l'Ouest, numéro spécial 1989, 90 F. – Chemin de la Sensive du Tertre, *44036 Nantes cedex 01.)*

■ REVUE FRANÇAISE DE CIVILISATION BRITANNIQUE. Une livraison consacrée aux médias britanniques avec plusieurs contributions sur les contraintes gouvernementales imposées aux journalistes. (N° 4, printemps, biannuel, 60 F. – Richard Sibley, Faculté des lettres, université d'Orléans, 45072 Orléans cedex 02.)

■ SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un compte-rendu de synthèses du colloque « Quelles langues pour la science ? », avec notamment un article de Bernard Cassen. (Mars, onze numéros par an, 40 F. – 14, rue de Savoie, 75006 Paris.)

■ LES CAHIERS DU LERASS. Une livraison dont le dossier central est consacré à l'entreprise, l'information et la communication. (N° 19, février, trois numéros par an. 70 F. – LERASS-IUT, 115, route de Narbonne, 31077 Toulouse cedex.)

■ LA *RECHERCHE.* Le point sur une extraordinaire découverte : les premières molécules organiques ne se seraient pas formées dans les océans primitifs mais dans la nébuleuse solaire. (N° 220, avril, onze numéros par an, 32 F. – 57, rue de Seine, 75280 Paris cedex 06.)

■ ALLIAGE. Au sommaire de cette revue originale, un dossier sur culture, science, technique et tiers-monde et la présentation d'une nouvelle profession : critique de science. (N° 3, trimestriel, printemps, 69 F – ANAIS, 78, route de Saint-Pierre-de-Féric, 06000 Nice.)

■ TERMINAL. Un dossier sur le dialogue entre l'homme et l'ordinateur, son incidence sur l'organisation et le contenu du travail. (N° 48, bimestriel, janvier-février, 35 F. – 18, rue de Châtillon, 75014 Paris.)

■ A FAIRE. Un bulletin commun à trois associations (un bel exemple à suivre !) qui se consacrent à l'économie alternative, à la création d'emplois nouveaux et aux solidarités sociales. (N° 3, trimestriel, premier trimestre, 25 F. – Les Réseaux associés, 99, rue des Couronnes, 75020 Paris.)

■ LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. Un dossier de presse sur la « guerre du foulard ». (N° 231, février-mars, huit numéros par an, 49 F. – 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

● LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE, 1989 : avec un chapitre spécial intitulé « Développement durable et aménagement des ressources naturelles ». *(FAO, Rome, 171 pages.)*

Commission économique des Nations unies pour l'Europe

● TENDANCES DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE DE L'URSS. *(ONU, Genève, New-York, 1990, 112 pages.)*

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

● ANNUAIRE STATISTIQUE 1989 : les chiffres les plus récents rendant compte de l'état de l'éducation, de la recherche et de la culture dans quelques 200 pays et territoires. *(UNESCO, Paris, 1989, 350 F.)*

Colloques et rencontres

● RAPPORT DE L'ORALITÉ ET DE L'ÉCRIT DANS LES LITTÉRATURES AFRICAINES. Rencontres les 4, 5 et 6 mai à Dijon, à l'initiative du Centre d'études et de documentation africain. *(CEDAD, BP 26-06, 21000 Dijon-Cedex.)*

● L'AMÉRIQUE LATINE. LES CHEMINS DE LA DÉMOCRATIE. Un colloque organisé par l'Institut des hautes études d'Amérique latine et Médecins du monde, le 12 mai à Paris, avec la participation de notre rédacteur en chef Ignacio Ramonet. *(Maison de l'Amérique latine. Tél. : 42-22-97-60.)*

● L'ANNÉE DES CHANGEMENTS EN AMÉRIQUE LATINE. Journée du Centre de formation aux réalités internationales, le 15 mai à Paris. *(CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 45-65-25-00.)*

● BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. Deux journées, les 16 et 17 mai à Paris, organisées par le Centre français du commerce extérieur. *(CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris. Cedex 16. Tél. : 40-73-38-14.)*

● FIN DU COMMUNISME ? ACTUALITÉ DU MARXISME ? Colloque international à la Sorbonne les 17, 18 et 19 mai, à l'initiative de la revue *Actuel Marx* et l'Instituto Italiano per gli studi Filosofici. *(Actuel Marx, 19, bd du Midi, 92000 Nanterre. Tél. : 47-24-52-19.)*

● ÉTHIQUE ET ENGAGEMENT DANS LE GRAPHISME. Un colloque, du 20 au 23 mai à Blois, à l'occasion du congrès de l'Alliance graphique internationale, avec la participation d'Armand Mattelart, John Berger et Ignacio Ramonet. *(AGI, 137, bd Magenta, Paris. Tél. : 48-75-05-07.)*

● L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL DE LA FRANCE. Conférences hebdomadaires organisées à partir du 26 avril par l'Institut d'études politiques de Paris. *(Sciences-Po formations, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-49-50-99.)*

● LES PAUVRES ONT-ILS UNE CHANCE POUR DEMAIN ? Une table ronde, le 3 juin, avec la participation d'Ignacio Ramonet. (Mission de France, 16, rue du Père-Lucien-Aubry, 94121 Fontenay-sous-Bois. Tél. : 48-75-05-07.)

les livres

ÉPHÉMÉRIDE D'UN PRÉSIDENT ÉVAPORÉ

L'avancée du désert

MÉMOIRES D'UN VIEUX PARAPLUIE, de Mangin, éditions de Fallois, Paris, 1990, 378 pages, 120 F.

ETRANGE livre que celui de Mangin. Cet homme n'existe pas, ou plutôt ce vrai-faux pseudonyme est le nom d'un président fictif qui, chaque jour, pendant quinze minutes, rédige son éphéméride. Voilà trente ans, le professeur Werner avait publié l'intégralité de ses écrits, nous rappelle Marc Bressant, éditeur de cette version abrégée, et non moins fictif auteur d'une excellente postface. Ce jeu de noms, ces fictions emboîtées l'une dans l'autre ne relèvent pas du simple artifice, mais parviennent à imposer cette réalité : Mangin, ce patronyme derrière lequel, plus qu'il ne se cache, s'efface le véritable auteur.

Mangin a été élu président de la République et, dès son entrée à l'Elysée, grâce à ce journal, va *« garder un œil »* sur lui-même. Ce serait s'engager sur des pistes au tracé incertain que de vouloir décoder, à la lumière du passé ou de l'actualité, ces notations, ces descriptions de mœurs, de tics, d'obsessions, ou de moyens de gouverner. Mangin n'est que Mangin. D'ailleurs, son septennat ne dure que deux ans. Au fil de sa plume à l'encre brillante, il enregistre sa dérive progressive. Au *bout de vingt-quatre mois, il craque, quitte le palais par la fameuse petite porte qui* peut assurer des sorties discrètes, et s'évapore. Mangin a disparu de l'histoire, de la géographie et franchit l'illusion pour entrer dans la vie.

N'excluant pas que son journal soit un jour publié, il en avait suggéré le titre, inspiré d'une *« phrase immortelle »* d'Alphonse Thiers : *« Je suis un vieux parapluie sur lequel il pleut depuis quarante ans. »* Il en a vu, ce politicien roublard et *cynique, ce lettré paillard qui s'épuise à patauger dans* les eaux *putrides* de la gestion quotidienne : entourage humain, trop humain, Afrique dévoreuse d'interventions militaires au profit de gangsters locaux, affairismes en tous genres, terrorisme insaisissable. Se livre-t-il à une nouvelle (après tant d'autres) méditation sur la solitude du dirigeant en principe omnipotent ? Sans nul doute parvenu au sommet grâce aussi à des magouilles, il décortique lucidement les contorsions, baise-mains, crocs-en-jambe, des vermisseaux qui grouillent autour de lui : ministres, conseillers, et inénarrables personnages que sont l'Architecte, l'Archiviste, et ce Médiéviste davantage marchand du temple qu'historien des cathédrales. Mangin souffre d'un trop-plein de nains auprès de lui, et d'un trop-peu de démocratie et de culture. Ce n'est pas un hasard si Gracian est (avec Pascal) mentionné, mais, ici, ce n'est pas l'homme de cour qui dissèque la cour, mais le monarque.

DE temps à autre, le courrier apporte une lettre de Brosset, quatre-vingt-onze ans, ancien professeur de mathématiques de Mangin, qui habite une HLM de Montpellier. Brosset joue le rôle du Fou, un Fou qui vivrait dans le peuple et dont les missives prennent l'allure d'un collage de la réalité sur l'encens entêtant du pouvoir. Grâce à ce personnage essentiel du journal, grâce aussi à son extrême lucidité, Mangin disparaît, moins par lassitude de la fonction qu'en raison de l'impossibilité pour son omnipotence théorique de changer un tant soit peu un monde vide de vie et de réalité. *« Les gouvernements font semblant de gouverner, les travailleurs de travailler, les jouisseurs de jouir. Et les rieurs de rire (...) Un déraillage généralisé qui, s'il n'a pas encore fait vraiment couler le sang, nous pousse inexorablement vers le désastre. »*

Dans sa postface, Marc Bressant cite une phrase d'un livre écrit sur Mangin : *« Il n'a pas déserté : il a quitté notre désert. »* Réminiscence du titre du roman de Pierre Jean Jouve : *Un monde désert ?* Là en tout cas est la clé de l'ouvrage. Mangin nous a fait croire qu'il méditait sur le pouvoir, quand il décrivait notre réel cimetière de valeurs desséchées.

JACQUES DECORNOY.

EUROPE

LA FIN DU TERRITOIRE JACOBIN. – Jean-Pierre Balligand et Daniel Maquart

★ Albin Michel, Paris, 1990, 222 pages, 98 F.

Un député et maire du Nord et un ingénieur du génie rural, tous deux concernés et passionnés par les problèmes d'aménagement du territoire, s'interrogent sur les nouvelles frontières politiques, économiques, sociales et culturelles qui se dessinent dans l'espace européen.

Une chose est sûre, il ne ressemblera pas au modèle politico-administratif soigneusement délimité par ce jardin à la française, dans lequel s'aménagent depuis si longtemps les rapports entre le pouvoir central et le citoyen.

Sous la poussée des bouleversements économiques qu'accompagnent entrepreneurs et financiers, se mettent en place de nouveaux réseaux de pouvoir et de richesse, dessinant des espaces géographiques qui font fi des frontières et des souverainetés nationales. Plus proches des cités de l'ancienne Hanse germanique que des schémas d'Etat unitaire ou fédéral, au reste bien récents dans la longue histoire européenne.

Si la nation-territoire va vers sa fin, comment reconstituer une capacité d'action du politique, un pouvoir légitime garant des conquêtes démocratiques ? C'est le mérite de ce livre de nous faire *« prendre conscience de ces mouvements de fond pour ne pas en être le jouet »*.

CHRISTIAN DE BRIE.

LES RÉGIMES POLITIQUES DE L'EUROPE DES DOUZE. – Pierre-Henri Chalvidan et Hervé Trnka

★ Eyrolles, Paris, 1990, 149 pages, 140 F.

Une réflexion sur le modèle parlementaire européen puis, pour chacun des douze Etats membres de la Communauté, une présentation des institutions et de leur fonctionnement en trois parties : régime politique, Etat de droit, vie politique. Un très commode rassemblement de données dispersées qui devrait rendre de grands services aux étudiants, enseignants et journalistes travaillant sur l'Europe.

BERNARD CASSEN.

ETUDIER EN EUROPE. – Marie Verdier

★ Calmann-Lévy, Paris, 1989, 365 pages, 98 F.

A l'intention des étudiants et chercheurs qui, *via* les programmes Erasmus, Comett ou Science, ou par des bourses bilatérales veulent aller passer un semestre ou une année d'études dans une autre université européenne, un guide extrêmement utile. La première partie, « Comment partir », fait le point sur les problèmes administratifs et financiers ; la seconde, « L'enseignement supérieur », examine les traits spécifiques de chacun des systèmes universitaires des Douze ; la troisième, « Les filières d'études », adopte un point de vue synthétique par grand domaine (gestion, médecine, lettres et langues, etc.). Une mine d'informations.

B. C.

TIERS-MONDE

TIERS-MONDE... UN MONDE DANS LE MONDE. – Jean-Yves Calvez

★ Les Éditions ouvrières, Paris, 1989, 199 pages, 98 F.

A l'heure de la nouvelle détente entre les Deux Grands, de la *« maison commune européenne »*, reste-t-il une place sur notre planète pour ces milliards d'individus qui la peuplent et qui n'ont pas eu la chance de naître au Nord ? Comme le rappelle Jean-Yves Calvez, sans être uniforme, le tiers-monde existe, souvent pauvre, avec de forts taux de croissance démographique, affecté *« par des transformations rapides, bousculant de fond en comble les sociétés »*.

L'auteur analyse d'abord l'histoire dont il hérite, les chocs qui ont bouleversé ces sociétés et les États qui se sont imposés à elles. Dans une seconde partie de l'ouvrage sont examinés les solidarités et les divisions dans ce tiers-monde, le rôle qu'il joue dans les organisations internationales, son attitude face aux problèmes mondiaux. Notre avenir à tous, dit l'auteur, se joue là-bas.

ALAIN GRESH.

VILLES

PRAGUE, BOHEME, MORAVIE. – Xavier Galmiche

★ Jacques Damase éditeur, Paris, 1989, 144 pages, 180 F.

Un guide *« littéraire, artistique, touristique »*, illustré, étayé de chronologies et de renseignements précieux. Mais ces impératifs formels ne sont que prétextes à création, en une démarche inverse de celle qu'illustrait récemment le *Prague* du poète Petr Kral (1).

Ici, Xavier Galmiche fait redécouvrir le pays ou sa légende. Le paysage tchèque devient anthropomorphique, l'homme devient paysage. Il restitue ainsi avec une subtilité naïve l'âme de peuples qui hésitent encore entre la beauté immédiate et la beauté travaillée. Et s'ouvrent nos vastes appétits...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) *Prague*, Petr Kral, Champ Vallon, Seyssel 01420, 1987, 116 pages, 78 F. Petr Kral et Xavier Galmiche ont également codirigé un recueil, *Prague*, qui paraît chez Autrement en mai 1990.

SHANGHAI DANS LES ANNÉES 1980. – Sous la direction de Christian Henriot

★ GREEC-université Jean-Moulin-Lyon-III, Lyon, 1989, 182 pages, 120 F.

Une étude sur Dalian mise à part, ce livre fait le point sur des aspects majeurs de la situation à Shanghai : *l'« état des lieux »* de la *« région économique de Shanghai »* montre l'inachèvement des réformes, qui reflète les limites de *la « politique de déconcentration-décentralisation »*. A lire, aussi, des études très pointues sur le logement, le mariage, et, par Jean-Louis Rocca, une analyse du phénomène de la délinquance *« qui préfigure l'avenir de beaucoup de régions »*. Cette plongée dans la société réelle laisse bien augurer de l'avenir de la collection.

J. D.

DROITS DE L'HOMME

LES DROITS DE L'HOMME. – Jacques Maritain

★ Desclée de Brouwer, Paris, 1989, 144 pages, 78 F.

Sous ce titre sont réunis trois écrits de Jacques Maritain. Le premier, intitulé les *Droits de l'homme et la Loi naturelle*, est paru pour la première fois à New-York en 1942. Livre de combat, il s'agissait pour son auteur, face aux menaces que la barbarie nazie faisait peser sur l'avenir de la civilisation occidentale, de fonder philosophiquement l'exigence d'une politique respectueuse de la dignité humaine sur la tradition de l'humanisme chrétien. Ce texte eut un grand retentissement dans l'ensemble du continent américain et prépara les esprits à l'adoption, après guerre, de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU. Le voici accompagné de deux autres, par lesquels Jacques Maritain prit indirectement part à l'élaboration de cette déclaration, dans le cadre de sa participation à une enquête lancée alors par l'UNESCO.

ALAIN BIHR.

LES MINORITÉS ET LEURS DROITS DEPUIS 1789.

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 288 pages, 140 F.

A l'occasion du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le Centre de relations internationales et de science politique d'Amiens et le Groupement pour les droits des minorités ont tenu un colloque à Amiens sur le thème : « Les minorités et *leurs droits depuis 1789* ». *L'essentiel* des travaux se trouve regroupé dans cet ouvrage.

Après avoir constaté que la Déclaration de 1789 ignore superbement les minorités et leurs droits, les auteurs (ils sont plus d'une dizaine) s'efforcent, dans un premier temps, de déterminer une problématique d'ensemble de la revendication minoritaire, tant sur le plan interne que dans le domaine international. Ils arrivent à la conclusion que, selon les cas, elle utilise comme support les droits de l'homme ou les droits des peuples.

La seconde partie de l'ouvrage étudie la condition des minorités en France. Danièle Lochak fait très clairement apparaître qu'on *assiste aujourd'hui à « une reconnaissance implicite du phénomène minoritaire par le droit »*, au point, écrit-elle, qu'*« il paraît légitime de parler d'une véritable gestion des différences »*. A la lecture du texte de Bruno Etienne sur « l'islam minoritaire », sans doute est-on conduit à nuancer ce propos.

EDMOND JOUVE.

RELIGION

ETRE MUSULMAN AUJOURD'HUI. – Sadek Sellam.

★ Paris, Nouvelle Cité, coll. « Rencontres », 1989, 184 pages, 99 F.

De cette réflexion de l'islam sur lui-même, se dégage l'affirmation d'une nécessaire distinction à établir entre le *« capital spirituel et intemporel »* de la révélation musulmane et les contingences historiques qui ont présidé à son élaboration. On sera sensible à la sincérité d'un croyant qui se plaît à opposer l'islam populaire porteur d'espérance, de justice et de dignité à l'islam institutionnel asservi et corrompu. Un tel ouvrage ne devrait pas manquer le but pédagogique que lui assigne l'auteur : réconcilier la spiritualité des uns avec la rationalité de tous.

LOUIS-JEAN DUCLOS.

COMMUNIONE ET LIBERAZIONE. Identité catholique et disqualification du monde. – Salvatore Abbruzzese

★ Editions du Cerf, Paris, 1989, 253 pages, 134 F.

Un maître livre de grande sociologie sur Communione e Liberazione, ce mouvement catholique de masse enfanté progressivement dans l'Italie industrialisée milanaise des années 50 grâce à la réflexion d'un prêtre à la forte personnalité charismatique, don Guissani. L'auteur – Italien écrivant français – analyse avec un rare talent les complexes évo*lutions de la société où « C et L » a grandi*, chez les jeunes surtout. Cet ouvrage est aussi un grand livre sur l'Italie contemporaine.

J. D.

ÉCONOMIE

DDR, WIRTSCHAFT IM UMBRUCH. Bestandsaufnahme und Reformansätze.

★ Bundesminister für Wirtschaft im Rahmen der Strukturberichterstattung, Berlin, janvier 1990, 97 pages, 25 DM.

C'est une contribution essentielle au débat sur les implications de la réforme économique en RDA qu'a réalisée, à la fin de janvier 1990, le département RDA-pays industrialisés de l'Europe de l'Est, dirigé par Doris Cornelsen, au sein de l'Institut de recherche économique situé à Berlin.

Après avoir, en cinquante pages, dressé le tableau de l'économie durant l'ère Honecker, les auteurs établissent le relevé précis des discussions et des propositions qui ont vu le jour depuis octobre 1989 en matière de réforme économique.

Les premières mesures prises par le gouvernement de transition dirigé par M. Hans Modrow laisseront sans doute l'image d'une intense activité législative tant les champs abordés par les réformateurs ont été nombreux (entreprises, autonomie des unités de travail, commerce extérieur, joint-ventures) même si l'éclectisme et l'incertitude de certains projets n'ont pas été absents (prix, subventions, formes de la propriété).

Enfin, ayant souligné les difficultés liées au problème de la convertibilité de la monnaie, les auteurs – contrairement à certaines idées trop répandues – établissent que l'union monétaire n'était nullement fondée et que, pour réussir, elle suppose une réforme radicale des prix ainsi qu'un soutien sans faille des partenaires extérieurs...

FRANÇOIS BAFOIL.

VINGT ANS D'INSTITUTIONS MONÉTAIRES OUEST-AFRICAINES, 1955-1975. – Robert Julienne

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 482 pages, 280 F.

Robert Julienne a été, de 1955 à 1975, directeur général de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). A ce titre, il fut le témoin privilégié de l'évolution du système monétaire mis en place à partir de 1960 dans les Etats indépendants francophones. Les temps forts de son récit sont les décisions de la Guinée (en 1960), du Mali (en 1962) et de la Mauritanie (en 1972) d'abandonner le franc CFA et de battre leur propre monnaie : la zone franc a survécu à ces trois défections qui n'apportèrent pas aux pays en question le bénéfice qu'ils en attendaient.

CLAUDE WAUTHIER.

● ONG DU SUD ET DÉVELOPPEMENT *(Commission justice et paix, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, décembre 1989, 60 pages, 55 F)* : l'émergence des organisations populaires du Sud comme acteurs du développement.

● LES PETITS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT RURAL. – Clair Michalon *(SILO, 1, place de l'Eglise, La Rochette, 77000 Melun, 1990, 24 pages, 50 F)* : installation de forages équipés de pompes solaires, organisation de jeunes agriculteurs, cultures maraîchères en zone sahélienne...

● ECONOMIE DU MONDE ARABE ET MUSULMAN 1990 (Editions EMAM, Arcueil, 1990, 224 pages, 150 F) : une étude sur les nouveaux pôles du monde arabe et une analyse par pays.

● SUDAN: A HUMAN RIGHTS DISASTER *(Africa Watch, 90 Borough High Street, London SE1 1LL, Royaume-Uni, 1990, 140 pages)* : quand les militaires s'« occupent » de droits de l'homme.

● L'IMPACT DES PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES SUR LE TISSU SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE FRANÇAIS. – Ministère de la recherche et de la technologie *(La Documentation française, Paris, 1990, 189 pages, 90 F)* : le rôle des subventions de la CEE dans l'essor de la recherche française.

● LA RÉPUBLIQUE DES SAVANTS. La recherche française et le CNRS. – Jean-François Picard *(Flammarion, Paris, 1990, 339 pages, 109 F)* : la contribution du CNRS à la production des connaissances en France.

● INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET CIVILISATION. – Sous la direction de Denise Fauvel-Rouif *(Editions du CNRS, Paris, 1989, 435 pages, 325 F)* : l'innovation technologique comme facteur de changement et reflet des mentalités.

DANS UN ELDORADO COLOMBIEN

Jours de magie et d'or

LES MAMELLES DU CHOCO, d'Arnoldo Palacios, Fondation Palacios (27210 Fiquefleur), 1990, 84 F.

NON, les deux mamelles du Choco ne sont pas l'héroïne et la cocaïne !... A Certegui et à Aburdo, deux bourgades misérables, enfouies dans la forêt tropicale colombienne du Choco, au sud du Panama, la population survit en arrachant à la terre rouge, à la boue, quelques rares pépites de métaux précieux. Le platine et l'or. Voilà les deux mamelles qui nourrissent et irriguent – si mal – le Choco.

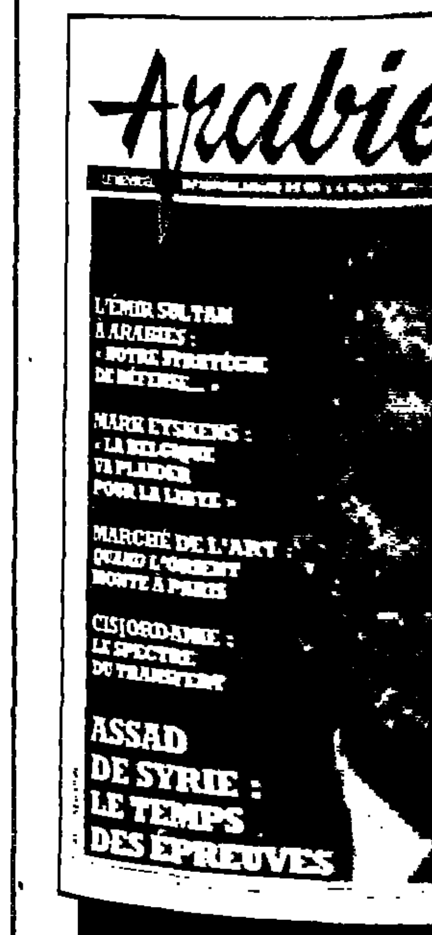
Petit-fils d'esclave, issu de croisements entre Noirs et Indiens, Arnoldo Palacios a eu plus de malheur encore à survivre que ses frères déshérités de Certegui. A deux ans et demi, il est atteint de poliomyélite, et pendant des années et des années, le drame quotidien de sa vie sera de trouver le moyen de ramper sur le ventre et les coudes, comme un petit animal blessé, jusqu'à la rivière, jusqu'à la cabane de sa grand-mère – et jusqu'à la « mine » où, comme tous les siens, il remuera dans sa « battée » la boue et les pierres, avec le fol espoir de trouver les précieuses pépites.

En fait, Arnoldo Palacios a rapporté du Choco un trésor bien plus improbable, bien plus irremplaçable que l'or ou le platine : un livre. Installé maintenant dans un petit village de France, et sans autre document que sa prodigieuse mémoire, il restitue la vie de son village colombien, telle qu'elle s'est déroulée à ses yeux de jeune infirme. Il fait vivre les siens, sa famille et ses « pays » dans les gestes, les joies et les peines de chaque jour ; il fait vivre le verbe de la sorcellerie, les mots qui accompagnent les actes de magie, et que l'on jette à la face du Dieu portugais, ou des cent mille diables de la forêt ; il connaît les secrets et les pratiques indispensables pour se faire aimer, pour se battre, pour survivre ; il sait décrire la tristesse des jours de pluie et les crues boueuses de la rivière, jaillissant de son lit, *« le temps de faire frire une banane »* – aussi bien que les *tétons des petites cousines, « semblables à deux yeux fermés sans cils ni sourcils »*.

LES Mamelles du Choco ne sont que le premier volume d'une trilogie, qui nous racontera bientôt comment Arnoldo Palacios, toujours poussé par sa passion de la liberté, et à l'affût d'une nouvelle renaissance, a réussi à quitter son village et son pays, à parcourir le monde pour s'instruire et se soigner, à choisir la culture française et à poursuivre des études à la Sorbonne.

Dans chaque pays où il a vécu, il a su créer des liens de profonde amitié avec les hommes, les langues, les cultures et les poètes. *« Chercher la petite mère de Dieu »* est une expression souvent employée par les Noirs du Choco. Elle signifie : partir à la recherche de sa chance, de sa bonne aventure. Bonne petite mère de Dieu, Arnoldo Palacios !

MAURICE PONS.





du mois

CULTURE

HOPE AND FOLLY. – William Preston Jr, Edwards S. Herman et Herbert I. Schiller

★ University of Minnesota Press, Minneapolis, Etats-Unis, 1989, 367 pages, 16,95 dollars.

Des tumultueux rapports entre les Etats-Unis et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ce livre, solidement étayé, donne une version bien différente de celle de la grande presse occidentale. Documents et chiffres à l'appui, trois prestigieux universitaires nord-américains démontent la formidable machine mise en route par la Heritage Foundation, une organisation ultraconservatrice, pour tailler en pièces la politique du multilatéralisme. Les chapitres consacrés au rôle des médias dans cette bataille contre l'UNESCO sont particulièrement impressionnants et méritent une lecture attentive. Un regret : les auteurs n'ont pas mis le doigt sur le mal qui ronge l'Organisation, à savoir le fonctionnement de son secrétariat. Il est autrement plus inquiétant que la « politisation » des débats.

EDOUARD BAILBY.

L'ART FANTASTIQUE. – Marcel Brion

★ Albin Michel, Paris, 1989, 260 pages, 480 F.

Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une *réédition. Le célèbre texte, devenu classique*, de Marcel Brion (publié pour la première fois en 1961) est certes repris dans son intégralité, mais enrichi par la reproduction de deux cents œuvres permettant de mieux visualiser et comprendre les analyses de l'auteur.

Marcel Brion a cherché, on le sait, à recueillir et à interpréter ces manifestations artistiques – surtout en peinture – qui expriment de manière étrange l'inquiétude de l'homme, son angoisse, ses peurs. C'est, en quelque sorte, l'« *autre côté du réel* » qu'il observe et dont il détermine, à travers les siècles et les civilisations, les constantes. Dans cet univers bouillonnant et cauchemardesque, l'auteur voit la figuration de préoccupations collectives devant les cataclysmes à venir. Il apprend *ainsi à mieux percevoir quelques aspects* absurdes de notre propre modernité.

L. R.

LES DÉLATEURS. – Victor Navasky

★ Ramsay, Paris, 1989, 443 pages, 43 F.

Que Humphrey Bogart se soit excusé publiquement d'avoir défendu les droits constitutionnels des « dix Hollywood », menacés de prison pour refus de délation, montre le degré de pression anticommuniste qui pesait sur l'opinion américaine dans les années noires de la chasse aux sorcières (1947-1955). Victor Navasky s'attache à analyser dans cet ouvrage (qui est une réédition) tous les ressorts du comportement des délateurs de Hollywood, non pas pour les excuser, mais pour mettre à nu le mécanisme qui accule toute sorte de libéraux et progressistes à « donner des noms » à une commission sénatoriale formée par l'extrême droite. L'assimilation faite entre communistes et espions (*cf.* les Rosenberg) fera régner une véritable terreur psychologique sur Hollywood pendant près de dix ans. Le lavage de cerveaux n'existe pas seulement chez les autres...

GENEVIÈVE SELLIER.

KAFKA. – Régine Robin

★ Belfond, Paris, 1989, 365 pages, 140 F.

S'appuyant sur les études les plus récentes, l'historienne Régine Robin entreprend de remonter toutes les pistes (biographiques, linguistiques, psychanalytiques, socio-historiques) qui expliquent l'énigme Kafka. Dans cette fascinante traversée de l'Europe centrale au tournant du siècle, se profile un Kafka inédit, relativement bien inséré dans son milieu, contrairement aux idées reçues, choisissant de répondre aux inquiétudes identitaires de son époque. Cet ouvrage érudit et passionnant jette un regard neuf sur cet écrivain emblématique de notre siècle sans le délester de son mystère.

FULVIO CACCIA.

HISTOIRE

MÉMOIRES. Un révolutionnaire dans la Grèce du XX[e] siècle. – Agi Stinas (présentation et traduction d'Olivier Houdart)

★ La Brèche, Paris, 1990, 369 pages, 130 F.

« *La révolte est un devoir, non une profession* », déclarait, à quatre-vingt-sept ans, peu avant de mourir, Agi Stinas. Maître à penser du jeune Cornélius Castoriadis, Stinas fut un des fondateurs du PC grec. Il le quitte au début des années 30 lors de la reprise en main du parti par le Komintern. Critique acerbe du stalinisme, il passe au trotskysme jusqu'à la fin des années 40. Durant la seconde guerre mondiale, il prône le défaitisme révolutionnaire alors que la majorité de ses camarades rejoint la résistance. Ensuite, il sera le principal représentant grec du courant Socialisme et Barbarie.

CHRISTOPHE CHICLET.

PHILOSOPHIE

DE LA SOCIÉTÉ A L'HISTOIRE. – Tony Andréani

★ Méridiens Klincksiek, deux volumes, Paris, 1989, 751 et 595 pages, 160 F et 130 F.

Publier une somme de quelque 1 300 pages sur le marxisme à une époque où l'on assiste à l'effondrement du système socialiste étatique et où la mode est plutôt de considérer Marx comme « dépassé » ou de le reléguer dans l'armoire à poisons, frise l'héroïsme. Tony Andréani, dans son étude monumentale – autant par l'ampleur que par l'érudition – *De la société à l'histoire*, nous invite à reparcourir l'itinéraire de Marx à partir d'une méthode philosophique profondément originale. Il ne s'agit pas de décrire la genèse de la pensée de Marx mais, à partir des sociétés présentes, industrielles ou non, de leur émergence dans l'Histoire, de s'interroger sur leurs conditions de possibilité.

Au-delà de l'empirisme et du réductionnisme, des commentaires fossilisés et des matrices idéologiques, il s'efforce de confronter la méthode du matérialisme historique, dans son essence, avec les données des sciences humaines, pour s'interroger sur la constitution de toute société et son fonctionnement.

Philosophe de formation, Tony Andréani est l'héritier de Descartes. Il s'interroge sur ce qui reste vivant dans la pensée de Marx au-delà des socialismes « réels ». Enfin, la clarté du style en fait un instrument de travail indispensable.

JEAN-MICHEL PALMIER.

Terre, notre fille

Par YVES FLORENNE

PHILOSOPHE, physicien, esthéticien, historien, j'en passe, et poète, sans peut-être le savoir, en tout cas *sans en faire profession, bref, humaniste (au sens* propre, car aujourd'hui on nomme « humaniste » le preneur d'otages quand il daigne les libérer), Michel Serres est un homme de Renaissance. En passant retenons, cela peut toujours nous servir, qu'avec la naissance de l'humanisme, apparut celle du capitalisme. Or, il s'agit ici (1) d'une renaissance à venir. Mais tout de suite. D'autant plus pressante, pathétique, que dans la voie où nous sommes engagés jusqu'au cou, ou plutôt où nous avons été jetés, elle n'a d'autre terme à l'alternative que la mort.

La plupart des hommes préfèrent n'y pas penser, ou le nient car peu importe la durée, leur court terme biologique suffit à assurer leur jouissance de domination. Et ce court terme désastreux nous a tous entraînés de force. Reste à opérer un renversement total. Ce qui s'appelle proprement révolution. Mais aucune, jamais, n'a même approché le tour *complet, toutes ont erré pour se perdre dans des sens uniques*, les pires dans des aberrations et des crimes monstrueux. Il y eut tout de même, c'est vrai, les droits de l'homme. Toujours re-déclarés, parce que toujours niés dans les faits, souvent cyniquement. Le contrat social, sans doute, a un sens. Reste que, curieusement, son plus illustre promoteur ne laissait aucune place au promeneur solitaire. Aussi s'affranchit-il en accusant les autres. De ce contrat, Michel Serres dénonce la tyrannie, puisqu'il contraint chacun par la « volonté générale », autrement dit, au mieux, majoritaire. Cet abus lui arrache son seul mot de colère, d'ailleurs ironique. Aussi salue-t-il « *ce héros que la Grèce pouvait appeler philosophe* [parce qu'il] *résista jusqu'à la mort à l'obligation politique dont Sartre exigeait qu'on s'y pliât, pour paraître philosophe*...[ainsi ces « philosophes »-là] *ont pris et tiennent encore la place de l'accusateur public qui exige condamnation au nom de la force dominante de la cité. Salauds !* »

Donc, Michel Serres oppose au contrat social, le « *contrat naturel* ». C'est que tout a changé, du fait de l'homme, avec la menace de mort globale, pour lui et pour toute vie. *Le temps est donc venu d'« écrire le droit des êtres qui n'en ont pas »*. Ce qui concerne même l'homme, mais vise bien au-delà : « *Que les objets eux-mêmes deviennent sujets de droit.* » Et soudain, ce juriste tel qu'on n'en avait encore jamais vu, suscite en lui, de nouveau, le poète : « *Quel langage parlent les choses du monde ? La voix des éléments passe par la gorge de ces femmes étranges qui chantent dans les détroits de la fascination.* »

Notre monde est dans la situation d'un bateau lancé à pleine vitesse, droit sur une barre rocheuse ; enfin, le plus résolu des pilotes propose de réduire la vitesse du dixième ; on y consent en rechignant. Un peu retardé, l'écrasement n'en est pas moins fatal. Certains en doutent, la plupart préfèrent n'y pas penser. Ou le nient, sûrs que le terme de leur propre vie est encore plus court. Tranchons, c'est simple : un pari de Pascal, mais le nôtre non contestable ; car si le ciel n'existe pas, ne pas jouir sur terre, c'est tout perdre. Ici, en tuant la Terre, nous perdons tout, notre vie pour commencer. En sauvant la terre et nous avec, nous gagnons tout, et peut-être le ciel s'il existe, sans rien perdre. Donc, la décision va de soi. Hélas ! ce devrait être le même pari : paix contre guerre. Et pourtant...

Maintenant, nous savons que notre Terre est fragile, mortelle, déjà blessée, d'autant plus belle : « *Être de beauté, rien n'est plus beau que le monde.* » Certes, elle-même nous a longtemps tenus en son pouvoir, mais nous avions le nôtre pour nous défendre. De toute façon, raison de plus pour nous faire ses chevaliers. Il est plus d'une fois question d'amour dans ce livre. Et même, y est-il question d'autre chose ? « *Il n'est de réel que l'amour, et de loi que de lui.* » De quoi faire bien rire ceux qui nous gouvernent. Je pense moins aux politiques qu'aux rois du marché, à l'empire universel du marché qui vend aussi le mot « liberté » jusqu'à en faire son enseigne. La Terre, bon « produit » global, est donc à vendre tout entière. Nous avons le temps.

Le philosophe, le prophète, l'humaniste notre contemporain, dans sa passion pleine de raison est bien un *renaissant*. Il y a plus de quatre siècles, Héroët, poète français, célébrait, avec sa *Parfaite Amie*, la femme, « *Dieu terrestre* ». Telle est justement, pour Serres, la Terre même.

LA richesse, la densité, l'intensité foisonnante décourageraient de prétendre donner dans un propos si bref quelque idée de ce grand livre – qui n'a pas deux cents pages. Une seule lui suffira, juste avant la dernière partie, pour peindre cette figure baptisée Tiers-Instruit, où le lecteur ne peut pas ne pas voir un autoportrait. Enfin, le poète va demeurer seul avec sa vision, dans ce « dénouement » *auquel il aurait pu donner pour titre un mot qu'il caresse* inlassablement : *appareillages*. Bretagne. Un bateau, justement, appareille. Deux amants. Elle, blonde, le poète la nomme Eve ; et lui, bien sûr, Adam. Il est à la coupée, elle à terre. La planche se relève. Eve mord dans une pomme rouge, il tend la main, elle lui lance la pomme, il y mord à son tour, la relance... Dès lors le jeu, négligeant toute réalité, se poursuit avec le même bonheur entre la terre et le lointain navire. Jusqu'à ce que tombe dans la mer ce qui reste de la pomme mangée : les pépins. Semence.

Autre bond dans l'espace : Kourou. Autre appareillage : Ariane. Feu, flamme, tonnerre. Lancée de main d'homme, une étoile nouvelle dans le ciel. Aujourd'hui, nous voyons notre Terre entière photographiée dans son espace. Mais la peinture de la Renaissance, précisément, par la main du Primatice, nous l'avait déjà montrée, très proche, humaine, riche de voluptueux détails. A Kourou, les hommes restés sur terre, ce grand tremblement les a rendus à leur primitivité. Eux, « *les plus avancés entre les hommes, plongent leurs racines dans les traditions les plus hautes et sombres* ». A l'instant, quand leur étoile a cherché sa place dans le ciel fourmillant, ils n'ont pas caché une larme. Pour le poète-témoin, cette partition inconnue jouée à cet instant par le clairon, « *elle déchire le cœur plus encore que la sonnerie aux morts* ». Et voilà justement le cœur. Le poète, de nouveau, parle pour finir : chant de la Terre, Cantique des cantiques, litanie...

J'avais à peine ouvert le livre quand je traçai mon titre, plus explicite, me semblait-il, que le sien. Mais sans savoir à quel point les dernières lignes, à elles seules, allaient le justifier ou plutôt l'exalter, dans cette passion spontanément, « naturellement » incestueuse, – puisque nous sommes au recommencement : « *Qui suis-je maintenant, pour quelques secondes ? La Terre elle-même. Communiant tous deux en amour, elle et moi, doublement désemparés... La reconnaîtrais-je pour ma mère, pour ma fille et mon amante ensemble ?* »

(1) *Le Contrat naturel*, F. Bourdin édit. (27, rue Saint-André-des-Arts), Paris, 1990, 196 pages, 99 F.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

LE NOUVEL ÉTAT DU MONDE. Bilan de la décennie 1980-1990. – Sous la direction de Serge Cordelier

★ La Découverte, Paris, 1990, 430 pages, 140 F.

Les *États du monde* publiés annuellement, depuis 1981, font maintenant partie de l'environnement documentaire des étudiants, des enseignants, des journalistes. Aujourd'hui, l'équipe de La Découverte, coordonnée par Serge Cordellier, nous propose un exercice original : faire le bilan de la décennie écoulée au travers de cent vingt courts articles qui explicitent un titre en forme d'affirmation sans détours comme, par exemple, « Le marché de l'art s'emballe et favorise les spéculations » ou « Le marxisme n'occupe plus qu'une place résiduelle dans la vie intellectuelle occidentale ». Le pari était risqué, il est superbement gagné : le sommaire de l'ouvrage constitue un véritable recueil des idées-forces des dix dernières années.

Deux présentations : l'une d'Yves Lacoste, qui attribue le rapprochement États-Unis - URSS à leur commune inquiétude à l'égard du Japon et du monde asiatique, et l'autre de Jean-Luc Domenach, qui exprime son scepticisme quant au rayonnement réel dans le monde du modèle démocratique occidental, malgré ses succès apparents, éclairent un ouvrage où l'on retrouvera les signatures de quelques spécialistes connus des lecteurs du *Monde diplomatique*, et notamment celles de Bernard Cassen, Alain Gresh et Ignacio Ramonet.

C. de B.

LE DICTIONNAIRE DES SCIENCES. – Sous la direction de Lionel Salem

★ Hachette, Paris, 1990, 481 pages, 199 F.

Il n'est plus possible, aujourd'hui, de comprendre notre environnement, même culturel et politique, sans une claire notion des enjeux scientifiques et technologiques, en constante mutation. Mais nul ne saurait, seul, maîtriser l'ensemble des domaines de la connaissance. *Le Dictionnaire des sciences*, sous un format commode, constitue une ressource précieuse pour s'y retrouver au jour le jour : plus de 1 000 *entrées principales*, 3 500 mots indexés, 400 schémas et figures. Lionel Salem, directeur de recherche au CNRS, s'est entouré d'une équipe de premier plan pour proposer des définitions à la fois scientifiquement rigoureuses et accessibles au lecteur cultivé.

B. C.

INFO-RÉVOLUTION. Usages des technologies de l'information. – Sous la direction de Dominique Carré

★ Autrement, Paris, 1990, 348 pages, 149 F.

Une encyclopédie, minutieusement documentée et accessible, sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). *Après un état de l'art de ces technologies, qui* se diffusent dans l'ensemble des activités industrielles, tertiaires et de la vie quotidienne, viennent une quinzaine d'exemples de leurs applications concrètes. Sont ensuite proposées des analyses sur les enjeux mondiaux *des TIC en termes de marché et de création* d'emplois. Une partie documentaire comprend le détail des programmes de recherche et développement européens, un glossaire technique, la liste des personnes-clés du secteur et de l'ensemble des organismes publics ou privés qui le structurent.

Le dernier chapitre décrit les enjeux des TIC dans l'éducation et la formation : nouveaux métiers, structures d'emploi, etc. Une bibliographie sélective permet de satisfaire les curiosités – et elles ne manquent pas – que suscite un ouvrage parfaitement réussi.

B. C.

PETIT TRAITÉ DE L'ÉTAT. – Gérard Bergeron

★ *PUF, coll. « La politique éclatée », Paris, 1990, 264 pages, 145 francs.*

Petit traité sur un grand sujet : l'État, sa genèse et son devenir historiques. Pour en traiter de manière aussi condensée, il fallait s'en tenir à une thèse simple quoique forte : l'Etat est une invention récente, il ne date guère que de la Renaissance européenne ; auparavant, l'humanité n'a connu que des « États » analogiques (infra-Etats des sociétés primitives, extra-Etats des empires asiatiques ou antiques, cités-Etats de l'Antiquité et du Moyen Age).

La faiblesse essentielle de l'exposé tient à ce qu'il n'établit pas de lien entre cette émergence et la formation pourtant concomitante, en Europe occidentale, des économies marchandes puis capitalistes – un lien qui depuis lors n'a cessé de se renforcer. D'où l'insuffisance de l'analyse du mode de fontionnement des Etats contemporains, dans la dernière partie, et l'absence de toute perspective de « fin de l'Etat », évoquée sur un mode purement anecdotique en conclusion.

A. B.

WESTERN EUROPE AND SOUTH-EAST ASIA. Coopération or Competition. – Sous la direction de Giuseppe Schiavone

★ Macmillan, Londres, 1989, 276 pages, 35 livres.

Publié par l'Institut d'études européennes Alcide de Gasperi de Rome, l'ouvrage reprend les travaux (actualisés) d'un colloque tenu en 1986 sur le potentiel d'une coopération accrue entre les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les Communautés européennes. Il couvre les domaines suivants : sécurité, coopération économique et commerciale, relations interrégionales (coopération entre l'ASEAN et le Japon, les États-Unis, relations CEE-Chine). La réflexion générale s'inspire de l'idée que l'âge du Pacifique est arrivé et que les pays de cette zone sont appelés à devenir le pôle du développement mondial du vingt et unième siècle.

Le coordonnateur de cet ensemble, le professeur Giuseppe Schiavone, est un spécialiste des relations internationales des pays de l'Est, et, bien que son introduction générale couvre l'ensemble de la thématique, il s'attache notamment au rôle futur de l'URSS dans le Sud-Est asiatique, qui est un des éléments de la « nouvelle pensée » en matière internationale de M. Gorbatchev. On y ajouterait sans doute aujourd'hui le thème de l'émergence des pays de l'Est comme concurrents éventuels de l'Asie du Sud-Est sur les marchés européens.

MARIE LAVIGNE.

ENCYCLOPÉDIE GÉNÉRALE HACHETTE, ANNUEL 1990, ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE 1989

★ Hachette, Le Livre de Paris, Paris, 1990, 200 pages, 239 F.

Dans une très belle présentation et avec une iconographie raffinée, la mise à jour 1990 de l'*Encyclopédie générale Hachette*, mais aussi un ouvrage qui se suffit à lui-même : une chronologie de 1989, les grands événements de l'année dans les domaines politique, économique, social, culturel, sportif ; des portraits de personnalités émergentes, de Boris Eltsine à Tadeusz Mazowiecki ; une trentaine de nécrologies, de Hirohito à Hubert Beuve-Méry et à Andreï Sakharov. Des signatures connues des lecteurs du *Monde* et du *Monde diplomatique*, et notamment celles de nos collaborateurs Bernard Cassen et Alain Gresh.

C. de B.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

UN FOU EST UN HOMME

Abroger l'internement psychiatrique

Par LUCIEN BONNAFÉ *

CHANGER la législation sur les fous est à l'ordre du jour et le Sénat français a commencé, le 18 avril, l'examen d'un projet présenté par M. Claude Evin, ministre de la santé. En même temps, ce même gouvernement français qui a soumis au législateur le projet de dépoussiérer la vieille loi de 1838 sur le placement en hôpital psychiatrique, incite, par circulaire, à *« orienter la politique du dispositif public et privé de santé mentale »*, et notamment à *« transformer le dispositif psychiatrique public »*. Cette circulaire du 14 mars 1990 (*le Monde* du 4 avril 1990) est un acte qui dépasse et déplace le débat sur le texte de 1838 pour plusieurs motifs.

Tout d'abord, la loi de 1838 est en plein dépérissement. Sa désuétude résulte d'initiatives et de pratiques dont la validité fut reconnue et stimulée par de précédentes circulaires. L'histoire des changements du système ségrégatif institué en 1838 est marquée par des dates comme 1937 et 1960, quand on cherche à faire sortir les patients de l'internement, dans l'hospitalisation et surtout « hors les murs ». La circulaire du 14 mars 1990 tend de nouveau à changer les pratiques, d'où décrépitude accélérée de la vieille loi et changements des données du problème.

L'expérience de la réforme en Italie

EN 1988, 26 % des malades hospitalisés en psychiatrie l'étaient en « placement contraignant ». Et 11 % des admissions – c'est-à-dire quelque 30 000 personnes – correspondent à des internements effectués sans le consentement des intéressés.

Tout un courant, plutôt traditionnel, observe que les modifications proposées aux procédures d'internement ne peuvent qu'aboutir à l'inverse des buts présumés. Au fond, on instaure une situation dangereuse, mais la contestation la plus ferme est formulée par les plus ardents critiques de l'internement lui-même, ceux qui pensent qu'un fou est un homme et qu'il en a donc tous les droits. Restaurer l'internement à l'époque contemporaine, alors qu'il tombe en grande désuétude, et que toute étude approfondie sur « la folie et la loi » aboutit toujours à la conclusion que *« c'est l'internement qui est arbitraire »*, leur paraît poser un problème inquiétant.

Dans le contexte européen, la principale réflexion sur « la folie et la loi » est née de la situation italienne. En 1978, le mouvement de désaliénation italien, travaillant à partir d'une situation encore plus archaïque que la situation française, fut à l'origine d'une innovation légale : la « loi 180 », changement très radical, très antiségrégatif. Il n'y a rien de plus intéressant à étudier que cette expérience. Son examen montre surtout la *diversité* de ses effets : ils sont remarquablement satisfaisants là où des équipes dynamiques ont su et pu mettre en place, en solidarité avec les autorités (bien plus décentralisées en Italie qu'en France) des moyens suffisants ; ils sont en revanche très préoccupants, avec des conséquences inquiétantes, dans d'autres lieux de la péninsule. Quoi qu'il en soit, cette « loi 180 » nous fournit des indications intéressantes. Ce mouvement de recherche chez les praticiens, appuyé par des instructions gouvernementales (des circulaires !), a permis de généraliser des pratiques différentes de la tradition asilaire. Le « modèle italien » demeure une expérience très féconde quoique inégale, mais surtout aux yeux de chercheurs très informés, attentifs aux rapports entre loi et réalités.

En France, nombreux sont les psychiatres qui, comme moi, se réclament du courant qui, lors du centenaire de la loi de 1838 – quand tout n'était qu'un grand concert de louanges, – anima la lutte contre les abus de l'internement et en faveur du désenclavement des soins de santé mentale ; des hommes qui inspirèrent les circulaires historiques de 1937-1938, premières incitations à des activités « extra-hospitalières ».

Ce mouvement prit une ampleur nouvelle après les désastres de la guerre ; il fut stimulé par le souvenir atroce de l'« extermination douce » des quarante mille internés qui moururent de faim et de froid sous l'Occupation. Il tira sa force des expériences désaliénantes mises en œuvre, contre le courant, dans ces temps brutaux.

A la Libération furent proclamées des perspectives de changements radicaux. Les autorités déclarèrent que le champ de responsabilité du service public de santé mentale ne pouvait plus être enfermé dans l'enceinte hospitalière et que le nouveau service public devait se muter en établissement chargé du service d'un secteur de population, comme les pratiques en étaient lancées dans ce qu'on avait nommé *« géo-psychiatrie »*. Il fallut attendre 1985 pour que ce principe trouve un effet partiel dans la loi, avec la légalisation (restée hospitalocentrique) de la « psychiatrie de secteur », après son expansion amplifiée par la circulaire du 15 mars 1960.

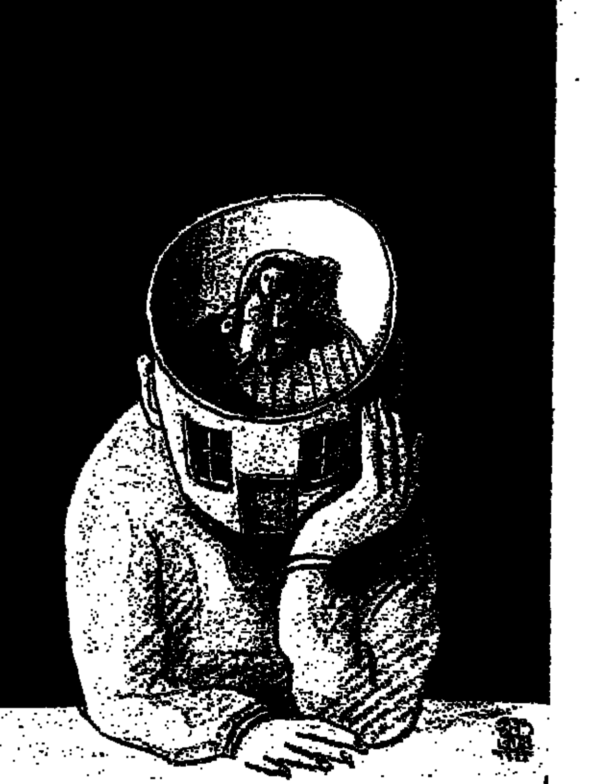
« Incapable de gérer librement leurs biens »

LES propositions formulées dans le vent de la Libération étaient très centrées sur la critique fondamentale de l'internement, dénoncé comme *« conduite primitive de la société »*, comme ensemble incohérent de mesures ségrégatives : *« L'internement doit être aboli, en tant que faisceau de mesures hétérogènes. Ses composantes doivent être, après dislocation, révisées... »* (Conclusions des Journées psychiatriques nationales de mars 1945.)

Dans ce bloc de mesures suraliénantes – qui faisaient de l'« aliéné » un sujet rejeté, considéré comme incapable de se conduire, l'assignant à résidence dans le lieu préposé à ses soins, l'obligeant à accepter ces soins sans souci de sa volonté – il y avait un aspect très significatif et très aberrant par rapport aux capacités réelles des personnes hospitalisées et aux principes thérapeutiques : l'internement les considérait comme *« incapables de gérer librement leurs biens »*.

C'est pourquoi, dans un premier acte de démantèlement de l'internement, en 1968, on déplaça le problème en définissant des *incapables majeurs*. Depuis lors, les internés ne furent plus automatiquement privés de la libre capacité de s'occuper de leurs affaires, et il n'est plus besoin d'interner – ou d'« interdire » – les victimes d'incapacités réelles pour assurer la protection de leurs biens.





Selçuk

« Dislocation » ou *« démantèlement »* de l'internement restent la ligne sur laquelle se tiennent les partisans de l'*abolitionnisme*. Depuis que la loi sur la folie a perdu son aspect premier (en tous sens) qui était l'*assignation à résidence* – l'article premier instituait le lieu géométrique du traitement de la folie, puis énonçait comment on y entre, on y séjourne, on en sort... – la problématique de l'opposition et du consentement aux soins a changé de nature. Toutefois, les esprits restent très dominés par la hantise du seul « placement », comme dans la réalité historique qui a institué cette dominante du principe de ségrégation *(« fou, donc bon à enfermer »)*. Et les plus respectables polémiques sur l'*« internement arbitraire »* ne sortent guère de ce cercle.

Chercher des solutions non discriminatoires

DANS la réalité, le courant « abolitionniste », qui a animé le désenclavement du travail de santé mentale, ne se limite pas à la protection contre l'« arbitraire » de tels ou tels placements contestables ; dans sa vision, c'est l'internement qui est arbitraire et c'est la lutte contre l'abus des hospitalisations psychiatriques qui est le problème d'aujourd'hui (celui qui est heureusement posé dans la circulaire du 14 mars 1990). Il est significatif d'observer que, à l'encontre du reproche d'*« interner arbitrairement »*, les visions ordinaires ségrégatives sur « la folie » attribuent à toute psychiatrie « ouverte » l'intention de *« laisser dehors »* les *« fous dangereux »*. Contre-vérité saisissante puisqu'un soutien plus précoce et plus compréhensif des sujets en difficulté a pour effet constant de diminuer les passages à la dangerosité.

« Dislocation », « démantèlement », « désenclavement » ; il y eut des débats sur la définition du lieu de soins comme lieu de « placement » et d'assignation à résidence, et sur la privation automatique de capacité civile. Mais aujourd'hui l'abrogation de la loi de 1838 rencontre le noyau dur des problèmes en question : celui de la spécificité, pour les malades mentaux, d'une problématique du consentement et de l'opposition aux soins. C'est là que les abolitionnistes manifestent un désaccord radical avec tout projet « rénovant » l'internement dans des formes différentes mais toujours discriminatoires, traitant les *« malades mentaux »* autrement que les autres êtres humains.

Très vite, pourtant, avec des expressions déjà claires dans les années 60, et une formulation très publique dans les conclusions des Journées de 1965-1967 *(Livres blancs de la psychiatrie)*, il a été énoncé, et largement fait admettre, que pour en finir avec l'internement il était nécessaire et suffisant de reconnaître que : si tous les citoyens étaient convenablement protégés contre tous les abus de tous les pouvoirs dont ils peuvent être victimes pour motif de santé, toute législation discriminatoire devenait caduque.

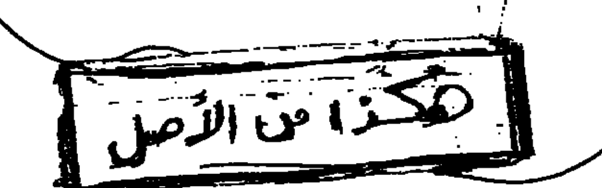
Depuis, les préoccupations éthiques ont pris une autre ampleur. Au temps du sida, du grand rejet des vieux loin de leurs attaches, de la méfiance à l'égard des immigrés, les questions sur le consentement et l'opposition aux soins sont devenues brûlantes. Penser à étudier vraiment quelles solutions non discriminatoires – pour le respect des droits des gens de toutes sortes – peuvent trouver forme dans la législation n'est certes pas facile. Mais depuis quand la peur de la difficulté est-elle source de progrès ?

Affronter la difficulté de penser qu'un fou est une personne ne devrait pourtant pas être une épreuve au-dessus des forces humaines.

* Psychiatre des hôpitaux

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1990 a été tiré à 174 000 exemplaires.



LE BRÛLO

LE

Néces
révolu

Par CLAUDE JULIEN



LE TEMPS DES EXCLUSIONS

